
3 1761 04698972 5

J.-J. WEISS

NOTES
ET
IMPRESSIONS

CHOIX DE LETTRES

PRÉFACE PAR

LE PRINCE GEORGES STIRBEY



PARIS
CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS
3, RUE AUBER, 3

1902

NOTES ET IMPRESSIONS

CHOIX DE LETTRES

CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS

DU MÊME AUTEUR

Format in-18.

A PROPOS DE THÉATRE	1 vol.
AUTOUR DE LA COMÉDIE FRANÇAISE	1 —
LE DRAME HISTORIQUE ET LE DRAME PASSIONNEL.	1 —
ESSAIS SUR L'HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE FRANÇAISE.	1 —
MOLIÈRE.	1 —
LE THÉATRE ET LES MŒURS	1 —
LES THÉATRES PARISIENS.	1 —

IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 5842-3-02.

J.-J. WEISS

NOTES
ET
IMPRESSIONS

CHOIX DE LETTRES

PRÉFACE PAR

LE PRINCE GEORGES STIRBEY



PARIS
CALMANN-LÉVY, ÉDITEURS
3, RUE AUBER, 3

Il a été tiré de cet ouvrage *douze exemplaires* sur papier de Hollande, tous numérotés.

J.-J. WEISS

EN 1864

Il y a dans tout l'ensemble de sa personne quelque chose de réfléchi et de fier : le regard, qui est très ferme, pense et observe et s'éclaire parfois d'un sourire de malice. Les lèvres que surmonte une fine moustache, seul et dernier vestige d'aspirations militaires, sont d'un contour très fin et se tirent volontiers vers les coins, comme pour lancer une remarque piquante.

FRANCISQUE SARCEY

(*Revue Française*, août 1864.)



J. J. Weiss
en 1880

PRÉFACE

Nous conservons à ce volume le titre que Weiss lui-même avait choisi pour une série d'articles datés des années 1880 et suivantes. Il les avait appelés *Notes et Impressions*, les avait signés *Pierre et Jean* et les avait fait paraître dans la *Revue Bleue*.

Eugène Yung, directeur de cette Revue politique et littéraire, avait déployé toutes ses séductions pour y attirer Weiss. Toujours prèt à faire une large part aux tendances nouvelles dans les choses de l'esprit et de l'art, Yung, qui connaissait les différentes et brillantes facettes de ce talent si neuf et si agile, avait

donné à Weiss la plus large hospitalité. Fait assez intéressant, les existences de ces deux hommes de lettres s'étaient incessamment côtoyées. Tous deux avaient passé par l'École Normale; ils y étaient de la même promotion, celle que Weiss appelle quelque part: la *promotion orageuse de 1847*. Devenus tous deux professeurs, ils avaient enseigné dans le même lycée de province, à la Rochelle. Plus tard, dégoûtés de la profession universitaire, ils s'étaient retrouvés à Paris: Yung, secrétaire de la *Revue des Deux Mondes*, Weiss, rédacteur aux *Débats*. Issus d'une même génération, vivant des mêmes idées, de la même carrière, des mêmes occupations, des mêmes plaisirs, ces deux natures affinées s'étaient liées d'une amitié qui ne s'est démentie jamais. Weiss aimait en Yung une souplesse courtoise, un esprit éclairé, une obstination paisible. Il lui trouvait un grand art et un grand goût à faire valoir les autres et l'appelait *un inventeur d'esprits*, métier qu'il remplissait en effet pour sa *Revue Bleue* avec un discernement bien rare. Yung, de son côté, rendait hommage à l'intégrité et à la fermeté de la raison de Weiss; il goûtait son

savoir, sa verve, son imagination, son humour, respectait l'indépendance de son esprit, défendait même parfois ses paradoxes étincelants. Aussi Weiss se sentait-il bien chez lui à la *Revue Bleue*, et Yung se plaisait-il à lui laisser toute la liberté dont son esprit et son imagination avaient besoin.

A l'époque où commencèrent à paraître les *Notes et Impressions,* Weiss avait pleinement conquis une place distincte et éminente dans les lettres et la presse. Un grand éclat de succès avait marqué tous ses pas dans la double carrière qu'il parcourait, tour à tour, ou en même temps, écrivain politique, écrivain littéraire, auteur de Premiers-Paris quotidiens, ou critique de feuilleton ou de Revue. Au début, il avait pris une remarquable part aux conférences de la rue de la Paix et à celles de l'Athénée. Nous avons réuni dans un volume intitulé *Molière*[1] plusieurs des leçons que, sous ce nom de conférences, il fit applaudir aux auditeurs de l'Athénée, leçons de haute littérature et de haute histoire, où un grand sujet,

1. *Molière*. par J.-J. Weiss. — Calmann-Lévy, éditeurs.

qui semblait commencer à s'épuiser, était renouvelé par une si pénétrante étude, avec un talent si original et si personnel.

Plus tard il avait été chargé de rédiger par quartiers les articles politiques les plus en vue du *Journal des Débats*. C'était sous l'Empire, époque hérissée de difficultés et de périls pour un journaliste; car on vivait sous le régime des avertissements, des amendes, des suspensions, des suppressions. Weiss sut avec un art consommé éviter les nombreux écueils. C'est à cette époque difficile qu'il entra en pleine possession de lui-même; son talent acquit une grande sûreté, sans rien perdre de son essor; son esprit une justesse et une clarté fine et subtile, sa langue, une précision toute nouvelle. Qui de notre génération ne se rappelle les Premiers-Paris de Weiss au *Journal des Débats?* Les hommes politiques, et beaucoup de ceux-là mêmes qu'il combattait les lisaient avec un charme sérieux, le parti libéral avec ravissement, tandis que le Gouvernement impérial s'en montrait atteint au vif, et s'irritait de son impuissance à en réprimer les libertés et les audaces savamment ménagées. De quelle main

habile, avec quel mélange de hardiesse et de précautions, par quels adroits détours, par quelles ingénieuses trouvailles d'allusions, de citations, d'apologues, Weiss savait faire comprendre et deviner à ses lecteurs ce qu'il ne pouvait dire ouvertement; et avec quelle clairvoyance il sut prophétiser les malheurs de la politique extérieure de Napoléon III, annonçant l'unité fatale et dangereuse de l'Italie, puis l'unité inévitable de l'Allemagne!

Ce stage brillant aux *Débats*, à côté des Édouard Bertin, des John Lemoinne, des Saint-Marc Girardin, des de Sacy, des Prévost-Paradol, ouvrit à Weiss toutes les portes de la presse; il écrivit depuis tour à tour dans *Le Courrier du Dimanche*, *Le Journal de Paris*, *Le Figaro*, *Le Gaulois*, *Le Nain Jaune* et autres [1]. Pour le *Journal des Débats*, cependant, où il avait débuté, il avait gardé un sentiment particulier de vénération et de reconnaissance; aussi, dans les dernières années de sa vie, au lendemain de l'effondrement du grand ministère Gambetta,

1. Nous avons réuni en un volume intitulé *Combat constitutionnel (1868-1886)* un grand nombre des articles politiques de Weiss. Bibliothèque Charpentier, 1893.

alors qu'il était désabusé de la politique, le vit-on revenir dans sa chère et vieille maison des *Débats*, et accepter d'y faire la chronique théâtrale, d'y écrire ces feuilletons du lundi que nous avons réunis sous le titre de *Trois années de théâtre*[1]. Tous ceux qui les ont lus et relus peuvent témoigner avec quelle pénétrante intelligence, quelle expérience humaine, quelle connaissance du théâtre, avec quelle verve et en même temps avec quelle solidité et quelle délicatesse de goût et d'esprit classique il sut juger les maîtres anciens et les jeunes auteurs dramatiques de son temps.

Il serait intéressant de relire aujourd'hui les articles que Weiss écrivait sous l'Empire, de les comparer à ceux qui datent de l'époque des *Notes et Impressions*. Plus de vingt années séparent ces deux périodes. Dans l'intervalle, Weiss avait beaucoup écrit. Lui, à qui la nature avait généreusement départi un don précieux, celui de *voir*, il avait eu de nombreuses et riches occasions de l'exercer; il avait beaucoup vu : deux ou trois révolutions, les tragiques événe-

1. J.-J. Weiss. *Trois années de théâtre (1883-1885)*, 4 volumes, Calmann-Lévy, éditeurs.

ments de l'année terrible, *une troisième République*... L'Empire finissant l'avait fait secrétaire des Beaux-Arts, la République l'avait placé, sans l'y laisser longtemps, il est vrai, au Conseil d'État. Il avait donc vécu, en quelque sorte, ces événements, il avait manié les hommes, il avait été dans la politique en contact avec le jeu des passions humaines. Les circonstances, l'expérience, la raison, avaient-elles, vers les dernières années de sa vie, affermi ses convictions ou les avaient-elles modifiées? Et, à l'époque qui nous occupe aujourd'hui, alors qu'il écrit sous le régime d'une liberté absolue de la presse, abrité derrière un pseudonyme, dans une Revue où il est le maître d'écrire sur tous et sur toutes choses, Weiss avoue-t-il un changement dans ses opinions et ses idées, nous découvre-t-il le fond de sa pensée, nous livre-t-il le secret de sa conscience, et, si nous relisons tous ses articles de cette date, découvrons-nous des variations dans son esprit et dans ses doctrines?

Nos lecteurs reconnaîtront sans doute chez l'écrivain la même netteté et précision mordante de langage, la même verdeur d'allure, la même sonorité d'accent, et, maintes fois, le

même brio, les mêmes saillies d'esprit et d'imagination, la même acuité d'ironie. Peut-être aussi trouveront-ils chez le penseur une nuance, inobservée jusque-là, de mélancolie, nous dirions presque de tristesse, une sévérité et une autorité qui font que ses jugements semblent tomber de plus haut. Peut-être jugeront-ils que le Weiss de ces années, lorsqu'il touche aux questions religieuses, se montre plus enclin qu'autrefois au respect de l'Orthodoxie; que lui, de bonne heure si imbu de l'âme des vieux maîtres, se présente plus qu'autrefois armé de son *credo* classique; qu'il s'élève avec quelque chose de plus grave et de plus mûr, et sans mélange d'outrance paradoxale, contre les fausses idées du jour, contre les passions étourdies ou aveugles des foules.

Enfin, pour la politique, où en était-il à cette heure-là? N'oublions pas que ce n'était pas comme journaliste politique que J.-J. Weiss participait à la rédaction de la pacifique *Revue Bleue*. Sans doute, du vaste champ que, sous cette inoffensive rubrique de *Notes et Impressions*, il lui était donné d'y parcourir, la politique n'était pas exclue, et ne pouvait l'être. Mais ce qui s'en

retrouve encore dans cet entretien périodique avec le public sur tant de choses diverses, ne fait suite, ni pour la nature des questions, ni pour l'esprit, le ton, l'allure, à celle qu'il avait si longtemps, ailleurs, et si délibérément pratiquée. Ce n'est plus du tout une politique militante, politique guerroyante au service d'un ensemble de principes et d'idées déterminé, d'une *cause*, à faire prévaloir et triompher. On se trouve en présence d'un esprit calmé, assagi, d'autant plus élargi; d'un pénétrant observateur, assis, les yeux bien ouverts, devant le spectacle varié que lui donnent, en cette année de grâce 1880, la société française et le monde parisien en particulier. On sent un lutteur désabusé, apaisé par les déceptions et les échecs qu'ont infligés à ses préférences d'autrefois et à ses efforts les fautes des hommes et l'imprévu des événements et se résignant de son mieux, et même, par raison de haut esprit et patriotique sagesse, s'intéressant à voir se débrouiller, s'asseoir, s'établir, de la façon la plus sortable et la plus utile qu'il se pourra, le régime nouveau, ou repris pour la troisième fois, dont il observe curieusement la naissance agitée.

Cette disposition sceptique sans désespérance, et compatible avec les plus honnêtes vœux pour le bien et l'avenir du pays, se traduit chez lui, çà et là, par des paroles d'aveu aussi spontanées que sincères, comme celles-ci :

« Quand j'étais jeune, peu m'importait si les lampions brûlaient pour la République, l'Empereur, ou le Roi ; j'adorais toute fête nationale, parce que c'était la fête et la foule. Je voulais

Les flambeaux, le bûcher, et la nuit enflammée,
Les aigles, les faisceaux et le peuple et l'armée [1].

» Avec l'âge, je devins monarchiste ; mais je serais encore aujourd'hui trop heureux de voir s'affermir une république libre dans un pays qui ne peut plus désormais que désespérer de la monarchie et de ses trois dynasties, rivales dans le néant. »

Dans cet état d'esprit, appelé tout à coup, comme il le fut, à cette heure, par le choix intelligent d'un puissant et généreux politique,

1. Cette citation, qui jaillit ici d'une mémoire hantée de vers de Racine, est prise de la tragédie de *Bérénice* (acte I, sc. 5) pour laquelle Weiss avait un goût particulier dont il a donné de si bonnes raisons. Voy. *A propos de Théâtre*, *Ch. XV*.

à servir la République dans un haut et délicat emploi [1], tout à fait à sa taille, on comprend qu'il ait bravement accepté ; et nul doute que, pour sa part, il ne l'eût, de son mieux, loyalement et supérieurement servie, si, à peine installé et en fonction, avec les ministres du 14 novembre 1881, avec le ministère de si grand avenir que présidait Gambetta, il n'en avait trois mois après partagé le sort inattendu, la soudaine et si regrettable chute.

En somme, à les considérer d'ensemble, ces *Notes* que Weiss écrivait pour la *Revue Bleue* sont surtout d'un penseur-moraliste aux prises avec l'actualité, d'une sorte de chroniqueur moral du temps présent, infiniment plus que d'un politique. Là, bien souvent, à des observations de bon sens et de fine raison sur des états d'esprit qu'il regrette ou s'afflige de voir se propager, aux efforts d'une prévoyante sagesse contre certains courants d'idées et de mœurs, d'une nouveauté inquiétante ou suspecte, viennent se mêler des jugements réfléchis, pesés, sur les hommes, sur des personnages du jour

1. Celui de directeur politique au département des Affaires étrangères.

ou de la veille, en évidence ou célèbres à différents titres, qu'il a vus de près, pu observer à loisir, disons mieux — des *portraits*. Car ce sont, en vérité, des portraits, de vivants et excellents portraits, tracés par ce fils de La Bruyère et de Saint-Simon, avec un soin, une intensité de regard, une verve de burin, et, pour être juste, hâtons-nous d'ajouter, avec une absence de parti pris et des scrupules d'équité, qui les rendent, pour une bonne part, définitifs, et nous semblent les mettre en avance sur ceux que doit tracer à son tour des mêmes acteurs, en rendant sur eux ses arrêts, l'impartiale histoire. Voyez, entre autres, ceux pour lesquels ont posé devant lui sans le vouloir des hommes d'État ou des lutteurs politiques comme M. Rouher, M. Dufaure, Gambetta[1], Adolphe Crémieux, Rochefort; des écrivains comme Barbet d'Aurevilly, Paul de Saint-Victor; — un orateur d'Église populaire, le père Didon. Parmi ces personnalités très diverses de la vie publique sont venus se glisser des originaux ou des excentriques

1. Pour Gambetta, Weiss, tout en jugeant avec une remarquable clairvoyance, n'a pu se défendre de quelque partialité d'apologie.

de la vie privée, saisis gaiement sur le vif, avec une pointe de caricature qui n'exagère que peu l'étrangeté comique de leurs façons et de leur figure (le vieux philologue, M. Hase ; le maître italien de la lame, San Malato, non moins divertissant dans son étonnante leçon d'escrime, sinon plus, que le tireur d'épée du *Bourgeois gentilhomme*), quelle variété ! que de piquantes ou charmantes rencontres ! Des excursions de vacances, des temps de repos sur une plage fréquentée, ont amené d'autres impressions encore, *des impressions de voyage* ou de villégiature. De celles que cette imagination vive avait gardées un beau soir d'été à Royan, au bord des flots, au bruit d'un concert, s'est composé tout un tableau, d'une vérité, d'une fraîcheur, d'une douceur merveilleuses, égal aux chefs-d'œuvre des maîtres du genre par la magie de la couleur, par une poésie d'expression qui permet d'appliquer à la prose de l'auteur ce qu'il a si bien dit lui-même de celle d'Alphonse Daudet... « M. Daudet (qui avait commencé par les vers) s'est contenté de plus en plus de l'instrument inférieur de la prose. C'est que la prose entre ses mains se prêtait à rendre les

images et les sensations de la poésie. Il l'avait pétrie, cette prose, à son usage personnel, il se l'était façonnée toute neuve et toute originale, mais sans lui permettre d'offenser le génie invétéré de la langue française... »

Cette chronique, dont la durée fut de deux ans à peine, et sur laquelle vingt-trois ans ont passé, nous offrait donc, à la reprendre dans ses parties les plus dignes de revivre, la matière d'une attrayante publication; mais elle ne nous donnait pas celle d'un juste volume. Nous osons penser que nos lecteurs ne se plaindront pas de la façon dont se trouve complété celui que nous venons leur offrir.

Au legs des papiers de Weiss, à ce précieux legs, dont les mains amies qui l'ont reçu se sont efforcées de faire bon usage, se trouvait jointe une quantité considérable de lettres, tout un trésor épistolaire d'un intérêt facile à comprendre, bien que formé, pour une bonne part, de lettres à lui adressées par des correspondants divers, et beaucoup plus que de celles qu'en divers temps il écrivit lui-même.

Celles de ces dernières que nous donnons aujourd'hui, fidèlement transcrites, nous parais-

sent avoir toute chance de curieux accueil et de bienvenue. Par plus d'un côté, elles viennent éclairer d'un surcroît de lumière un talent et une nature d'homme qu'on ne peut trop connaître et pénétrer. Après le J.-J. Weiss des journaux politiques, le J.-J. Weiss critique de littérature et d'art, le J.-J. Weiss conférencier, le J.-J. Weiss *reviewer*, elles évoquent ou commencent à révéler un J.-J. Weiss *épistolaire,* par conséquent, à plus d'un égard, plus intime, plus lui-même.

Elles sont, de sujets et d'esprit, très diverses. Autre chose sont les réponses que faisait par la poste, en toute liberté, le J.-J. Weiss de 1871 à des questions comme celles-ci : Quel est, dans la République à peine naissante, l'état des partis, et quelles chances peuvent rester aux divers *prétendants ?* — De quel degré d'ambition peut être soupçonné, en ce moment de crise et d'anarchie, M. Thiers ? — autre chose, les confidences où, beaucoup plus jeune, il s'épanchait avec une vieille amie, restée loin de lui, sur les ennuis, les tristesses, les distractions mondaines de son séjour d'universitaire à Dijon. Parmi ces confidences, celle d'un sentiment qui,

dans cette dernière étape de sa vie de province, fut le charme et le tourment de sa trentième année, offre le plus original et le plus piquant mélange de sincérité, d'humour, de jeunesse de cœur, de fine observation, et de bonne grâce à rire et se moquer des autres et de lui-même. Les pages familières où il conte à cette amie les incidents d'un bal et surtout d'un souper chez une belle dame, dame d'esprit et grande coquette, Célimène de province, qui l'attirait par ses « ensorcellements », et le « désenchantait » par ses manèges et ses caprices, peuvent être mises au nombre des chefs-d'œuvre du récit, du récit enjoué par lettre [1].

Les amis, les correspondants, que nous avons rassemblés, assez nombreux, autour de lui, seront-ils moins bien reçus? Celles de leurs lettres que nous publions méritaient, par ce qu'elles nous disent de lui, de venir servir aux siennes d'accompagnement et de cadre. Ce sont, le plus souvent, des encouragements ou des félicitations à l'éminent journaliste sur la ligne qu'il s'est tracée, et qu'il suit avec autant d'habileté

1. V. parmi ses lettres écrites de Dijon (1858 ou 1859) celle qui commence par ces mots: « Je paresse, moi, je paresse. »

que de vaillance; ce sont des remerciements d'auteurs au critique, pour des articles, des comptes rendus, des études, où il s'est montré juge aussi intègre et consciencieux que compétent, et ne s'est pas fait faute de joindre d'honnêtes réserves ou de fortes restrictions aux justes louanges. On a ainsi, sur la largeur d'esprit et l'indépendance de jugemeut dont il a donné tant de preuves, tout un ensemble de témoignages dont l'unanimité l'honore hautement[1].

D'ailleurs, ces lettres sollicitent l'attention par elles-mêmes; elles la commandent par la distinction, l'éclat ou la célébrité des noms dont elles sont signées, et par tout ce que leurs auteurs, en y parlant d'eux-mêmes, nous apprennent ou nous rappellent de leurs principes, ou de leurs sentiments et de leurs opinions, et de l'attitude prise, du rôle tenu par eux sur les scènes où ils se sont produits. Que de person-

1. Taine, en le remerciant d'un article, lui disait : « Tu as trouvé le moyen de plaire aux gens et de leur dire des vérités, d'être *agréable et indépendant.* » Lettre du 20 décembre 1859. Guizot, dans un cas pareil, lui écrivait : « Vous avez, Monsieur, le goût fin et exigeant; vous savez choisir et marquer des degrés dans votre suffrage. » Lettre du 4 décembre 1863.

nages ayant fait figure dans le siècle dernier, et même grande figure, viennent ainsi tour à tour rendre hommage aux talents et au caractère de notre ami, et, dans les retours sur eux-mêmes d'un rapide entretien, confirmer, ou éclaircir, ou modifier, ce que déjà nous savions de chacun d'eux!... C'est Taine, un normalien brillamment émancipé, lui aussi, Taine déjà célèbre qui vient, d'un mot cordial, remercier l'ancien confrère et ami d'une sympathique et franche appréciation de son œuvre, et qui, à cette occasion, s'applique à définir en paroles précises l'espèce de penseur et d'écrivain qu'il veut être. C'est Dumas fils, rendant grâces pour une attentive et consciencieuse étude de son théâtre, où critiques et conseils ne lui ont pas été épargnés, et se bornant à revendiquer pour les nouveautés et les audaces de sa dramaturgie plus de sincérité, d'inspiration native et réfléchie, d'art indépendant et désintéressé, que son scrupuleux juge ne lui en a prêté. C'est Renan, le Renan du Collège de France, prenant soin d'éclairer, par une tranquille et grave appréciation de la disgrâce qu'il subit (suspension de son cours), l'article de journal

qui fera justice de ce coup despotiquement frappé sur la libre pensée. Mais voici un grand politique, M. Thiers, qui se déclare lecteur assidu et charmé du *Journal de Paris*, et qui, tout en se défendant de vouloir peser en quoi que ce soit sur la direction de cette feuille, ne laisse pas d'indiquer au plus avisé et au plus brillant de ses rédacteurs quelques points importants à toucher, et toute une politique à suivre. Voici... le comte de Paris, Philippe d'Orléans, qui du fond de l'Orient où il promène un loisir qu'il déplore, envoie l'expression d'une gratitude émue pour un portrait de la princesse Hélène, sa mère, portrait d'impartial et délicat historien et de maître-peintre. Et voici, d'un autre exilé, d'un proscrit, tombé de haut, quelques brèves et reconnaissantes paroles à l'auteur d'un jugement inespéré dont il vient d'être l'objet, jugement rendu sans parti pris d'aucune sorte par un ancien adversaire, dans un esprit de calme justice et d'équité rare. Cet exilé, ce proscrit n'est autre que Napoléon III, enseveli, perdu dans sa triste retraite de Chislehurst...! Voilà quelles surprises apporte avec lui ce nouveau volume, et comme, à la lumière de ses fragiles

documents, fidèlement exhumés, se lève et se déploie devant nous, défile sous nos yeux, soudainement évoqué pour quelques instants, tout un monde, celui-là même où J.-J. Weiss a vécu, lutté, brillé, et aux souvenirs duquel son nom demeure, pour toujours, et glorieusement, attaché!

Des lettres, d'aimables lettres de femmes, trouvées parmi toutes ces lettres de politiques, de journalistes, d'écrivains, d'hommes d'État, ont dû, en venant enrichir et parer ce recueil, perdre leurs signatures; elles disent assez, quelques-unes surtout, par la délicatesse des sentiments, les grâces légères du tour, le marivaudage aisé de la causerie, de quel monde, fin autant que poli, elles sont parties; elles nous disent de façon non moins précise combien, dans ce monde de choix, qui ne s'ouvre qu'à bon escient, Weiss se vit accueilli, recherché, fêté, pour l'éclat de son nom et pour lui-même; à quel point, en dépit de ses distractions et de ses infractions involontaires aux élégances extérieures, il sut par les charmes de son esprit et la distinction de sa personne, s'y naturaliser.

Janvier, 1902.

GEORGES STIRBEY.



NOTES ET IMPRESSIONS

I

UN MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE TAQUINÉ PAR LA CHAMBRE.

31 janvier 1880.

I

Quelle misère que d'être ministre, même et surtout quand on est capable de suffire à sa tâche ! Pierre et Jean n'ont pas la politique dans leur domaine ; ils n'y ont que la morale. Aussi n'est-ce pas de la politique que nous faisons ici quand nous nous lamentons et que nous nous écrions : « Quelle misère que d'être ministre ! » C'est de la pure morale.

Ce qui nous fait penser à cela, c'est le martyre de M. Ferry, aux prises avec ses amis des gauches. Il serait vraiment trop facile de gouverner si l'on n'avait affaire qu'à ses ennemis.

II

Êtes-vous clérical ? Ne l'êtes-vous point ? C'est tout comme, pour ce que nous avons à vous dire. Clérical, mettez-vous, par supposition, dans la peau d'un homme de la gauche ; et, anticlérical, restez-y : pour peu que vous soyez de sang-froid, vous serez obligé de reconnaître que M. Ferry n'exécute pas trop mal le plan que s'est proposé la majorité actuelle de restreindre de plus en plus la part du clergé dans l'instruction et l'éducation de la jeunesse. M. Ferry a beaucoup de suite dans son dessein, beaucoup d'énergie et de prudence dans ses procédés. Personne à sa place, ayant la même chose à faire, ne ferait mieux que lui, et bien peu feraient aussi bien.

Il semble que ceux qui pensent comme lui dans les deux Chambres pourraient avoir en lui pleine confiance ! Eh bien, on ne le soutient qu'avec tiédeur. Non seulement on ne le soutient pas, mais encore on embarrasse son œuvre de mille difficultés de détail. Au moment où il accomplit la partie la plus difficile de la besogne, une foule de faiseurs de projets s'élèvent des bancs de la gauche qui le harcèlent de leurs clameurs : « Et ceci ? Et cela ? Pourquoi faites-vous cela ? Et pourquoi ne faites-vous pas ceci ? » Personne

ne songe qu'on ne fait pas tout en même temps et qu'il faut quelque ordre et quelque succession dans un travail législatif et politique.

Le 20 janvier, nous étions à la séance de la Chambre des députés. M. Ferry n'apportait à la gauche que de bonnes paroles et des promesses dont tous ses actes, depuis un an, sont le gage sérieux. On le traitait comme un accusé. Ce n'était pas un ministre en face d'un parti qu'il a loyalement et habilement servi; c'était un suspect, traqué de réclamations et d'exigences.

M. Camille Sée lui criait : « Où sont vos collèges de filles? » M. Lockroy lui disait avec dédain : « Avez-vous seulement aliéné deux cents millions de biens nationaux au profit des lycées de l'État? » M. Talandier gémissait : « A Batignolles, les jeunes personnes apprennent la gymnastique; faut-il donc que ce soit à Batignolles qu'on relègue cette nouveauté si féconde, la gymnastique des demoiselles? »

Avec résignation, M. Ferry répondait à tous ces acharnés. Il y en a un qui lui a demandé, ou à peu près, pourquoi il ne s'était pas encore préoccupé de fonder des écoles de natation à l'usage des deux sexes dans les pays déshérités de rivières. C'est à devenir enragé. Même pour ce dernier, M. Ferry n'a pas eu une parole amère.

III

Nous ne nierons pas que la gymnastique ne soit un bel exercice. Si nous avions le choix, nous aimerions mieux la danse. On ne met la danse dans aucun programme. Elle inspire des scrupules de Prud'homme. La danse est pourtant l'une des neuf muses. Elle donne au corps la souplesse, la grâce, le maintien et la contenance.

Va pour la gymnastique, puisque c'est aujourd'hui la mode! Nous avons seulement une objection que nos honorables voudront bien nous pardonner. La gymnastique est un exercice bien violent, et les femmes sont douées d'une structure à elles, bien particulière et bien délicate. Sur la gymnastique des femmes, nous aimerions donc beaucoup mieux avoir l'avis de M. Broca et d'un congrès de physiologistes et d'anthropologues, de M. Germain Sée et de la Faculté de médecine, que celui de M. Camille Sée et des trois gauches, fusionnées ou non fusionnées.

IV

Et les internats de jeunes filles, fondés et entretenus par l'État! Il fallait voir la mine de M. Ferry

quand on lui offrait ce cadeau. Son front ressemblait à celui de Jupiter assembleur de nuées.

Il songeait.

Nous nous doutons bien à quoi il songeait.

Ce n'était pas du tout aux internats de jeunes personnes.

Il songeait que l'article 7 sera voté par le Sénat et que les collèges de congréganistes seront fermés avant la Pentecôte. Il est bien naturel, n'est-ce pas, qu'il ait cette espérance? Le jour où les congrégations devront mettre la clef sur la porte, quinze mille jeunes gens se trouveront du soir au matin sans asile scolaire. Les uns suivront ou essaieront de suivre les jésuites, les eudistes, les dominicains, dans leurs collèges de l'étranger ; les autres se réfugieront dans ces *bouis-bouis* ecclésiastiques dont les évêques couvrent le sol français avec plus de zèle que de discernement. Mais quatre ou cinq mille au moins, dès la première année, dix mille dès la seconde ou la troisième, reviendront à nos lycées. Du moins, c'est le résultat que M. Ferry s'est proposé d'obtenir par l'article 7.

Voilà donc dix mille jeunes gens au plus, cinq mille au moins, pour lesquels il faut improviser dans l'espace de trois ans de nouveaux collèges, de nouvelles classes, de nouveaux maîtres. C'est beaucoup d'argent que le ministère aura à dépenser ; c'est

beaucoup de surcroît de travail pour ses chefs de service et pour lui.

Aussi M. Ferry est légitimement préoccupé.

V

« Comment vais-je faire ? se dit-il au dedans de lui. Je ne serai jamais prêt. Je n'aurai jamais, pour toute cette nouvelle population scolaire, un nombre suffisant de professeurs de grammaire, de professeurs de lettres, de professeurs spéciaux. »

Ces moments de perplexité sont certes bien durs.

C'est en ces moments-là que, pour le tranquilliser, ses bons amis de la gauche viennent le trouver. Ils lui exposent qu'avant douze mois ils veulent avoir au moins cinquante internats de demoiselles, avec des bâtiments appropriés *ad hoc*, avec des professeurs de littérature, de géographie, d'histoire, de physique, de chimie et de gymnastique. Sinon, M. Ferry sera classé : il passera réactionnaire. Les députés de la gauche se figurent évidemment qu'un professeur de chimie, ça se sème au printemps et ça se récolte à l'automne. Ils se trompent. La chimie est plus longue à apprendre. Ils seront contraints de recourir aux grands moyens, de faire la presse des chimistes. Nous leur conseillons d'édicter une loi de

conscription civile et de décréter : Tout Français sera tenu d'enseigner la chimie et la trigonométrie aux demoiselles, quand il en sera requis.

Reculent-ils devant cette extrémité ?

Oh ! alors, qu'ils laissent tranquille le ministre de leur choix ! Il n'en veut pas aux demoiselles ; il leur apprendra la gymnastique et la mécanique dès qu'il en aura le loisir. Laissez-lui au moins le temps de compléter son système d'écoles pour les garçons. Il faut du grec pour les demoiselles, c'est entendu. Il en faut d'abord pour leurs frères. Les sœurs en auront, s'il en reste.

VI

Il est vrai qu'ici se dresse M. Lockroy avec son île de Monte-Cristo. Il vient à la rescousse de M. Camille Sée et de M. Talandier. Il ne comprend pas, lui, les embarras que fait le ministre. De l'argent ? Que parle-t-on d'argent ? M. Lockroy a deux cents millions dans sa poche, ni plus ni moins, et il les offre au ministère pour bâtir des collèges et éduquer des professeurs de gymnastique. En veux-tu ? En voilà ! Ce n'est pas rien du tout, deux cents millions, et ce n'est pas rien du tout non plus que M. Lockroy.

C'est l'un des écrivains du jour qui ont le plus d'esprit et de finesse. Mais que M. Lockroy prenne garde! La folie du million a déjà fait bien des victimes dans les lettres et le journalisme ; et ça se gagne.

M. Lockroy prend ses deux cents millions dans le domaine de l'État. On peut vendre, selon lui, *hic et nunc*, deux cents millions, de biens du domaine, qui ne servent à rien. En est-il bien sûr ? Si les trains de marée jetaient en trois jours à la Halle pour deux cents millions de poisson, cela ferait baisser terriblement le prix de la truite saumonée et des marennes. C'est apparemment la même chose quand il s'agit d'immeubles. On ne trouverait peut-être pas soixante millions de ce qui en vaut deux cents.

D'ailleurs M. Magnin, qui sait compter, ne voit pas où se trouvent ces deux cents millions d'édifices à vendre.

Les malins ne bronchent pas pour si peu. Ils ont un plan ; ils l'ont dit à la Chambre et dans les journaux. On peut désaffecter les édifices consacrés au culte et les édifices diocésains, traduisez les cathédrales. Oui, sans doute, on le peut. Le Sénat, la Chambre des députés et le Président réunis peuvent tout ce qu'ils veulent en ce genre. Mais si l'on désaffectait Notre-Dame de Paris pour y établir une école normale de gymnastique à l'usage des demoiselles,

cela produirait peut-être mauvais effet sur les populations départementales, dont le Président de la République est obligé, dans une certaine mesure, de ménager la manie dévote. D'autre part, il y aurait à craindre que, si l'on mettait Notre-Dame de Paris en vente, on ne trouvât pas d'acheteur. M. Jaluzot lui-même n'en saurait que faire. Comme concurrence aux grands magasins du Louvre, ce serait très vaste, mais trop cher et mal situé. Il y a évidemment trop de sculptures, de colonnes et d'arcs-boutants.

M. Ferry a eu l'entêtement de refuser les deux cents millions domaniaux et diocésains. On les lui donne tout de même ; on va faire une enquête pour les lui donner.

Un ministre qui ne veut pas de deux cents millions ! Une Chambre qui le force à les prendre ! Nous marchons vers la fin du monde.

VII

Voulez-vous notre avis final ? Trois bons lycées classiques dans les quartiers de Paris qui n'en possèdent pas encore ; une école primaire supérieure dans tous les chefs-lieux de département où il n'y en pas ; une École pratique des langues orientales à

Marseille, vaudraient mieux que toutes ces belles discussions où la fantaisie individuelle vient à chaque instant troubler l'œuvre du meilleur ministre de l'Instruction publique, croyons-nous, qu'il soit possible de trouver à gauche.

II

ADOLPHE CRÉMIEUX. — ADELINA PATTI.

14 février 1880.

I

Savez-vous ce que c'est qu'Isaac-Moïse Crémieux, qui vient de mourir à Passy, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, après avoir été deux fois membre d'un gouvernement souverain et dictatorial ? Savez-vous ce que c'est ?

Un grand avocat ? Plus que cela. Un républicain illustre ? Plus que cela. Un destructeur de monarchie ? Plus que cela. Un fondateur de république ? Plus que cela.

Isaac-Moïse Crémieux est une époque. Il a cru lui-même n'être qu'un révolutionnaire français ; il est une révolution de l'histoire. Il est l'avènement des juifs. Il a été, à la fois juif et gouvernement, à la

première place dans l'État, comme James, baron de Rothschild, à la première place dans la société française. Rothschild et Crémieux sont contemporains, celui-ci né en 1796, celui-là en 1792. Achille Fould, qui fut ministre dirigeant sous l'empire, est né huit ans après, en 1800. C'est vraiment Crémieux et Rothschild qui ont pris possession de la Terre promise. D'autres de leur race ont été admis en même temps qu'eux à la célébrité. On les acceptait comme poètes et comme artistes. Meyerbeer et Heine se sont épanouis à Paris, l'un en qualité de musicien, l'autre en qualité de poète, tandis que Crémieux y éclatait en qualité d'avocat. Ni l'un ni l'autre de ces grands juifs ne possédait aucune part de direction sociale ; Rothschild et Crémieux sont les premiers qui se soient emparés de ce qu'on peut appeler, en langage de sociologue, « la fonction publique ». Ils ont été la première application complète et suprême des deux lois des 28 janvier et 20 juillet 1790, qui ont déclaré les juifs « citoyens actifs ». Leurs coreligionnaires, depuis, ont passé à flots pressés par la porte qu'ils ont ouverte : aujourd'hui ils sont partout, dans les Chambres, dans les préfectures, dans les cours judiciaires, dans les ministères.

II

Il est intéressant pour l'historien des mœurs d'observer dans les errements mêmes de M. Crémieux aux diverses époques de sa vie la force et la décadence du préjugé.

A ses débuts dans la vie, vers 1820, M. Crémieux craint évidemment que la qualité de juif ne lui soit nuisible. Il se dépouille de ses deux prénoms d'Isaac-Moïse : ce sont des armes trop parlantes ; il substitue à ces vocables sémitiques le vocable arya d'Adolphe, qui ne révèle pas l'origine juive.

Dans les derniers vingt ans de sa vie, au contraire, le judaïsme devient son orgueil et sa vocation. Il fonde l'*Alliance israélite universelle*, une machine qui deviendra un jour aussi puissante que l'ont été en leur temps la Société de Jésus et l'Ordre des Templiers ; il naturalise en masse et par décret dictatorial les juifs d'Algérie, qui ne lui demandaient rien de semblable, vu que, sans être Français, ils étaient fort bien traités par la France, se mariaient suivant leur loi, c'est-à-dire avec faculté de divorce et n'étaient pas obligés de fournir le service militaire ; enfin il use de toute son influence politique pour décider le gouvernement français à s'engager dans l'affaire sca-

breuse et embrouillée de l'émancipation des juifs roumains. Il y eut même un moment où il se présenta à la députation à Oran (c'était en 1872 ou 1873) et eut la prétention de se faire élire, non pas comme Français professant la religion juive, mais comme juif appartenant à la nationalité française. Ici il touchait manifestement à l'extrême. Adolphe redevenait trop Isaac-Moïse. Remis en selle d'un côté, il retombait de l'autre.

III

On peut disputer sur la vie politique de Crémieux ; mais quel brave homme ! quel brave cœur ! Quelle ouverture constante, jusqu'à la fin de sa vie, pour tout ce qui était jeune et sans appui ! La race juive est dure comme elle est endurante. C'est ce qui apparaît bien dans la Bible. La bonté n'est pas une qualité générale juive. Mais, quand le juif est bon, rien de meilleur. Crémieux était le bon juif. Toujours prêt à obliger de sa bourse, de ses démarches et de son influence. Jamais ne soupçonnant le mal. Une âme aussi innocente, à cet égard, que Garnier-Pagès, quoique avec un esprit plus pénétrant.

Il est sans doute paradoxal de dire qu'un homme qui a tout conquis successivement, réputation, pouvoir, fortune, a manqué sa vie. Et cependant Crémieux

a manqué la sienne. Il était né pour être *rabbi*, le bon *rabbi*, prêchant Dieu, la vertu et la bienfaisance, tel qu'on le voit à la Comédie-Française, dans *l'Ami Fritz*, sous les traits de Got, et, dans les cafés du boulevard, sous les traits d'Alexandre Weill. En 1847, nous étions une cinquantaine de jeunes gens qui avions fondé entre nous une société d'études, de charité et de politique. Les séances se tenaient dans un local de la rue des Maçons-Sorbonne. Les deux Hubbard, celui qui est aujourd'hui conseiller municipal et celui qui est secrétaire général de la présidence de la Chambre des députés, eurent l'idée d'aller demander à M. Crémieux de vouloir nous présider. M. Crémieux accepta tout de suite. Il vint nous faire des conférences de morale, des espèces de sermons laïques sur les vertus qui conviennent à la jeunesse, sur le choix d'une profession, sur l'art de se conduire dans le monde. Cela n'était pas préparé, cela coulait de source. C'était la vraie éloquence. Sans choc et sans heurt, M. Crémieux nous faisait passer des plus vives sensations de l'esprit aux émotions les plus pathétiques. On riait et on pleurait. La voix était d'un timbre à la fois doux et saisissant.

J'ai entendu dans ma vie quatre grands prédicateurs : Adolphe Monod, Athanase Coquerel, le Père Ravignan et Adolphe Crémieux. Celui-ci n'était pas le moins touchant, et il était peut-être le plus pratique.

IV

Crémieux mort, il ne reste plus qu'un survivant du gouvernement provisoire de 1848 : c'est Louis Blanc. Je ne parlerai pas politique. Je dois relever pourtant le trait dominant de ces hommes de 1848, qui a été celui de Crémieux, leur fidélité constante à la mission qu'ils s'étaient donnée. Ni au pouvoir, ni dans la défaite, ils ne se sont démentis. Au pouvoir, ils ont été aussi libéraux qu'ils avaient promis de l'être dans l'opposition. Après le coup de Décembre, qui a brisé leur destinée, ils ont dit et pratiqué sans fanfaronnade le *Victrix causa diis, sed victa Catoni*. Louis Blanc et Ledru-Rollin dans l'exil, Crémieux et Garnier-Pagès dans la retraite, ont donné des exemples de fidélité à soi-même dont l'équivalent ne se retrouve pas de notre temps ailleurs que chez eux. Ils étaient des idéalistes en politique ; ils servaient un idéal. Ils ne possédaient pas les qualités positives qu'il eût fallu pour le réaliser ; ils ont eu toute la vertu nécessaire pour ne le jamais renier.

V

C'est aujourd'hui samedi qu'Adelina Patti reparaît parmi nous dans *la Traviata*. Elle a été marquise et

elle ne l'est plus. Elle a été *diva* et elle l'est toujours. Bah ! déesse vaut encore mieux que marquise. Quand Lélio, dans le plus délicieux des récits de madame Sand, s'arrache d'auprès de la marchesa Alizia, avec quel accent il s'écrie : « Vive la bohème, quand même ! » La *diva* a fait comme le camarade Lélio. Vive la poésie ! Vive le roman ! Les marquisats sont fades à qui a goûté des royautés de théâtre.

Madame Patti nous revient avec une voix qui a gardé toute la fraîcheur et toute l'insolente facilité de la jeunesse, qui a acquis toute la passion et toute l'expérience de l'âge mûr. C'est le moment de la perfection, moment rapide et fugitif dont il faut se dépêcher de jouir. Le public parisien est décidé à ne pas manquer cette jouissance. Toute la salle est retenue pour plusieurs représentations. Les billets se revendent à des prix fous. M. Merelli, l'*impresario* des représentations italiennes à Madrid, Vienne et Pétersbourg, qui a eu l'idée de nous rendre la Patti, se frotte les mains d'une aussi bonne affaire.

Je pense à M. Bagier, le dernier directeur du Théâtre-Italien. Est-il encore vivant ? Est-ce à Paris qu'il vit ? Va-t-il assister à ce nouveau triomphe de la grande artiste qu'il a découverte et qui ne l'a pas sauvé de la ruine ?

Pauvre M. Bagier, aimable et galant homme entre tous ! Son théâtre était au centre des affaires et des

plaisirs, place Ventadour, à deux pas de la Bourse et du boulevard. La stalle ne coûtait que dix francs. Il avait inventé ou recruté, il offrait au public non pas seulement Patti, si exquise et si divine en sa première éclosion, mais encore Naudin, mademoiselle Krauss, Tamberlick, alors dans toute l'ampleur de son fameux *ut*. Eh bien! jamais, presque jamais, M. Bagier n'a fait salle comble. On n'était toujours que trop à l'aise dans son théâtre. Il lui a fallu liquider. M. Merelli revient, dix années après, avec la même Patti : il s'établit au square des Arts-et-Métiers, loin de tout; il fixe le prix de la stalle à vingt-cinq francs. C'est une rage et il s'enrichit.

On a beau dire : la part du hasard est grande dans la vie. Il y a, parmi nous, ceux qui ont l'étoile, et il y a ceux qui ne l'ont pas.

III

LES JÉSUITES ÉDUCATEURS.

13 mars 1880.

I

Il ne faut pas dire : Qui nous délivrera des Grecs et Romains? Il faut dire : Qui nous délivrera des jésuites? J'entends des livres dont les jésuites sont le prétexte. Êtes-vous comme moi? J'en suis assassiné. J'en reçois *contre;* j'en reçois *pour;* je n'en reçois jamais *sur*. Notre nouvelle école historique agit sur les types de l'histoire comme l'entomologiste agit sur l'insecte; elle les démonte en leurs diverses parties avec une froide et pénétrante impartialité; elle en explique la formation et la construction; elle n'épanche sur eux ni colère ni amour. Mais, pour les jésuites, c'est différent. Aucune école ne leur applique les procédés de la méthode empirique. Il y a déluge d'invectives et d'apologies.

II

On m'a adressé le nouveau livre de M. Paul Bert, *la Morale des jésuites*. Je l'ai ouvert au hasard. Je ne sais comment j'ai fait ; je suis tombé du premier coup sur un aphorisme de prix :

« Le confesseur ne doit pas ajouter foi tout de suite aux paroles d'une femme qui se plaint de son époux, *parce que les femmes sont d'habitude portées à mentir.* »

Le jésuite qui a écrit cette maxime a évidemment confessé beaucoup de femmes. Voilà son avis. Il est curieux, venant d'un homme compétent.

Il serait bien à souhaiter qu'un pur moraliste profitât de ce que les jésuites ont beaucoup écrit sur la confession, pour dégager de leurs énormes *in-folio* latins les résultats précis de leur expérience sur la moralité courante de la nature humaine et sur celle de leur temps. Je ne voudrais pas faire cette besogne moi-même : d'abord je n'ai pas le temps de lire des *in-folio;* ensuite j'ai horreur du latin moderne, et enfin rien ne m'ennuie comme les cas de conscience. Vous me demanderez si Armeline, jeune fille, ayant reçu de l'argent de Lælius, qui la pousse au péché, peut garder l'argent après qu'elle a refusé de com-

mettre la « faute honteuse » ; je vous répondrais que cela m'est égal, et que j'ai la conscience obtuse aussi bien à l'égard de ce Lælius que de cette Armeline. Remarquez cependant que l'idée qu'a eue je ne sais quel jésuite de se poser cette singulière question prend tout de suite de l'intérêt pour l'historien des mœurs. Ce jésuite a donc vécu dans un pays où il peut arriver que Lælius, jeune homme riche, aille trouver Armeline, demoiselle bien née, lui adresse des cadeaux, les fasse accepter et sollicite pour conclusion quelque doux péché qu'on lui refuse en gardant l'argent? Au XIXe siècle, dans la bourgeoisie parisienne, l'hypothèse même d'une telle aventure ne serait pas possible. De pareilles mœurs, entre jeunes gens et jeunes filles, nous paraissent d'une crudité abominable et invraisemblable. Mais si le jésuite qui a trouvé dans sa pratique à se poser cette question, est par hasard un jésuite espagnol du XVIIe siècle, nous voilà renseignés sur les coutumes et la vie de l'Espagne en ce temps-là. Lisez les histoires d'amour qu'il y a dans Cervantès : elles sont assez de ce ton.

III

On disputera toujours sur les jésuites.

La raison est que le jésuite est un type terriblement

divers. Escobar et Sanchez, les doctrinaires du probabilisme, étaient jésuites; mais Bourdaloue, qui prêchait la plus austère morale, l'était aussi. Ressuscitez par l'imagination un de ces jésuites allemands du XVIIe siècle, formés à l'Université d'Insbrück, qui suivaient en Saxe l'armée de Tilly et de la *Ligue catholique* pour en exalter le cruel fanatisme, vous aurez bien envie de le saccager comme il a saccagé Magdebourg. Ressuscitez par la pensée le P. Cosson l'ami et le correspondant de la gentille madame Favart, vous le prierez à déjeuner pour vous entretenir avec lui de pédagogie et de littérature, pour lui demander des nouvelles de sa classe du collège de Metz, où il a eu l'ingénieuse idée de diviser les écoliers en Romains et en Carthaginois, et de doubler ainsi leur émulation; vous serez charmé de son instruction, de ses grâces d'esprit et de sa tolérance relative. M. Sarcey dira : « Comme il connaît ses auteurs, l'infâme! »

IV

La pédagogie a été le mérite le moins contestable des jésuites. L'Université, créée en 1808, leur a emprunté et elle a retenu, à tort ou à raison, beaucoup de leurs traditions en y mêlant son esprit plus libre et plus

large. Elle pourrait les imiter encore en plus d'un point.

Je suis frappé du patronage dont les jésuites couvrent leurs élèves au sortir du collège et pendant leurs premières années dans la vie. Je suis encore bien plus frappé de la profonde indifférence dont témoigne l'établissement universitaire à l'égard de ses nourrissons les plus distingués, une fois qu'ils ont reçu le grade de bachelier et pris la clef des champs dans le vaste monde.

Cette différence de conduite est un grand avantage pour le collège de la Compagnie de Jésus. Elle constitue une infériorité regrettable pour l'établissement de l'État, d'ailleurs si supérieur par le fond solide des études.

Et il ne s'agit pas ici d'une de ces différences irrémédiables qui naissent de la différence originaire et de nature entre un corps de professeurs congréganistes et un corps de professeurs laïques. On ne peut pas dire : Ce que l'Institut des jésuites a fait en ce genre, un établissement séculier n'a pas le moyen de le faire. Il existe, en effet, un établissement tout laïque, qui, bien avant la loi de 1850 et la fondation des nouveaux collèges de la Société en France, avait réussi à créer, entre ses anciens élèves et lui, des liens continus d'affection et de patronage. Tout le monde a nommé Sainte-Barbe.

V

A l'école Sainte-Geneviève, rue Lhomond, il existe une salle uniquement réservée aux anciens élèves de l'établissement. C'est à la fois un fumoir, un cabinet de lecture et un billard. La bibliothèque ne contient que des ouvrages d'agrément, voyages et romans, peu ou point de livres de piété; des journaux illustrés et de caractère tout mondain. Ce *retiro* est placé de telle façon que les anciens élèves y puissent accéder commodément et sans aucun contact avec les écoliers en cours d'études. Ils vont et viennent selon leur bon plaisir et sans avoir, en aucune façon, besoin d'avertir les Pères. C'est là un petit centre qui crée et maintient entre des camarades d'enfance et de jeunesse des traditions de fraternité, d'appui et de support réciproques. Ne pourrait-on tout de suite faire quelque chose de semblable dans nos lycées de Paris et dans les lycées de quelques grandes villes?

Quand la Compagnie a formé quelque homme de mérite, elle guide et elle soutient ses débuts; elle le suit pendant toute sa carrière avec une sollicitude active; elle dispose pour lui dans les grandes conjonctures ou dans les crises de la vie — mariage, embarras de position, ruine imméritée — des moyens d'influence et de crédit qui sont en son pouvoir.

Prenez l'élève le plus brillant de nos lycées de Paris : s'il n'a pas la vocation de l'École normale et s'il appartient à quelque famille honorable et laborieuse sans relations dans le monde, que va-t-il devenir? Qui se soucie de lui? Qui lui tiendra compte des huit ans de travail acharné qu'il a fournis sur les bancs du collège et de la culture supérieure qu'il s'est donnée? Il se présentera à quelque ministère et il sollicitera quelque fonction publique. Non seulement on ne lui demandera ni les notes de son proviseur et de ses professeurs, ni aucun certificat détaillé, constatant la régularité, l'achèvement et la valeur spéciale de ses études; mais s'il a le malheur d'alléguer qu'il a obtenu quelque prix au grand concours, le voilà rejeté et sans ressources! On lui dira crûment « Que voulez-vous que nous fassions de cela? » Il est sans carrière; il ne pourrait pas même obtenir une place de conseiller de préfecture, jusqu'à l'heure où, s'étant, faute d'une position fixe, lancé dans la politique, il deviendra peut-être, coup sur coup, député et ministre. Tout changerait bien, si, pour l'admission dans les carrières publiques, on demandait des renseignements au lycée d'origine du candidat, et si le lycée lui-même s'attachait à ne point perdre de vue ses bons élèves avant qu'ils n'aient franchi les premiers obstacles et qu'ils ne soient lancés en pleine voie.

IV

LE PÈRE DIDON.

27 mars 1880.

I

Le P. Didon va partir pour Rome. On l'y appelle pour donner des explications à son supérieur. Il n'est pas bien sûr que le P. Didon ne soit pas devenu hérétique. Ce sera sans le savoir. La théologie catholique est si compliquée et si subtile, les congrégations romaines sont si vigilantes (surtout depuis le pape Grégoire XVI), que nul catholique, du moment qu'il parle et qu'il écrit, ne peut plus répondre de son orthodoxie.

Tous nos lecteurs connaissent, au moins de nom, le P. Didon. Il appartient à l'Ordre des dominicains, restauré par Lacordaire. C'est un type de frère prêcheur, conforme au premier esprit de l'institution.

Il aime la bataille et le tapage. Il prêcherait dans un bureau de journal comme dans une église, et il serait à sa place dans une université comme dans une cellule. Il a la tête assurée et le regard droit. Son talent, que les coteries et confréries catholiques ont beaucoup exalté, n'est pas de premier ordre. Il a le débit lourd. Il argumente à la grosse. Il s'est barbouillé d'un peu de physiologie et de sociologie qui ne sont pas de la meilleure qualité. Les grandes parties de l'orateur et du philosophe lui manquent. Mais il a de l'abondance; beaucoup de promptitude à s'ouvrir des vues; une grande et saine ardeur à renouveler les démonstrations de la doctrine chrétienne. Pendant qu'il parle, les idées et les preuves jaillissent de son cerveau; de ces idées et de ces preuves qui sont plus accessibles à la foule que probantes pour l'élite. Trop de gloriole d'artiste, qui lui fait rechercher le retentissement de son nom dans la presse. Trop de goût pour le commerce des reporters.

II

Si le supérieur des dominicains mandait le P. Didon à Rome pour l'avertir paternellement que dans le touche-à-tout de la vie parisienne la limite est aisée à franchir qui sépare la facilité des relations de la

promiscuité morale, nous ne jurerions pas que l'avertissement n'est pas un peu mérité. Mais, d'après les bruits qui courent, c'est sur sa méthode d'enseigner les incrédules et sur sa doctrine même qu'il va être repris. Mille chuchotements courent contre lui dans les salons catholiques et dans les sacristies. On le trouve inquiétant et compromettant. On le juge profane et ne haïssant pas assez le profane vulgaire. On lui en veut d'avoir directement controversé sur le mariage indissoluble avec les auteurs dramatiques et avec le député de la gauche qui s'est fait le Pierre l'Ermite du divorce. On l'accuse de traiter avec une indulgence relative les pires audaces de la science et de raisonner sérieusement avec elle au lieu de la foudroyer. On s'indigne de l'entendre professer que la Révolution française, la république, la liberté, les revendications du socialisme n'ont rien de radicalement incompatible avec la doctrine chrétienne et les dogmes catholiques. Bref, c'est un apostat, quoiqu'il n'ait pas encore quitté sa cellule ; c'est un hérétique, quoiqu'il n'attaque aucun des dogmes de son Église et que même il les défende tous.

III

Combien l'Église catholique et l'esprit catholique vont se rétrécissant ! Combien, déjà au XVIe siècle, en

France, ce n'était plus l'Église du moyen âge, large et vaste, infiniment diverse, toujours se formant des aspects nouveaux, confondant et conciliant dans un même embrassement généreux des natures d'esprit aussi contraires qu'un Bernard, un Thomas, un François d'Assise! Comme depuis le XVIIIe siècle l'esprit catholique chez nous s'est encore affadi! Comme il s'est tourné à prendre la platitude pour l'orthodoxie! Dans les piailleries dévotes contre le P. Didon, nous faisons une part à ce qui peut venir du choc de deux tempéraments opposés que les circonstances mettent fatalement en présence; nous comprenons trop les reproches que s'adresse l'archevêque de Paris, lorsqu'il laisse prêcher le P. Didon dans les églises de son diocèse, sous sa juridiction et sa responsabilité. L'archevêque de Paris doit être bourrelé. Figurez-vous, comme écrivain et comme controversiste religieux, tout ce qu'il y a de mesuré, d'exquis, de pur et de classique, vous aurez M. Guibert; on dirait par moments : un Fénelon plus châtié et de plus de prudence chrétienne. Rien n'est moins fait pour enlever les sympathies de M. Guibert que ce moine à l'argumentation brutale et aux allures décidées, qui distribue des poignées de main à M. Émile de Girardin et à M. Naquet en descendant de la chaire; qui ira peut-être un de ces jours aux Français, l'infortuné! voir *Daniel Rochat;* qui prêche dans un genre

bâtard, avec un style va comme je te pousse, qui introduit tout dans ses sermons, même la part du diable! Mais tel est justement, dans la grande tradition catholique du moyen âge, l'office du moine. C'est justement pour ces missions, plus libres et plus hardies, que de grands saints qui étaient en leur genre des génies créateurs ont inventé le moine et, en particulier, le frère prêcheur. Voilà ce que devraient se rappeler les personnes pieuses qui n'ont pas pour excuse à leurs colères contre le P. Didon la finesse de nerfs et la délicatesse de goût de l'archevêque de Paris.

IV

Les milices monacales sont des milices populaires. Le dominicain, du temps de Léon X, prêchait dans les cabarets. Le capucin, du temps de saint Louis, ne se piquait pas d'être soigné dans ses relations et dans son langage. L'Église leur laissait toute latitude sur la doctrine morale et politique; elle leur passait même quelques écarts sur la doctrine religieuse, quand il n'y avait pas mauvaise intention et parti pris. Dans notre ancienne langue, on appelait les ordres monastiques des « religions »; on disait la « religion » des franciscains et la « religion » des dominicains; on ne s'exprimait pas ainsi seulement

à cause de l'étymologie du mot, qui dans son premier sens marque le *lien* d'une personne plus particulièrement *liée* par des vœux ; on sentait qu'en effet chaque ordre monastique tendait à représenter quelque excès d'interprétation sur un point de la doctrine générale de l'Église ; qu'ainsi il formait une religion particulière dans la religion universelle, une petite Église dans la grande. Les papes et les gens de Rome n'étaient pas si grands éplucheurs d'hérésie qu'aujourd'hui ; et ni la doctrine ni l'Église catholique ne s'en portaient pas plus mal ! Je parlais tout à l'heure de Léon X ! A-t-il mis assez de bonne volonté, dans les commencements de Luther, à ne le pas trouver hérétique, à répéter que c'était un beau génie et qu'il ne fallait pas envenimer par trop de pédantisme théologique les querelles de moines !

V

Tout est bien changé aujourd'hui. On est d'un correct ! Un malheureux capucin qui manque à parler Vaugelas devient tout de suite suspect. L'Église catholique dit bien encore : *In dubiis libertas;* seulement elle ne connaît plus rien de douteux. Elle a des définitions sur tout; les hauts pouvoirs de l'Église prétendront bientôt régler jusqu'à

la manière de cracher des prêtres et des fidèles. Ce n'est plus de l'unité; c'est une stérile uniformité. Ce n'est plus de l'orthodoxie; c'est de l'alignement. Qui le dépasse de la longueur d'un pouce court risque d'être interdit *a divinis* ou excommunié.

Qu'est-ce que le supérieur des dominicains pourra dire au P. Didon, quand celui-ci se présentera devant lui, à Rome? Qu'il y a des formes de gouvernement qui sont orthodoxes et d'autres qui ne le sont pas? Ou bien qu'on ne peut pas être catholique et croire à la république? Voilà du fruit nouveau et qui eût bien étonné les curés démagogues de la Ligue. Nous ne prétendons pas donner de conseils à l'Église catholique; il nous semble cependant que l'Église agirait avec sagesse de ne pas être trop prompte à reprendre les personnes notables dont les talents distingués se développent à l'abri de ses institutions, de ne pas leur imposer à tout propos l'obéissance pour l'unique satisfaction de les faire obéir. Souvenez-vous de Lamennais. Quel dogme avait-il essayé d'ébranler lorsqu'il subit les censures pontificales? Et combien n'exclura-t-on pas de serviteurs de Dieu s'ils ne peuvent plus prêcher la parole divine qu'avec des arguments dictés mot à mot par le supérieur!

V

ACQUITTEMENT DE MADEMOISELLE BIÈRE. QUEL DOMMAGE QUE M. COQUELIN NE SACHE PAS L'ALLEMAND.

10 avril 1880.

I

Nous avons eu cette semaine Nordenskiold, la lettre du prince Napoléon et mademoiselle Bière [1]. Dans le combat pour le bruit, qui est aussi un combat pour la vie, mademoiselle Bière a tout éclipsé et étouffé. Mercredi soir, on ne s'occupait pas plus de Nordenskiold que s'il avait découvert le passage des Panoramas, et de la lettre du prince que si c'eût été une circulaire de la *Banque orientale* sur l'emprunt turc. Dans les cercles, dans les salons, sur les boule-

1. Marie Bière, artiste dramatique, plus connue sous le nom de Marie Beraldi, acquittée par la Cour d'Assises le 7 avril 1880, pour avoir tiré trois coups de revolver sur son amant M. Robert Gentien.

vards, on ne discutait que l'acquittement de mademoiselle Bière. On était pour ou contre avec acharnement.

A l'audience même, il n'y avait pas eu de parti contraire; on avait été unanime en faveur de l'acquittement. Là, tout le monde avait pour mademoiselle Bière les yeux que n'a pas eus M. Gentien. Ce n'est presque pas le président des assises qui a conduit le débat, ni le jury qui a rendu la sentence : c'est le public. Quel précepte admirable que celui d'Horace : *Si vis me flere!*... Mademoiselle Bière avait la passion et elle l'a fait partager. Elle n'a pas bronché dans le sentiment qu'elle nourrissait de la légitimité de son action, et elle a communiqué sa foi à tous ceux qui l'entendaient. Elle s'est fait voir, elle a montré l'infortuné M. Gentien; cela a suffi. D'un côté, cette créature vraie, vivante, exaltée, ravagée; de l'autre, ce correct modèle en cire, affaissé et ahuri,

Bel homme, et puis v'là tout!

comme dit la chanson; l'une ayant réfléchi et prémédité son acte, et s'en parant; l'autre, ballotté au hasard, incertain de soi et ne comprenant pas pourquoi tant de cheminées lui tombaient successivement sur la tête à propos de cette chose si simple, dont il avait fait dix fois l'expérience sans aucun inconvé-

nient pour lui : être présenté en voyage à une artiste lyrique, la prier et l'obtenir.

De la mise en présence et du choc de ces deux êtres au grand jour devait sortir l'acquittement. Il n'y avait pas d'autre moyen de condamner M. Gentien que d'acquitter mademoiselle Bière.

Mademoiselle Bière va devenir l'héroïne et la sainte de toutes les filles délaissées ou perdues qui se débattent au milieu des difficultés et des douleurs de la civilisation parisienne : c'est là une conséquence inévitable du procès. Je demande seulement qu'elle ne devienne pas l'héroïne de la pauvreté honnête. Elle a vengé son honneur outragé et son orgueil blessé par un oisif qui se plaisait aux amours de coulisse et qui, pour son malheur, a rencontré dans une troupe chantante ce que probablement il ne cherchait pas, une femme chaste encore, passionnée et fière. On a acquitté cette femme avec acclamation; soit! Il n'est pas nécessaire que les acclamations continuent. Mademoiselle Bière s'est donnée en faisant inconsciemment le calcul qu'il y a de certaines conditions qu'une fille pauvre et aux inclinations belles fait plus aisément accepter après qu'avant par un homme de sentiments nobles qui possède quatre-vingt mille livres de rente. Elle n'a pas trouvé des sentiments nobles et par là elle a perdu la partie d'ambition qu'elle a jouée sous le nom d'amour. Elle a été dupe

d'elle-même autant que de son fade vainqueur. Bien d'autres jeunes filles de divers mondes jouent comme elle, d'instinct et sans calcul précis, la même partie, et elles la gagnent. Combien il y en a d'exemples dans Paris! Mais bien d'autres aussi auraient horreur de chercher dans de tels moyens les chances d'un mariage subséquent, même avec un galant homme qui leur apporterait l'aisance ou la richesse et qu'elles aimeraient. Celles-là passent leur vie sages, solitaires, pauvres et tristes. Ou bien elles font, par esprit de sacrifice, le mariage de raison et de résignation qu'aurait pu faire mademoiselle Bière et qu'elle a dédaigné; et elles s'exposent ainsi quelquefois à bien des peines, qu'elles supportent bravement, afin d'avoir des enfants dont leur père ne rougisse pas. Voilà leur fierté, à elles, qui vaut toute celle de mademoiselle Bière, et qui n'a pas besoin, pour briller, de l'éclat qu'on y ajoute par le revolver et le guet-apens. Cette fierté est celle de la vertu, restée intacte parmi les déceptions et les amertumes de la vie. On n'encourage guère la vraie vertu lorsqu'on prodigue de si bruyantes démonstrations à une jeune personne malheureuse qui mérite peut-être qu'on lui pardonne, mais non pas qu'on la glorifie.

II

Veut-on me permettre de passer d'une artiste lyrique à un comédien qui a été, de son vivant, un personnage de haute saveur?

Quel dommage que M. Coquelin ne sache pas l'allemand! Il pourrait lire *Aus meinen Leben*, de Louis Schneider, et il en tirerait pour le boulevard des Capucines une conférence délicieuse et tout à fait à sa décharge sur la douce manie qui le possède de vouloir être à la fois comédien, chevalier de la Légion d'honneur, député et chef de cabinet de M. Gambetta.

C'est exactement tout ce qu'a été Louis Schneider, comédien berlinois dont on a récemment publié en Allemagne les Mémoires posthumes.

Un vrai homme, par exemple! Un gaillard dur à la détente, soldat du 20e régiment de landwehr. Pas du tout une de ces caillettes d'artistes que la moindre critique met au lit et qui mourraient d'un coup de sifflet!

Il était acteur comique, comme M. Coquelin; auteur, comme M. Coquelin; chéri de la ville et de la cour, comme M. Coquelin, et il avait pour son roi le cœur de M. Coquelin pour M. le président de la

Chambre des députés. Étant encore comédien et devenu soldat de la landwehr, il avait conçu et réalisé l'idée de fonder un journal pour les camarades, le *Soldatenfreund*, exclusivement réservé aux simples fantassins et aux simples cavaliers, rédigé par lui avec tant d'humour et de savoir modeste, d'une influence si saine et si patriotique sur les troupes à pied et à cheval, que petit à petit cette feuille est devenue comme l'une des institutions militaires de la Prusse. Cela le mit du dernier bien, tout comédien qu'il fût, avec le vieux Frédéric-Guillaume III et un peu plus tard avec le czar Nicolas. Celui-ci, après l'avoir vu jouer la comédie, lui dit un jour ce mot épique qui fera venir sans doute l'eau à la bouche de plus d'un directeur de journal : « J'adore votre journal; *je m'y abonne pour vingt-cinq ans.* » En mars 1848, pendant la tourmente berlinoise, il tint pour le roi, qui était alors Frédéric-Guillaume IV, le frère aîné et le prédécesseur de l'empereur Guillaume I[er]. On voulut lui faire arborer la cocarde tricolore allemande. *Nix, nix!* On prétendit débaucher, au profit de la démagogie, la compagnie de landwehr dont il était. *Nix, nix!* Il réunit des conciliabules de landwehr pour y prêcher le loyalisme. Aussi dut-il quitter Berlin pendant le court triomphe des révolutionnaires et des libéraux. Il s'en alla donner des représentations à Hambourg, ville paisible entre toutes. Mais les libéraux avaient

la main longue. A peine parut-il en scène qu'il y eut une pluie d'invectives tombant sur sa tête. « Expliquez-vous, ennemi du peuple! Dépêchez-vous d'expliquer votre conduite à Berlin! » Il n'expliqua rien du tout. Il s'avança sur le bord de la scène, et à haute et intelligible voix : « Le peuple! j'en suis tout comme un autre. Puisque le public à présent mêle le théâtre à la politique, je renonce à l'art pour toujours. Seulement, je reste encore toute une semaine à Hambourg, à la disposition de quiconque voudra venir me trouver, histoire de régler un compte. Je m'appelle Louis Schneider, soldat au 20e. » Personne ne vint.

Il renonça au théâtre, comme il l'avait dit; c'était le plus clair de son revenu qu'il sacrifiait. Cependant son royalisme était devenu légendaire. Le roi Frédéric-Guillaume IV se crut en conscience obligé de dédommager ce fidèle *landwehrmann*. Il le nomma lecteur de la cour, cinq cents thalers d'appointements, soit mille huit cent soixante-quinze francs! Pas très fructueuse, cette charge de cour! Dam! Le Hohenzollern est comme la fourmi : son grand défaut n'est pas la dépense. Mais Schneider vivait avec son roi comme M. Coquelin voudrait bien vivre avec M. Gambetta. Il était de la cour, tandis que M. Coquelin n'est pas encore du « Palais »! A force de savoir se rendre utile, il devint *persona grata*, puis véritable

favori. On le fit tour à tour bibliothécaire, intendant des largesses, chef de la correspondance privée; on l'employa même à des missions ou commissions diplomatiques, et un beau jour il s'éveilla *geheimlicher Hofrath*. Conseiller intime! Pas moins que conseiller d'État!

Voilà le modèle qu'on peut proposer aux méditations de M. Coquelin. Et voilà l'exemple qu'il pourrait citer lui-même aux philistins qui n'admettent pas qu'un comédien de son mérite devienne chef de groupe au parlement.

VI

DE L'EXCÈS DE CULTURE INTELLECTUELLE DANS LE TEMPS PRÉSENT.

8 mai 1880.

I

Les élections pour le Conseil supérieur de l'instruction publique sont achevées. Si nous prenions prétexte de l'événement pour causer un peu entre nous de l'instruction, de l'instruction pure, de l'instruction en soi?

Mais, dira le lecteur, c'est un sujet bien rebattu et bien banal! Tous les journaux en sont pleins.

Rassurez-vous, chers lecteurs; j'ai un moyen de rajeunir le sujet. Je vous dirai tout le contraire de ce que vous pensez.

D'ailleurs, je ne disserterai pas *ex professo* et je prendrai soin de ne pas m'en tenir à un seul point de vue. Je procéderai par maximes, par théorèmes,

par anecdotes ; je jetterai les idées sur le papier comme elles me viendront. Tantôt pédagogue, tantôt philosophe, tantôt sociologue.

II

Vous dites, chers lecteurs, j'en suis bien sûr : « L'instruction est un bienfait ; il faut la répandre à profusion. » Mais si quelqu'un se levait et vous disait : « L'instruction est un mal ; il faut s'en défier comme de la peste », il se pourrait que ce quelqu'un-là eût autant raison contre vous que vous contre lui.

La vérité est entre ces deux extrêmes ; ou plutôt elle est dans l'acceptation hardie et l'union de ces deux extrêmes. Il n'y a guère eu de siècle, dans l'histoire de l'humanité, où l'on ait tout à fait oublié les avantages de l'instruction ; dans le temps où nous vivons, on ne songe guère aux inconvénients qui peuvent naître de l'excès du travail intellectuel.

Peu de choses, dans le monde, sont absolument bonnes et absolument mauvaises.

Voici le suc d'une plante : l'abeille l'effleure et elle en tire un miel délicieux ; le moineau y trempe son bec et tombe foudroyé. Le suc est-il fait de nectar ? Est-il fait de poison ? — Voici un appétissant quartier de bœuf, cuit à la broche dans les cuisines du

château; il a été taillé, sans qu'on le sache, sur un animal atteint du charbon; j'en prends ma part; c'est un morceau succulent : je sors de table vigoureux et réconforté; mon estomac se moque du microzoaire pestifère qui donne le charbon; il l'a digéré et assimilé. Le garçon boucher qui a apporté cette pièce au château était parti de grand matin; nous sommes au mois de juin; il faisait chaud; la route était longue et montueuse; il s'est débarrassé de sa chemise; il a mis la viande charbonneuse sur son épaule nue : il rentre chez lui avec un malaise, il se met au lit et il meurt. C'est que les pores de la peau laissent pénétrer l'insecte pestifère dans le corps; le sang ne le noie pas; il lui sert de véhicule et c'est l'infection totale des tissus.

Il en est ainsi de bien des choses : l'usage et les effets en varient selon le mode d'emploi, la température, les milieux, les sujets, les sexes, l'âge, les classes d'êtres. Question de moment, de degré et de mesures. Il en est ainsi certainement de l'instruction et de la lecture. Il en est même ainsi souvent d'un seul et même livre. Le jeune homme qui lira *Candide* à seize ans restera flétri et souillé pour sa vie. Quel viatique cependant que *Candide* pour l'homme fait qui ne l'a lu qu'à trente ans! Quel trésor inépuisable de sagesse et de force!

III

Culture cérébrale et pathologie cérébrale !

Je me défie de la culture cérébrale quand je lis les statisticiens.

En France, il y a excès anormal de la mortalité des jeunes hommes de vingt à trente ans. Chaque année, il y meurt dix mille jeunes hommes de plus que dans les autres pays. Le tribut mortuaire annuel, la loi universelle qui règle la mortalité est pour cet âge dépassée chez nous d'un chiffre de dix mille. C'est M. Bertillon qui a fait cette découverte peu plaisante. Je conviens que les causes de ce fait social morbide peuvent être bien diverses ; l'adolescent de la lie de nos grandes villes, qui fume avant l'âge, boit avant l'âge, fait tout avant l'âge, ne se prépare pas une longüe vie. Mais je ne puis m'empêcher aussi de songer que si la France est peut-être le pays d'Europe où la lie de l'adolescence est le plus précoce au vice, c'est aussi certainement le pays d'Europe où l'élite de l'adolescence s'instruit le plus en serre chaude. Nul autre peuple n'est affligé autant que nous de la maladie des examens et des concours. Nul autre peuple ne s'est attaché aussi constamment à élever sans cesse le niveau des examens. Nul autre peuple ne possède

l'équivalent de notre concours général entre les lycées, de nos concours d'agrégation, de nos concours pour le commissariat maritime et l'inspection des finances, pour l'École normale et l'École polytechnique. Dans ce chiffre énorme de dix mille victimes du plus bel âge que la mort nous fait payer chaque année, à nous autres Français, au delà de son dû, qui pourra jamais calculer quelle est la part que dévore le Minotaure de l'instruction intensive ?

Et la loi des suicides !

Un professeur italien, M. Marselli, vient de la fixer.

Plus on va vers le Midi, baigné de soleil et d'ignorance, plus les suicides sont rares ; plus on monte vers le Nord, dans les régions et chez les peuples où le soleil pâlit et où se développe la haute culture, où n'est plus la lumière, mais où règnent les « lumières », plus les suicides sont fréquents. Le nombre des morts volontaires croît en raison inverse de la lumière du soleil et en raison directe des lumières de l'intelligence.

O sancta simplicitas ! O ignorance ! O Soleil, divin Soleil, qui animes et nourris les errantes planètes et ceux qui les habitent, Soleil, père des végétaux et des animaux ! Quel hymne à votre gloire que la loi des suicides ! Et quel chant d'amour aussi en l'honneur de la vie toute végétale et de la vie toute animale !

IV

J'entends l'objection.

Mes contemporains, que M. Jules Simon a nourris de ses livres sur l'instruction et la réforme de l'instruction, vont s'écrier en chœur : « Mais nous ne sommes pas des animaux ! Mais nous ne voulons pas être des végétaux ! »

Non ! certes, non, je ne vais pas jusque-là.

Je ne veux rappeler qu'une chose et je demande qu'on se la rappelle sans cesse quand on raisonne sur l'éducation, l'instruction et la culture intellectuelle : c'est que la nature ayant commencé par la vie végétative, celle-ci est le *substratum* nécessaire de la vie animale ; c'est que la vie animale ayant précédé l'intelligence dans l'histoire de la création des espèces et continuant de la précéder dans l'histoire normale des individus et de leur développement, l'intelligence ne doit pas absorber la vie animale.

L'homme est un microcosme. Bipède mammifère, conduit et servi par un cerveau, il est à la fois végétal, animal et esprit. Par accumulation et indigestion de pensées et de notions dans sa tête d'enfant et de jeune homme, ne détruisez pas l'équilibre entre la vie végétative, l'animale et la spirituelle. Que l'homme

ne devienne pas trop un esprit, et une intelligence, si vous voulez qu'il vive, qu'il soit reconnaissant à la vie et qu'il fasse œuvre d'homme ! Qu'il reste la plante se délectant sans pensée au soleil ! qu'il reste ou redevienne le plus souvent possible le jeune animal, alerte à courir et à bondir parmi les joies saines de la création, le faon inculte dans l'inculte forêt !

Prenez garde, quand vous faites des programmes de collège, à l'hypertrophie du cerveau ! Prenez garde à la surcharge des circonvolutions ! Prenez garde à l'inflammation et aux adhérences !

V

Trop de culture excite trop la pensée. Le trop penser ne vaut rien.

La pensée, même en son jet le plus haut, n'est souvent qu'une maladie de l'homme, comme la perle une maladie de l'huître.

VI

Gœthe, Jean-Jacques, Voltaire, trois grands esprits sans doute et qui pensaient librement et qui sont restés jusqu'à la fin de leur vie altérés de science et

de lumière, tous trois, en leur maturité, ont conclu de même. Tous trois, dans le siècle qui a le plus usé et abusé de la vie intellectuelle, ont conseillé le refoulement vers la vie animale et végétative, vers les labeurs physiques.

Voltaire a dit : « Oui; mais il faut cultiver son jardin. » Gœthe a dit : « Veux-tu te rajeunir? va aux champs; vis comme une bête au milieu des bêtes, et ne manque pas de fumer de ton propre fumier le champ que tu moissonnes. » Rousseau, lui, a dit : « L'homme qui pense est un animal dépravé ».

VII

Quel est l'objet de la vie? C'est de jouir de la vie honnêtement et de la mettre honnêtement en valeur. Quel est l'objet de l'éducation? C'est de munir le jeune homme pour la jouissance honnête et l'honnête exploitation de la vie; c'est de l'instruire en vue de ce but, selon ses aptitudes.

Nous ne croyons pas qu'on résoudra le problème en appliquant les maximes aujourd'hui en possession de la faveur croissante du public, qui peuvent toutes se résumer en cette formule : Inculquer dans le moindre espace de temps possible le plus de notions possible au plus grand nombre possible de cerveaux.

VII

STATISTICIENS MORALISTES. — AVIS AUX CÉLIBATAIRES.

19 juin 1880.

I

« Si l'on apprenait que sur le tiers du territoire français existe une population tellement misérable que chaque âge est frappé par une mortalité une fois et demie à deux fois plus forte que sur le reste du territoire; que ses naissances ne réparent pas seulement la moitié de ses pertes; qu'en outre cette partie de la population française, comparée à l'autre, compte annuellement deux fois plus de cas d'aliénation mentale, deux fois plus de suicides, deux fois plus de crimes contre les personnes, deux fois plus d'attentats contre les propriétés; que, par suite, l'administration doit pour elle entretenir deux fois plus de gendarmes, deux fois plus de tribunaux, deux fois

plus de prisons, deux fois plus de croque-morts; certes, si l'on apprenait que le tiers de notre territoire est frappé de tant de maux, ce serait un grand émoi.

« Eh bien, ce peuple misérable existe sur notre sol; seulement, au lieu d'occuper un territoire à part, les deux peuples sont mêlés intimement sur toute la surface, et, ostensiblement, une seule chose les distingue: l'un vit sous le régime du mariage, l'autre sous celui du célibat. »

C'est le peuple célibataire dont vous venez de lire cette belle description. Et moi qui vous la mets sous les yeux, je suis célibataire! et j'ai passé l'âge où l'on peut cesser de l'être! Je n'ai plus même la ressource d'aller chercher femme pour échapper à tant de maux et à tant de crimes. Et cependant, je n'hésite pas à vous dire : Voilà ce que sont au plus juste les célibataires! Convenez que je suis de nature impartiale et que je n'ai pas le patriotisme du célibat.

II

La peinture que vous venez de lire est de M. Bertillon père, article *Mariage* dans le *Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*. Je la trouve citée dans un livre de M. Bertillon fils, dont

elle résume les conclusions principales. Ce livre a pour titre : *La statistique humaine de la France.*

M. Bertillon fils, M. J. Bertillon, est démographe comme son père. Démographe aussi était son grand-père maternel, M. Achille Guillard, l'auteur d'un essai général sur la statistique humaine; c'est même M. Guillard qui a imaginé le nom de *démographie* pour désigner et définir la science originale et féconde créée par Quételet et que Quételet avait laissée anonyme. Nous avons dans M. J. Bertillon un phénomène bienfaisant de l'hérédité : trois générations attachées à la même œuvre intellectuelle, à la création et au progrès d'une science qui deviendra de plus en plus importante à mesure qu'on se persuadera davantage que la politique est susceptible de règles exactes, comme la physique, et que la législation, au lieu de se mouvoir uniquement dans une sorte d'algèbre juridique, doit se donner pour solide *substratum* la connaissance vivante des faits vivants.

III

Le fils est comme le prophète du père et du grand-père. Ceux-ci ont établi les vérités et il les vulgarise. La première de ces vérités, démontrée par les

recherches les plus variées et les plus complètes, c'est que l'état de mariage est infiniment plus favorable que l'état de célibat pour le bien-être des individus, pour le développement de leur fortune, pour l'affermissement de leur santé et de leur moralité. Quand un homme prend femme, il ne partage pas ses ressources, il les double. Il ne se met pas une chaîne au pied qui l'empêchera de courir après la fortune; il s'ajuste des ailes. Il ne se condamne pas à un surcroît de travail qui épuisera ses forces; il s'assure un régime doux et sage qui prolongera sa vie. Voilà la loi générale du mariage comparé au célibat. Elle n'est plus ni contestable ni contestée.

Ce qui étonnera beaucoup de lecteurs, nourris des affirmations par à peu près du journalisme, c'est que la France n'est pas un des pays de l'Europe où il y a le moins de mariages. On s'y marie beaucoup plus qu'en Belgique, en Hollande, en Suède; à peu près autant qu'en Prusse et en Autriche. Seulement la France est le pays de l'Europe où les mariages sont le moins féconds. Les causes de cette infécondité relative des mariages sont multiples. On en peut imaginer qui sont peut-être plus à l'honneur des Français que ne le croit M. Bertillon. On a beaucoup plus d'enfants en Allemagne et en Angleterre; est-il sûr qu'on les aime autant et qu'on les élève avec autant de soin et de dévouement qu'en France?

IV

En ce qui concerne les naissances illégitimes, la France tient une situation moyenne. Sur ce point encore, le livre de M. Bertillon dissipera ou corrigera plus d'un préjugé. Il semble à ceux qui regardent *grosso modo*, que Paris soit et doive être la principale usine de naissances illégitimes. Les nombres, exactement recherchés, ne confirment pas cette opinion. Savez-vous combien, sur cent naissances, Paris en compte d'illégitimes? Vingt-six. Et savez-vous combien on en compte à Olmütz, en Moravie? Soixante-dix sur cent. Pour le remarquer en passant, la recherche de la paternité, qu'elle soit ou non digne d'approbation en soi, n'apporterait qu'un palliatif bien insuffisant au mal des naissances illégitimes, si l'on en juge par ce qui se passe à Olmütz. La recherche de la paternité existe en Autriche.

La constatation combinée des mariages, des naissances légitimes et des naissances illégitimes dans une même province de France rend bien perplexe sur les causes matérielles et morales d'où dérivent ces divers faits. Prenons la Bretagne : c'est un des rares laboratoires d'hommes et de faits humains qui se trouvent encore placés en des conditions nette-

ment déterminées et, pour ainsi dire, compactes. La Bretagne est unanimement catholique et universellement pauvre. Résultat : on s'y marie peu ; les mariages y sont extraordinairement féconds et les naissances illégitimes très rares. La pauvreté, qui paraît ailleurs un stimulant au mariage, n'influe pas ici contre le célibat ; la religion catholique semble avoir tout le pouvoir nécessaire pour refréner les entraînements irréguliers ; elle est impuissante à propager le mariage. Elle ne peut pas rendre les mariages nombreux, et elle sait les rendre féconds.

V

Comment diminuer le nombre des célibataires en France ? Comment encourager ou provoquer le développement de la natalité dans le mariage ?

Avec ces deux questions, on sort de la démographie pure pour entrer dans le domaine de la science politique et de la science législative. M. J. Bertillon n'a pu s'empêcher cependant de toucher ces deux points. Il l'a fait avec beaucoup de discrétion. Il ne se joint pas aux législateurs ridicules qui réclament des lois contre les célibataires. Il lui suffirait que notre système fiscal ne fût pas une prime au célibat. Dans les mêmes conditions sociales, mettez d'un côté

un célibataire, de l'autre une famille de quatre personnes: le père, la mère et les deux enfants; les impôts de consommation, si lourds en Franee, pèsent une fois plus sur chacun des deux époux que sur le célibataire. Est-ce juste? et ne faudrait-il pas se défier plus qu'on ne le fait de l'impôt indirect?...

VI

Est-ce parce que M. Sarcey est célibataire? Mais toutes les mésaventures, et des mésaventures bien bizarres, tombent en ce moment sur lui.

M. Sarcey, sans faire tort à personne, est le plus brillant, le plus solide et le plus infatigable paladin de la libre pensée. Or, depuis quelques jours, il a une querelle sur les bras; et qui la lui fait? Un libre penseur. M. Sarcey ne peut pas voir un congréganiste en peinture; il souhaite à toutes les maisons religieuses la fermeture, la ruine, l'incendie, la peste et la démolition. Or une des premières maisons congréganistes de Paris va disparaître; et, du fait de cette disparition, voilà M. Sarcey dans le deuil.

Connaissez-vous son petit hôtel de la rue de Douai? Un paradis d'air et de lumière. En face s'élève un mur qui atteint à peine la hauteur d'un entresol. Derrière ce mur sont les jardins délicieux du Sacré-

Cœur. M. Sarcey en avait seul la jouissance, jouissance visuelle s'entend; car les pauvres religieuses n'osaient guère y paraître, de peur de se trouver sous le regard audacieux et terrible de ce Turc, de ce sultan Saladin, de cet Antéchrist; c'était pour les yeux de M. Sarcey une solitude enchanteresse dans laquelle ils se promenaient incessamment et dont ils se repaissaient. M. Sarcey répétait tout le long du jour à tout venant: « Ne suis-je pas le philosophe le plus heureux de l'univers ? N'ai-je pas la plus belle maison du plus beau quartier de la plus belle ville du monde ? D'autres que moi dans Paris n'ont pas de concierge; mais quel autre est, comme moi, sans vis-à-vis ? Voyez ce jardin charmant. Il est de mainmorte ! Il ne sera ni bâti en aucun temps par les dames sybarites du Sacré-Cœur, qui connaissent le prix d'un jardin, ni aliéné par elles à qui le bâtirait. Ah! comme on respire ! quelle pure clarté ! et c'est pour toujours ! » Oui mais l'imprudent Sarcey faisait trop d'articles contre le Sacré-Cœur et l'éducation du Sacré-Cœur. C'est ce qui a donné l'éveil au Conseil municipal de Paris. Tout à coup ce Conseil a conçu l'idée diabolique de rectifier le boulevard Clichy et de le faire passer à travers le jardin cher à Sarcey. La chose est résolue : les dames du Sacré-Cœur vont être expropriées. Plus de pensionnat et partant plus d'ombrage. Une horrible maison d'exploitation à six

étages va s'élever là où les arbres, les fleurs, les pelouses de l'hôtel de M. Sarcey se baignaient dans l'air et la lumière. Adieu l'oxygène et le soleil! M. Sarcey aura des vis-à-vis qui l'offusqueront et le guetteront! Sa maison sera de verre; et il n'y verra pas plus clair pour cela. Bien au contraire!

S'il s'était donné une femme, l'enragé misogame Sarcey, je connais ces créatures célestes, sensées, positives, gardiennes prévoyantes des intérêts du commun ménage! Du matin au soir la douce personne lui aurait murmuré aux oreilles avec une mansuétude implacable : « Ami, plus j'y pense, plus je trouve que rien ne doit être aussi sacré que le Sacré-Cœur. Songez donc, mon cher Francisque; nous n'avons pas des mille et des cents, et ce jardin-là augmente d'au moins quinze mille francs la valeur de notre immeuble! »

Hélas! M. Sarcey n'a pas de femme, et il est démontré par trois générations de Bertillon, plus Quételet, que le célibataire court à sa perte d'un pas deux fois plus rapide que l'homme marié.

VIII

LA JOURNÉE DU 14 JUILLET. — LA PRISE DE LA BASTILLE.

17 juillet 1880.

I

Quand j'étais jeune, peu m'importait si les lampions brûlaient pour la république, l'empereur ou le roi. J'adorais toute fête nationale parce que c'était la fête et la foule. Je voulais tout voir :

> Les flambeaux, le bûcher et la nuit enflammée,
> Les aigles, les faisceaux et le peuple et l'armée.

Comme on devient, pourtant ! Mercredi, rien n'a pu m'arracher de mon doux et tranquille fauteuil. Pendant que Paris s'embrasait, je me suis mis à réfléchir tout à mon aise, loin des feux féeriques, sur la prise de la Bastille et la manière d'écrire l'histoire.

Vous allez voir qu'écrire l'histoire n'est pas une chose bien simple.

II

Voici d'abord, et en quelques mots, l'histoire toute nue de la journée du 14 juillet 1789; voici cette journée à l'état élémentaire; voici le 14 juillet, si l'on veut me permettre le langage de la chimie, à l'état pur.

Le 14 juillet, dès la pointe du jour, le peuple s'en va aux Invalides, dont les portes s'ouvrent d'elles-mêmes devant lui; il y pille trente mille fusils et, ayant des armes, il se porte vers la Bastille. Cette fameuse Bastille n'avait jamais été, quoi qu'on ait dit, la prison de la pensée : on peut citer en tout, de 1600 à 1789, cinq ou six écrivains de quelque renom qui y ont été enfermés; la Conciergerie et Sainte-Pélagie, de 1815 à 1880, en ont vu plus que cela. A peine était-ce encore, en 1789, une prison d'État sérieuse. Sauf un très petit nombre d'exceptions, à la vérité horribles, la Bastille ne recevait plus habituellement que des hôtes temporaires. Elle était peu à peu devenue une sorte de prison domestique à la disposition des chefs de famille, et une prison disciplinaire pour les gens de cour, comme la terrible Tour de Londres était devenue, vers le même temps, une chambre d'arrêt pour les députés des Communes

et les lords turbulents. Depuis quatre ou cinq ans même — on a conservé le plan quasi officiel, — la Bastille était condamnée par les autorités compétentes à disparaître pour faire place à un quartier neuf. Tel était le monstre qu'il s'agissait de vaincre et d'anéantir le 14 juillet.

La Bastille contenait dans ses vastes flancs quatre-vingt-deux invalides, qui formaient la garnison ordinaire du château-fort et trente-deux soldats suisses de renfort, qu'on y avait fait entrer le 7 juillet. On pouvait compter sur les Suisses. Le mercenaire suisse est le dernier type qu'on aura vu dans le monde du soldat professionnel complet. Quant aux quatre-vingt-deux invalides, la plupart d'entre eux, naturellement, possédaient un ménage, correct ou irrégulier, dans le quartier Saint-Antoine, et toute sorte d'amis parmi les assaillants. Leur valeur, au point de vue du combat, peut se mesurer par le fait suivant. Lors de l'enquête qui se fit sur l'évasion de Latude, l'un d'eux, qui était en faction au moment où Latude s'échappait, déclara qu'il n'avait pu rien voir parce qu'il s'était écarté pour rajuster son appareil ; un autre, également en sentinelle, avait dû, à ce moment, rentrer au poste parce que c'était l'heure de sa tisane. L'armement de la forteresse se composait de dix-neuf canons et de douze fusils à vent ; il n'y en eut qu'un dont on put se servir. Les dix-neuf

canons ne tiraient depuis longtemps qu'à poudre pour les réjouissances publiques; on ne savait pas s'ils pourraient lancer la mitraille impunément pour eux-mêmes et pour leurs canonniers. A la tête de cette garnison et de cette artillerie, toutes deux également formidables, se trouvait placé un gouverneur, Jourdan de Launey, qui l'était quasiment de naissance, qui avait hérité de la Bastille comme d'un fief et qui l'exploitait comme une ferme. Il menait les prisonniers, la nuit, chez les filles. M. Louis Ulbach, qui n'est pas seulement un romancier délicat et pénétrant, qui est encore très érudit en toute sorte de directions, a rappelé fort à propos, ici même, il y a huit jours, la grave accusation portée contre de Launey par Rivarol.

Il faut noter, comme un fait capital, que le gouverneur et ses invalides ne pouvaient raisonnablement espérer aucun secours du dehors. Depuis deux jours Besenval se tenait coi à l'École militaire, attendant de son chef, le vieux maréchal de Broglie, des ordres précis. Broglie lui-même était à Versailles, mal renseigné et mal informé; il avait alors soixante-treize ans et tous les vacillements de l'âge; il était d'ailleurs plus que douteux, depuis Fillingshausen, qu'il eût jamais eu un caractère militaire très sûr; et ce qu'il eût fallu avant tout, en de telles circonstances, c'était la sûreté du caractère militaire. Broglie

ne sut pas envoyer d'ordres, ni Besenval s'en passer. Dans Paris même, l'autorité politique n'était plus exercée par aucun officier ni magistrat royal; elle était passée tout entière aux électeurs, qui siégeaient à l'Hôtel de Ville et y délibéraient plus qu'ils n'agissaient.

Que suivit-il de tout cela? La Bastille fit deux décharges de mousqueterie; elle tira un coup de canon, un seul; puis la garnison livra la place sur une simple capitulation verbale. Le dénouement immédiat du drame fut hideux; malgré la capitulation, de Launey et la plupart de ses invalides furent massacrés par la foule. Ajoutons à ces traits divers la défection de trois cents gardes françaises, acoquinés avec l'habitante, qui furent poussés à la révolte par leurs liaisons parisiennes et qui exécutèrent le principal de l'attaque militaire contre la Bastille : on aura l'exploit du 14 juillet; on aura cette grande journée populaire; on en aura du moins tous les traits extérieurs, palpables, positifs. Nous possédons deux récits originaux qui, par leur concordance, ne laissent aucun doute sur les détails caractéristiques que nous venons de mettre en saillie : c'est, d'une part, le *Rapport* de Thuriot, qui somma le premier la Bastille et son gouverneur; c'est, d'autre part, le récit de M. de Flues, l'officier qui commandait les trente-deux Suisses introduits, le 7, dans la forteresse. Ces

deux rapports — avec le dithyrambe du sieur Cholat, qu'a peut-être un peu trop *gobé* M. Taine, — ont fourni le fond de tous les récits de seconde main qui ont eu pour objet de réduire l'histoire de la prise de la Bastille à sa plus simple expression. Sur cette base se sont édifiés notamment le tableau tracé par M. Taine dans ses *Origines de la France contemporaine*, le remarquable petit écrit de M. Léon de Poncins, *la Prise de la Bastille*, publié par la librairie de la Société bibliographique, un récit plus récent et aussi fort curieux de M. A. Buchon, publié par le journal *le Gaulois*.

Ces récits du 14 Juillet et tous ceux qui se font et qui se feront sur le même type sont exacts d'une exactitude absolue. Il n'y a rien à y reprendre, sinon que ce n'est pas du tout le 14 Juillet. Ainsi l'orchestre et la troupe chantante de X***, dont je vous parlais l'autre jour, rendaient avec une exactitude et une perfection merveilleuses chaque note écrite du *Domino noir*, et pourtant ce n'était plus du tout le *Domino noir*, mais du tout, du tout. *Spiritus intus alit*, a dit le poète en parlant de la nature. Il y a un esprit des choses. Qui ne sait pas le saisir et qui ne sait s'en imprégner peut faire de la physiologie historique, de la micrographie historique, de l'embryogénie historique; il peut même faire de l'histoire spécialement politique; il n'est pas dans le grand

courant de l'histoire. Il n'écrit pas l'histoire. Les arbres lui cachent la forêt.

III

En quoi consiste la méthode de ceux qui content ainsi le 14 Juillet ou tout autre événement historique ? Ces écrivains commencent par isoler le 14 Juillet de tout ce qui le précède et de tout ce qui le suit, comme en chimie on dégage et on isole un corps; après avoir isolé l'événement lui-même, ils mettent en saillie deux ou trois traits qui, dans la réalité, ont été écrasés et noyés sous le torrent de l'événement et qui, dans l'œuvre de l'historien, émergent arbitrairement sur tout le reste. Et ils disent : « Voilà l'événement lui-même, tout l'événement, rien que l'événement. » Prenez M. Taine, que j'ai nommé tout à l'heure; relisez son court récit de la prise de la Bastille; fermez ensuite son livre; recueillez-vous et contemplez intérieurement les images qui vous restent fixées dans le cerveau. Ce qui reluit en grosses couleurs, ce qui vous emplit les yeux, ce qui vous ébranle les nerfs, tout ce que vous gardez, en un mot, du 14 Juillet, c'est le détail atroce et bête; c'est le cuisinier sans place, venu là en badaud, qui reçoit de M. de Launey un coup de

pied dans le ventre et tout bonnement lui scie le cou, « en homme qui sait travailler les viandes », avec un petit couteau à manche noir. Car M. Taine, ce *block-notes* de l'histoire, n'a eu garde d'oublier le manche noir du petit couteau. Est-il possible que ce manche noir, avec sa lame de couteau à un bout et son cuisinier à l'autre bout, soit le grand événement du 14 Juillet? Est-ce le trait entre tous que l'historien, en me quittant, doit me laisser enfoncé dans l'esprit? Je ne crois pas. Il faut que je cherche ailleurs le 14 Juillet.

Et d'abord, où est, dans ces sortes de récits, le sentiment des beaux délires parisiens? Où est le soleil, ce complice nécessaire des tumultes de Paris? Où est ce soleil qu'un faiseur de vers, grand poète un jour, sans le savoir, sous le souffle du peuple, a ramassé et condensé en ce cri d'un retentissement impérissable :

Oh! quand un lourd soleil chauffait les grandes dalles
Des ponts et de nos quais déserts,
Quand les cloches hurlaient, quand la grêle des balles
Sifflait et pleuvait par les airs?...

Où est le peuple parisien lui-même?

« Sot peuple », dit l'Estoile, qui le connaissait bien; et nous, qui pouvons nous vanter aussi de le connaître, nous disons : Oui, ce sot peuple, si vous voulez, à de certains jours et en sa tenue familière;

mais nous disons en même temps : Ce peuple-prophète, ce peuple qui croit qu'il y a un Droit éternel et un idéal universel du genre humain, qui a toujours été prêt à prêcher ce droit et à mourir pour cet idéal ; ce peuple qui n'est politique que par crises, mais qui l'est alors autant qu'un Richelieu et un Bismarck ; ce peuple qui, le 14 juillet 1789, était depuis trois mois sur le trépied ; ce peuple qui, sans avoir compté la garnison de la Bastille et sans rien connaître du chiffre de l'effectif, vit et sentit d'intuition que la Bastille était en carton, que ses murailles de pierre épaisse n'étaient que des spectres de murailles, et que, pour enfanter le monde nouveau, c'est à ce fantôme qu'il fallait marcher ; ce peuple qui surgit et s'éleva contre l'autorité royale au juste moment où il fallait que l'autorité monarchique absolue fût brisée, parce que ce puissant outil de civilisation était désormais hors d'usage ; ce peuple qui d'un coup réussit, en effet, à briser l'absolutisme, ce que n'avaient pu faire ni les bourgeois et les prêtres sous la Ligue, ni les gentilshommes et les magistrats, avec Retz pour eux, sous la Fronde ; ce peuple enfin qui, communiquant sa frénésie sacrée à la Convention et au pays, devait, dans un accès invraisemblable d'héroïsme, unifier la nation, faire tomber toutes les bastilles féodales dans l'Europe centrale, et porter la France ou la confédération française à ses

limites naturelles, le Rhin et la mer du Nord. Où est-il, dans les récits photographiques du 14 Juillet, ce peuple parisien et son génie ? Est-ce que par hasard M. Taine se figure l'avoir mis tout entier dans le manche noir du couteau du cuisinier sans place ? Un écrivain, un seul, a raconté, telle qu'elle fut dans la conscience du peuple parisien et dans la conscience de l'Europe, la journée du 14 juillet. Il est vrai que celui-là, ce n'est pas seulement un historien ; c'est le dieu même de l'histoire, c'est le seul historien en soi qui ait vécu depuis Hérodote : Michelet !

« ... Le 13 juillet. Paris ne songeait qu'à se défendre. Le 14, il attaqua.

» Le 13 au soir, il y avait encore des doutes, et il n'y en eut plus le matin.

» Le soir était plein de trouble, de fureur désordonnée. Le matin fut lumineux et d'une sérénité terrible.

» Une idée se leva sur Paris avec le jour, et tous virent la même lumière. Une lumière dans les esprits, et dans chaque cœur une voix : « Va, et tu prendras la Bastille ! »

» Cela était impossible, insensé, étrange à dire... Et tous le crurent néanmoins. Et cela se fit.

. . . .

» L'attaque de la Bastille ne fut nullement raisonnée. Ce fut un acte de foi.

» Personne ne proposa. Mais tous crurent et tous agirent. Le long des rues, des quais, des ponts, des boulevards, la foule criait à la foule : « A la Bastille !... à la Bastille !... » Et dans le tocsin qui sonnait, tous entendaient : « A la Bastille! »

» Personne ne donna l'impulsion. Les parleurs du Palais-Royal passèrent le temps à dresser une liste de proscription, à juger à mort la reine, le Polignac, Artois, le prévôt Flesselles, d'autres encore. Les noms des vainqueurs de la Bastille n'offrent pas un seul des faiseurs de motions. Le Palais-Royal ne fut pas le point de départ...

» Encore moins les électeurs qui siégeaient à l'Hôtel de Ville eurent-ils l'idée de l'attaque... Les électeurs ne trahissaient point, comme ils en furent accusés, mais ils n'avaient pas la foi.

» Qui l'eut? Celui qui eut aussi le dévouement, la force, pour accomplir sa foi. Qui? Le peuple, tout le monde.

» Les vieillards, qui ont eu le bonheur et le malheur de voir tout ce qui s'est fait dans ce demi-siècle unique, où les siècles semblent entassés, déclarent que tout ce qui suivit de grand, de national, sous la république et l'empire, eut cependant un caractère partiel, non unanime, que le seul 14 Juillet fut le jour du peuple entier. Qu'il reste donc, ce grand jour, *qu'il reste une des fêtes éternelles du genre humain,*

non seulement pour avoir été le premier de la délivrance, mais pour avoir été le plus haut dans la concorde ! »

Et Michelet, pour conclure, arrête l'esprit du lecteur sur ce fait, qu'atteste le comte de Ségur, ambassadeur en Russie (cette folie, dit Ségur, que j'ai peine à croire en la racontant...) :

« En Russie, dans cet empire du mystère et du silence, la nouvelle de la prise de la Bastille arrivait à peine que vous auriez vu *des hommes de toute nation* crier, pleurer sur les places ; ils se jetaient dans les bras l'un de l'autre en se disant la nouvelle : « Comment ne pas pleurer de joie ? *La Bastille est prise !* »

C'est sur ce trait que nous restons avec Michelet. C'est ce trait qu'il fixe en notre esprit. Il suit l'inspiration; et, plein lui-même de l'ivresse qui poussait la foule parisienne, il met là le *summum* du 14 Juillet. Ne voyez-vous pas, en effet, de l'œil du voyant, que le 14 Juillet est là bien plus certainement que dans le manche noir du couteau du cuisinier sans place de l'exact et minutieux M. Taine.

IV

Cependant, selon les idées régnantes, M. Taine est dans le progrès. Il est naturaliste et positiviste. Toute

la jeune école historique considère avec lui l'histoire comme une science naturelle, comme un dérivé de la physiologie. Il se pourrait que la jeune école se trompât, et que, pour bien écrire l'histoire, l'intuition fût aussi nécessaire et plus nécessaire que l'observation. Avec le pur empirisme des positivistes, je démontrerai quand on voudra que le roi Louis IX est un fakir nauséabond et François d'Assise un fou, comme je démontrerai que la prise de la Bastille est une farce. Il me faut l'intuition pour percevoir la sainteté adorable de Louis IX, la divine compassion pour l'être qui était en François d'Assise, l'ivresse d'humanité et de justice dans laquelle s'est abîmé, il y a cent ans, pour l'affranchissement du monde, « le sot peuple de Paris ».

IX

M. ROCHEFORT.

31 juillet 1880.

I

Voilà M. Rochefort revenu à Paris et dirigeant de nouveau un pamphlet quotidien comme fut, en 1870, *la Marseillaise.* S'il est un événement parisien au monde, c'est la rentrée de M. Rochefort. L'auteur de *la Lanterne* et l'éditeur de *la Marseillaise* a été pendant trois ans, de 1867 à 1870, l'enfant gâté de Paris. *La Lanterne* se dévorait au Jockey-Club et même aux Tuileries comme chez le marchand de vin ; elle ornait à la fois le salon de la duchesse, la mansarde de Jenny l'ouvrière et le boudoir de la *belle petite.*

Paris adore et exalte sans mesure. Ses idoles font toujours penser au mot du chroniqueur du XVIe siècle sur le second Guise : « La France était folle, c'est

trop peu dire, amoureuse, de cet homme-là. » Mais les idolâtries de Paris passent d'ordinaire assez vite. L'idolâtrie pour M. Rochefort a duré. M. Rochefort a entretenu le zèle parisien par les événements de sa vie et par ses actions : des événements qu'on ne peut pas dire grands, mais où il y avait une pointe alléchante de romanesque ; des actions qu'on ne peut pas dire absolument viriles — la virilité est incomplète quand elle n'est pas féconde, — mais où il y avait une vigueur d'un goût étrange et quelquefois de l'héroïsme. Ses duels, ses procès, ses coups d'épée et de pistolet réveillaient la foule oublieuse. Et son évasion de Nouka-Hiva, si adroitement concertée avec Edmond Adam, si fraternellement combinée avec son fidèle Pylade, M. Olivier Pain, exécutée avec tant de sang-froid, de courage et de précision ! Vous rappelez-vous la matinée du 31 mars 1874, à Paris, quand éclata l'étonnante nouvelle : « Rochefort est évadé, Rochefort est à Sydney », et que nous le savions tous, et que les bonshommes de ministres d'alors ne le savaient pas ! Quelle joie sur les visages populaires ! Quel frétillement de moquerie le long des boulevards ! Moi, dans mon coin, cela me vengeait délicieusement de vivre sous un ministère aussi dévoré d'intrigants et aussi stérile que le cabinet du 25 mai 1873, rabiboché le 26 novembre. Pourquoi ne le dirai-je pas ? j'ai été deux ou trois fois dans ma vie rochefortiste

con furore, jamais autant que ce jour-là. Un vrai mousquetaire de Dumas, ce Rochefort! un vrai batteur d'estrade de l'an 1780, roi sur le Pont-Neuf, au café Procope et au parterre de la Comédie! un chevalier La Morlière de la politique! Seulement la doctrine politique lui manque; et la politique est bien plutôt sa folie et son erreur que sa passion raisonnée et son goût véritable.

Regardez son masque : il y a sur ce masque du Méphistophélès cristallisé et du don Quichotte figé, avec les traits moroses et pédantesques du républicain de l'an 1832 qui déclame contre « les gens du château ». Ce qui domine, ce qui est vivant, c'est la tristesse. M. Rochefort est un mélancolique, un blasé, un dégoûté. Fils légèrement prétentieux d'un père dénué de prétentions, qui fut l'aimable contemporain et l'émule de Scribe et de Paul de Kock, né et élevé dans le vaudeville et parmi les dîners de gens de théâtre, en cet âge d'or de la vie parisienne où chez le traiteur on sablait le champagne pour cinq francs par tête, sa vraie vocation était de continuer son père en le transformant. S'il eût été d'âge, au lendemain de 1852, quand le soldat avait renversé la tribune aux harangues, quand le policier avait mis son bâillon sur la bouche de l'orateur et ses poucettes à la main qui tient la plume, quand il n'y avait plus d'autre journal possible que le journal de coulisses, d'anecdotes

et de mœurs, il n'aurait pas eu besoin de chercher longtemps sa voie; il eût fondé quelque *Figaro* hebdomadaire, plus substantiel, plus âpre et moins gai que celui de Villemessant; de temps à autre, il aurait écrit des vaudevilles qui eussent été à ceux de son père, ce que la comédie de M. Dumas fils est à la comédie de Scribe et le roman de M. Zola au roman de Paul de Kock; sur ce chemin-là, il eût récolté tout autant de duels à éclat ou à esclandre et tout autant d'aventures que sur celui où les événements l'ont jeté; il y aurait acquis tout autant de réputation et de fortune; et l'empire, sans lui, n'en eût été ni plus ni moins renversé. Toute la différence, c'est que M. Rochefort aurait vécu ainsi selon ses goûts et dans un cercle à sa convenance; avec la fortune, la réputation, les duels et les aventures, il eût connu aussi le bonheur qui lui a manqué; sa figure serait aujourd'hui moins triste, sa physionnomie moins tragique. Malheureusement pour lui, vers 1864, quand il eut atteint l'âge de prendre le plein vol, la discussion politique dans les journaux quotidiens reprenait la suprématie sur tout le reste. La loi de 1852 sur la presse avait cessé d'être la porte de fer, scellée du triple sceau, qui arrêtait tout. Elle n'était plus qu'un composé de cerceaux en papier, que crevaient tous les jours d'intrépides et adroits gymnastes : Prévost-Paradol et Weiss, Assollant et Frédéric Morin, Louis

Ulbach et Laurent-Pichat, Chaudey et Pelletan, Mangin et Lavertujon. Ce bataillon de la première heure, où chaque combattant avait l'esprit bien muni de doctrines, de notions et d'idées, la main solide, alerte et hardie, l'humeur sobre et désintéressée, le caractère dévoué et décidé, ce bataillon avait fait sans grand bruit le plus fort de la besogne; il avait plus qu'à moitié brisé l'empire absolu; il avait ouvert la carrière politique toute large à qui voudrait s'y engager. Le temps n'était plus aux seuls journaux de commérages; pour se faire lire désormais dans une feuille quotidienne, le plus sûr était d'y saisir la politique à plein corps. M. Rochefort assez longtemps tâtonna. Il prenait pour conseiller, aujourd'hui, le directeur du théâtre des Variétés, et, demain, le vieux républicain Étienne Arago. Il admirait consciencieusement les discours de Jules Favre et il enviait le sort de Commerson. Le soir, à minuit, après le spectacle, assis au café Véron, entre M. Gambetta qui fulminait une philippique, et M. Aurélien Scholl, alors en sa fleur, et qui venait d'écrire le poème scabreux et exquis de *Denise*, il restait pensif entre cet épanouissement d'esprit parisien qui éclatait sous le nom d'Aurélien Scholl et ce je ne sais quoi d'inconnu qui couvait sous le nom de Gambetta. La tendance politique, à la fin, l'emporta. Il lisait, pour un vaudevilliste, trop de journaux et d'aventures politiques,

comme le pauvre Don Quichotte lisait trop de romans de chevalerie pour un petit rentier de village. Il prit la lance et l'écu, et il partit en guerre. Loyal et intrépide chevalier comme Don Quichotte, mais fébrile et décharné comme lui; condamné, je le crains bien, par l'effet de ses qualités autant que par l'effet de ses lacunes, à rester, à devenir de plus en plus un chevalier de la Triste-Figure.

II

M. Rochefort n'a pas le feu sacré des foules. C'est surtout devant elles que tout à coup il fait paraître invinciblement le mélancolique et le dégoûté qui sont en lui. Il va présider une conférence chez le peuple : à peine le conférencier radical a-t-il prononcé trois phrases que M. Rochefort s'excuse auprès de la multitude idolâtre : un devoir impérieux l'appelle en un autre endroit de Paris où il n'entendra pas de conférences. C'est là agir en homme de goût ou je ne m'y connais pas. Est-ce agir en démagogue?

Deux fois le peuple de Paris a voulu le porter sur le pavois, le jour de l'enterrement de Victor Noir et le 12 du présent mois. Deux fois il s'est dérobé, non par faiblesse de cœur — il ne craint ni la mort, ni la prison, ni l'exil; — non par faiblesse de tête — il a

tout bravé de sang-froid, et l'empire, et Versailles, et la Commune, — mais par un secret instinct qui l'avertit des limites de son être. Il sent que, ce n'est ni son plaisir ni sa vocation de livrer sa personne aux ivresses de la foule. Il sent que, si de par la foule il était roi pour un jour, il ne saurait rien tirer de son jour de royauté; il ne serait ni Michel Landau, le cardeur de laine, ni le sergent Dalhousie; il serait tout au plus Mazaniello et peut-être le général Dubourg plutôt encore que Mazaniello. Et, comme il a beaucoup d'esprit et de flair, il se méfie de tels rôles.

Certes, M. Rochefort est de Paris, mais de ce Paris restreint et raffiné qui est borné à l'est par le Gymnase, à l'ouest par l'hôtel de M. Dumas fils, au nord par l'Hôtel des ventes, au sud par l'Institut. Il n'est point du Paris des masses ni de l'universel Paris. Si on le menait rue Charlot ou rue Chanoinesse, il croirait qu'on lui fait entreprendre un voyage de découvertes. L'autre jour, au lac Saint-Fargeau, n'a-t-il pas avoué tout naïvement que ç'avait été pour lui une délicieuse surprise de faire connaissance avec ce coin du monde! Eh quoi! Il ne connaissait pas le lac Saint-Fargeau; il ne connaissait pas l'île d'Amour! Et il prétend soulever Paris contre M. Gambetta! Il n'est pas adapté à cette tâche. M. Gambetta a trop d'avantages sur lui. M. Gambetta est en même temps de tous les Paris. M. Gambetta est au cœur du

Paris populaire et au cœur du Paris académique; il soupe au café Anglais, mais il dîne à Saint-Fargeau; il tend la main droite à M. le général marquis de Gallifet et la main gauche à M. Ranc, condamné à mort. On l'a vu se retirer au bout d'un quart d'heure d'un salon où l'entouraient des ministres, des ambassadeurs et des princes de la banque; quand il est chez le Roi-Peuple, il y reste jusqu'à la fin; rien de plus important ne l'appelle ailleurs. Il est probable que *l'Intransigeant*, contre M. Gambetta, ne fera pas feu qui dure.

III

Si M. Rochefort veut devenir sérieusement un agitateur populaire, je lui conseillerais volontiers de demander quelques leçons à mademoiselle Sarah Bernhardt. Voilà une personne divine que sa divinité n'attache pas au rivage et qui n'a pas envie de s'éclipser devant les multitudes! A Bruxelles, où elle réside en ce moment, tous les journaux publiaient l'autre jour l'avis suivant :

« Le public est prévenu que mademoiselle Sarah Bernhardt visitera demain le Musée, à deux heures de l'après-midi. »

Et le lendemain, à l'heure dite, on voyait au Musée

la grande artiste. Derrière elle, tout Bruxelles, avec une fanfare qui jouait *la Marseillaise!* O déesse, que ne haïssez-vous un peu plus le profane vulgaire! ô fille d'Apollon, que ne laissez-vous la lyre vous célébrer, sans appeler pour vos concerts le sax-horn, le tam-tam et le chapeau chinois!

X

GAMBETTA AU CAFÉ DU GRAND-BALCON, A CHERBOURG.

14 août 1880.

I

« Cet homme a toutes les audaces! Au café du Grand-Balcon! Devant MM. les voyageurs de commerce! Voilà où il va exposer sa politique, au lieu de s'expliquer seulement devant MM. les ducs, dans les salons de la bonne compagnie! » Ainsi devisent les journaux du bon ton.

L'excuse de M. Gambetta est peut-être que MM. les ducs ont largement prouvé que, en politique, ils n'ont ni le discernement bien fin, ni la vue bien longue, ni le cœur bien haut. Vous souvenez-vous du temps où ils travaillaient à fonder chez nous un gouvernement? Ils ne voulaient ni du comte de Chambord, parce qu'il est légitime, ni du comte de Paris parce

qu'il ne l'est pas; et ils avaient commencé par prononcer la déchéance des Napoléon! Il va sans dire que, de la République, il ne fallait pas leur souffler mot. A part cela, ils étaient bien décidés à fonder un gouvernement, mais, là, un vrai gouvernement. Diantre! je ne voudrais pas aller leur causer politique, à MM. les ducs! c'est trop difficile. Quant à la bonne compagnie, elle est infiniment respectable. Mais les hommes d'État supérieurs ne sont jamais bien sûrs de lui agréer. Richelieu n'avait pas la bonne compagnie de son côté, ni Mazarin non plus; celui-ci n'était pour elle qu'*il signore Facchino*. Je ne parle pas de Louis XI, qui, en dépit de la bonne compagnie, a démoli l'anti-France de Charles le Téméraire avec des gens de la plus basse extraction.

N'en déplaise à MM. les ducs et à la bonne compagnie, M. Gambetta à Cherbourg n'a pas fait un seul impair. Je n'en parle qu'au point de vue de l'art et non pas en homme de parti. Je ne suis guère plus de l'opinion de M. Gambetta que de celle de la bonne compagnie. Je suis de la mienne, qui m'est particulière. Étant donnés les antécédents du voyage, M. Gambetta se trouvait, à Cherbourg, dans une situation assez délicate. Parlerait-il devant le chef de l'État? Parler! quelle inconvenance! quel mépris de la hiérarchie républicaine! Se tairait-il? Quelle joie pour ses adversaires qui essayeraient de lui faire de

son silence une humiliation! Il ne s'est pas tu; et il n'a blessé aucune des convenances entre lesquelles il lui fallait lancer ses paroles, comme un adroit jongleur lance et plante des couteaux pointus entre les cinq doigts d'une main tout ouverte sur le but. Tout ce qu'il a dit s'est trouvé être à propos. *Ratione materiæ, loci et horæ.* A propos dans le choix du sujet, du lieu et du moment, M. Gambetta devait inventer l'opportunisme; son grand art est d'être toujours opportun. Le dimanche soir, dans les rues de la ville, on entoure sa voiture avec des acclamations : « Mes amis, dit-il, ne criez pas *Vive Gambetta!* criez *Vive le Président de la République!* » C'est sa première harangue. Hé! hé! qu'en dites-vous? N'est-ce pas là un exorde par insinuation des plus naturels et des plus heureux pour quelque discours plus ample, s'il lui plaît d'en prononcer un? Le lundi, au banquet donné par le Président de la République, il laisse parler avant lui le Président, le ministre de la marine, le secrétaire de l'amirauté anglaise. Puis il se lève, il porte un toast au Président de la République; il rend à M. Grévy un nouvel hommage, cette fois officiel, l'hommage dû par le premier personnage de la Chambre des députés au premier personnage de la République, par le chef, toujours agissant, de la démocratie militante à celui qui est, en ce moment, l'incarnation légale de la démocratie triomphante.

Quand il s'est ainsi acquitté, de bonne grâce et avec une inspiration sincère, de son devoir public, de ce qu'on peut appeler la fonction et la bienséance de sa charge, il peut parler pour son propre compte, en simple particulier, pourvu que ce soit entre amis, devant une assemblée sans caractère officiel ni semi-officiel. Cette assemblée d'amis, naturellement, il a pris soin qu'on la lui ménage. Quelle sera-t-elle? Où ira-t-il? C'est ici que j'admire, là où « la bonne compagnie » se gausse. Les adversaires de M. Gambetta lui reprochent sans cesse le café de Madrid, le café Véron, le café Procope. Ils l'appellent avec mépris l'orateur des balcons, le balconnier. Eh bien! familièrement et négligemment, comme autrefois, il ira, pour faire son discours, au café, au *Café du Grand-Balcon!* Ses adversaires l'ont surnommé le Gaudissart de la politique. Eh bien! c'est au cercle du commerce, c'est devant tous les Gaudissart de la province assemblés qu'il ira dire son avis sur l'état actuel des affaires de France. Un homme politique peut-il mettre plus hardiment et plus simplement sous ses pieds les plaisanteries vulgaires et les sarcasmes pourris de l'ennemi?

II

Et quelle adresse dans ce discours!

M. Gambetta commence par appeler les voyageurs du commerce : « Mes chers collaborateurs... » Les voilà pris dès le premier mot! Eux, les collaborateurs de l'homme qui tient, depuis dix années, une si haute place dans la politique française! Jugez s'ils sont flattés! Jugez s'ils seront désormais de tièdes porte-voix pour la gloire et les desseins de M. Gambetta! Coup de maître, le discours au café du Grand-Balcon! Tout y porte. M. Gambetta y parle de la République et de la France avec orgueil, de lui-même avec modestie. Il réfute et il anéantit en quelques mots tous les reproches spécieux et toutes les accusations exagérées dont sa personne a été l'objet depuis une année. On ne sent nulle part ni un dictateur ni les préliminaires d'une dictature; chaque mot est d'un citoyen, d'un patriote et d'un politique. Heureux le parti qui a trouvé un tel chef et qui sait le suivre!

Nous ne savons si jamais aucun autre homme d'État au pouvoir a parlé de la liberté de la presse avec autant de netteté et de franchise que M. Gambetta vient de le faire. C'est au moment où la presse l'attaque lui-même avec une âpreté sans ménage-

ment qu'il vient déclarer que la liberté des journaux est l'un des fondements nécessaires de la République et de l'État moderne. Malgré un ou deux incidents fâcheux, les faits sont ici d'accord avec les paroles. On ne vit jamais presse plus libre qu'aujourd'hui. Après le discours du Grand-Balcon, il n'y a plus à craindre que cette liberté ne soit que l'accident d'une heure, un hasard dû à la négligence ou à la mollesse des gouvernants du jour. La liberté de fait est aussi, dans la pensée de M. Gambetta, une liberté de doctrine et de système. Contre « ceux qui tiennent ferme le gouvernail », a dit M. Gambetta, *contre ceux qui barrent droit*, l'hostilité de la presse est impuissante. Il y a, de la part d'un homme d'État, assailli chaque jour par les outrages des journaux contraires, bien de la clairvoyance froide et aussi bien de la noblesse à juger ainsi l'action des journaux et à décrire de cette façon le mécanisme de la publicité.

III

L'attitude de M. Gambetta, à Cherbourg, rassurera sans doute ceux d'entre les républicains qui, de bonne foi, l'accusaient de viser à la tyrannie et, en attendant la tyrannie, d'usurper sur les pouvoirs constitutionnels du pays. Mais il ne faudrait pas taxer

d'usurpation et de tyrannie la direction, selon un plan suivi et une volonté fixe, des affaires publiques et de l'opinion républicaine. Dans la République la plus libre, il est de toute nécessité qu'il y ait quelqu'un qui gouverne; dans l'assemblée la plus indépendante, il est nécessaire qu'il y ait quelqu'un qui règle l'ordre du travail et qui éclaire les voies où l'on s'engage. Cette vérité une fois admise, je ne m'explique pas l'intérêt que le parti républicain extrême peut avoir à miner et à détruire l'influence de M. Gambetta.

A raisonner d'après les saines règles de l'économie et de la mécanique, tout homme d'État représente une force emmagasinée, un capital acquis de notions, d'idées et d'expérience. A égalité de mérite entre plusieurs candidats possibles à la direction des choses, celui-là doit être préféré qui représente la plus grande force de direction et le plus gros capital d'expériences. Depuis plus de quinze ans, M. Gambetta fait de la politique; il a également manié la théorie et la pratique; il a été de l'opposition et au gouvernement; il a commandé et on lui a obéi; il a résisté et on s'est arrêté devant lui; il a pratiqué la guerre et la paix, la révolution et les bureaux, la puissance révolutionnaire et la puissance administrative. Il n'existe pas dans les Chambres, les fonctions publiques ou le journalisme, de personnalité un peu saillante qui n'ait eu affaire à lui ou à qui il n'ait eu affaire d'une

façon quelconque; enfin, il est dans la vigueur de l'âge. Il nous semble que voilà une somme de circonstances avantageuses qui sont rarement unies dans le même personnage politique. Je suppose que le parti républicain enferme dans son sein un homme de plus de génie que lui à lui opposer. Cet homme d'un génie supérieur aura-t-il tant vu de choses et tant éprouvé de caractères divers? Représentera-t-il le même coefficient de force emmagasinée et de capital acquis? Démolissez M. Gambetta, républicains extrêmes; brûlez ce que hier encore vous adoriez; vous détruisez votre capital, vous brûlez vos magasins.

XI

ROYAN. — LA STATUE DE PASCAL A CLERMONT.

11 septembre 1880.

I

C'était dans la matinée du lundi 30 août.

Neuf heures sonnaient à Saint-Pierre de Royan.

On voit que je suis précis.

Je me promenais dans le jardin du Casino.

Une femme lisait sous la charmille. Quelle était cette femme? mademoiselle Marie Bière, l'héroïne du drame de la rue Auber. Quel était le livre qu'elle dévorait avec passion? La *Question du divorce*, par Alexandre Dumas II.

Je m'informai discrètement. Il n'est que trop réel : mademoiselle Marie Bière appartient, elle aussi, au parti du divorce, parti chaque jour grandissant.

Mademoiselle Marie Bière tient pour le divorce; et

elle a déchargé naguère trois jolies petites balles de revolver sur un malheureux qui prétendait divorcer d'avec elle !

O inconséquence des femmes ! O abîmes du cœur humain !

II

Royan n'est pas une ville de plaisance et de *high-life* comme Deauville, ni un bourg de pêcheurs comme le vieux Trouville. Royan est une plage avec des maisons bourgeoises agréables et modestes. L'aspect des rues ressemble à celui d'Eaux-Bonnes et de Cauterets. C'est la station balnéaire type, où toute la bâtisse a été aménagée en vue d'exploiter les gens qui viennent faire une cure de mer de vingt jours. Ni dans les hôtels ni dans les maisons particulières les prix ne sont beaucoup plus doux que dans les stations de la côte normande les plus recherchées des Parisiens. Le télégraphe, le chemin de fer et le journal, qui établissent des rapports instantanés entre toutes les villes d'eaux, y créent l'uniformité de la cherté. Quand le loueur de garni du lieu le moins à la mode apprend qu'un lit à Deauville coûte cinq francs par nuit, il se croit volé s'il continue de donner le sien pour deux francs; il met son prix à

quatre francs cinquante centimes, et la demande ne diminue pas pour cela. En général, on ne recherche pas une station de bains de mer parce qu'elle est plus ou moins à la mode ou parce que la vie y est plus ou moins économique : on s'y porte à raison de sa proximité. Comme l'aisance et la richesse sont partout en France, il n'y a pas sur la côte, de Dunkerque à Saint-Jean-de-Luz, une baie, une conche qui ne regorge de baigneurs. L'impudent hôtelier règle partout ses prix sur la mercuriale de Deauville, et le baigneur se soumet.

Royan reçoit peu de Parisiens; mais Bordeaux, Angoulême, Périgueux, Poitiers, Saintes et Limoges y versent chaque jour, pendant trois mois, des flots sans cesse renouvelés de population. Je ne sais pas s'il y a sur l'Océan une plus belle plage éclairée d'une teinte de lumière plus douce. Sur la côte normande, le ciel est trop souvent gris et chargé de nuages. De l'autre côté de la Gironde, à Arcachon et à Biarritz, le ciel est déjà trop foncé de bleu. Ici, le bleu est à peine bleu; c'est un bleu transparent. La lumière est blanche et limpide. Je regardais tout à l'heure une gabarre dans la petite anse de Royan : le moindre cordage se détache sur ce ciel net avec une pureté inouïe. La plage n'a pas, à Royan, l'aspect de bal travesti qu'offre la plage de Trouville-Deauville. Elle n'en a pas moins de plaisance. Je

donnerais sans hésiter toute cette mascarade du *high-life* féminin, habillée par Worth et Laferrière, qui s'étale devant la Maison normande et les Roches-Noires, pour le seul peuple des femmes de chambre d'Angoulême, de Bordeaux, de Bergerac et de Nérac, qui fourmille, à la tombée de la nuit, sur la promenade de Royan, en robes d'indienne blanche à pois, avec un nœud de foulard sur la tête. Quels yeux ! quelles dents ! quels cheveux ! quelle plénitude et quelle insolence de vie ! Quand on tombe en droite ligne de *Maximilianstrasse* à Munich au milieu de ce grouillement de gentillesse et de pétulance, on croit avoir changé de planète et découvrir pour la première fois des femmes.

III

Le succès croissant des stations balnéaires, des hôtels splendides perchés à la limite des neiges éternelles, ne tient pas seulement aux vertus curatives des eaux minérales, de la mer et de l'air de montagne. Il tient à une passion éternelle de l'âme humaine, qui est la soif du bonheur. Cette passion est de tous les temps ; mais elle est devenue dans notre siècle la passion dominante et universelle. Elle n'a jamais été aussi raffinée, aussi impérieuse, aussi

consciente de soi que de nos jours et dans toutes les classes de la société. Le bonheur existe-t-il? peut-il exister? Je ne sais. Ce qui existe, ce sont les moments heureux; c'est un état passager d'harmonie profonde entre notre cœurs, la nature et les circonstances sociales, qui nous fait croire à la vie heureuse. Cet état, pour si peu qu'il dure, rejaillit pendant des mois en action bienfaisante sur l'hygiène de l'âme et du corps. Les médecins allemands en sont venus à inventer sans plus de circonlocutions et à recommander la cure d'auberge. Ni cure de raisin, ni cure de lait, ni cure de fer, de soufre ou de sel, ni cure d'air. Cure d'auberge; et c'est tout. Cela veut dire : cure de tranquillité et d'oisiveté et de jouissance de la vie pour la vie, loin des lieux où l'on gagne son pain à la sueur de son front; cure de félicité absolue; cure de paradis terrestre. Ce que l'on va chercher sans se le dire à Luchon, à Dinan, à Royan, à Roscoff, à Carlsbad, à Ragatz, au bord des lacs alpestres, sur les cimes de l'Engadine et, sans courir si loin, au pavillon Henri IV, à Enghien, à la Grenouillère de Bougival, qui est aussi une station balnéaire, c'est la vie heureuse; et on l'y rencontre.

C'est qu'on a laissé chez soi la servitude du métier et le joug des règles quotidiennes. On y a laissé aussi les haines, les colères, les désirs extravagants, les ambitions disproportionnées et jusqu'aux soucis

raisonnables, qui sont les pires de tous. Pendant les vingt jours ou les six semaines qu'on se donne, on n'a plus qu'à vivre et à se laisser vivre dans un séjour où l'on rencontre le spectacle de la nature toute simple avec tous les plaisirs de la vie sociale. Que le bonheur est facile tandis qu'on n'a ainsi d'autre occupation que d'être heureux et qu'on ne s'empêche pas de l'être! Chaque soir, à Royan, quatre musiciens ambulants, venus d'Italie, donnent un concert en plein vent sur la promenade. Ils s'intitulent le *quatuor florentin*. Un harpiste, un premier violon, un second violon, un alto; voilà l'orchestre, qui vous joue chaque soir avec une égale délicatesse de touches et de tons la valse des *Cloches*, le menuet de Boccherini et la gavotte de Resch, *Heimliche Liebe*. C'est un moment délicieux. La nuit est venue; les phares rouges, bleus et jaunes brillent à l'horizon; les becs de gaz de la promenade et les lumières des marchands forains scintillent de distance en distance; ils éclairent à demi sur les balcons des formes vagues et élégantes; les couples passent et repassent, murmurant les *dulces sub nocte susurros;* la brise de mer vous enveloppe de ses caresses; et à vos pieds l'Océan apporte la vague expirante, dont l'harmonie se mêle aux prestigieuses fusées de notes lancées par les violons et la harpe. Cependant l'*alto*, qui est aveugle, et le premier violon, qui est borgne, s'eni-

vrent peu à peu de leurs propres accords ; le joueur de harpe se penche sur son instrument céleste comme un homme qui succombe sous l'amour de la lyre ; une extase plane visiblement sur eux, sans doute l'extase de leur vie errante et libre à travers les monts superbes et les villes bordées de palais, avec la Muse pour compagne, pour guide et pour reine. Ils ne se sentent plus ni borgnes, ni aveugles, ni pauvres, ni ballottés de ci et de là, sans lendemain et sans asile. Ils se sentent beaux et ils le sont. Ils communiquent de frissonnantes voluptés et ils les reçoivent. Ils goûtent et ils font goûter cette sensation qui n'est faite de rien et qui n'est pas moins que la sensation de la vie heureuse, ce moment qui ne consiste en rien et qui n'est pas moins que le moment du bonheur.

IV

On a inauguré, le dimanche 5 septembre, la statue de Blaise Pascal à Clermont, avec force discours. Le maire de la ville, trois délégués de l'Institut, deux poètes et le directeur de la Banque hypothécaire de Paris se sont distribué le malheureux Pascal après l'avoir coupé par tranches. Les messieurs littéraires et les dames beaux esprits dont Clermont ne

chôme pas (à ce que dit Fléchier dans ses *Grands jours*) ont eu successivement : 1° Pascal politique et tombeur des jésuites; 2° Pascal écrivain; 3° Pascal philosophe et théologien; 4° Pascal mathématicien; 5° Pascal en famille; 6° et 7° Pascal mis en vers. Et un soleil de plomb, trois heures durant, dardait sur la tête des orateurs, des poètes, du public et des autorités. Et, après chaque tranche de Blaise Pascal servie à l'auditoire, en avant la musique des pompiers! Est-ce vraiment là une fête littéraire? C'est une distribution de prix de comice agricole. Je me figure autrement les fêtes en l'honneur du génie. Au lieu de ce défilé de harangues et de compliments hachés menu, j'eusse voulu qu'un de nos contemporains, choisi parmi les plus diserts et les plus nourris de bonnes lettres, prononçât un seul discours *ex professo*, qui fût un jugement à la fois neuf et définitif sur Pascal. C'est ainsi qu'en Suisse, lorsqu'on a voulu célébrer le centenaire de Rousseau, un professeur de Genève, M. Marc Monnier, fut chargé par les admirateurs du grand écrivain d'en retracer le portrait et d'en fixer le génie. Ce discours de M. Marc Monnier est l'un des ouvrages d'histoire littéraire et de psychologie historique les plus élevés et les plus profonds qu'on ait composés de nos jours. J'en dirai autant du beau discours sur Spinosa que M. Renan a écrit pour une circon-

stance analogue. Ce *Spinosa* de M. Renan possède la perfection de style qui manque au *Rousseau* de M. Marc Monnier. C'est le modèle de ce genre d'apologies à l'occasion d'un centenaire ou d'une statue. De telles œuvres sont elles-mêmes la plus pure et la plus noble image du grand homme qu'on veut honorer.

Mais que voulez-vous que soient une demi-douzaine de harangues prononcées, comme à Clermont, toutes à la suite et précédées par le discours de M. le maire? On y met ce qu'on peut et l'on y met parfois des choses qui sont aventurées. L'un des délégués de l'Institut, par exemple, s'est engagé dans une comparaison entre Condé et Pascal qui n'était en elle-même qu'un effet oratoire, sans doute permis pour une cérémonie réglée à la façon de celle de Clermont, mais qui a entraîné l'apologiste un peu loin : « Pascal et Condé! a-t-il dit... Tous deux, à quelques années de distance, créaient deux des forces qui ont le plus contribué à la grandeur de la France. L'infanterie française date de Rocroi; la prose française date des *Provinciales*. »

XII

CONSEILS AUX JEUNES PROFESSEURS AGRÉGÉS.

25 septembre 1880.

I

Voici venir octobre. Voici le moment où les élèves sortant de l'École normale qui ont eu le bonheur de réussir à l'agrégation pour les classes de lycée vont rejoindre le séjour qu'on leur a assigné.

Ils sont hommes désormais; ils ont charge d'âmes et une fonction propre; cette fonction est la base sur laquelle ils pourront solidement édifier une vie qui sera sans inquiétude du lendemain; sous réserve des devoirs et des convenances de leur profession, qui est douce et belle, ils sont maîtres d'arranger à leur guise leur existence matérielle et de donner à leur esprit la direction qui leur plaira. Cette première heure de liberté est délicieuse. Trois années aupara-

vant, ils étaient dans l'ardeur et l'éclat de la vingtième année; par un premier concours difficile et hasardeux, ils n'ont alors acquis d'autre droit que celui d'être longuement sequestrés au plus beau moment de l'existence. Trois années auparavant, élite des lycées de Paris et des grands lycées de province, ils s'étaient inculqué déjà plus qu'il ne fallait de grammaire, d'humanités et de sciences pour être dès cet instant de bons maîtres de l'enfance et de la jeunesse; avec l'instruction suffisante, ils possédaient la fraîcheur et l'avidité de l'intelligence, qui valent mieux pour enseigner que toute l'instruction du monde, et que trop d'instruction, accumulée en trop peu de temps, étouffe pour toujours; ils n'avaient plus qu'une chose à apprendre en vue du professorat : c'était précisément l'art du professeur, avec les devoirs, les bienséances et les maximes pratiques de la vie professorale ; comment on fait la classe, et comment on la tient; quels préceptes et quels procédés on doit suivre pour corriger une copie ou apprécier une composition d'élève; quelles règles sont les meilleures pour le choix des sujets de devoirs; quelle est la nature de l'écolier, envisagée, non pas du point de vue de l'élève, où ils ont été placés jusqu'ici, mais du point de vue du maître, qu'ils ne connaissent pas encore; quels défauts et quelles fautes sont ordinaires au jeune instituteur; comment ils se prému-

niront contre les uns et se préserveront des autres ; quels devront être leurs rapports avec les chefs d'établissement, avec les collègues, avec les élèves et leurs familles, avec les autorités du lieu où ils vivent; en quoi le petit lycée de province par où ils débuteront se sépare des grands lycées de Paris où ils ont été élevés; qu'est-ce que la province elle-même ; qu'est-ce qu'une petite ville de province; qu'est-ce qu'une société de petite ville et quelle attitude ils doivent garder pour ne pas susciter de tracas ni à eux-mêmes ni au corps dont ils font partie. Est-ce pour leur apprendre tout cela, qu'ils ne savaient point, qu'on leur a infligé, au printemps de l'âge, une séquestration barbare ? Non! C'est pour les surchauffer, les surmener, les surcharger et les épuiser en vue d'un concours nouveau, réglé et combiné de telle sorte que souvent il laisse passer de moins aptes et fait marquer le pas à de mieux doués.

Aussi quelle joie de ne plus porter ni les chaînes du cloître ni le fardeau de la préparation au concours ! L'esprit du jeune agrégé, comme son corps, respire la liberté à pleins souffles. Je n'essayerai pas de lui donner des conseils de conduite qu'en ce moment il écouterait d'une oreille bien distraite; je ne l'inviterai pas à se faire à lui-même sa discipline, puisque son inutile captivité de trois ans ne la lui a pas faite. Mais les sujets scolaires sont ceux qu'amène naturel-

lement sous la plume la phase du calendrier ou nous sommes. J'en veux profiter pour présenter quelques remarques sur les arrangements matériels d'existence, peu convenables à leur état, qu'adoptent, dans les années de début, la plupart des professeurs de lycée, et qu'ils se croient, bien à tort, forcés d'adopter par une nécessité presque mécanique.

II

Ils logent en chambre garnie et ils prennent leur repas à une table de pension ou d'auberge. Ni l'un ni l'autre ne sied à leur profession. Oh ! sans doute, elle est bien différente par ses mœurs de l'hôtel meublé de la rue Monsieur-le-Prince et des *furnished apartments* de l'avenue Friedland, l'honnête petite chambre garnie de la ville de dix-huit mille âmes où vient d'être fondé un lycée de quatrième classe. Elle est tranquille et chaste. Les braves gens qui l'exploitent et qui ajoutent ce modeste revenu au produit de leur labeur quotidien donnent à leur jeune hôte des soins presque maternels. Il n'y a pas plus d'une ou deux chambres dans une même maison. Ce n'en est pas moins le garni. Les murs sont nus des livres usuels qu'un professeur sérieux est tenu d'avoir toujours sous la main. Le mobilier est triste sans être

simple ni austère. Ce mobilier quelconque a servi à un officier de dragons ou à un garde général avant de servir à un instituteur de la jeunesse. Il y a un divan où l'on peut s'étendre et paresser tout le jour ; et souvent il n'y a pas de table appropriée pour le travail. Tout indique en ce séjour que celui qui l'habite n'a pas d'assiette et ne veut pas en avoir dans une ville où cependant les familles vont lui confier l'un de leurs plus chers intérêts ; tout dit et annonce qu'arrivé avec l'hiver, il s'en ira avec l'automne, et que même, s'il fait sa classe avec exactitude, zèle et habileté, rien au fond ne doit être plus indifférent à son cœur que son collège et ses élèves.

C'est bien pis de la pension ou de la table d'hôte d'auberge. Le professeur vit là en pleine promiscuité. Il faut qu'il entende les propos de tout venant et qu'il s'y mêle. Comme il est encore bien inexpérimenté et qu'il subit les entraînements de l'inexpérience, il se laisse aller à prendre le ton qui règne : c'est celui de jeunes commis ou de jeunes fonctionnaires appartenant à vingt administrations diverses et qui ne sont pas obligés à la même réserve que lui. En quelques semaines, c'en est fait de sa gravité et de son renom. Il n'a plus ni la tenue morale ni les relations qu'on lui voudrait voir.

III

Que ferais-je donc si j'étais jeune agrégé?

D'abord, et avant tout, je prendrais la ferme résolution de rester à tout le moins quatre ou cinq ans dans le premier poste, si humble fût-il, où j'aurais été envoyé; même je n'en voudrais plus sortir que pour l'un de ces deux motifs : un très gros avancement, ou un établissement définitif dans quelque autre ville que des raisons de santé ou des convenances de famille m'engageraient à choisir pour y passer le reste de ma vie. Pierre qui roule n'amasse pas mousse. Il n'est déjà pas si dur, quand on met de côté toute ambition artificielle et qu'on se place au-dessus des vanités sottes, d'enseigner dans un petit lycée et de vivre dans une petite ville. Le collège qui a de quinze à vingt-cinq élèves par classe offre bien des avantages à un jeune professeur : il s'intéresse de plus près aux esprits et aux caractères qu'il est chargé de former; il les dirige plus sûrement; il jouit mieux de leurs progrès; il a plus de loisir pour lui-même; il se façonne avec moins de peine au métier que dans le collège où la classe contient de quarante à soixante élèves. Si la grande ville assure de plus beaux émoluments que la petite, l'entretien

journalier coûte plus cher, les occasions de dépense y sont plus nombreuses : nous sommes persuadés que, sur une moyenne de cinq années, tout se compense au point de vue pécuniaire, entre une chaire à Lyon et une chaire à Vesoul. Si la grande ville, avec ses établissements scientifiques, ses bibliothèques, ses cabinets et ses sociétés de lecture présente plus de ressources pour le travail, plus de moyens de se tenir l'esprit au courant, la petite laisse plus de temps et de retraite pour l'étude et la réflexion. Si la grande ville enfin a des plaisirs plus raffinés et des distractions plus variées, il y a plus de bonheur dans la petite, de ce bonheur qui consiste dans les aises de la vie, dans la simplicité et la fraîcheur des sensations, dans la facilité des relations sociales, dans l'assiduité de quelques amitiés de choix, dans un commerce de tous les moments avec les bons cœurs. Il n'y a point de petite ville si dénuée, ni si noire, ni si vieille que n'enrichisse et ne décore la nature qui est autour d'elle et à proximité. Ici la mer, et là le fleuve ou la rivière, plus attachante que le fleuve, du moins dans le paysage français, qui n'a ni le Danube, ni le Rhin, ni l'Elbe. Ici la montagne et là la hêtrée dans un coin de plaine, les saules le long d'une eau courante. Quelle grande ville pourra mieux occuper les après-midi du jeudi et fournir plus de ces promenades solitaires, à la Rousseau, à la Werther, où le corps

se fortifie par une longue marche, où l'esprit se détend par la rêverie, où l'imagination s'enchante de soleil et de verdure !

Voilà qui est fait. Je suis ici ; j'y reste pour cinq ans, fût-ce à Mont-de-Marsan, une bâtisse pas plus grande qu'un mouchoir de poche, au beau milieu de la sapinière. Je fais mon budget des recettes. Autrefois, pour un agrégé, c'était deux mille quatre cents francs, plus un surcroît au minimum de six cents francs qu'on se procurait par des occupations accessoires, leçons, travaux de librairie scolaire, travaux de Revues : en tout, trois mille francs. C'est bien aujourd'hui, je pense, trois mille six cents ou quatre mille francs. Bien peu de fonctionnaires en France ont les débuts aussi riches. Je règle là-dessus mon budget des dépenses. Pour trois cent cinquante francs par an, impôts compris, dans n'importe quelle petite ville, j'aurais dans une rue paisible et convenable un bel appartement non meublé, deux ou trois pièces avec cuisine et chambre de domestique, le tout en bon air et bien en lumière. Jeunes gens, jeunes gens, vous n'y pensez guère ; mais je vous le dis et vous le crie : Cherchez toujours en votre logis l'air pur, la grande lumière et l'exposition au soleil ; c'est tout le secret de la santé, de la force et de la sérénité. Ou bien, pour cinq ou six cents francs, je trouverai vers le rempart et les faubourgs — et

jamais bien loin du collège, puisque la ville est si petite — une maison composée d'un rez-de chaussée et d'un premier étage, propre et blanche et confortable, avec un jardinet qui me donnera certainement plus de plaisir qu'il ne sera gros.

IV

Oui; mais le mobilier!

A première vue, je me ferai un monstre du mobilier! Car, en sortant de ma savante École, je suis aussi neuf sur le prix des objets que sur la pédagogie. Je me figure que, pour monter mon ménage de garçon, il faudra m'endetter au moins de trois mille francs. J'ignore les prodiges qu'a accomplis depuis vingt ans la fabrication populaire et à bon marché. Je ne sais pas que le transport d'un mobilier à petite vitesse de Dunkerque à Bayonne coûte moins aujourd'hui qu'autrefois un déménagement de Paris pour Paris. Il est bien loin le temps ou l'on ne pouvait se procurer un lit avec sa garniture à moins de mille francs. Pour mille francs et quelques je me procurerai maintenant tout le mobilier dont j'ai besoin. Une couchette en fer ou en bois commun, avec un matelas et un sommier élastique; une table de travail longue et large, en sapin noirci; deux fauteuils de paille et

six chaises; une armoire; une table de salle à manger avec sa toile cirée; un joli petit service en faïence; deux couverts en ruolz, à moins que bravement je ne les prenne en étain en attendant la pure argenterie; une lampe; des chenets avec une tête de cuivre bien luisante; le strict nécessaire en fait d'ustensiles de cuisine; assez de bouteilles pour vider une demi-pièce de vin du cru; trois paires de drap, six serviettes de table, six serviettes de toilette; des rideaux d'application de nansouk, fort élégants, ma foi! pour les fenêtres : que faut-il de plus? C'est bien assez pour commencer. Je mets le tout à quinze cents francs! Et j'ai ma petite maison, mon *home*, mon chez moi complet! Dès mon entrée dans la vie, j'ai prolongé mon être d'une maison, que j'ornerai peu à peu, que j'augmenterai peu à peu de quelques rayons de livres, puis d'une vitrine à la grosse, puis d'une bibliothèque; je me sens mieux planté et fixé en mon sol; j'ai une assiette et une surface; j'ai l'assurance d'où vient une autorité plus grande. Qu'importe la petitesse de mon chez moi et la modestie de sa garniture! Je comprends et j'éprouve à toutes les heures combien un petit chez soi, qu'on se façonne et qu'on se développe par des soins continus, vaut mieux qu'un grand chez les autres. Cette pensée sera mon lest. Elle me préserve de la dissipation. C'est quinze cents francs qu'il m'en coûtera! Mais que de temps économisé, que de

dépenses supprimées, sur le seul fait que je m'intéresse à mon petit établissement intérieur et que je ne m'en vais pas au dehors bayer aux corneilles, à travers les rues et les places, sur le cours et le mail et les squares !

Ici une voix murmure à mon oreille : « Mon ami, tu n'as pas ces quinze cents francs ! » Je les aurai ; on me les prêtera ; je prendrai des arrangements. Il est fâcheux, sans doute, que le ministère de l'Instruction publique ne me les avance pas lui-même en première mise, quitte à se récupérer de tout ou partie par des retenues sur mon traitement qui pourraient être espacées sur un laps de temps de trois années. Je les chercherai ailleurs. Remarquez que j'ai décidé de rester cinq ans là où je suis et qu'en quatre ans je puis, moyennant quatre cents francs par an, éteindre presque toute ma dette, capital et intérêts.

Ainsi, pour m'établir en ma maison, il me faudra prélever sur mes recettes mille francs, au plus, par an, Reste deux mille six cents francs ou trois mille francs pour la nourriture, l'entretien et les réserves.

V

A partir de ce moment, je suis sauvé et du garni et de la table malséante d'auberge. Je puis pourvoir à

l'entretien de ma maison, selon mes ressources, par une bonne d'âge canonique ou par une femme de ménage. Je puis vivre seul à ma table ou m'entendre avec tel ou tel de mes collègues, célibataire comme moi, pour que nous fassions, chez lui ou chez moi, table commune, mais table commune, celle-là, dans un domicile privé, entre gens de même profession et de mêmes goûts. De ces méthodes, la plus coûteuse ne me reviendra pas à plus de mille quatre cents francs. Reste pour le vêtement, le blanchissage, le chauffage, l'éclairage et les menus frais, mille deux cents francs par an, si mes recettes sont de trois mille six cents francs, et mille six cents francs si mes recettes sont de quatre mille francs. Je ne les dépenserai pas. Je pourrai faire un voyage dans mes cinq ans et me trouver encore au bout de ce temps avec deux mille francs d'économie.

En tout cas, j'aurai vécu, je n'aurai pas perché. J'aurai vécu tout de suite comme il convient que se mette à vivre tôt ou tard un homme de mon état. Ma demeure et ma façon de vivre auront eu la dignité simple qui est commandée par mes fonctions. J'aurai commodément labouré le champ et cultivé la vigne qui m'ont été assignés. On m'aura vu tout entier à ma vocation, chaque année plus habile et plus autorisé dans mon art; mes élèves me seront des témoins; quelques-uns auront eu le temps de devenir

mes amis ; je serai écouté dans leurs familles. Il est évident que ce *quinquennium*, qui se sera écoulé sans beaucoup de soucis, parmi les jouissances d'une habitation où je serai maître, aura décidé de ma carrière et fondé mon caractère et mes mœurs. Je puis maintenant rester ou partir. Si je pars pour occuper une chaire plus importante, je laisserai des regrets, des souvenirs et un exemple. Si je reste, je serai devenu, sans sortir de ma sphère, quelqu'un de très hautement considéré, et presque considérable dans ma petite ville. Beaucoup d'avantages de toute sorte suivront. Là où l'on s'attache et où l'on persévère, tout le bien arrive. Vaut-il pas mieux cela que de courir les départements, poussé par une ambition vaine, ou de s'en venir chaque année à Paris, faire dans les bureaux le métier rabaissant de solliciteur et de courtisan ?

VI

Tel serait mon rêve de jeune agrégé.

Ce rêve, il est vrai, suppose deux choses : c'est que le jeune maître a l'amour de son état et qu'il n'existe plus d'administrateur scolaire capable de l'en dégoûter. Il ne suffit pas qu'on se résigne à rester dans son lycée de quatrième classe, ni qu'on pense sagement qu'il y a

plus d'honneur à être professeur accompli de rhétorique à Mont-de-Marsan qu'à être médiocre orateur de Faculté et d'Académie; il faut encore que la bureaucratie scolaire et ses agents daignent vous laisser dans le lieu où vous avez résolu de fixer votre vie et votre dévouement. Je ne sais s'il est toujours de mode de faire voyager les professeurs, bon gré mal gré, d'un bout de la France à l'autre, et de ruiner ainsi l'esprit sédentaire dans un corps où il serait si important de l'encourager et même de l'imposer : tout ce que je sais, c'est que des maîtres vagabonds sont des maîtres stériles et sans crédit. On énerve l'enseignement et on en ruine l'autorité quand on subordonne à des convenances bureaucratiques la destination de ceux qui le distribuent. Il faut, avant tout, au professeur, la considération publique sans laquelle son zèle tombe et devient inefficace. Les supérieurs de tout degré qui ont pouvoir sur lui doivent être bien persuadés qu'ils n'obtiendront pas pour lui des familles plus de considération et d'égards qu'eux-mêmes ne lui en témoignent.

XIII

LA HAYE. — LA HOLLANDE.

16 octobre 1880.

I

Quelle ville exquise, si seulement elle était habitable! A la vérité, j'y deviens à vue d'œil grenouille, saumon, éponge, mousse d'étang, tout ce que vous pouvez vous figurer d'aquatique. J'avais à ma table d'hôte deux compagnons de voyage français. Ils n'ont pas résisté. L'un a pris la fièvre de marais. L'autre est cloué au lit par des douleurs articulaires. On s'éveille au milieu de la nuit et l'on frotte une allumette : elle ne prend pas plus que si elle était de la régie française. La pointe de soufre en est liquéfiée. On demande du pain au restaurant; le pain est une trempette. On se fait servir de la viande froide : elle est mouillée. Mais, tout de même, quelle ville exquise!

C'est de La Haye que je veux parler. Au fait, mes lecteurs ne sont pas obligés de le savoir : je suis à La Haye. Je leur ai fait défaut, il y a quinze jours. C'est la faute de la fatalité. Je voyageais à pied le long de la Meuse, dans un paysage solitaire et âpre que n'ont pas encore défloré tout à fait Bœdeker, le club Alpin et les touristes. J'y ai rencontré des citadelles perchées à pic, qui surplombent le fleuve tranquille et vert, puis la plaine et le *polder* à perte de vue, avec des troupeaux de vaches et des troupeaux de moulins; mais pas un encrier ni une table à écrire. Aujourd'hui je gîte dans l'une des capitales du monde civilisé; je possède un encrier.

II

Ce n'est pas tout, de l'encre. Pour bien rendre l'impression de cette ville unique en son genre, il me faudrait encore la plume dont Descartes a décrit jadis (dans une de ses lettres latines) Amsterdam, avec le mouvement de ses places et le bruit de ses rues.

La Haye n'est pas une ville. Ce n'est pas non plus, comme on l'a dit méchamment, un village, « le plus grand village de l'Europe ». La Haye est un parc dont les allées sont bordées de villas et de palais. Au

centre du parc, l'étang principal, le *Vivier*, alimenté par des centaines de canaux; au centre de chaque allée, un canal si vert de mousse qu'il fait l'effet d'un tapis de gazon; de chaque côté du canal, une double rangée d'arbres, marronniers ou tilleuls; le long des arbres, des maisons de briques d'une propreté extraordinaire. La maison idéale qu'on habite seul avec sa famille, pas trop petite, pas trop grande, deux étages et quatre fenêtres de façade tout au plus. Mais les proportions sont si nobles, l'aspect architectural est si élégant, qu'on dirait les temples familiers des naïades de ces eaux et des hamadryades de ces bois.

La ville est le parc bâti. Autour d'elle, le bois des Scheveningue et le bois de La Haye, bordés eux-mêmes par de fraîches et grasses prairies, forment le parc pur. Ombre de Mansart, ombre de Le Nôtre, pardonnez-moi ce que je vais dire. Ce n'est pas vous, Le Nôtre, qui avez dessiné le jardin français le plus majestueux et le plus simple, le plus correct et le plus poétique; ce n'est pas vous, Mansart, qui avez construit la ville XVIIe siècle la plus classique et le mieux adaptée à la vie de tous les jours; vous n'avez pas deviné le *Lange Vorhooul*, le *Hel Bosch*, l'allée ou plutôt la charmille superbe des marronniers de Scheveningue; vous n'avez pas tracé le plan des rues et des maisons de La Haye. Cette ville est une élégie de Racine, une épître de Regnard, une idylle

de Racan. Et à deux pas de ses bois, au terme de leur charmante promenade, elle a encore, avec tant d'autres attraits, l'immense Océan!

Tout le monde connaît de réputation l'*Allée des Marronniers*, qui mène de La Haye à Scheveningue. Beaucoup de mes lecteurs ont vu le tableau où Théodore Rousseau en a fixé l'image et reproduit l'effet avec une maëstria de précision et de pittoresque. On connaît moins la grande allée du bois de La Haye. Admirable galerie de grands arbres que l'architecte de jardin qui l'a conçue a poussée droit devant lui sans craindre ni la monotonie ni le borné dont on accuse la ligne droite de produire l'impression. On entre sous ces ombrages et l'on est tout de suite enveloppé de grandeur, de mystère et de paix. La ligne droite ne finit pas; elle ne borne pas les yeux; elle ne les disperse pas non plus sur un espace informe; elle les attire et les perd doucement et elle se perd avec eux sous une voûte de feuillage. Des deux côtés de l'allée, dans la haute futaie, le soleil, l'ombre, le brouillard sont comme autant de pinceaux qui se disputent le droit de peindre les groupes d'arbres avec les feuilles mortes couchées sur le sol, et qui les peignent en cent manières différentes. Allez dans ce bois le matin; allez-y à midi; allez-y à la chute du jour : ce sont des spectacles différents et toujours adorables. Dans le même moment, on a

des ondulations de vue d'une mobilité infinie. Un jardin anglais ne tire sa variété que de la science de celui qui l'a dessiné; c'est une variété fixe et qui reste la même une fois faite. Je me mets devant les yeux le bois de La Haye, avec son unique grande allée, et le jardin anglais de Munich, qui est à peu près de même étendue, avec toutes ses allées tournantes. On se plaît dans celui-ci, mais toujours de la même façon, et, à la fin, on se lasse de circuits qui ne sont que des ruses pour faire croire à une diversité qui est factice et à un infini qui est fini. On ne se lasse pas des effets d'ombre et de lumière de l'allée droite du bois de La Haye, parce qu'ils ne sont pas prévus et que l'art, au lieu d'imiter le désordre de la nature et de composer mécaniquement un faux désordre, a créé un ordre qui ne fait que mieux ressortir les libres jeux des puissances lumineuses de la nature. C'est le jardin anglais qui, en réalité, est monotone; c'est le jardin français qui enfante les sensations changeantes et inépuisables. Le parc français est le grand art; le parc anglais n'est que l'artifice.

III

Je m'amuse à regarder les soldats qui passent.

Le fond de la garnison est formé par le régiment

d'infanterie de la garde, qui se compose pour moitié de grenadiers, et pour moitié de chasseurs. Très beau type de soldat. Dans le rang, le soldat hollandais marche à la prussienne; dans la rue et à l'état isolé, il marche à la française. Avec sa tenue droite et son allure dégagée, il rappelle tout à fait l'élite de nos soldats d'il y a quarante ans. Il n'est pas affublé de cet affreux sabre-baïonnette qu'on a infligé à notre infanterie vers la fin du règne de Louis-Philippe et qui ne sera jamais ni une vraie baïonnette ni un vrai sabre. Comme notre soldat d'il y a quarante ans, il porte au bout du fusil la baïonnette pure et simple, et au côté l'antique et sacramentel *briquet*, que le soldat prussien n'a pas non plus abandonné. Comme notre soldat d'il y a quarante ans, il a le schako et la veste, qui, unis ensemble et relevés du sabre au côté, ont du *decorum* sans prétention et de la légèreté sans débraillement. Une chaînette de cuivre à son schako et la contre-épaulette sont les seuls ornements dont il agrémente son uniforme, qui est d'un ton sévère, bleu foncé pour les chasseurs, vert russe pour les grenadiers. Nous ne connaissons plus, en France, la contre-épaulette. Depuis qu'on a dû abaisser chez nous le minimum obligatoire de la taille, on a eu la plaisante idée de donner à toutes les recrues l'épaulette de grenadiers, afin sans doute de les mieux rabougrir. Rien n'est agaçant et ridicule, dans l'uni-

forme actuel de nos soldats, comme cette épaulette universelle. Les Basques trapus, les malheureux petits Landais, si résolus et si lestes, les Bretons de tant de carrure en sont écrasés ; ils ne paraissent plus, sous ces deux grosses pelotes de laine rouge, que des bouts d'homme. Enfin, dernière remarque, le soldat hollandais n'a pas le sac quand il est en faction. C'était ainsi chez nous il y a quarante ans. La sentinelle est la précaution de la troupe au repos contre l'imprévu : rien ne doit être plus rapide et plus prompt qu'elle. Par conséquent, nous la chargeons d'un sac. Cette pédanterie n'est guère logique; elle nous est particulière parmi les armées européennes ; aucun de nos voisins ne nous l'envie.

J'ai entendu au bois la musique du régiment de grenadiers. Elle est renommée en Europe. Au concours des musiques militaires qui a eu lieu à Paris en 1867, elle a remporté le second prix ; on se souvient que le premier prix a été pour un régiment autrichien. Lui aussi, le musicien d'infanterie hollandais est le musicien d'infanterie français d'il y a quarante ans. Il a conservé tout ce qu'on a retiré chez nous aux musiciens par une économie funeste de bouts de chandelle qui a eu pour effet d'émousser dans nos musiques régimentaires l'esprit artistique ; il a l'épée, le galon d'or au collet, le trèfle d'or sur l'épaule; le fil d'or autour du chevron. Aussi a-t-il bien l'air du

musicien qui s'est fait soldat et non pas d'un ennuyé tourlourou dont Bellone a essayé de faire, malgré Minerve, un musicien.

IV

Du militaire à la beauté, la transition est partout de rigueur, mais particulièrement en cette ville. Dans les autres pays de l'Europe, le soldat se promène par troupes, avec des camarades. Ici, à partir de cinq heures du soir, on ne voit presque pas un soldat circuler sans avoir au bras une jeune personne ou une jeune dame fort gentiment accoutrée et d'aspect très décent. Qu'est-ce que cela veut dire? Faut-il croire que les soldats en garnison à La Haye sont tous de La Haye et qu'ils promènent ainsi leurs tantes, sœurs, cousines et fiancées? Faut-il croire au contraire.....? Je ne me suis pas engagé avec MM. les militaires hollandais dans une conversation qui m'eût éclairci cette énigme. Je me borne à constater ce fait : nulle part il n'existe de ville où le simple soldat aux gardes paraisse aussi bien venu du sexe et où il récolte de plus tendres œillades.

La Hollandaise de La Haye est parfaite. Voilà l'idée qu'on prend tout de suite d'elle quand on n'est ici qu'en passant et qu'on ne l'a vue qu'au théâtre,

dans la rue et au bois. Sa démarche est grave et charmante. Sa toilette est au juste point. Pas fagotée comme la Souabe et la Bavaroise; pas déguisée comme la Parisienne du monde; pas criarde en ses couleurs comme la Berlinoise qui veut briller; pas parlante en son habillement comme la Viennoise. C'est la simplicité élégante qui était chez nous le ton de la bourgeoisie aisée et riche — toujours il y a quarante ans. Il est très agréable de la regarder au théâtre royal français, où elle suit la pièce sur le livret et où elle est absorbée par le plaisir et l'intérêt du spectacle. Elle adore le *Barbier de Séville*, musique de Rossini, et le *Maître de Chapelle*, musique de Paër. Elle est abonnée. Elle a sa stalle fixe à jour fixe. Elle vient en voisine avec ses voisines. C'est encore comme chez nous en nos villes de province, il y a quarante ans. En tout et pour tout, au moins extérieurement, cette ville semble avoir été bâtie à la française vers 1650 et s'être arrêtée aux mœurs françaises telles qu'elles étaient lorsque le Temps, sur l'horloge du présent siècle, a marqué l'année 1836. Oui; je me rajeunis ici de quarante ans.

V

Malheureusement, trop d'eau, beaucoup trop d'eau! Que d'eau, que d'eau! Ce n'est pas qu'il pleuve à La Haye plus qu'à Mortagne ou Bernay dans la même saison; ce n'est pas que, le matin, le brouillard soit plus fréquent ou plus dense qu'à l'avenue de Neuilly en novembre et en décembre. Non! Mais il mouille continuellement. C'est un mouillage imperceptible et submergeant. Le mouillé vient de partout, du sol sablonneux, du sous-sol canalisé et voûté, des couches inférieures de l'atmosphère saturée par les émanations aqueuses des canaux à ciel ouvert. On n'a pas froid, on n'a pas chaud. On a une perpétuelle envie de se sécher. Le bois, la pierre, la brique sont perméables. Le soleil même est humide. C'est à croire que réellement, comme le contait la Grèce menteuse, il va se coucher chaque soir dans le sein de Thétys; qu'il sort chaque matin de la grotte conjugale totalement imbibé, et que le long du jour, en secouant sur les tristes mortels sa crinière de feu, il ne leur envoie plus que des rayons liquides.

On n'a pas, décidément, la conformation nécessaire pour jouir sans inquiétude de cette ville ravissante

et originale si l'on ne tient en quelque chose du palmipède et de l'amphibie. Le Batave a dû commencer par appartenir à ces espèces. Il est devenu par la suite du temps un Européen accompli comme vous et moi. On s'aperçoit cependant à beaucoup de signes qu'aujourd'hui, à côté du Hollandais perfectionné qui habite La Haye, Amsterdam, Flessingue, et au-dessous de lui, vit une population d'icthyophages qui sont aussi des ichtyoïdes.

Vous pouvez voir au marché de La Haye de fortes filles de la campagne zélandaise. Elles portent le costume national; les bras nus; sous le bonnet de tulle, qui est plat et rond, deux plaques d'acier poli qui enserrent l'occiput; de chaque côté du front, épingles d'or longues et effilées, qui se dressent en ligne perpendiculaire sur l'extrémité extérieure du sourcil et qui fixent à chaque tempe une petite plaque de cuivre doré, faisant saillie en avant de la face. A vingt pas de distance, on dirait d'une langouste en cuisson échappée de sa marmite et qui marche debout. Les longs bras nus, dont la carnation est toute rouge, semblent les pattes de l'animal; les plaques d'acier poli autour de l'occiput figurent la carapace de la tête; les épingles avec leurs plaques représentent les antennes; les yeux lourds et défiants, percés dans la graisse roséolée des joues, sont ceux d'un crustacé. L'illusion est complète. N'est-ce

qu'une illusion? Tout est possible avec les théories qui règnent sur le *protoplasma*, l'évolution et le transformisme. Un darwinien n'aurait pas de peine à prouver que le parfait gentleman anglais, qui a fait fortune à Sumatra, qui est revenu se bâtir à La Haye une splendide habitation sur le *Wilhelms Park*, qui médite longuement *Dagblad* après le thé, qui se délecte à son dîner d'une fine bouteille de champagne, n'est arrivé à cet état de perfection qu'après avoir passé, depuis le *protoplasma*, par trois degrés intermédiaires : avant d'être Hollandais, il a été Esquimau; avant d'être Esquimau, il a été phoque; et avant d'être phoque, il n'y a pas à dire, il a été homard.

XIV

M. HASE. — LA MALADIE DE PARIS.

20 novembre 1880.

I

Avez-vous, par hasard, connu feu M. Hase, le moins disputeur des juges pour le doctorat ès lettres et le plus facile à satisfaire des examinateurs pour le baccalauréat?

Il est mort en 1864, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. C'était, dans ses dernières années, le type achevé du savant d'un autre âge, conservé dans ses sinécures comme dans un bocal. Qui eût dit en ce temps-là qu'il avait été, tout comme un autre, jacobin, enthousiaste et pas mal batailleur, jeune homme poétique et tendre, recherché des dames et leur amoureux timide? Cela est cependant, point pour point. On vient d'exhumer en Allemagne et de publier par

fragments, sous le titre : *Un voyage à Paris,* le journal rédigé par lui-même des deux premières années — 1801 et 1802 — qu'il a passées en France. C'est un recueil de notes et de lettres que M. Hase adressa sur le moment à un de ses camarades de gymnase du nom d'Erdmann, devenu depuis général en Russie. La lecture en est charmante : *sermo pedestris.* Un ton posé, les sensations et les bonheurs de la jeunesse rendus avec une vivacité imaginative, nombre de petites idylles de la société française en ce premier instant d'éveil délicieux où elle secouait la nuit révolutionnaire et le cauchemar de la guerre perpétuelle, où le premier consul semblait un dieu, qui terrasse les hydres et dissipe les pestes. C'est l'un des rares documents que nous possédions d'un homme qui ait eu vingt ans, à Paris, au lendemain du 18 Brumaire et à la veille de la paix d'Amiens.

Je me remets sous les yeux le M. Hase que j'ai connu ou plutôt côtoyé vers 1850. Hiver comme été, à dix heures du matin comme à dix heures du soir, il portait l'habit noir à longues basques, descendant jusque bien au-dessous du jarret, qui était l'uniforme des universitaires de la première génération, 1808-1840. Son chef branlant, mais fourni en chair, haut en couleur et droit, émergeait d'une grosse cravate tortillée à la diable autour du cou. Il scandait ce qu'il parlait et, quand il parlait, sa langue pendait

hors de sa bouche, arrêtant chaque son articulé au passage et le forçant à faire une halte d'une demi-seconde avant l'émission définitive. Tout cela composait un ensemble inénarrable de paléographe pétrifié dans le parchemin. Il habitait alors, arcade Colbert, au coin de la rue Richelieu, une sombre petite maison dépendant de la Bibliothèque nationale et qui sert toujours de logement à l'un des conservateurs. Bien curieuse, cette maison! Regardez-la en passant. Je n'en connais pas une dans tout Paris qui ait un air plus suspect. Elle est au beau milieu du plus bruyant brouhaha, dans l'endroit de la ville où la circulation des voitures et des piétons est la plus pressée; et cependant elle est tout ce qu'il y a de plus à l'ombre, de plus silencieux et de plus caché. On dirait la maison idéale d'un homme d'étude qui aime la retraite et qui a besoin de cultiver le monde, qui dans le monde est obligé de prendre par état et prend d'ailleurs par goût les apparences d'un vieux savantasse absorbé et ahuri dans le déchiffrement de Platon, mais qui vit avec sa gouvernante et qui, portes closes, suit avec délices les maximes d'Aristippe.

Tel est le séjour, tel est le tranquille et discret fromage de Hollande où se trouvait retiré, vers 1850, bien confortablement et chaudement, Charles-Bénédict Hase, ancien étudiant à l'Université d'Iéna, qui était arrivé à Paris, dans la première année du siècle,

avec une vingtaine de *laubthalers* (écus de six livres) dans la poche, et qui, un certain soir d'octobre 1801, s'était assis désespéré sur un banc du Palais-Royal, n'ayant guère dîné ce jour-là et ne sachant pas s'il dînerait du tout le lendemain. Il était là, désormais et depuis longtemps, à l'abri des intempéries des saisons et des vicissitudes de la politique, mais non pas, hélas! à l'abri des autres étudiants de l'Université d'Iéna, qui continuaient à arriver à Paris avec leurs petits *gulden* et leurs petits *pfennigs* pour y chercher un bon emploi dans la philologie et qui tous venaient tout droit relancer dans son fromage leur compatriote, le célèbre M. Hase. Pour ses péchés, M. Hase, conservateur à la Bibliothèque nationale, membre de l'Institut, directeur de l'École des langues orientales, président du conseil de perfectionnement de l'École des Chartes, professeur de langue allemande à l'École polytechnique, examinateur pour les langues vivantes à l'École normale supérieure, professeur de grammaire comparée à la Faculté des lettres, commandeur de la Légion d'honneur et de plusieurs autres ordres, était devenu la légende pantagruélique de tout ce que l'Allemagne possédait alors d'épigraphistes, de romanistes, de latinistes, d'hellénistes et de celticistes, négligés de leur pays et affamés. Le Thuringerwald, l'Odenwald, le Schwarzwald, Giessen, Erlangen, Heidelberg et Kœnigsberg

les vomissaient par douzaines sous l'arcade Colbert.

C'était la brosse de crin dans la douce ouate où se dorlotait Aristippe. Il avait fini cependant par imaginer un procédé de salut qui cadrait admirablement avec la haute mine d'archéologue bienveillant et paisible. Il avait dressé chez lui un registre monumental semblable à celui que Luguet, jouant l'entrepreneur de mariages, maniait si plaisamment daus *la Cagnotte*. Quand le jeune compatriote de là-bas arrivait avec sa casquette chétive et sa mine dévorante pour lui demander une bonne place, il le menait au registre, il inscrivait le nom, l'adresse et les titres du solliciteur, et, projetant sa langue en avant, il tenait ce discours bonhomme :

« Mon très cher compatriote, disposez de moi; je vois que vous êtes un véritable savant; vous avez tout mon appui. Sur ce registre-là il y a déjà quinze cent dix-sept candidats inscrits par ordre chronologique pour la prochaine place. Ils sont tous mes compatriotes, comme vous; ils sont tous, comme vous, arrivés du pays sans ressources; ils sont tous presque aussi savants que vous; je me remue beaucoup pour eux; vous avez le n° 1518; ne vous découragez pas, et venez me trouver sitôt que vous saurez que le n° 1517 est placé; vous aurez aussi une bonne place, mon très cher compatriote; je suis sûr que vous la remplirez très bien. »

Ainsi faisait-il, moitié croyant ce qu'il disait, et moitié se conjouissant en son large cynisme d'homme plantureux qui ne se souvient plus du jour où il ne lui restait plus rien de ses vingt thalers. Il avait d'ailleurs l'optimisme souverain que donne le suprême scepticisme. Quand il venait à l'École normale examiner sur l'allemand les élèves de troisième année :

« Mon jeune ami, disait-il de sa voix lente et avec un ton de circonspection impayable, veuillez me dire, je vous prie — si vous le savez, car on peut être un excellent et studieux jeune homme et ne pas le savoir, — veuillez me dire comment vous exprimeriez en langue allemande cette pensée : *Mon père est bon*. Réfléchissez ; ne vous troublez pas : ne vous pressez pas, afin de garder tous vos moyens. « L'élève répondait : *Der Vater ist gut.* » Très bien ! s'écriait M. Hase. Mais très bien ! très bien ! » Et se tournant, comme soulevé d'admiration, vers le maître de conférences pour la langue allemande : « Y a-t-il longtemps, monsieur, que ce remarquable jeune homme apprend l'allemand ? Mais c'est qu'il n'a pas dit : *Mein Vater*. Il a dit excellemment : *Der Vater*. Je ne m'y serais jamais attendu ; il a fait un germanisme ! C'est étonnant, les résultats qu'on obtient aujourd'hui avec de jeunes Français. » Et, à cette époque où le vent n'était pas à la philologie, la jeunesse irrespectueuse de l'École

normale pensait en soi-même : « Quel philologue! quelle baderne! »

II

Il avait, au contraire, ou du moins il avait eu, en son premier épanouissement, un esprit et une imagination de la meilleure trempe. Dans son *Voyage à Paris*, il note vraiment les sensations et les faits comme Stendahl, avec la même brièveté simple, la même vivacité et la même limpidité. Hase était le fils d'un pasteur de Thuringe. Il avait eu pour maître au gymnase de Weimar l'archéologue Bœttiger, l'un des amis de Gœthe et de sa pléiade. Il avait passé de là à l'Université d'Iéna, où il était devenu de première force sur l'arabe et le grec moderne, mais sans négliger pour ces spécialités l'instruction générale, qui est plus que médiocre d'ordinaire chez les érudits et qui chez lui était très étendue. Il avait vingt ans lorsque son enthousiasme républicain et un vague désir de brusquer la fortune le poussèrent à Paris. Il partit d'Erfurt à pied, vers la fin de 1801, son sabre d'étudiant au côté, avec cent quatre-vingts francs pour tout avoir. Il fit son premier souper sur l'ancien territoire francais, au bourg de Font-d'Oye. Il note le prix du souper : deux francs trente ; une

table aussi copieuse nous dit-il, que dans les premiers hôtels de l'Allemagne, avec deux bouteilles de bourgogne. Tout le long du chemin, vingt sujets d'observations curieux, avec deux ou trois aventures d'une heure.

Les véritables tribulations commencent à Paris, quand les trente écus de six livres sont épuisés. Il avait bien emporté d'Erfurt un petit mot de recommandation pour Millin, botaniste notable, devenu après la Révolution professeur d'archéologie. Mais, sur sa belle mine, Millin le prend pour un riche et noble étranger qui veut jouir de l'entretien des savants de Paris, et il l'invite à venir dîner le *septidi* suivant. « J'irai volontiers, écrit Hase tristement sur son journal, si d'ici là je ne suis pas mort de faim. » Ses voisins, dans la maison garnie qu'il habite, ne peuvent lui être d'aucune utilité, et même ils lui empruntent de ci de là un petit écu, entre autres un officier originaire de Gênes qui se dit cousin de la sœur du premier consul et qui est venu solliciter à Paris. Je signale ce singulier cousin au colonel Jung, qui fouille avec tant de soin les origines et les premières années de Bonaparte. Les libraires à qui Hase s'offre comme correcteur de grec et commis le repoussent. Un moment, sur les conseils de l'officier gênois, il songe à s'engager dans la garde consulaire. Tout à coup le hasard vint à son aide.

Le hasard est souvent plus propice à la jeunesse que toutes les lettres de recommandation et tous les conseils.

Le soir du 5 brumaire, Hase errait dans le jardin du Palais-Royal, en proie à ses sombres pensées. Il se laisse tomber de lassitude sur un banc. Il était onze heures. Les lumières s'éteignaient, les boutiques se fermaient. Un mameluck de Bonaparte vint à passer. Hase l'interpelle et le salue en arabe. Le mameluck est charmé d'entendre tomber d'une bouche européenne la langue du Caire. Il s'informe. Il apprend que Hase sait le grec moderne aussi bien que l'arabe. Il l'adresse à Korikas, Athénien, interprète de l'ambassade ottomane. Korikas, à son tour, l'envoie à l'helléniste Villoison, conservateur à la Bibliothèque. Villoison lui procure tout de suite une écolière pour l'allemand à trente sous l'heure; il est sauvé de la misère imminente, en attendant qu'un peu plus tard il trouve de l'occupation et une place à la Bibliothèque. Le mameluck avait été dans sa vie l'être décisif. Sans le savoir lui-même, le mameluck portait dans son turban toute la manne d'emplois innombrables dont le jeune inconnu qui l'avait interpellé devait faire lippée : École des langues orientales, École des chartes, École polytechnique, École normale, Sorbonne, Bibliothèque, Institut. Ceci est tout à fait un conte d'Hawthorne, un conte arrivé.

III

Pauvre Xaxier Aubryet[1] ! Si, au lieu d'être une machine à idées, il avait cultivé l'arménien ou l'épigraphie! Si, au lieu d'être écrivain et moraliste, il avait embrassé la calme profession de savant breveté et patenté de la bureaucratie! Voilà une profession qui n'use ni les moelles ni la matière grise!

Xavier Aubryet est mort cette semaine après avoir été cloué sur son lit pendant sept ans par d'affreuses tortures. Il est remarquable que sa longue maladie a été en tout semblable à celle de Heine, dont il avait contracté peu à peu l'ironie dissolvante. Les pathologistes disputeront sur le cas de Xavier Aubryet et l'appelleront du nom qu'ils voudront : névrose, anémie pernicieuse, paralysie progressive. Sous quelque nom que ce soit, il est mort du mal d'écrire et de la maladie de Paris. Le mal d'écrire consiste à produire incessamment, chaque jour, à n'importe quelle heure, des idées, des images et des formes; c'est la culture intensive du style et de la pensée. La maladie de Paris consiste à transformer en sensations

1. Auteur de : *La Femme à vingt-cinq ans; les Idées justes et les Idées fausses;* collaborateur à *l'Artiste*, au *Corsaire*, à *l'Evènement*, à *l'Illustration*.

vives, élégantes et poétiques, les impressions les plus légères et les appétits les plus matériels, à mettre une de ces sensations dans chaque minute de la journée et à prolonger la journée jusque bien avant dans la nuit. Le chablis et le graves qui pétillent dans la mousseline chez Brébant, chez Bignon, chez Bouvet, sur une serviette bien blanche; le café, ondine brune qui vous rit du fond de sa petite grotte de porcelaine et vous y attire; la fumée bleue du cigare; l'article de journal qu'on discute avec passion pendant le cigare et le moka; de quatre à six, sur le boulevard, la féerie capiteuse des robes qui font frou frou, frou frou, et des petits pieds qui font toc toc, toc toc; vingt romans qu'on ne fait qu'y ébaucher et qui grisent plus l'imagination que ceux qu'on mène à leur dénouement; le soir, l'Opéra, le foyer de la danse, les femmes parées et demi-nues sur la scène et dans les loges, ou bien le petit théâtre avec sa musique de valse d'un rythme frénétique; au sortir du théâtre, chez Tortoni et au glacier Napolitain, des conversations précieuses jusqu'à près de deux heures de la nuit, où le cerveau achève de se préparer l'insomnie finale, en lançant un feu d'artifice de subtilités philosophiques, de galants marivaudages et d'épigrammes spirituelles : tels sont les agents, sans cesse en travail, de l'affaiblissement des muscles, de l'irritation des nerfs, de la perversion

des moelles, de l'inflammation de la méninge, de la stupéfaction des muqueuses. On arrive à l'âge de quarante ou quarante-cinq ans, déjà bien fatigué. C'est l'âge ou Gœthe, pour reposer sa puissante imagination, la dériva vers la botanique. C'est l'âge où Racine brisa avec le théâtre, renonça aux Champmeslé et s'en alla chercher à Amiens une bonne et brave femme qui ne connaissait pas la différence des rimes masculines d'avec les rimes féminines. A l'âge de quarante ans, le mal de Paris et le mal d'écrire ne sont pas encore montés chez la plupart des sujets à un point d'où l'on ne puisse les refouler. On guérirait en bouchant son encrier, en ignorant les journaux, la rampe, les coulisses et jusqu'aux couloirs de la Chambre, en se retirant sur quelque colline délicieuse au bord de l'Oise, de la Seine ou de la Marne. Mais on n'a pas de prébende comme M. Hase et les philologues; il faut continuer d'écrire pour écrire, et il faut continuer de se plonger dans le courant parisien pour stimuler l'invention et l'esprit, qui n'en peuvent plus. Alors se déclarent les alternatives de torpeur et de surexcitation. Alors l'organisme fourbu ou surchauffé se brise ou prend le mors aux dents. Les uns tombent foudroyés d'un coup comme Laurier, artiste autant qu'avocat, comme H. Rigault, qui crut qu'un feuilleton parisien ne coûte pas plus d'effort qu'un cours de langue latine,

comme Fiorentino, arrêté au moment où la joie d'écrire semblait chez lui plus fraîche que jamais. Les autres perdent la raison et reviennent à l'état végétatif, comme Forcade et Delprat; d'autres, comme Aubryet et Heine, plus privilégiés et plus malheureux, restent hommes, c'est-à-dire volonté et connaissance, jusqu'au dernier souffle, mais à condition qu'une perpétuelle toupie plantée de dents de scie aiguës tourne dans leur cerveau et que leur appareil nerveux, autrefois divine harmonie, source autrefois de plaisirs divins, ne soit plus qu'une cacophonie d'horribles souffrances.

Pauvre Aubryet! Nous l'avons accompagné, jeudi matin, à Notre-Dame-de-Lorette. La quintessence était là de ceux qui ont, comme Aubryet, le mal d'écrire et le mal de Paris et qui en mourront, celui-ci un peu plus tôt, celui-là un peu plus tard : feuilletonnistes de grand vol, journalistes qui sont les premiers de leur temps; directeurs de théâtre, comédiens et comédiennes. Brébant se tenait en tête comme s'il se sentait le chef de chœur des excités de Paris. Il n'y avait pas un visage qui fût reposé, qui respirât la santé et la pleine force. Paulin Ménier, qui était là, aurait pu prendre la voix tragique de Gubetta et nous crier autour de ce catafalque : *Messeigneurs, vous êtes tous empoisonnés!* Pauvre Aubryet! Paris, dont il est mort, lui a donné du

moins des funérailles bien parisiennes. Il a été enterré entre deux belles premières. Mercredi soir au Châtelet, une grande machine en trente-six tableaux et plusieurs ballets de Jules Verne et d'Ennery. On était sorti à deux heures du matin. A dix heures, le catafalque était dressé à Notre-Dame-de-Lorette. A une heure, nous étions tous à l'inauguration du buste d'Offenbach, l'Orphée de Paris et de la vie parisienne. L'orchestre des Variétés attaquait la *Marche des dieux* pendant que le chemin de fer emportait vers Saint-Quentin les restes de celui qui fut Aubryet.

Pauvre Aubryet, tout de même, si spirituel et si bon et si prodigue de lui-même! Pauvre Aubryet! Bast! *Hodie tibi, cras mihi!* La toile se lève. Voici Judic en Bohémienne. Qu'elle est belle!

XV

LES ÉTUDIANTS RUSSES. — LE SUICIDE SCOLAIRE.

4 décembre 1880.

I

Les journaux ont rapporté dernièrement le suicide d'une jeune fille russe à Paris. Cette jeune Russe était venue pousser chez nous ses études scientifiques. Elle avait pris le grade de licenciée ès sciences. Les journaux ajoutent qu'on ignore pourquoi elle s'est tuée.

— Pourquoi?

Eh! parce qu'elle était licenciée ès sciences.

Les gens qui raisonnent sur l'instruction publique — ces gens-là ne sont pas une denrée dont il y ait disette en notre siècle — partent presque tous de l'axiome incontestable que l'instruction est bonne en soi, et ils en tirent presque tous cette conclusion qu'il

faut tout apprendre à tous les êtres créés. Les Anglais ont un mot pour désigner ce système : c'est le mot *Cram;* en français : *le Bourrage.* L'ébénisterie aussi est bonne en soi : apprendrez-vous à tout le monde l'ébénisterie ?

La femme est une construction anatomique et cérébrale; l'homme en est une autre. La femme a une destination sociale; l'homme en a une autre. La femme use naturellement de procédés intellectuels qui sont souvent plus sûrs que ceux de l'homme, mais où le raisonnement n'entre que pour une faible part; l'homme à tout instant raisonne et a besoin de raisonner. Cette spécification de la femme et de l'homme est le fait positif primordial dont il faudrait tenir compte pour régler l'éducation respective du jeune homme et de la jeune fille. Au lieu de cela, on se guide généralement par des considérations *a priori* sur les beautés de l'instruction et les inconvénients de l'ignorance. Je connais même beaucoup de Français, et non des moins intelligents ni des moins distingués, qui voudraient que les jeunes filles prissent tous les brevets et tous les grades du monde : pourquoi ? Uniquement parce que les institutrices congréganistes s'étaient fait dispenser, par la loi de 1850, d'en prendre aucun.

Mettez un appareil imaginatif et intuitif comme est la femme au régime du *bourrage :* vous le dessécherez

bien plus vite et bien plus complètement que vous ne feriez par le même système un cerveau masculin, dont le volume et la capacité font un récipient de notions et d'idées bien plus commodément distribué, plus solide et plus large. Mettez un appareil nerveux aussi délicat et aussi sensible que celui de la jeune fille devant les angoisses sans cesse renouvelées d'une série d'examens à passer et d'examens d'une difficulté croissante : vous y jetterez la perturbation. Gare au détraquement! Gare à la typhoïde! Gare à la méningite! Gare aux poussées congestives! Gare au suicide!

II

Comment cette jeune Russe eût-elle pu résister? Ses jeunes compatriotes du sexe masculin ne résistent pas. Il est né et il se développe dans les universités russes un genre de suicide qu'on peut définir le suicide scolaire. Cette espèce était jusqu'ici inconnue. M. Morselli ne l'a pas classée, je crois, dans son livre si complet et si neuf sur le suicide [1].

La Russie, depuis la mort de l'empereur Nicolas, est en bouillonnement. Nicolas, en fermant sa frontière occidentale, avait fait de la Russie un cloître du rite

1. *Il Suicido*. Milan, 1880.

grec et une caserne du rite prussien où ne pénétraient aucuns germes sporadiques venus du dehors. Tout à coup, sous Alexandre II, la frontière s'est ouverte toute grande. Des influences de tout ordre ont pénétré par masses. Il s'est produit alors un phénomène historique dont on n'a pas d'autre exemple. La combinaison slavo-tartare est passée en un instant, de l'état de corps cristallisé, à l'état de corps en ébullition. C'était la Mongolie; du soir au matin, c'est devenu l'Amérique du Nord. Les livres, les journaux, les doctrines, les instituts, les écoles ont grouillé à Moscou en aussi grande variété et avec autant de puissance qu'à New-York et à Philadelphie. L'immense steppe de neige a éclaté comme un volcan. On en était à l'ignorance virginale des moujicks et des cosaques du Don; l'impatience de savoir a soudain surgi; on s'est jeté sur l'instruction avec une rage d'affamés. Des jeunes filles ont fui la maison paternelle pour s'en aller étudier la physiologie à Pétersbourg, la médecine à Berlin et le nihilisme à Genève. C'est la Russie qui possède, à l'heure qu'il est, le plus grand nombre de femmes munies de grades universitaires. Naturellement, les jeunes gens se sont piqués d'une belle émulation. La conquête des grades, coûte que coûte, est devenue pour eux une fureur.

Et voilà qu'eux aussi en font une affaire de vie ou de mort!

Déjà, plusieurs étudiants russes se sont tués parce qu'ils n'avaient pas été reçus à leur examen. C'est bien pis maintenant : ils mettent fin à leurs jours par peur de ne le pouvoir passer. C'est ce qu'a fait, le mois dernier, à Tiflis, un jeune homme appartenant à l'une des premières familles du pays. Son suicide a causé une vive émotion en Russie. On le discute beaucoup.

Ce déplorable événement marquera-t-il un terme à la manie du *bourrage?* Ou bien va-t-on, *pour l'amour du grec*, laisser les étudiants russes se brûler la cervelle et se pendre?

III

Combien les étudiants de notre pays sont plus philosophes! Ce n'est pas qu'on se fasse faute, non plus, de les vouloir bourrer. Mais, diantre! ils se défendent. Le récent rapport de M. Beudant est là pour le prouver. Ce rapport traite de l'état des études à la Faculté de droit de Paris, dont M. Beudant est le doyen.

Il paraît que les études baissent à la Faculté d'une façon progressive et merveilleuse. On ne s'est pourtant pas privé d'ajouter au plan primitif conçu par le premier consul, quand il a réorganisé les Écoles de

droit et de médecine. On s'est attaché à perfectionner la distribution de l'enseignement et les programmes. On a multiplié les chaires. On a créé les conférences. On a institué l'agrégation et les agrégés. On a établi des prix de Faculté en attendant les bourses d'études. On a inventé le concours du doctorat. Sous M. Bardoux, à moins que ce ne soit sous M. Waddington, on a rendu l'étude de l'économie politique *obligatoire* pour les aspirants à la licence. Sous M. Waddington, à moins que ce ne soit sous M. Wallon, on a remanié le plan triennal d'études et augmenté les heures de cours, afin que les jeunes gens apprissent avec plus de détail le droit criminel et le droit commercial. Résultat, constaté par M. Beudant : les études baissent. Les étudiants savent moins le droit romain ; mais ils n'en savent pas mieux le droit commercial et le droit criminel. Ils piochent moins le code civil ; mais ils se soucient de l'économie politique comme de l'art d'élever les lapins. Le nombre des concurrents qui visent à obtenir les prix de Faculté est sensiblement diminué. Et quant aux candidats pour le concours du doctorat, va-t'en voir s'ils viennent, Jean ! Ils se raréfient tellement qu'on n'est pas sûr de trouver, l'an prochain, plus d'un ou de deux amateurs à la Faculté de Paris.

Mais, dira-t-on, pourquoi les professeurs ne maintiennent-ils pas le niveau de l'examen ? Pourquoi ne se

montrent-ils pas plus féroces? La férocité ferait régner parmi les étudiants une terreur salutaire aux études.

Ah bien, ouiche!

Ils sont plus malins que ça, messieurs les étudiants de Paris! Ils savent fort bien que, bon an, mal an, la Faculté est obligée d'offrir à la consommation sociale une quantité à peu près fixe de licenciés; qu'on ne peut accroître au delà d'un certain chiffre le nombre des refusés, et que, en définitive, ce qui règle le niveau de l'examen, ce n'est ni le législateur avec ses programmes, ni le ministre avec ses circulaires, ni le professeur avec son érudition; c'est l'examiné avec la somme de connaissances telle quelle qu'il lui plaît d'acquérir. Et ils s'en donnent d'envoyer promener l'économie politique et aussi le droit commercial et, par-dessus le marché, le concours pour le doctorat!

Ah! ils se défendent contre le *bourrage*, les gaillards! On trouve même, en lisant le très intéressant et lumineux rapport de M. Beudant, qu'ils commencent à se défendre un peu trop! O législateurs qui rédigez les programmes, législateurs des Chambres et du Conseil d'État, législateurs du Conseil supérieur de l'Instruction publique, voulez-vous de bonnes études? Faites-les simples. Ne bourrez pas; ne bourrez pas. Car que produit le bourrage? Ici l'échauffement cérébral et le suicide, et là une paresse philosophique.

XVI

LA NÉVROSE.

18 décembre 1880.

I

Voilà encore un ingrédient malsain, la musique, particulièrement la musique de *flonflons* et d'ariettes. L'aimable compositeur Cœdès vient d'y passer. Il faisait vibrer le piano du matin au soir. Il mettait tout en mélodies, même les notes de sa blanchisseuse. Lundi, on l'a conduit chez le docteur Blanche. Il a le délire des grandeurs doublé du délire de la persécution. Il est atteint de paralysie générale.

Il y a un mois, la névrose d'Aubryet; aujourd'hui la névrose de Cœdès. Messieurs, à qui le tour?

II

La paralysie générale, avec ses sœurs la parésie et la polyparésie, est une maladie parisienne. On n'en entend presque pas parler, passé la banlieue. Les départements nous ont pris l'anémie. Jusqu'à Saint-Flour où l'on rencontre de bonnes grosses faces auvergnates qui se donnent des airs d'être anémiées à l'instar de Paris! La paralysie générale, avec ses dérivés et ses congénères, reste à peu près ignorée de la province, à ce point que j'ai vu en des villes de vingt mille âmes des médecins habiles et expérimentés ne pas même connaître le nom de *polyparésie*. La paralysie générale est pourtant une des maladies dont la nosologie, devenue plus rigoureuse et plus scientifique qu'autrefois, a le mieux défini les caractères et décrit la marche. Elle sévit surtout sur les cerveaux d'élite. Le délire, quand il éclate, n'en est que l'épanouissement. Elle couvait depuis longtemps, reconnaissable seulement à des phénomènes qui frappent l'œil exercé des aliénistes, mais qui sont imperceptibles pour les laïques.

Au printemps de 1868, nous nous trouvions une demi-douzaine de gens de toute opinion à deviser entre nous, à Sainte-Pélagie, dans la grande chambre

du Pavillon des princes, qui a ses regards vers le Jardin des plantes. C'était un salmigondis. Il y avait là, si j'ai bonne mémoire, Tridon le maratiste, celui qui fit plus tard, avec Blanqui, au mois d'août 1870, le coup de la Villette; Louis Combes, l'hébertiste érudit, aujourd'hui membre du Conseil municipal et bibliothécaire au ministère de l'Intérieur; l'interne Regnard, jeune homme de grande espérance, qui a été depuis quelque chose dans la Commune; Lariche, professeur libre de droit, l'un des types à ce moment, et l'une des célébrités du *quartier;* deux ou trois autres encore, et votre serviteur. On parlait politique et je vous assure que sur ce sujet ce n'était pas le professeur libre qui débitait le plus d'extravagances. Il nous quitta le premier. Quand il fut parti : « Vous voyez Lariche, nous dit Regnard; il sera fou avant dix-huit mois. » Tout le monde se récria. Tout le monde dauba sur les aliénistes, qui voient des fous partout. « Il deviendra fou, reprit Regnard; sa lèvre inférieure bat de temps à autre, sur l'extrémité gauche, d'un petit battement que vous ne pouvez apercevoir et qui ne trompe point la science. » Du diable si nous nous étions doutés que la lèvre inférieure de Lariche fût autrement combinée que les nôtres ! L'an d'après cependant, on menait le pauvre Lariche à la maison de santé. Il se croyait dictateur.

La paralysie générale, je l'ai dit, couve longtemps.

C'est d'abord, pendant des mois et même des années, une suite de signes à peu près inapparents : un peu de flux de salive nocturne de loin en loin et dont les répétitions se rapprochent, plus on va; une légère incontinence de la vessie, si légère que ce n'est pas la peine d'en parler; quelque désordre dans le fonctionnement de l'intestin; en un mot, la muqueuse qui se relâche partout de l'exercice de sa charge. Puis arrive ce traître de battement sur la lèvre inférieure. On devient irritable; on hurle les cochers de fiacre; on se fait des affaires, au théâtre, avec ses voisins de stalle; on parle tout seul dans la rue. La voix s'altère. La mémoire s'affaiblit. La troisième circonvolution frontale de gauche n'agit plus avec la même précision vigoureuse pour l'articulation des mots, pour le maniement de la plume ou du pinceau, pour la touche du clavier. On passe par des alternatives de prostration et de contentement. Tout à coup une illumination se fait en vous : vous nagez dans la gloire et dans la richesse. Vous allez tout courant trouver un ami, vous lui apprenez que vous venez de gagner trois millions à la Bourse, ou bien que, sur la recommandation de Rochefort, vous avez été nommé ambassadeur et que vous aurez bientôt fini d'arranger la querelle du Turc avec le Grec. Cette fois, ça y est. Votre méninge s'est embrouillée pour toujours avec votre cerveau, qu'à l'état normal elle

devrait envelopper sans y adhérer. C'est la paralysie générale progressive qui a accompli son œuvre. C'est la folie des grandeurs.

III

Les gens qui veulent faire les clairvoyants disent : « Je lui trouvais depuis quelque temps l'air égaré. »

Quoi qu'ils se figurent, il n'y a aucune transition entre les prodromes insensibles et la catastrophe brutale. La folie palpable arrive brusque et foudroyante.

Guyot-Montpeyroux était, le soir, chez mademoiselle T***, de l'Opéra, en tête-à-tête au coin du feu ; il contait tranquillement fleurette ; la jolie Berthe souriait et ne lui trouvait rien du tout d'étrange. Soudain il prend un diamant qui était sur la cheminée ; il le jette au feu ; elle pousse un cri. « Peuh! dit-il, n'allez-vous pas faire une affaire de ce caillou? Montpeyroux, qui est riche, vous en enverra demain une demi-douzaine qui seront d'un autre prix. Savez-vous, ma chère, que j'ai une combinaison financière qui fera sauter Rothschild, Péreire et Soubeyran. »

Un matin, Delprat arrive chez moi ; il vient me demander ma collaboration pour un journal qu'il fonde. Il m'annonce que des Anglais, qui l'admirent,

ont versé entre ses mains un million afin que ce futur journal défende la paix de l'Europe contre les projets de l'empereur Napoléon III. « Ils ont en moi, ajouta-t-il, une confiance qui ne se peut imaginer ; ils me donneront, s'il le faut, un milliard. » Ses gestes n'étaient point nerveux; son regard n'était ni trouble, ni brillant de fièvre; il raisonnait son affaire avec clarté. Je crus à son million; et ce million, c'était la paralysie générale!

Quand le mal prit Forcade, il alla partout disant qu'il venait d'arranger les fiançailles du prince impérial avec une jeune princesse d'Orléans qui n'avait plus qu'à grandir. Pas si bête, je trouve, pour un homme qui faisait de la politique son métier. C'est par un mariage de ce genre que s'est terminée la longue querelle d'York et de Lancastre.

Robinet, directeur de la modeste *Revue de l'instruction publique*, sous la haute surveillance de la maison Hachette, possédait tout ce qu'il fallait pour diriger souverainement une grande Revue: beaucoup d'instruction; le discernement des bonnes choses; un acqui varié; un grand goût pour le commerce des écrivains. A la *Revue de l'instruction publique*, il se sentait trop restreint et comme sous un joug qui lui pesait; il ne pouvait s'espacer ni se donner de l'air. Comment se déclara la folie? De la façon la plus bourgeoise. Une dizaine de *reviewers* et d'artistes

reçurent de lui une lettre d'invitation autographe, par laquelle ils étaient priés à dîner pour tel jour, chez Catelain, au Palais-Royal. Une rédaction de lettre simple, banale, correcte; rien de heurté dans la calligraphie des mots, ni dans la direction des lignes. Nous arrivons au Palais-Royal à l'heure dite. Catelain nous apprend qu'on ne dîne pas, que Robinet, après avoir invité dix personnes, en a invité cent, et qu'il était occupé à inviter tout Paris, quand on l'a mis en traitement.

Et Lariche? savez-vous ce qui a précipité la catastrophe de Lariche? C'est la gloire soudaine de M. Gambetta.

Lariche possédait une voix sonore et d'infatigables poumons; il pérorait dans les cafés du *quartier;* il s'était surmené le cerveau pour devenir un phénomène de science juridique, et il se berçait de l'idée que M. Gambetta, son camarade et son ami, moins bourré de Dalloz, ne marchait qu'après lui. L'émotion qu'excita le discours sur la souscription Baudin, à la fin de 1868, le bouscula légèrement; il fut achevé par la tournée triomphale de M. Gambetta à travers les clubs de Belleville, pendant la période électorale de l'année 1869. C'est à ce moment que le délire des grandeurs s'abattit sur lui. Il arriva, vers trois heures de l'après-midi, dans la salle commune d'un journal où je me trouvais avec cinq ou six

autres personnes, dont une seule le connaissait. Il entre et il s'assied, le chapeau sur la tête. « Messieurs, dit-il, enregistrez la nouvelle que je vous apporte. Pour une nouvelle, c'en est une. Je sors d'un club où j'ai tombé Gambetta, *N, i, ni,* Gambetta ! en morceaux ! Je l'ai tombé. » Et il se lève, et il sort comme il était entré. L'un de nous dit : « En voilà un original ! D'où sort-il ? — Ça, réplique celui d'entre nous qui le connaissait : c'est Lariche. — Attendez donc, Lariche ? fis-je à mon tour, Lariche, Lariche ! Mais je connais ce nom et cette tête ! — Oui, Lariche, reprit l'autre, répétiteur de droit. — Ah ! le malheureux ! Regnard avait donc raison ! Il devient fou, votre Lariche ! Il va l'être ; il l'est. » Et, en effet, il l'était.

La folie des grandeurs n'est qu'un moment dans le progrès de la paralysie générale. On jouit quelque temps de sa gloire imaginaire; puis on est saisi de mélancolie; puis on s'exalte jusqu'à la fureur. La semaine dernière, à Ivry, le pauvre Guyot-Montpeyroux cherchait avec des cris de rage à briser la porte de sa cellule pour s'en aller à la Chambre prononcer un discours d'où dépendait le salut de la France. Après la période de fureur arrive l'idiotisme définitif; on tombe dans un état au-dessous de celui de l'animal et du végétal; et voilà la fin de tout ce talent que nous avions, de tout cet esprit, de tout ce génie,

de tous nos efforts vers la gloire, de toute notre agitation à la recherche du bonheur !

IV

Quand cessera l'adorable Sarah Bernhardt d'ébahir les populations ? Au cours de sa tournée en Amérique, elle est allée visiter l'électricien Edison dans son établissement de Mento-Park. Elle lui a pris la main, elle l'a contemplé en silence et elle a dit : « Oui, c'est un grand homme ; il a une belle tête. » Elle lui a ensuite expliqué l'électricité. Les auditeurs étaient plongés dans l'admiration.

Mademoiselle Sarah Bernhardt devient plus universelle que ne l'était M. Thiers lui-même. C'est avec une aisance semblable que M. Thiers indiquait la manœuvre au pilote et au commandant du navire, quand il traversa la Manche pour aller assister aux obsèques de la reine Marie-Amélie. M. Thiers n'ignorait rien, ni les vents, ni les flots, ni Neptune. Le capitaine était comme les auditeurs de Sarah Bernhardt à Mento-Park : fasciné, ébloui, stupéfait. M. Guizot se trouvait sur le même paquebot que M. Thiers. Tandis que celui-ci discutait sur la force de la machine, il dit de sa voix grave : « Quand va-t-il grimper au grand mât ? »

XVII

LA NOUVELLE LOI SUR L'INSTRUCTION.

7 janvier 1881.

I

Après de longs débats, la Chambre des députés a voté la nouvelle loi sur l'instruction primaire, qui n'attend plus que la ratification du Sénat, mais qui, selon toute apparence, l'attendra quelque temps. L'article premier de la loi détermine les matières de l'instruction primaire. Il est ainsi conçu :

« L'enseignement primaire comprend : l'instruction morale et civique ; la lecture et l'écriture ; la langue et les éléments de la littérature française ; la géographie, particulièrement celle de la France ; l'histoire, particulièrement celle de la France jusqu'à nos jours ; quelques notions usuelles de droit et d'économie politique ;

» Les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques ; leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels ; travaux manuels et usage des outils des principaux métiers ;

» Les éléments du dessin, du modelage et de la musique ;

» La gymnastique ;

» Pour les garçons, les exercices militaires ;

» Pour les filles, les travaux à l'aiguille.

» L'article 23 de la loi du 15 mai 1850 est abrogé. »

Je laisse de côté l'*instruction morale et civique* substituée à l'*instruction morale et religieuse* de la loi de 1850. Ces deux formules impliquent un débat tout aussi politique que pédagogique, auquel ce n'est pas le lieu de toucher en ces *Notes*. Abstraction faite de l'instruction religieuse et de l'instruction civique, l'article premier suggère encore bien des observations. La Chambre a fait grand ; je me demande si elle a fait juste.

C'est de six à treize ans que la Chambre veut envoyer les enfants à l'école ; c'est les enfants de toute condition, de toute fortune, de toute aptitude et de toute vocation, que l'école recevra. Et la Chambre se figure qu'ils vont tous apprendre tout ce qu'elle a fourré dans son article premier. On pourra bien le leur enseigner ; ils ne l'apprendront pas, et ils ne sauront rien. La loi de 1850 était plus modeste et,

par conséquent, plus sage sur ce point, plus appropriée à un sérieux succès. Catéchisme religieux et catéchisme civique mis à part, la loi de 1850 comprenait dans les matières obligatoires de l'enseignement primaire la *lecture*, l'*écriture*, les *éléments de la langue française*, le *calcul* et le *système des poids et mesures*. L'article premier de la loi nouvelle remplace l'expression : le *calcul*, par l'expression : les *éléments des sciences mathématiques*, et l'expression : les *éléments de la langue française*, qui était déjà bien ambitieuse (c'était tout bonnement *grammaire* qu'il eût fallu dire), par l'expression : la *langue* et les *éléments de la littérature française*.

La substitution n'est pas heureuse. C'est un très beau résultat pédagogique quand un enfant de notre pays, âgé de douze ans, sait prononcer distinctement sa langue, l'écrire correctement sous la dictée et la lire avec intelligence. Ce résultat, dans l'état actuel des choses, n'est atteint que par une élite et dans certains lieux. On devrait être très fier du progrès de l'instruction primaire si on pouvait l'obtenir dans toutes les communes de France, d'une façon définitive, vers le commencement de la douzième année au plus tard, je ne dis pas pour tous les garçons, mais simplement pour la plus forte part d'entre eux. J'ai dit : *d'une façon définitive*, car ce n'est rien qu'un enfant sache lire, prononcer, écrire avec aisance et

intelligence à douze ans, s'il ne le sait pas assez fortement et assez solidement pour que rien ne lui puisse plus faire perdre l'usage de l'aptitude acquise. Un grand nombre d'enfants, en effet, sont obligés d'entrer de bonne heure dans les ateliers, ils n'ont plus alors l'occasion de s'exercer aux choses d'école, si ce n'est le dimanche, et encore pas toujours. S'ils ne sont pas ferrés pour la vie, que se passe-t-il? Après être sortis des mains de l'instituteur, à douze ou treize ans, sachant lire et écrire ou ayant l'air de le savoir, ils arrivent à l'année de la conscription sachant à peine signer leur nom et épeler les enseignes. Voilà cinquante ans qu'on observe ce phénomène dans les centres manufacturiers. Laissez donc là vos éléments prétentieux de langue et de littérature française. Dites avec le vieux Lhomond que dans les écoles primaires on apprendra à lire, à parler et à écrire correctement en français. Si, à ce talent, l'unanimité des jeunes Français joignait, à douze ans, la connaissance des définitions de la géographie et de l'astronomie et se trouvait capable de se servir en gros de la sphère, de la mappemonde, et des cartes plates, je ne leur interdirai certes pas ensuite les *éléments de la littérature française*, quoique je ne sache pas bien ce que cela veut dire ; mais visons d'abord, s'il vous plaît, à ce qu'ils possèdent bien, et pour toujours, le nécessaire.

Quant aux *éléments des mathématiques*, ils me font rire. La masse des hommes, dans la vie, a besoin avant tout de calculer et de mesurer; cela d'abord, il le faut; le reste après, si l'on peut. Combien je connais de gens qui ont rempli dans l'État de hautes fonctions, qui sont docteurs *in utroque jure*, agrégés pour les classes de lettres, médaillés des expositions de peinture, et qui ne sont pas seulement des êtres susceptibles de réduire des fractions au même dénominateur, à plus forte raison d'établir la très simple équation qui leur dirait tout de suite, quand ils placent un capital en rentes sur l'État, quel intérêt pour cent de la somme placée rapporte le 3 0/0 acheté 84 fr. 75 c. ! Et vous songez pour les enfants des écoles primaires aux mathématiques ! Pardon du peu ! Mettez les enfants en état, pour toute la vie, de faire couramment les diverses opérations de l'arithmétique sur les nombres entiers, les nombres décimaux et les fractions, d'établir et de résoudre les termes d'une règle de trois et des équations usuelles, de mesurer une surface, de se démêler dans le système métrique, ce sera assez; ce sera beaucoup; c'est tout ce que vous pouvez obtenir jusqu'à l'âge de douze ans du plus grand nombre d'entre eux.

Ce que la loi de 1850 avait totalement oublié ou qu'elle n'avait rangé que parmi les matières facultatives, ce que la loi nouvelle introduit avec raison

parmi les matières obligatoires, ce sont les exercices qui ont pour objet l'éducation du corps, de l'œil, de la main, de l'oreille et de la voix. Dès que l'enfant sait tenir à peu près une plume, on doit lui mettre à la main un crayon et un marteau. Dès qu'on lui a appris à ôter sa casquette pour saluer, on doit lui donner des leçons de maintien. Dès qu'il s'est fait battre par un petit camarade ou qu'il l'a battu, il faut lui crier *en garde* et l'habituer à jouer de ses bras pour l'attaque et la défense. Tout cela rentre dans l'indispensable ; tout cela est, par loi de nature, l'éducation primaire générale, nécessaire à tous les hommes. Malheureusement, en ce point encore, la Chambre des députés a visé haut. En ce point encore, elle s'est faite *grandiloqua*. Elle aurait dû dire : *les exercices du corps*, *le dessin pratique et usuel*, *le maniement des outils usuels*, *le chant*. Et encore le chant? Si possible. L'utilité ni la salubrité de la musique ne sont aussi incontestables que celles du dessin. La Chambre n'a pas songé à cette gradation et elle a bien dépassé cette simplicité. Elle a dit : *la gymnastique, les éléments du dessin, du moulage et de la musique, les travaux manuels et l'usage des outils des principaux métiers*. D'après cet énoncé, j'ai peur que la Chambre et moi n'entendions pas la même chose par l'enseignement du dessin, l'usage des outils et les exercices corporels. Je veux le dessin à l'école

primaire, je l'y mets parmi les matières obligatoires et même les plus extrêmement obligatoires ; mais ce n'est pas pour cultiver chez l'enfant le sentiment de l'art et le goût, c'est pour former son œil et sa main. L'œil de l'homme qui ne sait pas dessiner est un œil incomplet et mutilé, à qui manquera toujours la conception et le sentiment des distances, des volumes et des capacités. La main qui ne sait pas tracer des lignes ou un croquis est pour toute œuvre de délicatesse et de précision tellement maladroite, que c'est une patte et non pas une main. Je veux, à l'école primaire, le maniement des outils usuels ; mais ce n'est pas pour préparer les enfants à l'apprentissage d'un métier ; tous ne seront pas ouvriers manuels. Je veux le maniement des outils usuels comme je veux le dessin, pour rendre la main adroite et parce que c'est une infirmité presque honteuse, à l'âge d'homme, de ne savoir point manier en gros la lime, le rabot, le marteau, la vrille, le tour, la hachette, la serpe et la bêche. Je veux des exercices du corps, mais c'est pour que l'enfant garde ou réacquière les dons corporels de nature, la grâce, l'élégance, la souplesse, l'adresse et la force, sans aucun développement artificiel ou excessif ; je n'ai pas besoin pour atteindre à ce résultat de la gymnastique avec appareils, et ce n'est pas elle qui me servira le plus : l'art le plus sain au corps est celui de la danse, de laquelle nous ne

séparons pas la gymnastique de gestes, et que complète fort bien, sans aucun appareil, un peu d'athlétique.

En matière d'éducation populaire, si l'on ne commence pas par distinguer rigoureusement, impitoyablement, l'instruction élémentaire de l'instruction moyenne, c'est-à-dire l'universel et le nécessaire du superflu et du spécial : en matière d'instruction publique, à quelque degré et de quelque genre que ce soit, si l'on ne se souvient pas à tout instant que l'homme est animal et végétal en même temps qu'esprit, que les besoins de formation du corps sont aussi légitimes et aussi pressants que ceux de l'intelligence, que l'intelligence elle-même, tout esprit qu'elle soit de substance et d'essence, a pour siège et pour organe un cerveau fait de matière — d'une matière insensibilisable et frangible à proportion de ce qu'elle est sensible et élastique, — on s'expose à tomber en des erreurs pédagogiques capitales. Ces sortes d'erreurs, dans un pays où l'instruction publique est centralisée comme en France, agissent universellement ; par conséquent, elles deviennent vite une cause de dégénérescence pour la race et de décadence pour l'État.

II

Pendant qne mademoiselle Sarah Bernhardt, passez-moi l'expression, *épate* les fils de Guillaume Penn, M. Coquelin ne perd pas son temps non plus à Paris. On raconte que le général de Galliffet l'a fait se rencontrer à dîner ave le duc d'Aumale et le duc de Chartres. Je n'en sais rien ; je n'étais pas du dîner ; je dis ce que l'on conte. M. Coquelin a d'abord assez bien gardé l'air froid et digne qui convenait à un personnage de sa gravité. Non seulement M. Coquelin est républicain dans l'âme, mais encore il connaît l'importance de sa situation dans la république ; ça ne lui revenait pas de se frotter avec des Bourbons et des Capets !

Il paraît cependant que M. le duc d'Aumale et M. le duc de Chartres ont su, par une infinité de tours délicats. rendre à son rang ce qui lui est dû. M. Coquelin s'est dit : Tiens ! tiens ! — Puis il a pensé en lui-même, comme Giboyer : « Il n'y a que ces gens-là. Il n'y a encore que ces gens-là ! » Il s'est détendu, il s'est adouci, et finalement il s'est montré tout à fait bon prince à leur égard. L'entretien qu'il a consenti qu'ils eussent avec lui a roulé sur les choses politiques et militaires. Ç'a été un entretien

d'étendue et de conséquence. Depuis, M. Coquelin ne cache pas sa satisfaction sur le compte de ces deux seigneurs. — Mais ce n'est pas du tout ce qu'on croit, les princes d'Orléans ! Qu'est-ce qu'on disait donc? Ils sont très bien, très bien ! Ils savent se tenir à leur place. Chartres, surtout ! Très gentil, le petit duc, et bon républicain, je vous assure. Pourquoi diable ne le fait-on pas passer plus vite général ? Il faudra que nous le fassions général. — Et vous verrez que le jour où M. le duc de Chartres obtiendra les épaulettes de brigadier, M. Coquelin dira, la main dans son gilet : « Oui, oui ! nous n'avons pas cru que le cousinage avec Chambord dût être un obstacle éternel ! Nous l'avons fait général ! Il ira, le petit duc ; on le poussera. »

Une chose qui m'étonne et dont je ne trouve pas l'explication dans les *Maximes* de la Rochefoucauld, c'est l'amitié et la considération méticuleuse qu'affichent l'un pour l'autre mademoiselle Sarah Bernhardt et M. Coquelin. Ils devraient, ce semble, selon les règles ordinaires du cœur humain, se haïr et se déchirer à belles dents. Car, enfin, ils sont rivaux sur tous les terrains. Ils ont le même art à jouer la comédie et le même entrain à la donner. Ils se font une concurrence enragée dans l'abracadabrant. Par ce temps de *matchs*, c'est un *match* d'inouïsme engagé entre elle et lui.

XVIII

M. DUGUÉ DE LA FAUCONNERIE. — L'EXPOSITION DU CERCLE DES MIRLITONS. — BARBEY D'AUREVILLY.

26 février 1881.

I

M. Dugué de la Fauconnerie, qui vient d'échouer dans le département de l'Orne, a une quarantaine d'années. C'est un rural devenu parisien. Grattez chez lui le membre du Petit-Cercle, vous trouverez le *gentleman farmer*. Civilisé jusqu'au bout des ongles et rustique des pieds à la tête. Ce soir, il est au foyer de la danse, où il marivaude avec Fonta et Montaubry ; demain matin, il prendra le premier train pour le Perche ; il passera une grossière blouse grise pardessus sa jaquette façonnée de la main de Sins, et il s'en ira, par la pluie et par les chemins défoncés, vendre ses élèves à la foire prochaine, où il n'y a si bon maquignon qui puisse l'attraper. Tout en lui annonce

le rude et fort vivant: sa structure ramassée, son visage haut en couleur, sa robuste moustache à la Dix-Décembre, que l'échec de dimanche dernier ne défrisera point. Il est toujours en l'air et toujours en train. Il a fait des journaux et des chemins de fer. On l'écoute à la Bourse ; il est grand connaisseur en meubles et bibelots, dont il a peuplé son hôtel de la rue Fortuny, conçu par lui et qu'il a dû regretter de ne pas bâtir lui-même. Quel dommage qu'il n'ait pas été commissaire-priseur ! Avec sa voix retentissante et ses finesses commerciales de Bas-Normand il eût été l'oracle de la compagnie et l'orgueil de l'Hôtel des Ventes ! Il a du moins été sous-préfet de l'empire au bon temps, quand c'était l'âge d'or des candidatures officielles. « Donnez-moi, disait-il, l'homme le plus bête de l'arrondissement ; je me charge de le faire acclamer comme un génie par les électeurs. » Il eût fait élire un libre-échangiste à Bolbec et un protectionniste au Havre. Le phénix des sous-préfets, je vous dis !

Depuis, il a usé pour lui-même de son habileté à manier la gent électorale. Il a siégé sur les bancs du Corps législatif, au beau milieu des Mamelucks. Il a manqué le coche en 1871 ; mais il l'a rattrapé en 1876 et en 1877. Nul ne sait toucher comme lui toutes les cordes sensibles du naturel campagnard, dont il a les préjugés et les passions. Prononcez son

nom devant le premier paysan venu d'entre Remalard, Mortagne et Bellême, vous verrez comme ce nom est populaire. Quand dans ces quartiers-là le paysan a dit : « Monsieur Dugué », il a tout dit. Un malin, M. Dugué, et qui ne se laisse pas mener par les nobles ni par son curé !

Cependant « Monsieur Dugué » a échoué ! Que voulez-vous ? C'est la guerre et ses hasards. Mais cela ne compte pas, et « Monsieur Dugué » le fera bien voir à la première occasion, c'est-à-dire cette année, au mois d'octobre.

II

Qu'est-ce qu'on reproche à M. Dugué ? Il est élu, en 1877, en qualité d'impérialiste. Cependant la réflexion l'amène à reconnaître que l'impérialisme est passé peu à peu à l'état de chimère, que l'agitation monarchique n'a plus de but ni perceptible ni avouable ; qu'il faut ou renoncer à faire de la politique honnête et patriotique, voire simplement de la politique réelle et objective, ou commencer par accepter sans arrière-pensée le fait fondamental de la république. Il prend donc le parti d'adhérer formellement aux institutions républicaines. Mais, comme il n'a pas reçu mandat, pour ce faire, du

corps électoral, il donne sa démission ; il provoque sur sa conduite le jugement de ses électeurs ; il leur vient dire : « Croyez-vous toujours que l'œuvre urgente qui s'impose à la France est de préparer une restauration impériale ou monarchique ? En ce cas, je ne suis plus votre homme. Pensez-vous, au contraire, que dix ans écoulés ont périmé votre allégeance à l'égard d'une dynastie que vous aimiez, et qu'il est temps de vous servir de ce que vous avez au lieu de courir après ce que vous n'avez pas? En ce cas, rangez-vous sans équivoque sous la loi de la république, et sachez que me donner vos voix, c'est faire œuvre républicaine. » Ainsi a parlé et a agi M. Dugué de la Fauconnerie. N'est-ce pas bien parler ? n'est-ce pas agir correctement ?

Ce qui effarouche le public, c'est une brusquerie apparente qu'il trouve à une action qui, loin d'être aussi brusque qu'elle le paraît, a été longuement méditée. Le public a devant lui un impérialiste des plus militants ; il est habitué à le considérer depuis de longues années sous cet aspect ; il le tient plus que jamais pour tel dans le moment même où celui-ci rejette nettement l'impérialisme. C'est là, de la part des spectateurs, une illusion d'optique qui vient de ce que leur champ de vision est trop borné. On ne voit en effet que la démarche éclatante par laquelle un homme politique rend sensible pour

tous, au moment donné, le travail d'esprit qui s'est opéré en lui. On ne peut rien connaître de ce travail, qui a été lent et progressif, et on néglige par légèreté la série, bien facile pourtant à reconstruire, des circonstances de nature diverse qui ont préparé et mûri l'évolution finale. Le fait est que M. Dugué de la Fauconnerie s'est ouvert, il y a déjà près de trois ans, à quelques-uns de ses amis, du dessein qu'il a exécuté seulement le mois dernier. Trois ans de réflexion, voilà ce que l'on appelle une poussée d'humeur fantasque, par précipitation à parler de ce qu'on sait mal ou pas du tout! Naturellement toutes les épithètes que peut fournir la dramaturgie politique tombent d'autant plus dru sur la tête de M. Dugué qu'il a eu le tort de ne pas réussir. Il en a pour au moins quinze jours encore à être traité dans les feuilles de traître, de transfuge, de parjure, de renégat et d'apostat.

Renégat de quoi, s'il vous plaît? Transfuge de qui? Apostat de qu'est-ce? On serait bien fort en peine de l'expliquer. J'admire les candides lecteurs de gazettes qui confinent les gens pour toujours dans un parti, fût-il imaginaire, et qui décident en leur âme et conscience qu'il suffit de vouloir solidement être et rester de ce parti pour en être en effet et pour y rester. Même du vivant de Napoléon III, alors qu'en dépit des catastrophes de 1870 un courant napo-

léonien régnait encore au sein des masses populaires, n'était pas aussi commode qu'on le croit, pour les hommes d'initiative ou de doctrine, de travailler au maintien ou au développement d'un parti où tous les moyens d'union se trouvaient concentrés, par la volonté de l'empereur vieilli, entre les mains d'un lieutenant aussi mal choisi que M. Rouher. Esprit sans ressources pour la lutte, tempérament inerte à la politique, chef de parti plus soucieux de se subordonner les hommes qu'habile à les mettre en valeur, M. Rouher a condamné de propos délibéré l'impérialisme à rester, comme il était lui-même, inactif et stérile. Toute la destinée qu'il a faite aux impérialistes, ç'a été d'attendre des morts pour instituer des messes.....

III

Êtes-vous allé à l'exposition du Cercle des Mirlitons, place Vendôme? Non? Dépêchez-vous d'y aller ; suivez la foule ; elle vous mènera tout droit devant le portrait de M. Barbey d'Aurevilly, par M. Émile Lévy. Plus ça va, plus le portrait fait fureur. Ni la délicieuse image de la baronne X***, par M. Cot, ni le savoureux épanouissement d'exubérante beauté fixé sur la toile par M. Carolus Duran,

ne peut plus lutter contre le portrait de M. Barbey d'Aurevilly. Même en peinture, Barbey d'Aurevilly fascine le bourgeois, sa bête noire. Cette redingote à revers serrée à la taille, cette cravate de satin noir agrémentée de dentelles or et blanc qui tombent fièrement sur la poitrine bombée, ce buste sanglé, cette tête en relief, ce maquillage, moitié grand seigneur et moitié truand, c'est à renverser de stupéfaction toute la rue Saint-Louis-au-Marais avec tout le faubourg Poissonnière. Des familles entières, le père, la mère et les deux filles, s'arrêtent là devant, écrabouillées et suffoquées.

« Qu'est-ce que c'est que ça ? s'écrie la mère. Regarde donc, Anatole. Ce n'est pas possible, ce n'est pas arrivé, n'est-ce pas, ce costume et cette tête ? Anatole, mon ami, vois donc le catalogue. »

Le père prend le catalogue et il lit : *Barbey d'Aurevilly, portrait.*

« Comment dis-tu cela, Anatole ? Barbet de quoi ? C'est un Barbet ? Qu'appelle-t-on un Barbet ?

— Attends donc, réplique le père. C'est peut-être *Barbéï* qu'il faut prononcer. Tu vois le costume : moitié français et moitié turc. On dit, je suppose, Barbet ou Barbéï, comme on dit Heyduque, Pandour, Esclavon, Zaporogue ; c'est sans doute quelque peuplade du côté de la Bosnie.

— Mais non, papa ! interrompt la fille aînée. Ce

n'est pas un Turc ni tout ce que tu dis. C'est quelqu'un de Paris. C'est même quelqu'un de très connu. Je le sais bien ; Claire et moi, nous le rencontrons, deux fois par semaine, rue de Vaugirard, quand nous allons au cours.

— Ce Barbet, de Paris ? s'exclame la mère. Petite sotte, va ! Ne vas-tu pas me faire croire qu'on promène à son cou de pareils chiffons de dentelles dans une ville convenable ? Tu l'as vu ? Il marche ? Il est vivant ?

— Que tu es drôle, maman ! Puisque que je te dis que Claire et moi nous le connaissons !

— Eh bien ! alors, qu'est-ce qu'il fait, ton Barbichet ?

— Claire dit que c'est un modèle qui fait le service dans les ateliers, rue Notre-Dame-des-Champs. Moi, je dis que non, j'ai pris des renseignements sûrs. C'est l'ancien jeune premier de Bobinot. Il porte toujours le costume qu'il avait dans *la Poudre de Perlimpinpin*, où il a eu beaucoup de succès ; et ça lui a monté à la tête... »

Mais que fait tout ce papotage de famille au portrait et à l'original du portrait ? M. Émile Lévy a composé et dessiné avec une habileté remarquable une tête d'expression. C'est de la peinture psychologique, forte et sobre. Sous un pinceau riche, libre, truculent et inspiré comme celui de M. Carolus

Duran, le masque de M. Barbey d'Aurevilly fût devenu une débauche de mascarade romantique. De ce masque vigoureux, M. Émile Lévy a dégagé un idéal. Il a peint M. Barbey d'Aurevilly tout ensemble comme il paraît aux passants ahuris et tel qu'il veut être lui-même et qu'il est réellement.

Le voilà bien, ce tableau d'ancêtre, ce dandy cristallisé dans son dandysme de l'an 1835, où il défie les yeux du profane vulgaire de le troubler jamais. Le voilà, ce bel esprit matamore dont la superbe littéraire ne fléchit devant rien ni devant personne! Le voilà, ce capitàn de lettres et cet amirante de Grande-Bohême qui dispose contre l'ennemi d'une effroyable artillerie de périodes meurtrières, d'associations de mots explosibles, d'adjectifs pleins et creux dont la trajectoire est incalculable et immanquable! Et l'ennemi, c'est les bourgeois de plume, les pieds-plats de tribune et de chaire, les cuistres de salon, les prud'hommes ès-vers, les épiciers ès-prose, tous les académiciens et académiques généralement quelconques. Costume de 1835 et posture cornélienne des vrais hommes de l'ancienne France! Ne dirait-on pas, à le regarder, grave et provocateur, qu'il est à Fontenoy, debout sur un tertre, qu'il commande la maison du roi et qu'il vient de jeter aux mousquetaires et aux gendarmes le cri de *Chargez!* Imperturbable dans le

carnage : telle est la tête que M. Émile Lévy a réussi à reproduire. Ah ! je sais ce que vous allez dire. Il manque les gants. Faute capitale contre l'exactitude. Qui peut les oublier jamais, après les avoir vus une seule fois, ces gants crève-les-yeux de Barbey d'Aurevilly. Mais le peintre a été tenté par la main. Il fallait à son art ce nu puissant, large et délié.

Heureux Barbey d'Aurevilly ! Il a maintenant deux chances de passer à la postérité : son flamboyant récit *le Chevalier des Touches*, une merveille d'exercices en prose, et son portrait flamboyant par M. Émile Lévy.

XIX

LE BARON SAN-MALATO, MAITRE D'ARMES.

12 mars 1881.

Je me suis rencontré, ces temps derniers, avec le baron de San-Malato, dans la maison d'un amateur, où il montrait des spécimens de son art.

Il est prodigieux, ce spadassin de Sicile. Car pourquoi ne prendrions-nous pas le terme propre, *spadassin*, de *spada*, qui signifie homme d'épée, et qui, d'après l'étymologie, peut s'employer en bonne part? M. de San-Malato tire avec tout son corps. Il bondit en avant et en arrière, il se ramasse, il se détend, il se disloque, il se dilate, il se resserre; quand il est en ligne, il ne présente pas plus d'épaisseur qu'une feuille de papier. A chacune de ses parades et à chacune de ses bottes, il jette un cri de bête fauve triomphante qui est si adapté et qui tombe si

d'aplomb, qu'on dirait que c'est sa voix qui tient son épée et qui bat sur celle de l'adversaire. Ce qu'il a de plus étonnant, c'est la lucidité magistrale avec laquelle il analyse et démontre les coups qu'il exécute. Je crois qu'avec lui un disciple qui aurait la vocation pourrait apprendre l'escrime d'une façon toute abstraite, sans se donner la peine de s'ajuster un masque et de manier un fleuret.

M. de San-Malato n'est pas un maître d'armes vulgaire. C'est un philosophe de l'épée. Il composerait, s'il voulait, un *Esprit de l'escrime*, comme Montesquieu a composé un *Esprit des lois*. On serait tenté d'envoyer à son école nos modernes réformateurs de l'enseignement secondaire, qui prétendent jeter tout de suite l'enfant ou le jeune homme dans l'instruction technique, pratique, professionnelle et spéciale. M. de San-Malato suit d'autres maximes. Qu'il s'agisse, en dernière analyse, dans l'escrime, de former spécialement le poignet de la main droite au maniement de l'épée, cela est certain. Mais, pour arriver à ce but, M. de San-Malato ne croit qu'à l'éducation générale et théorique du corps. Ah! s'il avait été le maître d'armes de M. Jourdain, ce n'est pas lui qui eût disputé la prééminence au maître à danser. A Florence, où il tenait école, quand un jeune homme se présentait pour suivre son cours : « Signor, disait-il au jeune postulant, vous voulez apprendre l'es-

crime; mais connaissez-vous seulement les principes de la danse? Possédez-vous la gymnastique élémentaire? Non! Eh bien, bonsoir, signor! Suivez six mois l'académie de danse ou l'école de gymnastique, et puis vous repasserez ».

L'élève reparaissait à la salle après six mois, friand de l'épée et avide de s'en saisir : « Doucement, signor, doucement, disait le baron de San-Malato; on n'aborde pas ainsi le contre de quarte. Voyons la révérence sans armes, comme vous la faites? Pas mal! Qui a été votre maître de danse? Pas mal du tout. Eh bien, jeune homme, un peu de patience; je crois que vous arriverez. Nous allons faire ici, pendant quelques semaines, de la gymnastique encore, et encore de la danse, mais cette fois appliquées à l'escrime. — Sans fleuret? — Oh! pas de fleuret, signor. Le fleuret, ça ne signifie rien! » En vain le jeune homme alléguait qu'il était pressé, qu'il avait bien assez des exercices préparatoires du jarret, du biceps, et du thorax, qu'il réclamait tout de suite une épée. Le baron maître d'armes restait inflexible.

Il prenait son meilleur air de gravité fine et souple, et il se mettait à débiter sa discipline *ex professo*.

« Eh! que voulez faire de l'épée, signor, si vous ne savez pas bondir comme le chamois, pelotonner votre corps comme une balle élastique, en faire, de la

plante des pieds à la racine des cheveux, une ligne aussi droite que le fil à plomb et aussi mince, crier à pleins poumons comme le Cimbre à la bataille d'Aix? Oh! crier; vous dites que vous saurez toujours bien assez crier. Il ne s'agit pas, signor, d'aboyer de *chic*, à la façon d'un chien que la lune inquiète. Il faut jeter ses cris en mesure, avec le degré précis d'intensité et au juste moment où le son doit être donné pour dégager le poumon. Ah! quand il m'arrive des élèves qui savent solfier, croyez-vous que je ne les distingue pas bien des asthmatiques? J'aurais rêvé de former à l'escrime Mario de Candia, Capoul ou Maurel. En quarante-cinq jours, je les aurais mis en état d'embrocher mon meilleur prévôt, un sauvage qui ne sait pas le solfège. Car, signor, je vous le dis : l'épée est rythmique ; elle agit d'instinct, selon des rythmes... Joignez un peu vos talons, pour voir, et tournez la pointe des pieds en dehors. Bien ; ce n'est pas difficile, cela ; mais ce n'est pas tout. Pliez le jarret sans desserrer les talons et formez avec vos jambes le parfait losange. Hum! quel losange de magot chinois! Pour atteindre seulement à la perfection du losange, il vous faut au moins deux heures d'exercices par semaine... Faites deux sauts en arrière... Vous appelez cela sauter, vous!... Jetez-vous à plat ventre. N'ayez pas peur, que diable! Le parquet de la salle d'armes est propre. Étendez-vous

bien; soulevez-vous, tout étendu, sur les deux mains que vous appuierez solidement au sol. Hé! là-bas, la pointe des pieds... Elle n'a pas le droit de toucher terre. Seulement les deux mains! Paf! voilà que vous vous cassez le nez... Allons, allons! je vois que nous nous exercerons sans épée encore quelques semaines...

» Regardez-moi, signor, quand je suis en garde! Faites descendre par le milieu du corps, de la pomme d'Adam au point de jonction des membres abdominaux, une ligne idéale qui me partagera en deux moitiés exatement pareilles. Remarquez-vous tout ce qu'a à faire ma moitié de droite? Il faut qu'elle tienne mon épée et ne perde pas une seconde de vue celle de l'adversaire; qu'elle attaque et qu'elle défende, qu'elle s'efface et qu'elle couvre, qu'elle parte à fond et qu'elle se dérobe. Voulez-vous qu'elle fasse tout cela sans être assurée d'un point d'appui, d'un auxiliaire, d'une réserve? Quand vous seriez de première habileté à manier l'épée, si votre moitié gauche n'est pas aussi instruite que votre moitié droite, vous voilà paralysè; vous êtes, passez-moi le mot, un hémiplégiste très fort à l'épée. Et comment formerez-vous à l'escrime votre moitié gauche? Avec l'escrime elle-même? Mais l'escrime n'est que la science propre de l'épée! C'est la gymnastique de mouvement et la danse qui, des deux moitiés de vous-même, feront deux

moitiés également bien douées et un tout aussi alerte et aussi vigoureux que chaque moitié prise à part. Soignez-moi votre côté gauche! Le côté gauche, c'est la catapulte qui doit précipiter d'une façon foudroyante votre côté droit sur l'adversaire; c'est la grue qui doit ramener instantanément votre côté droit en arrière. Le côté gauche, c'est la base d'opération. Une fois que votre épée saura bien que votre côté gauche n'est pas une lourde masse apathique et imbécile, elle ira toute seule. Donnez à votre épée l'intelligence et le soin de combinaisons réfléchies; et, chez le côté gauche, cultivez l'instinct et l'habitude. Voilà pourquoi, signor, sans vous commander, nous allons faire aujourd'hui, demain, après-demain, un tout petit peu de gymnastique, et remettre le maniement du fleuret à la prochaine saison. Ça ne signifie rien, le fleuret, voyez-vous; ça ne signifie rien. »

Que dites-vous de ces préceptes? Beaucoup de gens, dans Paris, savent tout ce qu'on doit savoir « pour être sûr de tuer son homme sans avoir du cœur, et de n'être point tué ». Bien peu sont capables d'enseigner cet art exquis et d'en raisonner les principes. Ici, justement, réside le talent particulier de M. San-Malato, grand professeur en la doctrine de l'épée. Je souhaite bien vivement qu'il se décide à ouvrir une école à Paris. Il appartiendrait à de riches amateurs de l'y encourager et de l'y aider.

XX

M. DUFAURE. — LE MARIAGE LAÏQUE.

2 juillet 1881.

I

Il y a eu rarement sur un homme, le lendemain de sa mort, l'unanimité d'appréciations où l'on s'est rencontré cette semaine sur M. Dufaure. Tout le monde parle avec la même estime de ses vertus domestiques et de son caractère privé; et tout le monde convient que sa vie publique, ç'a été le néant.

Au début de sa carrière, un président de Bordeaux, devant lequel il prononçait l'une de ses premières plaidoiries, dit, après l'avoir entendu : « Me Dufaure ira loin, mais il ne s'élèvera jamais haut. » Ces jours derniers, dans *Paris-Journal*, M. Louis Teste l'a défini « le plus grand avoué de ce temps-ci ». C'est ce qui a été dit sur lui de plus fin et de plus profond.

Sa vie publique et sa nature intime s'encadrent très bien entre ces deux mots. M. Louis Teste ne peut pas savoir lui-même combien sa définition de M. Dufaure est juste, puisqu'il n'a jamais eu l'occasion de voir M. Dufaure dans son milieu naturel, dans son terroir propre, parmi les paysans de Saujon et les bourgeois de la Rochelle.

D'un grand avoué, lorsque chez lui la première culture a été brillante, la probité professionnelle toujours scrupuleuse, on peut tirer soit un très bon gouverneur de la Banque de France, soit un garde des sceaux vigilant et intègre. N'eût été la révolution de 1848 et le coup d'État de 1851, M. Dufaure fût devenu garde des sceaux entre 1855 et 1858; il serait resté en charge quelques années — et il eût pu alors accomplir l'œuvre à laquelle il était apte.

M. Dufaure eût maintenu ou rétabli dans la magistrature les mœurs, l'intégrité, la discipline, l'indépendance et la dignité de caractère qui conviennent à ce corps. Il eût fait rarement de grands choix — il avait petit esprit; — il n'en eût jamais fait de mauvais. Il n'eût point tenté l'entreprise très contestable où il s'est engagé lors de son dernier ministère, et qui consiste à réformer le Code d'instruction criminelle; car ni lui ni le public n'auraient senti le besoin de cette réforme. Comme M. Dufaure n'eût nommé que des magistrats d'un jugement posé et

d'une conscience étroite, la magistrature, sous sa direction, se fût habituée à n'oublier jamais que l'office du juge, dans une cause, est de chercher la vérité, et non de la créer lui-même et de la décréter. On n'eût point vu se former dans le public éclairé ces partis pris contre l'instruction à huis clos, contre l'interrogatoire de l'accusé par le juge, contre le résumé du président d'assises, qui n'ont acquis tant de crédit que parce qu'il s'est élevé peu à peu, sous l'empire, une race de magistrats dominateurs à l'égard du pouvoir exécutif, forçant les ressorts de l'instruction, regardant un acquittement de l'accusé comme une défaite pour eux et comme une humiliation pour leurs collègues du parquet, distinguant à peine la justice de la police. Il est certain qu'avec M. Dufaure la magistrature n'eût pas été bureaucratisée comme elle l'a été sous l'empire.

M. Dufaure n'eût-il pourtant rien laissé à désirer, au moins comme garde des sceaux ? Nous n'en jurerions pas. M. Sarcey, qui en veut à nos magistrats depuis qu'un certain jour, ceux-ci ont eu la belle idée de le condamner comme diffamateur parce qu'il est myope, M. Sarcey ne cesse de répéter que les magistrats contemporains manquent d'esprit et qu'un peu d'esprit ne leur serait certainement pas inutile. La remarque est vraie. Pour bien juger, le juge a besoin de joindre un peu d'esprit à beaucoup de bon

sens. C'est là justement une nécessité que M. Dufaure n'eût point aperçue; et c'est cela qui lui eût toujours manqué pour être un garde des sceaux aussi éclairé qu'il eût été intègre.

II

Quant au rôle de M. Dufaure dans la politique, quant à son influence sur le développement de notre législation organique, tout ce qu'on en peut dire, c'est que M. Dufaure a été ministre; il l'eût été douze fois, il l'eût été vingt, il ne l'eût jamais été, qu'il n'en serait aujourd'hui ni plus ni moins. L'action de M. Dufaure a été faible sur les événements, médiocre sur les lois, nulle sur les intelligences. C'est que M. Dufaure ne s'est jamais distingué de la moyenne de conception politique représentée par les Chambres dont il était membre, si ce n'est par l'art de parler. Or, savoir parler et savoir écrire, c'est un instrument du politique; ce n'est pas son essence.

Ministre au 13 juin 1849, M. Dufaure perdit le sang-froid; sous ses auspices, les chasseurs à pied saccagèrent l'imprimerie Bouley. En brisant, à coups de crosses, les formes du journal de Proudhon, ils se firent la main à démolir, deux ans plus tard, la tribune aux harangues. Dans ces dernières années,

M. Dufaure a attaché son nom à quatre grandes lois ou décrets : la loi du 14 mars 1872 sur l'Internationale, la loi du 14 octobre 1872, portant organisation du Conseil d'État, la loi du 21 novembre 1872, sur la formation des listes du jury, le règlement d'administration publique du 29 mai 1876, concernant l'institution des attachés à la chancellerie et aux parquets. Il s'en faut que ce travail législatif tourne à sa gloire.

Nous ne savons pas si, en se consacrant tout entier et principatement à la politique et à la législation, M. Dufaure eût pu devenir un législateur de premier ordre et un homme politique de haute valeur. Le fait brutal et indéniable, c'est qu'il ne s'est pas livré à cette vocation. Son métier réel, c'était le métier d'avocat. Les soins de cette profession ont rempli la plus grande partie de sa vie. M. Dufaure appartient à cette famille d'avocats, pour lesquels la politique n'est qu'un art auxiliaire du barreau, qu'elle rehausse et qu'elle vernit de son lustre. On est avocat ; on plaide beaucoup ; on devient député, on plaide plus souvent et des causes plus importantes ; on devient ministre, on aura, après le passage au ministère, un cabinet d'avocat qui ne désemplira point. Non qu'on fasse des calculs intéressés ; on agit d'instinct comme si on les avait faits. Calcul ou non, ce qu'on aime avant tout, c'est la profession d'avocat.

Eh bien! il faut choisir, de la politique ou du barreau. La politique est un métier *sui generis;* la seule fonction de préparer le travail législatif des Chambres, qui n'est qu'une partie de la politique, exige de longues études philosophiques et historiques. Travail législatif et travail politique réclament l'homme tout entier. Ils sont incompatibles avec occuper assidûment la barre. M. Dufaure a pu marquer sa place au Palais. « Grand avoué », nous n'y contredisons pas. Mais en politique, en législation, M. Dufaure n'a été qu'un amateur heureux.

III

Nous nous attachons à mettre en relief les faits caractéristiques de l'histoire des mœurs et des idées. On ne peut, à ce titre, laisser passer inaperçue la réunion, qui s'est tenue mardi soir, 28 juin, dans une des salles de la mairie du XIe arrondissement, et il faut même citer tout entier, comme un document hautement expressif de l'état psychologique d'une portion notable du peuple et de la moyenne bourgeoisie à Paris, le discours inattendu qu'a prononcé à cette réunion un sieur Perrin.

On sait que M. Denis Poulot, maire du XIe arrondissement, commerçant notable et auteur d'un excel-

lent livre de physiologie sociale, *le Sublime*, vient de fonder une Société qui aura pour objet de rechercher les faux ménages, chaque jour plus nombreux à Paris, d'encourager les personnes qui vivent en commun comme mari et femme sans être légalement mari et femme à légaliser leur situation, et de leur en faciliter les moyens. Plusieurs congrégations ou Sociétés catholiques poursuivent depuis longtemps un but analogue; elles font les plus louables efforts pour transformer toutes ces unions de fait en unions légitimes, tous ces mariages, qu'on pourrait définir des mariages naturels, en mariages chrétiens. Il n'est personne qui ne connaisse entre autres, au moins de nom, la Société Saint-François Régis. Nous ne pensons pas que personne ait droit d'accuser cette Société, ni ses analogues, de faire œuvre de mariage clérical ou de cléricalisme en fait de mariage, puisque le Code civil est tel que la Société ne peut marier ses clients et ses clientes devant le prêtre sans les avoir mariés d'abord devant le maire. M. Denis Poulot a pensé pourtant qu'il n'était pas sans intérêt ni sans objet de fonder une Société qui ne se préoccuperait en aucune façon du mariage à l'église et qui exhorterait les faux ménages à se transformer en vrais, par des raisons tirées de la seule morale séculière ou civique, sans aucun mélange de morale religieuse. Il a donc créé cette Société, qu'il a appelée *Société du*

mariage civil, en se servant de ce mot de « mariage civil », fort répandu aujourd'hui, mais qui n'est pas aussi conforme à l'esprit ni au texte du Code que le croient M. Denis Poulot et les hommes de sa doctrine.

Mardi donc, M. Denis Poulot avait réuni et il présidait, dans une des salles de la mairie du XI[e], l'assemblée préparatoire à la constitution de sa Société. Il prend la parole et lit le premier article des statuts, ainsi conçu :

« Une Société démocratique est fondée sous le titre de *Société du mariage civil.* »

Aussitôt se lève M. Perrin, qui paraît être un personnage fort connu parmi les démocrates et les radicaux de l'arrondissement. Il demande qu'on ajoute à la fin de l'article les mots : *et laïque*. L'assemblée se récrie. M. Perrin insiste. Personne ne comprend sa fantaisie. M. Denis Poulot lui représente que ce qui est civil est nécessairement laïque ; M. Perrin le nie. Il observe que les François-Régis sont bien fins et qu'ils réussiront toujours à mener à l'église les ouailles civiles de M. Denis Poulot... Celui-ci répond que le mot laïque n'y fera rien et que, quand on aura réussi à persuader aux gens de contracter le mariage civil, il n'y aura aucun moyen de les empêcher de contracter le mariage religieux. « C'est ce que je craignais, réplique M. Perrin ; nous allons travailler pour les cléricaux. » L'assemblée murmure et rugit devant

cette opiniâtreté incompréhensible. Un M. Regnault prend la parole et il accuse M. Perrin de persécuter l'assemblée de son épithète de « laïque » uniquement par des raisons toutes personnelles et toutes intimes qu'on ne devrait pas apporter dans un tel débat. « Il y a six mois, » dit M. Regnault, « le citoyen Perrin était intéressé directement dans un mariage malheureux qui a fait quelque bruit dans le XI[e] arrondissement. »

Alors se produit la scène caractéristique.

M. Perrin se lève; il éclate en sanglots; il prononce une petite harangue admirable de sincérité et d'énergie et qui fait voir au fond d'une âme. C'est sur cette harangue que je veux appeler l'attention du lecteur. J'en prend le texte ou la version dans le journal *le Français :*

« *Le citoyen Regnault a été bien cruel pour moi;* il vient de retourner le fer dans la plaie et c'est bien méchant de sa part. *(Le citoyen Perrin éclate en sanglots.)* J'avais élevé mon fils honnêtement, comme un républicain doit le faire. Dès l'âge de cinq ans, il était aussi anticlérical que moi, mais, en grandissant, le malheureux a mal tourné... (*L'orateur pleure à chaudes larmes.)* De sorte qu'à vingt ans, malgré tous mes efforts, malgré le bon exemple, il fréquentait... (Voix : *les mauvais lieux!*) Oui, il fréquentait les églises, et voilà comment il s'est perdu! Voilà

comment il m'a fait l'injure la plus humiliante qu'il m'ait été donné de recevoir dans ma vie : *mon propre fils marié à l'église par un curé.* Et c'est bien cruel au citoyen Regnault d'avoir rappelé ici publiquement, au milieu de libres-penseurs, *une infamie* de mon malheureux fils, dont je ne suis pas assurément responsable, je vous le jure. *(Sourires.— Mouvement prolongé.)* Il s'est marié à l'église sans ma volonté, contre ma volonté, malgré les protestations d'un père indigné et outragé! *(Rires. — Sensation prolongée.)* Ai-je besoin de vous dire que je ne l'ai pas accompagné à l'église? *Vous voyez, ma réputation est donc sauve;* on ne saurait, sans injustice, rendre le père responsable de son fils majeur. *Ah! que le citoyen Regnault m'a donc fait mal au cœur!* »

Ce discours est la nature toute pure. Il est tout ensemble ridicule et pathétique. Ce que je veux faire observer, c'est que l'homme de la foule ne parle ainsi que dans les moments de grande crise morale et historique. M. Perrin, si rudement éprouvé par l'abjuration de son fils et si cruellement secoué par la confession publique qu'il est amené à en faire, le pauvre M. Perrin nous met à nu le cœur de cent autres et mille autres Perrin, dont la secte croît et se développe depuis vingt ans à Paris et dans les grandes villes. Une religion nouvelle nous est née qu'on peut appeler à volonté la religion civiliste ou l'irréligion

religieuse. Elle est froide et implacablement calculée chez M. Denis Poulot et ceux de ses amis qui ont le même degré ou le même genre de culture que lui; elle déborde avec toutes les ferveurs et toutes les souffrances de la foi chez le sieur Perrin et les gens de sa classe.

Toutes les doctrines sont libres, et je ne discute ni la religion civiliste ni aucune autre. Mais je discute et défends le Code, que les « civilistes » veulent faire dévier. Je suis pour M. Perrin contre M Poulot.

M. Perrin et les fervents comme lui sentent vaguement qu'il leur faut un autre mariage encore que le mariage devant l'officier de l'état civil, dont le caractère, la formule et les conditions sont étroitement déterminés par les articles 63-75 et le titre V du livre Ier du Code. Tandis que M. Denis Poulot, l'un des chefs de la doctrine civiliste, grand industriel, homme riche et cultivé, auteur même; de plus, maire, et chargé, en cette qualité, de lire et d'appliquer tous les jours le titre V et le chapitre III du titre II, ne s'est pas encore aperçu que ces textes traitent du « mariage sans épithète, et non d'un mariage qui serait *civil* en opposition avec un autre mariage qui serait *religieux;* le peuple *civiliste*, le peuple qui ne sait pas le Code, devine pourtant, avec l'instinct presque toujours infaillible de la foule, que le Code ne contient pas du tout le « mariage civil » tel que l'entend la

foi nouvelle. Le mariage qu'établit le Code n'est nullement le mariage particulier des libres-penseurs et des laïcistes ; c'est le mariage de tout le monde : s'il appartient à une secte, il change de caractère ou, plutôt, il n'est plus.

J'en demande donc pardon à M. le maire du XI[e] arrondissement, c'est M. Perrin qui a raison contre lui. Les « laïcistes » veulent-ils un mariage qui soit bien à eux et qu'ils n'usurpent pas sur le mariage commun à tous les citoyens français, sans distinction de doctrine, de religion ni de secte? Il faut que les « laïcistes » constituent et qu'ils règlent les formes d'un nouveau mariage qui sera le *mariage laïque*.

XXI

PAUL DE SAINT-VICTOR.

16 juillet 1881.

Nous avons enterré mardi Paul de Saint-Victor. Il est mort en quelques instants, foudroyé comme l'an dernier Flaubert. Il avait cinquante-quatre ans. Pendant trente années, sans une interruption notable, il a écrit chaque semaine un feuilleton de théâtre où il cherchait l'exquis et où il visait au chef-d'œuvre; et une fois sur quatre il atteignait l'exquis et le chef-d'œuvre. C'est le feuilleton qui l'a consumé. La culture intensive de la phrase, surtout quand on y joint, comme Paul de Saint-Victor et ceux de la même école (Flaubert, Taine, etc.), la culture intensive de l'adjectif, est un travail de force vingt fois plus pénible que celui des portefaix du port. Je parle ici, bien entendu, de l'adjectif cherché, dompté et conquis, et non point de ces adjectifs à la douzaine

dont les avocats de l'école de Jules Favre enflent leurs périodes. L'adjectif est un assassin. C'est vers cinquante ans, dans l'âge de la pleine vigueur intellectuelle, qu'il vient à bout de son homme; c'est alors qu'il le mène ou à la folie définitive, ou à l'hébétement subit, ou à la mort foudroyante. La saine France littéraire du XVIIe et du XVIIIe siècle avait bien raison de redouter l'adjectif et de le fuir; elle n'eût pas été la saine France si elle ne l'avait fui.

Paul de Saint-Victor n'était pas seulement un grand artiste en mots. Son cerveau, riche d'idées et d'images, sa pénétrante intelligence, son érudition vaste, variée, substantielle, ont fait de lui un grand écrivain, l'un des cinq ou six qui tiennent la tête dans la génération éclose après 1852. Tout ce que la poésie romantique a de noble et de chevaleresque, tout ce que la poésie lakiste a de remuement de cœur tranquille et profond, tout ce que la beauté classique a de pur et de chaste, s'était réuni pour former son talent. Le sens littéraire chez lui était aussi étendu qu'original; la divination historique, merveilleuse. Comme il savait faire frissonner Marivaux tout entier dans un feuilleton de quelques lignes! Comme il a parlé de *Phèdre!* En sa jeunesse, il se considérait volontiers comme un disciple de Victor Hugo. Il doit beaucoup sans doute à Hugo; il lui doit la couleur, le relief, le costume. Mais s'il

procède particulièrement de quelqu'un, c'est bien plutôt de Chateaubriand et de Michelet, les deux plus grands historiens de ce siècle. Personne après Michelet n'a possédé autant que Paul de Saint-Victor le don magique de la résurrection. Tel feuilleton de lui sur Henri III, à propos de quelque drame de Dumas, est la représentation vivante du passé. En le lisant, on regrette d'abord que Paul de Saint-Victor n'ait pas trouvé le loisir d'écrire une histoire de l'époque des Valois ; puis, à la réflexion, on ne regrette plus rien : qu'ajouterait la plus ample histoire à ce tableau condensé d'un règne ? L'étendue, comme le temps, ne fait rien à l'affaire. Un miroir de quelques centimètres peut réfléchir les Alpes.

Paul de Saint-Victor vivait très retiré. La princesse Mathilde est à peu près la seule personne qui ait réussi à l'apprivoiser. Le monde ne l'apercevait qu'aux premières représentations, où l'exercice de sa profession le forçait d'assister. Pendant l'entr'acte, il se promenait, comme tous ses confrères, au foyer et dans les couloirs. Mais, même sous l'excitation des feux de la rampe, des lumières de la salle, des jolis voisinages et des disputes d'art qui s'engagent et brûlent en ces moments-là, il se montrait peu communicatif. C'est qu'il avait une sensibilité littéraire douloureuse autant qu'elle était concentrée. Un jugement inexact qu'il entendait porter sur une chose

d'art ou de littérature lui causait de l'irritation et de la souffrance. Il sentait qu'avec ce tempérament on n'est pas fait pour le vulgaire commerce des salons, des cercles et des Académies. « Homme des sommets », c'est ainsi que le définissait son ami, M. Paul Dalloz, il ne voulait pas en descendre. On le trouvait rogue et arrogant. On se trompait. Il était timide, délicat et fier.

XXII

M. ROUHER.

13 août 1881.

I

Est-ce que M. Rouher va rentrer dans la vie publique? Il s'en était retiré, définitivement et sans remise, il y a quinze jours. Mais, cette semaine, la démangeaison l'a pris d'y reparaître et il a écrit une lettre publique de félicitation à M. Haussmann à propos de la profession de foi que celui-ci vient d'adresser aux électeurs de Lesparre.

Cette profession de foi est, en effet, un morceau admirable.

M. Haussmann y fait, avec beaucoup de dignité, deux déclarations qui s'enchaînent : la première, c'est qu'il n'y a encore aujourd'hui et qu'il n'y aura jamais que l'empire qui soit un gouvernement à son

gré; la seconde, c'est qu'il se présente tout spécialement à Lesparre pour empêcher l'élection de M. Pascal, candidat du prince Napoléon, lequel, étant admis l'autorité indélébile des plébiscites et les aphorismes constants du droit monarchique, est, ce nous semble, le seul et unique empereur.

Ainsi M. Haussmann néglige totalement M. le comte de Chambord et les princes d'Orléans, desquels il ne parle pas plus que s'ils n'existaient pas; il professe une antipathie incurable pour la république; il répudie carrément la personne de « l'empereur » — et tout de même il veut être député!

Pour quoi faire? Qui diantre le pousse à se mettre d'une assemblée politique, s'il ne veut ni accepter Chambord, ni soutenir la république, ni restaurer l'empereur!

Et là-dessus M. Rouher ne peut retenir un cri d'enthousiasme! Il écrit à M. Haussmann : « Vous suivez la vraie ligne politique, monsieur; vous êtes profond. »

Je vois le dessein de M. Rouher.

M. Rouher ne peut pas se consoler de n'être plus chef de parti; il lui faut un parti qui recherche les conseils de sa haute sagesse. Le prince Napoléon n'a pas voulu lui demander de diriger ses affaires. En vain M. Rouher se tenait discrètement à la disposition du prince. En vain des amis gémissants s'en

allaient dire au prince que Rouher était une grande capacité et qu'on n'aurait pas de peine à le ramener. En vain M. Rouher lui-même répétait sans cesse qu'il n'entendait causer au prince aucun embarras; il conseillait à tous les réfractaires de l'impérialisme de faire leur soumission au légitime héritier des Napoléon; il ajoutait que, pour ce qui était de lui, il tenait son rôle pour fini — afin sans doute que le prince daignât le démentir. Le prince ne l'a point démenti.

C'est pourquoi M. Rouher écrit aujourd'hui à M. Haussmann une lettre éclatante qui signifie : « Formons à nous deux un grand parti national ; vous serez le parti, je serai le chef. »

II

Nous ne conseillons pas à M. Haussmann d'accepter cette combinaison. Au bout de deux mois, le parti Haussmann, même avec un programme plus clair et plus positif, serait disloqué du fait de M. Rouher.

M. Rouher ne possède pas plus les qualités d'un chef de parti que celles d'un premier ministre. Il en possède d'autres. Il n'a point celles-là. Avocat distingué comme Dufaure, il est devenu, en se dévelop-

pant selon la loi de ses facultés naturelles, un homme d'affaires entendu, un ministre des travaux publics et du commerce habile et éminent, comme Dufaure est devenu un garde des sceaux vigilant et intègre. Pas plus que Dufaure, il n'a pu devenir, même en y travaillant de son mieux, un législateur et un homme d'État.

Homme d'affaires, il laisse derrière lui une belle œuvre, les cinq grands réseaux de chemins de fer, et une œuvre puissante, les traités de commerce. Homme d'État, il a perdu deux fois la dynastie qu'il servait. Il l'a perdue une première fois en qualité de premier ministre de 1863 à 1869. Il l'a perdue une seconde fois en qualité de chef officiel du parti impérialiste de 1872 à 1876.

III

Il avait le don précieux de l'importance dans l'attitude, du poids extérieur, de l'autorité et du commandement. Il était laborieux et de mœurs simples, vivant dans son cabinet de travail ou dans sa famille, attaché, âprement attaché aux réalités du pouvoir et aux avantages solides qu'on en peut retirer pour soi-même et les siens, sans goût de l'appareil et de la pompe. Quitter le soir son piquet de

famille ou ses dossiers pour paraître aux fêtes des Tuileries lui était un supplice. Il avait fini par obtenir de l'empereur qu'il serait dispensé de tous ces festins de gala, de tous ces concerts et de tous ces bals de cour, de tout le vain cérémonial d'invitations à recevoir et à rendre où les ministres de l'empereur perdaient et où les ministres de la république continuent de perdre un temps considérable. Du pouvoir, rien ne lui plaisait que l'exercer. Mais qu'est-ce que le commandement, la jalousie de commander et l'avidité à commander, quand ces aptitudes ou ces passions ne sont au service d'aucune conception politique suivie, quand elles ne sont que les instruments d'un esprit stérile?

Veut-on nous dire ce que M. Rouher a représenté en politique sous l'empire? Avait-il une doctrine quelconque au sujet de la législation de 1852? Était-il contre? Était-il pour? S'il était contre, pourquoi n'a-t-il pas pris pour lui-même, au lieu de la laisser à Thiers, la charge d'enseigner l'alphabet de la liberté constitutionnelle aux divers groupes du Corps législatif? S'il était pour, d'où vient qu'il ait accepté la responsabilité des réformes du 24 novembre 1860 et du 19 janvier 1867? Nous ne parlons pas de sa politique étrangère. Son défaut de plan et de système en ce qui concerne le Mexique, sa versatilité dans les choses de Rome, l'influence funeste qu'il a

exercée dans la semaine qui a suivi Sadowa, la théorie naïve des trois tronçons, à laquelle il a réellement cru, donnent l'idée d'une des intelligences politiques les moins munies et les moins douées qu'on ait vues de nos jours dans le gouvernement des affaires de France et d'Europe. Que ne fût-il resté ministre des travaux publics !

Veut-on nous dire également quel but M. Rouher a poursuivi, en tant que chef du parti impérialiste, pendant la durée de l'Assemblée nationale ? Comment comptait-il rétablir sur le trône l'empereur Napoléon III ou le prince impérial ? Est-ce par un complot, par un *pronunciamento*, par une vigoureuse action électorale et parlementaire ? Qu'a-t-il essayé en 1872 et 1873 pour rallier et ramener au combat les nombreux partisans qu'un régime qui a vécu dix-huit années laisse derrière lui pendant les premières années après sa chute ? Quels efforts a-t-il tentés pour rattacher à ce noyau les classes ou groupes de citoyens qu'effrayent toujours le souvenir de la révolution de la veille, la perspective de la révolution du lendemain ? Tandis que M. Gambetta consacrait son temps et ses veilles, en 1872 et en 1873, à extraire des « nouvelles couches » tout ce qui était ardent, jeune et capable, et en même temps à recruter parmi les notabilités départementales les plus anciennement fondées et établies, parmi les notabilités de

l'armée, de la science, des lettres, des candidats républicains pour le futur Sénat, que faisait M. Rouher? Qu'a-t-il entrepris en ce genre? Lui est-il jamais venu à l'esprit que dans tout district du pays de France il existe un personnage considérable par sa fortune ou son influence locale qui veut être député à tout prix? Dans les temps de régime fondé, comme l'est le temps actuel, les ambitieux de ce genre s'éteignent et s'amortissent par la force des choses. Dans les temps d'incertitude et de confusion, comme était la période comprise entre les années 1872 et 1876, leur vanité s'exalte par l'effet des chances qui s'offrent à elle. On eût trouvé parmi eux autant de candidats impérialistes qu'on eût voulu en 1876 pour se porter contre le député sortant, républicain, légitimiste ou orléaniste. Et des candidats riches, apparentés, populaires dans leur circonscription! Je ne suis pas l'apologiste des rivalités et jalousies locales, qui font qu'un gros personnage de sous-préfecture est prêt, selon l'occasion, à se porter candidat au nom de la Ligue ou au nom du roi. De telles passions sont basses. Le droit du philosophe est de les mépriser. L'art du politique est de les utiliser. M. Rouher ne s'est jamais douté de cette vérité si simple, ou il a agi comme s'il ne s'en doutait pas.

IV

Dans sa niche de la rue de l'Élysée, il recueillait les hommages des fidèles ; il se faisait appeler *monsieur le ministre* par ses anciens collègues, collaborateurs et subordonnés du temps de l'empire. Il régnait sur eux; il était heureux de régner ainsi, ce bonheur lui suffisait. Il ne tenait pas à faire de conquêtes au delà de ce cercle de familiers et d'adorateurs convaincus. Quand on venait lui dire que tel député à l'Assemblée nationale, membre du centre droit, qu'il ne connaissait pas personnellement, venait de s'exprimer avec sympathie sur le compte de l'empire, ou que tel gros manufacturier d'un département lointain était disposé à crier : *Vive l'empereur!* si l'on voulait lui promettre pour les prochaines élections une lettre du prince impérial, il n'en témoignait pas de joie; il devenait au contraire soucieux! Ces néophytes n'auraient qu'à ne pas l'appeler : « Monsieur le ministre »! Sans s'en apercevoir et en dépit d'un dévouement sincère à ses princes, ce n'était pas l'empire qu'il représentait; c'était simplement Rouher et le rouhérisme.

Son personnalisme était excessif. C'est par là qu'il a le plus nui à l'empereur Napoléon III régnant et

à l'empire renversé. On eût dit que son principal souci était de faire le vide autour de l'empereur et de l'empire. Un jour, un conseiller d'État du nom de Thuillier, chargé de soutenir au Corps législatif la discussion de l'Adresse, y obtint un succès d'éloquence extraordinaire. Dans un débat corps à corps avec M. Jules Simon, il massacra de sa parole brûlante et vivante la rhétorique étudiée de l'honorable académicien. A partir de ce jour, M. Thuillier ne reparaît plus au Corps législatif; M. Rouher l'enfouit; Thuillier meurt obscurément et prématurément dans l'inactivité. « C'est Rouher qui a fait mourir Thuillier de chagrin », disait Persigny, qui n'avait pas l'habitude de mâcher les vérités. Un autre jour, en 1866, M. Fernand Giraudeau, attaché au cabinet de l'empereur, rédige, avec l'approbation du souverain, une note intitulée : *la Jeunesse et les fonctions publiques sous l'empire*. Cette note, tirée seulement à cent exemplaires, destinée aux seuls amis ou au petit nombre des adversaires raisonnables, avait pour objet de démontrer qu'il eût été sain pour la dynastie et pour l'État que l'empire s'enrichît de quelques hommes nouveaux. C'est peut-être l'écrit le plus curieux qui soit sorti de la plume de M. Giraudeau, moraliste politique, clairvoyant, aigu, précis, en même temps que dévoué aux Napoléons. Demander des hommes nouveaux!

crime irrémissible! Cet écrit ayant produit quelque impression dans l'entourage de l'empereur, M. Fernand Giraudeau perd les bonnes grâces de M. Rouher et ne les retrouve plus. Tout le monde a lu, dans le recueil des papiers saisis aux Tuileries après la révolution de septembre, le rapport confidentiel de M. Rouher à l'empereur sur les hommes de l'empire en situation de devenir ministres. Ce rapport aboutit à une conclusion qui n'était consolante que pour M. Rouher : c'est qu'il n'y a dans l'empire d'autre Rouher que Rouher! Tant pis! tant pis! Pour tout grand homme politique, pour tout soutien et sauveur de la dynastie établie, l'unique M. Rouher! Ce n'était vraiment pas assez.

Tels avaient été, à l'égard des hommes, les procédés de M. Rouher sous l'empire, tels ils sont restés après l'empire. M. Rouher a découragé et dégoûté Clément Duvernois, qui avait le tort de défendre l'impérialisme dans le journal *l'Ordre* avec plus d'éclat et de résolution que lui-même ne le faisait à la tribune. Il a essayé également de se subordonner M. Paul de Cassagnac ou de l'exclure. Mais ici il se heurtait à deux forces dont il avait mal mesuré la puissance et qui sont la jeunesse et la foi. M. Paul de Cassagnac, qui n'avait pas cherché la lutte contre M. Rouher, l'accepta avec une tranquille et heureuse témérité. M. Rouher dut reconnaître son imprudence

et sa défaite. Désormais, à la messe annuelle de Saint-Augustin, les ovations des ardents du parti furent pour M. de Cassagnac, et non plus pour M. Rouher vieilli et triste.

V

M. Rouher, qui, au grand dommage de l'empereur Napoléon III et de son fils, a écarté ou usé tant d'hommes, M. Rouher a un rival caché qui lui survit dans les assemblées : c'est M. de Parieu. Peu de gens savent que M. de Parieu, dans le secret de son cœur, est l'ennemi féroce de M. Rouher. J'ai réussi à le deviner. Rouher et Parieu! Tous deux Auvergnats, tous deux avocats! Tous deux la gloire de Riom et de la jurisprudence sur le régime dotal! Tous deux députés de l'Auvergne à l'Assemblée législative de 1849! Tous deux enfin devenus, pour la première fois, ministres du prince Louis-Napoléon à la même époque de leur vie! Or, de 1852 à 1859, ce parallélisme se trouva détruit. Pendant ce temps, l'un des deux a toujours primé l'autre! Quelle humiliation pour M. de Parieu que la primauté de M. Rouher pendant vingt années et plus! Quelle déchéance du nom de Parieu auprès de celui de Rouher, par-devant les honnêtes populations du Puy-de-Dôme et du Cantal!

Aussi ce fut le grand jour de la vie de M. de Parieu, le jour de la grande réparation longtemps attendue, que le 2 janvier 1870 ! Ce jour-là, nommé ministre-président du conseil d'État, M. de Parieu revêtit une dignité qui avait appartenu à M. Rouher. Il s'en alla au Louvre prendre possession des appartements dorés de M. Rouher. Il coucha dans le propre lit de M. Rouher; il put dire à l'Auvergne ébahie : « C'est moi maintenant qui suis Rouher. » Hélas! il ne le dit pas longtemps! Cet acharné Rouher, à force de catastrophes, était redevenu, dès 1871, le premier des impérialistes. Enfin le voilà qui n'est plus rien, tandis que lui, M. de Parieu, l'Arverne rival, reste membre de l'Institut et sénateur, qui sait? en passe de redevenir quelque jour ministre, les circonstances aidant! M. de Parieu a de l'instruction, de la doctrine, de la philosophie, toutes choses que M. Rouher connaît peu. Si on lui faisait dire toute sa pensée, il ne verrait probablement dans M. Rouher qu'un mécanicien de chemin de fer ou un fabricant de chaudières pour locomotives qui a eu beaucoup de chance. Cette chance de M. Rouher a souvent irrité M. de Parieu. Aujourd'hui sans doute M. de Parieu se dit que le vrai mérite surnage toujours, que tôt ou tard la haute doctrine est récompensée et les simples praticiens remis à leur place par la fortune.

XXIII

M. HAUSSMANN ET M. ROUHER.
UN HOMME HEUREUX DANS PARIS.

27 août 1881.

I

Là ! qu'est-ce que je vous disais la dernière fois ! Le grand parti qui devait se composer : 1° de M. Rouher ; 2° de M. le baron Haussman ; 3° de personne, est dès à présent dissous. L'échec de M. Haussmann à Lesparre a brisé cette puissante combinaison.

C'est avec sa belle taille des grands jours que M. Haussmann était parti pour Lesparre. Il faisait sonner sur ses affiches électorales les bois et les vignes qu'il possède dans l'arrondissement, sa dignité de grand officier de la Légion d'honneur ou de grand-croix, je ne sais plus lequel des deux, ses titres de baron, d'ancien préfet de la Seine, d'ancien

sénateur, de député sortant, plus la fameuse lettre de recommandation de M. Rouher. Le tout : prestige de M. Rouher, baronnie, grand-cordon, sénatorerie d'antan, bois et vignes, lui a rapporté 2.462 voix. M. le baron est ballotté, avec la douce espérance de n'être pas élu au second tour de scrutin. Son concurrent républicain, M. Lalande, a obtenu 5.000 voix, son concurrent impérialiste, M. Pascal, 3.070 ; vous pouvez être sûr que si M. Haussmann ne se retire pas devant M. Pascal, candidat du prince Napoléon, le prince engagera tout crûment les électeurs de M. Pascal à voter pour M. Lalande ; c'est sa méthode. Plutôt cent fois la république, dit le prince, que de prétendus impérialistes en révolte contre moi, l'empereur. Et mettez-vous à sa place ; il n'a pas tout à fait tort.

Aussi M. Haussmann a du vague à l'âme contre M. Rouher. Les écailles lui sont tombées des yeux ; il s'en va ballant de sa grande taille et gémissant dans le sein de ses amis que s'il est maintenant sans gîte électoral, c'est parce qu'au lieu de se mettre tout bonnement du parti républicain ou du légitimiste, ou du fusionniste, ou de l'impérialiste, il est venu augmenter d'un deuxième champion le parti de M. Rouher ; qu'au surplus M. Rouher, depuis cinq ans, n'a fait que lui donner de perfides conseils et lui jouer, tranchons le mot, des tours pendables.

Baron, vous êtes enfin dans le vrai ! Baron, à présent, vous voyez clair ! O innocent baron que vous êtes, comment n'avez-vous pas soupçonné la situation aussitôt après 1871 ? Comment n'avez-vous pas senti que dès que M. Rouher verrait pointer de nouveau dans le parti impérialiste votre haute personne avec ce nez en avant qui est à la fois si génial, si fin et si musard, il n'aurait qu'une idée : écarter ce nez-là de ses affaires. Vous étiez grand officier comme lui ou grand-croix, comblé autant que lui de dignités et d'honneurs, illustre autant que lui sous le défunt empire, le second de l'empereur Napoléon III dans l'œuvre de la réédification de Paris comme lui-même dans la construction des six grands réseaux. Cela ne se pouvait souffrir qu'avec ces antécédents impérialistes et cet attirail de titres dont M. Rouher tirait, pour ce qui le concernait, sa principale autorité, vous devinssiez encore comme lui député. Vous rappelez-vous, baron, les élections générales de 1876 ? Il y avait un arrondissement de Paris, le VIIIe, qui semblait taillé tout exprès pour vous, vous n'aviez qu'à vous en emparer. On vous en a dissuadé ; et vous êtes allé vous présenter dans le Ier arrondissement où vous avez été si magnifiquement battu, vous, baron, vous, grand officier, vous, ancien sénateur, vous, ancien préfet de la Seine, par M. Tirard, petit bijoutier ! Qui vous avait écoulé en

douceur vers ce piège à loup? Vous répondez aujourd'hui : Rouher! Bien répondu, mais un peu tard. Vous rappelez-vous aussi les élections de 1877? La VIIIe circonscription allait redevenir vacante; c'était plus que jamais votre affaire; et qu'avez-vous fait? Vous vous êtes présenté à Ajaccio contre le prince Napoléon. Cette fois, vous avez été élu; mais à quelle condition? A la condition d'être désormais irréconciliable avec le titulaire présomptif de l'empire, *si quid accideret*. Le quelque chose est arrivé, la tragédie du Zoulouland s'est accomplie; celui qui est maintenant l'héritier de Napoléon vous a mis au ban du napoléonisme, et vous voilà courant et errant d'Ajaccio, où l'on ne veut pas de vous, à Lesparre, où l'on demande d'où vous sortez. Qui a eu l'art, en 1877, de vous précipiter dans l'abîme de la Corse? M. Rouher; toujours M. Rouher! Ah! baron, que je vous plains!

Mais aussi pourquoi cette ingénuité d'aller ces jours derniers solliciter une lettre de recommandation de M. Rouher en faveur de votre candidature et vous faire ainsi, vous, baron Haussmann, grand officier de la Légion d'honneur, ancien préfet de la Seine, ancien sénateur, député sortant, le dernier confesseur du rouhérisme expiré?

II

Est-il trop tard pour parler encore du discours de l'Élysée Ménilmontant? Il y a au moins un homme dans Paris que Gambetta a rendu extraordinairement heureux en promettant de perturber de fond en comble la magistrature : c'est M. Sarcey. L'éminent écrivain a exprimé sa joie en un article vertigineux, fou, admirable. Maintenant M. Sarcey peut dire qu'il ne mourra pas sans avoir connu et goûté une heure de félicité parfaite. On ne se trompe pas à ces accents de l'âme en délire.

M. Sarcey les va donc voir là enfin sur le carreau, tous ces juges si arrogants et si légers sur le mal qu'ils ordonnent. Ah! les Bri d'Oison! ah! les Perrin Dandin! ils n'auront plus de position sociale. Ils seront nus comme de petits saint Jean. Qui sait s'ils ne seront pas contraints, pour avoir un morceau de pain à manger, à se faire à leur tour gazetiers, journalistes, libellistes et, comme ils le disent en leur langage, diffamateurs? Qui sait si M. Sarcey à son tour — M. Sarcey n'y a point pensé, mais je lui indique ce point de vue — qui sait si M. Sarcey, faisant un jour partie d'un jury, n'aura pas à juger ses juges d'autrefois, pour outrage à toute sorte de

choses ? Dans son exultation, M. Sarcey se figure la magistrature en corps, expirante à ses pieds. Et il danse autour du cadavre une pyrrhique sauvage ! Et il brandit le tomahawk ! et il crie : *Crève donc, magistrature ! Crève donc !*

Je ne veux pas trop contrarier M. Sarcey sur ce chapitre. Cependant, si la magistrature en corps devait décidément et définitivement « crever », peut-être M. Sarcey lui-même en ressentirait-il quelques légers inconvénients. Les vaudevillistes incompris se coaliseraient pour mettre le feu à son hôtel ; les comédiennes, justement jalouses d'être délaissées de son feuilleton, le viendraient étrangler de leurs jolies petites mains blanches, et de solides lurons, descendus des Quatre-Chemins, sûrs dorénavant de n'avoir plus à craindre les immixtions indiscrètes du procureur de la république, guetteraient M. Sarcey au coin d'une rue, à la sortie des spectacles, et lui demanderaient sans façon la bourse ou la vie. Eux aussi brandiraient des tomahawks ! En vain M. Sarcey voudrait invoquer mon dit sieur le procureur de la république, ils lui répondraient : « Crevée, la magistrature, mon cher monsieur Sarcey ! bien crevée, allez ! Qu'on s'exécute, ou sinon... » Et comme ils taperaient, les gaillards !

Toute réflexion faite, à la place de M. Sarcey je choisirais entre deux maux le moindre, et je m'accom-

moderais cahin-caha d'une magistrature. L'article de M. Sarcey est une notation du temps présent que nous devions signaler. C'est à tout le moins un grand malheur et un trouble profond quand un homme qui tient un si haut rang que M. Sarcey dans la hiérarchie intellectuelle de son pays est amené par la méditation et peut se croire autorisé par les incidents de son existence à parler en de tels termes d'un corps qui a autant d'importance dans la société et dans l'État que le corps des magistrats. Berryer, du haut de la tribune, Montalembert, en une page célèbre, Paul-Louis Courier, qui a écrit en fragments impérissables la comédie politique de ce siècle, n'ont guère mieux traité la magistrature que ne fait M. Sarcey. La législation a malheureusement mêlé le magistrat aux luttes des doctrines, des idées et des partis et l'en a fait juge. Il devait arriver que la magistrature sortît à la fin meurtrie du combat et que l'institution judiciaire en fût ébranlée.

En 1875, avant de se séparer, l'Assemblée nationale, obéissant à de funestes conseils, a fait tout exprès une cent-unième loi sur la presse, pour rendre aux tribunaux correctionnels le jugement des délits de presse qu'elle avait commencé par leur retirer. Ici encore, le groupe des sauveurs, dont nous parlions plus haut, a bien montré sa prévoyance et son génie. Ils voulaient sauver l'ordre

moral et fortifier la magistrature! L'article de M. Sarcey, suivant le discours de l'Élysée-Ménilmontant, marque bien le point où ils ont abouti par leur bel effort.

XXIV

LES MINISTRES DES CULTES SALARIÉS SONT-ILS DES FONCTIONNAIRES PUBLICS?

10 septembre 1881.

Pendant la session des Conseils généraux, il s'est élevé au sein de l'un d'entre eux — c'est, je crois, au Conseil général de l'Isère — un débat dont nous ne parlerons que pour citer un document officiel jusqu'ici peu remarqué et qui n'est pourtant pas sans intérêt pour le moraliste et l'historien. Il s'agissait, au Conseil général de l'Isère, de supprimer deux allocations que le préfet avait inscrites au bubget départemental, l'une en faveur de l'évêque, l'autre en faveur du consistoire protestant. Au cours du débat, les conseillers du parti qui se définit anticlérical ont proclamé une fois de plus l'un des aphorismes favoris de leur parti, à savoir que les minis-

tres des cultes salariés, subventionnés ou entretenus par l'État, sont des fonctionnaires publics et doivent être traités comme tels. De leur côté, les conseillers catholiques ont mis au défi leurs adversaires de citer aucun document législatif où les membres du clergé reconnu fussent qualifiés de fonctionnaires. Les anticléricaux sont restés bouche close.

Je commence par avertir mes lecteurs que personnellement je n'admets pas que le prêtre ou le pasteur soit ou puisse être défini fonctionnaire public. Une loi qui les définit ainsi renverse tout ce que je puis avoir de notions et de doctrines invétérées sur le droit public, sur la liberté politique, sur la liberté religieuse, sur la constitution de l'État, sur la nature foncière de l'Église chrétienne, catholique ou réformée, sur le développement historique de la France. Mais les faits sont les faits. Quoi qu'on ait dit au Conseil général de l'Isère, il existe au moins un document législatif qui qualifie, soit directement, soit indirectement, les évêques, prêtres et pasteurs, de fonctionnaires publics. C'est un article de loi électorale dont voici le texte :

« Art. 8. — L'exercice des *fonctions publiques* rétribuées sur les fonds de l'État est incompatible avec le mandat de député.

» En conséquence, *tout fonctionnaire* élu député sera remplacé dans *ses fonctions* si, dans les huit jours

qui suivront la vérification des pouvoirs, il n'a pas fait connaître qu'il n'accepte pas le mandat de député.

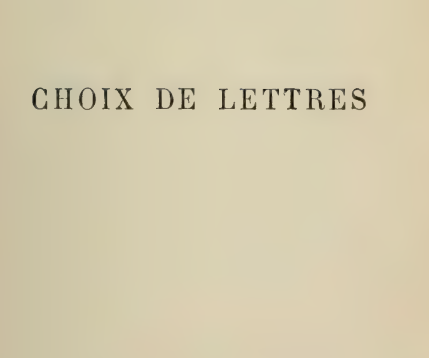
« Sont exceptées des dispositions qui précèdent les *fonctions* de ministre, d'ambassadeur..., de préfet de la Seine, de préfet de police..., d'archevêque et évêque, de pasteur président de consistoire, etc. »

Dans quelle loi se trouve cet article si favorable aux prétentions de la secte irréligieuse ? Est-ce dans une loi proposée par M. Grévy, rédigée par MM. Ferry, Le Royer et Lepère, votée par la majorité de la Chambre en 1877 ? Non ; la loi où on lit cet article est la loi du 30 novembre 1875 sur l'élection des députés. Elle a été proposée par le maréchal de Mac-Mahon. Elle a été rédigée sous les auspices de M. Dufaure, ministre des cultes dans le cabinet du 11 mars, de plus, garde des sceaux, spécialement chargé en cette qualité de la préparation et du contrôle du travail législatif. Elle a subi l'examen préalable d'un conseil des ministres qui comptait parmi ses membres des catholiques zélés, M. de Meaux, gendre de M. de Montalembert, M. H. Wallon, M. Caillaux, etc. Elle a été délibérée et votée par la majorité catholique de l'Assemblée nationale, par cette même majorité qui avait eu l'idée, plus cléricale certainement que religieuse et plus ingénue encore que cléricale, de vouer législativement au

Sacré-Cœur de Jésus les dévotes populations de Montmartre, de Belleville, de la Chapelle, du quartier des Épinettes, de la chaussée Clignancourt.

Telle est l'inexpérience de l'Assemblée nationale, et telle est quelquefois l'étourderie de personnages réputés considérables.

CHOIX DE LETTRES



CHOIX DE LETTRES

Monsieur Assolant[1] *à J.-J. Weiss.*

Soissons, 20 novembre 1852.

Mon cher Weiss,

Tu sais peut-être que je suis régent de seconde à Soissons avec mille six cents francs de traitement, professeur sans élèves. On me charge, pour m'occuper, de préparer les *philosophes* au baccalauréat. Voilà où tombe peu à peu notre malheureuse École : et je ne suis pas le seul. Les collèges communaux se remplissent de Normaliens,

1. Assolant (Jean-Baptiste-Alfred) né à Aubusson, le 20 mars 1827, mort à Paris, le 4 février 1880. Littérateur et romancier. Ancien élève de l'École Normale. Étant professeur dans une ville de province au 2 décembre, il descendit sur la place publique pour appeler les citoyens aux armes. Il refusa le serment à l'Empire et donna sa démission. Il vint à Paris vivre de sa plume. Son premier ouvrage est intitulé : *Scènes de la vie aux États-Unis, 1858*. Il était allé, selon le désir qu'il exprime dans cette lettre, étudier ce sujet sur place.

Pour toi, heureux agrégé, l'histoire n'a que des sourires : le doctorat t'attend, sans compter une foule d'autres prospérités. Engraisse, cher ami, pour toi, pour moi, pour F..., et pour ce tas de malheureux qui se traînent sur la grand'route du travail et de l'hôpital.

Et, à ce propos, envoie-moi, je te prie, l'adresse de F... Sa mère me l'a donnée à Paris. Depuis, je l'ai perdue et j'ai écrit au hasard, sur des indications très vagues. Il n'aura sans doute pas reçu ma lettre, quoique affranchie jusqu'à destination, car il ne m'a pas répondu. Hélas ! en ces temps malheureux, ne nous oublions pas les uns les autres.

Je ne puis rien pour ce pauvre ami, le meilleur d'entre nous, et aussi le premier frappé. Qu'il voie du moins que je songe toujours à lui comme au temps où, tous ensemble, nous étions si heureux de nous ennuyer, de remuer les théories et les raisonnements baroques, ou, comme les plus profonds, toi par exemple, de découvrir les liens mystérieux des êtres moraux, les lois divines et inconnues de la sympathie. — *Sentons le coude à gauche*, comme disent mes bons amis les pions.

Ici la ville est froide, peu habitée, place forte. Le pantalon rouge abonde, et, à l'œil, fait un effet médiocre. Les modistes sont nombreuses, très passables et très lorgnées. Pour moi, j'ai trouvé une récréation

admirable qui consiste à monter au sommet d'une ancienne abbaye en ruines, qui domine tout le pays, et à regarder les gens du haut de ce belvédère improvisé. Avant-hier, j'ai voulu monter sur quelques corniches extérieures à cent vingt pieds de terre, le pied a glissé, et, sans ma main droite qui s'est trouvée de bronze, les États-Unis d'Amérique perdaient leur historien. Car tu sais qu'aussitôt tous mes examens finis, c'est-à-dire à trente ans révolus, j'entreprends ce grand ouvrage, — sur les lieux mêmes, grâce à une mission scientifique que le Gouvernement ne pourra manquer de me donner, ou que je me donnerai moi-même. — J'ai encore trouvé une distraction. As-tu jamais lu la tragédie de *Jules César* de Shakespeare, et te souviens-tu qu'à la fin du drame, Antoine devant le corps de Brutus s'écrie : « *La nature pourrait se lever hardiment et dire à l'univers : C'était là un homme ?* » C'est cela même que je veux que l'on dise un jour de moi. Parmi tant de misérables à qui quelques pièces d'or ou de galon font plier les genoux, peut-être sera-t-il bon que quelques hommes se lèvent et protestent au nom de l'antique vertu de nos pères. Si la foi en Dieu s'est éteinte, que la foi en nous-mêmes nous reste. Soyons prêts à combattre et laissons faire aux dieux. Je ne me plains plus de cette pauvreté qui seule nous ramène à la vertu et au courage. La toge de soie et de pour-

pre couvre un cœur énervé; mais la toge de laine et de bure recouvre le fer et l'acier. Adieu, cher, je me fais l'effet d'un Romain, de la vieille Rome. Et toi, que fais-tu sur le bord de la mer retentissante? Adieu, tout à toi.

ASSOLANT.

Saint-René Taillandier[1] *à J.-J. Weiss.*

Montpellier, 26 août 1856.

Monsieur et cher confrère,

J'ai lu votre article, et je vous en remercie très cordialement; il est impossible d'être plus bienveillant et plus aimable. Permettez-moi cependant de vous expliquer cette incurable manie dont vous me supposez atteint. Il est vrai, j'ai attaqué plusieurs fois la révolution de Février, non que la chute de l'oligarchie parlementaire me parût chose très regrettable, mais parce que cette révolution, comprise et dirigée comme elle l'a été dès le commencement, devait être et a été en effet le Waterloo de la liberté.

1. Saint-René-Taillandier, né à Paris en 1817, mort en 1879. Membre de l'Académie française. Successeur de Saint-Marc Girardin comme professeur à la Sorbonne. Auteur de: *Histoire de la Jeune Allemagne; Histoire et philosophie religieuse; Michel Lermontoff; Comtesse d'Albany*, etc.

Il ne fallait pas une grande perspicacité, dès le mois de mai 1848, pour prévoir que nous marchions au despotisme militaire. Je ne sais, monsieur, si je blesse vos opinions, mais il me paraît impossible de calomnier une révolution qui nous a menés si bêtement où nous sommes.

Vous me demanderez peut-être sous quel drapeau je me range ? Je ne saurais le dire, et en vérité je ne le regrette pas. Au milieu de la dispersion et de la ruine des partis, je me suis réfugié dans la morale. Je condamne les coquins, de quelque côté qu'ils viennent. La révolution de 1848 en a mis au jour un grand nombre ; les uns sont rentrés dans les ténèbres, les autres sont devenus puissants et n'en sont que plus odieux. Le ciel, *en ses mystérieux desseins*, m'a accordé la faculté d'aimer passionnément les honnêtes gens et de haïr de toutes mes forces les gredins et les lâches.

Si vous avez de l'influence sur la *Revue* de M. Hachette, engagez-la donc à tempérer un peu les éloges qu'elle fait ou qu'elle insère du ministre défunt. Il y a des noms qui salissent le papier. *La Revue des Deux-Mondes* dont vous vous moquez agréablement s'est bornée à mentionner la mort du personnage. Lors même que je n'eusse pas écrit à M. Buloz pour l'engager à agir ainsi, il l'eût fait certainement de sa libre inspiration.

Vous êtes jeune, monsieur, vous avez de l'esprit, de la verve, et plus d'une fois, dans vos articles, j'ai senti battre votre cœur ; ne pensez-vous pas qu'aujourd'hui, plus que jamais, il faut savoir aimer et haïr ? Voilà, monsieur, l'explication de cette manie qui vous semble inexplicable. L'indifférence nous tue, mais la France se relèvera; au-dessus de tous les vieux partis, il s'organisera un parti d'hommes sincères qui aimeront le bien et détesteront le mal sous toutes les formes.

Quand ce parti existera, je suis sûr, monsieur, que je vous y rencontrerai ; en attendant, permettez-moi de vous serrer la main et de vous dire avec quels sentiments d'estime et de gratitude je suis

Votre bien dévoué confrère,

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Monsieur Guillaume Guizot[1] *à J.-J. Weiss.*

1er décembre 1856.

Je ne sais où vous prendre, Monsieur, et, cepen-

1. Guizot (Maurice-Guillaume), second fils de M. François Guizot, ancien président du Conseil, né à Paris (1833), mort en 1892, couronné par l'Académie française, pour son *Étude sur Ménandre*. Professeur au Collège de France. Traducteur de l'historien Macaulay.

dant, je ne veux pas attendre, pour vous remercier, le hasard d'une rencontre. Quand nous nous rencontrerons, nous causerons ; je me sens tout gagné à votre finesse aimable et franche. Vous avez fait bien plus qu'il n'en fallait pour me gagner à vous ; vous m'avez gâté, Monsieur, et je suis encore trop enfant pour ne pas aimer cela. Mais pourquoi dites-vous que j'ai plus d'esprit que Sydney Smith ? Je n'en ai guère, puisque je ne vous ai pas prouvé qu'il en a beaucoup. Nous nous disputerons là-dessus, ce qui sera charmant, si vous le critiquez avec autant de grâce que vous en avez mis à me louer. Seulement, je vous en prie, n'exagérez pas contre lui vos critiques autant que sur moi vos éloges ; je rendrais les armes et il resterait sur le carreau. Je vais me dépêcher de faire un autre volume pour redevenir votre justiciable : on prend goût à de tels arrêts. Je pense à une histoire d'Alcibiade. Vous voyez que le saut jusqu'à Plutarque ne me déplaît pas, non plus que des sujets qui exigent de la familiarité. Traduirai-je assez vraiment Plutarque à votre goût, si je dis d'Alcibiade, avec lui, et sans plus de périphrases : « Les femmes honnêtes, αἶ σεμναι γύναικες lui faisaient la chasse. » Tant pis pour elles et pour le style soutenu : il faudra que cela passe. Si vous m'aidez, j'espère bien que cela passera. Vous devriez bien me dire où l'on vous trouve, et même j'oserai vous dire

qu'on me trouve tous les jours, de cinq heures à six heures, 8, rue de........ Pour peu que vous aimiez à bavarder, je suis votre homme. Pour peu que vous soyez fumeur, mes cigares sont secs. Pour peu que vous ayez besoin de livres, les miens sont à votre service. Vous savez trop bien rendre service à ce que je fais pour ne pas disposer librement de ce que j'ai. Croyez bien, Monsieur, je vous prie, à la sincérité de ma reconnaissance et de mon dévouement amical.

GUILLAUME GUIZOT.

Monsieur Taine[1] *à J.-J. Weiss.*

25 janvier 1858.

Mon cher Weiss, M. Robinet [2] m'a montré le pas-

1. Taine (Hyppolyte-Adolphe), né à Vouziers (Ardennes) le 21 avril 1828, mort à Paris le 5 mars 1893. Pendant qu'il était professeur à Poitiers, le proviseur exigea qu'il fît une pièce de vers en l'honneur de l'évêque qui avait annoncé sa visite au lycée. Taine ayant répondu que *son métier n'était pas de faire des vers pour les fêtes de famille* fut envoyé professeur de sixième à Besançon à quinze cents francs d'appointements. Taine donna sa démission et quitta l'Université. Rédacteur au *Journal des Débats*. Membre de l'Académie française, auteur de nombreux ouvrages d'histoire et de critique littéraire: *Le Voyage aux eaux des Pyrénées. — La Fontaine et ses fables. — Histoire de la littérature anglaise. — Philosophie de l'art. — Origines de la France contemporaine.*

2 Directeur de la *Revue de l'Instruction publique* dans la maison Hachette.

sage de ta lettre qui a rapport à moi. Je suis si peu choqué que je te remercie. Quoique rangé dans la « littérature brutale[1] », je suis traité honorablement, et avec un bon vouloir visible, de façon à donner envie de te serrer la main. J'avais bien compris la note sur X..., et tu peux croire que je fais la différence grande entre la loyauté de ton article et la malignité du sien. Si la compagnie de M. Baudelaire est mauvaise, celle de M. Flaubert est très bonne; je ne connais pas de plus beau roman depuis Balzac.

Je regrette seulement ce que tu as dit sur Renan; je le connais personnellement; je sais que ses mains sont trop gantées et à l'ecclésiastique; mais il est très ardent, très convaincu, très dévoué à ses idées, immensément savant, ayant avec cela la finesse d'un artiste et d'un homme du monde, très riche en idées générales. Ce sera un des hommes supérieurs du siècle. Je serais fâché de voir un homme comme toi, si vif, si brillant, si érudit, en guerre avec un homme comme lui[2]. Qu'importe une différence de philosophie? J'adore Balzac qui était chrétien, abso-

1. *La littérature brutale*, tel était le titre de la première partie de l'article de cette *Revue* (janvier 1858), duquel Taine se montre en somme reconnaissant. Il y était fort admiré pour sa puissance de talent, mais jugé sans complaisance sur ses doctrines. Cet article a passé dans les *Essais* de Weiss *sur l'histoire de la littérature française*, publiés par lui en 1865.

2. Rapprochant, comparant, dans cet article, Taine et Renan,

lutiste, mystique, et Beyle qui était libéral, matérialiste et athée. Je voudrais que tous les hommes loyaux et qui pensent puissent se serrer la main à distance et dans tous les camps.

Je serre la tienne et, j'espère que ce sera pour ongtemps.

TAINE.

Monsieur E. Caro[1] *à J.-J. Weiss.*

Paris, lundi 31 janvier 1858.

Mon cher Weiss,

Je ne fais que lire ton article sur la « littérature brutale » après en avoir été empêché dans la quin-

Weiss disait du dernier : « M. Renan se pique de jouir également de toutes les religions ; c'est, en réalité, les mépriser toutes, sans même juger qu'aucune vaille la peine d'être niée, sans estimer assez aucune philosophie ni aucune incrédulité pour la mettre à leur place. Quand M. Renan juge les idées, on dirait qu'il raconte l'âge des chimères après qu'il est fini. Il a beau regretter ensuite que cet heureux temps ne soit plus et se lamenter sur la chute de l'idéal, il a donné un de ces coups de trompette sous lesquels Jéricho est tombé... l'ardeur passionnée de Taine fait contraste avec l'élégance correcte et le dilettantisme tour à tour timide et audacieux de M. Renan, etc. »

1. M. E. Caro, né en 1826, mort en 1887. Ancien élève de l'École Normale. Professeur de philosophie au Collège de France. Membre de l'Académie française.

zaine passée, par toute sorte d'occupations. Je ne veux pas tarder à t'en faire un bien vif et bien sincère compliment. C'est noblement pensé, « pensé de haut » et écrit avec une verve et une vigueur rares. Tu ne saurais croire combien je suis heureux de voir notre *Revue* s'enrichir de pages semblables à celles que tu lui donnes, et il n'en faut pas beaucoup de pareilles pour élever le niveau de notre recueil à un point qu'on ne dépassera pas. Mille fois merci pour l'éloge que tu me donnes en passant et qui dans ta plume a une valeur très haute. Tout ce qui pourra resserrer de plus en plus les liens de notre bonne confraternité littéraire me sera toujours infiniment précieux et je n'en laisserai perdre aucune occasion.

Ton bien dévoué camarade,

E. CARO.

Monsieur Victor Duruy[1] *à J.-J. Weiss.*

13 décembre 1858.

Monsieur,

Vous avez bien voulu vous occuper de mon *Histoire*

1. Duruy (Victor) né à Paris en 1811, mort en 1896. Professeur. Auteur de : l'*Histoire des Romains ;* l'*Histoire grecque;* une *Histoire de France.* Ministre de l'Instruction publique sous l'Empire. Membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences morales et politiques.

grecque et la traiter avec une extrême bienveillance, dans un article[1] plein d'atticisme, d'une excellente facture, et que j'aurais lu avec le plus vif plaisir, lors même que j'y aurais été moins intéressé. C'est au reste ce qui m'est arrivé pour tout ce que vous mettez dans la *Revue*, et j'ai déjà félicité M. Hachette d'avoir obtenu pour son journal un concours aussi heureux que celui que vous lui apportez.

Mais il paraît qu'en ce moment, nous avons tous, petits ou grands, quelque passion rétrospective, et que pour moi la duchesse de Longueville[2] est à Athènes; cela se pourrait bien; du moins accordez-moi, monsieur, que je ne l'y ai trouvée qu'après l'avoir bien cherchée. Vous m'accusez de m'être fait le cavalier servant d'Athènes. Mais songez que toute la littérature classique est contre elle[3], et qu'elle-même, par ses paroles du moins, s'accuse plus qu'elle ne se défend; que toutes nos impressions, reçues de 16 à 25 ans, lui sont contraires, et que ces impressions-là durent longtemps, bien peu de personnes ayant le goût et le loisir de faire ce métier d'anatomiste, qui oblige à chercher les plus petits débris pour reconstituer lentement toute une organisation disparue.

1. De la *Revue de l'Instruction publique*.

2. On sait la passion rétrospective du philosophe Victor Cousin pour la duchesse.

3. Du moins, au point de vue des mœurs politiques.

Devons-nous prendre au mot Aristophane et Platon, quand nous ne voyons plus Auguste seulement par les yeux de Virgile et d'Horace, ni Louis XIV par ceux de Racine ou de Bossuet?

Au reste, je suis de ceux qui professent un grand respect pour la critique, et avec vous, Monsieur, ce n'est pas un grand mérite, car, sur les légères piqûres que vous faites, vous versez tant de bienveillance et d'esprit qu'il n'y a qu'à s'estimer heureux d'avoir occupé quelques moments votre attention.

Recevez, je vous prie, Monsieur, l'assurance de toute ma gratitude et l'expression de mes sentiments les plus distingués.

V. DURUY.

*J.-J. Weiss à madame ****

Dijon, 1858.

Un rayon de soleil vient de paraître, je me dépêche de le saisir pour vous envoyer des idées pas trop sombres. Si le bonheur consiste à voir tous les soirs danser les Bourguignonnes, à entendre *le Trouvère*, à faire de longs dîners de cérémonie où le chambertin coule à flots pour le malheur de ma gorge, et à boire du petit vin mousseux de madame X... qui m'agace

les nerfs, je suis un homme heureux. A tous ces plaisirs joignez un petit brin de je ne sais quoi que je me suis décidé à éprouver pour madame X... et vous aurez, avec l'épouvantable ennui et le désir effréné d'être à La Rochelle, le plus clair de ma vie. Pour madame S... bonsoir. La dernière fois qu'elle m'a plu, c'est à un concert où elle portait un burnous blanc qui allait au cœur. Depuis je lui ai rendu visite, et je l'ai fait danser. C'est, sur une foule de points, une femme très intelligente. Sur les seuls qui m'intéressent, c'est une oie. Ça fait peut-être son éloge.

Reste madame X... Je la soupçonne de s'être levée un beau matin du mois de janvier avec le projet bien arrêté de m'ensorceler. Je voudrais bien avoir près de moi une de vos fines mouches de Rochelaises qui me diraient quelle est madame X..., et quel jeu elle joue. Elle me fait les accueils les plus souriants du monde, bien! Mais elle donne des dîners où elle ne m'invite pas et où elle invite sans cesse l'ingénieur du chemin de fer, qui est « *un cavalier accompli, d'infiniment d'esprit et de tact* », son danseur assidu. L'autre soir, après le bal, elle m'a retenu à souper, et m'a placé à sa droite. Bon! Mais elle avait mis à sa gauche l'ingénieur endiablé, et elle a si exactement partagé les prévenances et les attentions, les paroles gracieuses, les coups d'œil furtifs, entre sa droite et sa gauche, que le diable même n'y aurait compris goutte.

Et cependant, chère madame, le diable n'est pas bête; à moins toutefois que le diable n'eût amené madame sa femme, — car il doit en avoir une en expiation de tous les péchés qu'il a commis — pour l'aider à discerner les nuances imperceptibles à des yeux masculins. Enfin, enfin, j'ai trente ans et plus, j'ai assez connu le monde, je ne suis pas plus obtus qu'un autre, et la première femme qui tombe sur mon chemin dans une ville où presque toutes les femmes manquent de finesse, j'ai beau faire le fin, je n'y entends pas un mot. Après cela j'admire les hommes qui décident qu'une femme est ceci ou qu'elle est cela. Je vous ai écrit que madame X... faisait de grands gestes; c'est une sottise : quand elle veut faire la naturelle, elle peut être même naturelle. Ce que voyant, j'ai réformé ma sentence, et j'ai jugé que c'était une femme d'un goût irréprochable. Le beau jugement! Le lendemain du jour où je le rendais, elle venait au concert panachée comme une sous-lieutenante qui a dessein d'aller au bal du Préfet dans la compagnie de madame S...

Ce qu'il y a de plus étourdissant dans madame X.. c'est que... eh bien, je vais vous le dire tout de suite. Je ne veux vous faire languir. Eh bien madame X..., il n'y a pas six ou sept ans, a été demandée en mariage par le beau P... P... lui-même, P... l'hydraulique, au moment où il revenait d'Afrique. Elle

a eu le cœur de le refuser. Je retrouve P... partout, à Marseille, à Aix, à Dijon, et refusé par les quatre-vingt-six départements. Quelle humiliation ce va être pour... de n'avoir pu conquérir le beau P... que par la grâce de madame X... Et dire que madame X... a failli habiter La Rochelle. Ah ! elle n'y eût pas gagné !

*J.-J. Weiss à Madame ****

Dijon, 1858 (?).

Je paresse, moi, je paresse. Je ne vous écris pas, et, pendant ce temps, les événements se succèdent, les catastrophes se précipitent avec une rapidité inouïe; si bien que je pourrai à peine aujourd'hui vous en conter une faible moitié. Madame S... est culbutée de fond en comble; madame X... triomphe sur toute la ligne, et, sans fatuité, pour le moment je triomphe aussi. Je n'avais auprès d'elle qu'un rival, ingénieur du chemin de fer; il est culbuté comme sa collègue. Ce n'était pas un mince rival. Il n'est pas seulement ingénieur, ce qui est une qualité aussi redoutable à Dijon qu'à La Rochelle. Il a mon âge. Il est *cavalier charmant, infiniment d'esprit et de tact; une valse admirable*. Ah ! il m'a donné bien du tintouin.

Il faut vous dire que, toute la semaine dernière, j'ai abominé madame X... D'abord elle m'a confessé qu'elle se met de la pommade de goudron. Ensuite elle avait la prétention de ne recevoir mes visites que le dimanche, jour qu'elle reçoit tout l'univers et où sa maison est plus peuplée que la Chine. Ensuite, samedi, au concert des pauvres, elle s'était suspendue trente-six machines algériennes à la coiffure, aux oreilles, autour des épaules; elle était panachée comme une sous-lieutenante, tandis que madame S... était mise avec une simplicité adorable et portait un blanc burnous qui allait au cœur. Jugez de mon malheur! Dire qu'en dépit de madame S... il n'y a qu'une jolie femme à Dijon, madame X..., et qu'elle se met du goudron! Dire qu'il n'y a qu'une femme d'esprit, madame X... encore, et qu'elle fait des mines. Aussi, je m'étais bien promis de ne pas aller à son bal lundi soir... Il a fallu aller au bal. O vous qui connaissez les femmes pour l'avoir été, dites-moi un peu quel jeu a joué ce soir-là madame X...?

Une robe de satin jaune, avec des volants bordés d'une légère plume blanche, vraie neige tombante, un ruban rouge dans les cheveux, un collier sur les épaules, et rien de plus. Et, avec cela, elle était jolie et exquise à damner saint Antoine. Or, c'est moi qu'elle s'est mise en tête de choisir pour saint An-

toine. A neuf heures, sans aucune manœuvre préparatoire et sans parallèles, elle vient droit à moi : « Puisque vous ne m'invitez pas, je vous retiens pour le septième quadrille. » — « Désolé, madame, je ne danse pas. » — « Avec les autres, oui. Mais je suis maîtresse de maison ; je dispose de mon monde, et je vous garde pour moi toute seule. » — « Alors, je vous gronderai tout le quadrille. » — « Pourquoi ? » — « Vous manquez à tous vos devoirs d'hôte ; vous êtes la plus jolie. Il est vrai que vous n'y pouvez rien. Mais vous êtes aussi la mieux mise, et, pour cela, c'est votre faute. » — Parenthèse importante : ne lisez cette phrase de ma lettre ni devant madame L..., ni devant madame B..., je la leur ai dite cent fois les jours où elles recevaient ; elles se permettraient de trouver que je n'ai pas l'esprit inventif.

Là-dessus madame X... réplique : « Si je n'avais pas dû être la plus jolie, cher monsieur, je ne vous aurais pas invité. C'est bien assez de vous avoir fait un si pitoyable effet l'autre soir au concert. Avouez que vous ne m'avez pas trouvée bien. » — « Franchement, je n'ose pas vous dire que vous aviez l'air de la plus charmante perruche du monde, mais d'une perruche. » A dix heures et demie elle reparaît. Nous causons dix minutes. Et elle, tout d'un coup : « Mais je n'en reviens pas ! Mais c'est que vous êtes très aimable ! Vous avez été de trois dîners d'hon-

neur ce mois-ci. Ils disent tous que vous êtes une souche. Vous voyez, je vous rends votre perruche, nous sommes quittes. Moi, je ne suis pas de leur avis. Sans façon, je vous trouve tout à fait de mon goût. Voilà dix minutes dont je ne me suis pas aperçue. Mon bal finira à deux heures du matin. Ne partez pas jusque-là. Nous souperons ensemble. » Vous pensez bien que je suis trop homme d'opéra-comique pour n'avoir pas aussitôt fredonné comme mademoiselle Lemercier dans les *Rendez-Vous :* « Nous souperons ensemble, etc… » Mais j'ai aussitôt interrompu ma chanson pour lui dire : « Serons-nous beaucoup à ce souper ? Je n'aime guère où l'on est un régiment. » — « Nous serons trois, mon mari, vous et moi. Est-ce trop? En conscience, même pour vous faire plaisir, je ne puis en mettre un de moins. » Et elle s'est sauvée. Tout cela dit simplement, sans gestes, sans attitudes. Qu'eussiez-vous fait? Je suis tombé des nues ou plutôt je me suis envolé jusqu'au septième ciel. Hélas! sexe perfide et changeant, je croyais te connaître. Mais qui peut se vanter de te connaître jamais?

Je m'enflammais trop. Madame X… a eu soin de me ménager deux douches. Au septième quadrille, je me dirige triomphant vers sa banquette. Je la trouve au bras d'un dragon. « Ah! c'est vrai, dit-elle aussitôt. Je ne me souvenais plus que je vous avais promis pour le septième. Je viens de le

donner à monsieur. Comment faire? » Et sa figure disait qu'elle avait sincèrement oublié : « Ah! mon petit ami, vous croyiez que vous me trottiez déjà dans la cervelle, eh bien! vous voyez que non. » Je l'ai plantée là avec son militaire. A deux heures du matin, quand nous nous sommes mis à table, qui est entré avec nous dans la salle à manger? l'ingénieur endiablé, avec qui madame X... n'avait point cessé de danser. Il est clair que l'un de nous avait été invité uniquement pour que l'autre ne fût pas le seul à l'être. Lequel des deux?

Je me suis posé cette question pendant que madame X... entrait dans sa chambre à coucher changer de toilette, et j'ai pris le parti de ne point le résoudre. Une fois dans ma vie j'ai eu du bon sens. Au bout d'un petit quart d'heure madame X... est revenue. Elle n'était plus qu'un flot de mousseline. Elle avait une façon de bonnet de nuit, un petit casaquin à la mode marseillaise, blanc, rayé de jaune, une jupe de même étoffe. Elle prend place entre nous deux. « Me voilà, dit-elle, entre les deux larrons. » — « Le bon et le mauvais », reprend l'ingénieur. Et chacun de nous deux part, madame X... souriant à droite et à gauche et jugeant des coups. Mais l'ingénieur n'était pas de force. Deux heures du matin est l'heure où je commence à m'éveiller, et celle où l'ingénieur commence à dormir.

Madame X..., sous prétexte que nous étions brouillés depuis le quadrille et qu'il fallait boire à notre réconciliation, me versait à chaque instant de son vin. Je dis son vin; car elle en avait un spécial à table pour elle toute seule. C'est un vin d'Italie et c'est bien son vin. Il lui ressemble. Il est comme elle tout en fusées et en mousseline, électrique, saccadé, d'une nature irritante à force d'être artificielle. Il m'a donné la fièvre, il m'a fait mal à la gorge, je suis bien sûr que je n'aurai jamais la folie de l'aimer et d'oublier pour lui certains petits vins du pays, limpides et nets, qui ne font pas tant de mousse, mais qui ont le corps et le bouquet, et cependant je ne pouvais m'empêcher d'en boire avec délices. A force d'en avaler de petites gorgées, j'ai eu le courage de mes opinions, et je me suis mis à déchirer les ingénieurs, tandis que mon ami des Ponts et chaussées, fort indifférent à l'honneur du corps, dévorait un pâté de foie gras, qui ne contribuait pas à le désalourdir. « Mais, disait madame X..., toute surprise et toute scandalisée, mais qu'est-ce que vous dites donc là? Les ingénieurs sont ce qu'il y a de plus charmant et de plus recherché. Je l'ai toujours entendu dire. On ne veut se marier qu'avec eux. Moi j'ai eu un ingénieur pour futur pendant trois mois. » — « Tiens, dit le chemin de fer entre deux coups de fourchette, je l'ai probablement

connu. Lequel est-ce? » Ici, j'eus un pressentiment qu'il allait se passer de grandes choses; et c'est alors que m'est tombée sur la tête la tuile la plus étonnante de cette nuit féconde en chutes de tuiles. « Lequel? P... de R... » — « Le beau P..., l'hydraulique! Ah! parbleu, ça ne ne pouvait pas manquer, fis-je en éclatant. Mais il a donc failli épouser toute la terre? Mais quel était le tuteur barbare qui voulait vous réduire à épouser P...? » — « Le tuteur barbare? c'était moi-même. Je me suis brouillée avec toute ma famille pour me faire demander en mariage par lui. Et puis, j'ai réfléchi; je n'ai plus voulu; je ne sais pas pourquoi. » Moi, je suis alors parti d'un franc éclat de rire, et je me suis mis à admirer les imbéciles qui ne voient pas qu'il y a un petit génie malin qui agence les choses ici-bas, de manière à produire les rencontres les plus étourdissantes. Mais je n'étais pas au bout : « Où diantre avez-vous connu P... » — « En Normandie, dont je suis, et où nos deux familles sont voisines de campagne. Avant mon mariage, j'habitais B...?» — « Ah! le joli petit pays, vous me reportez au temps où j'avais dix-huit ans. Connaissez-vous Saint-Rupert, le château de ***, à trois lieues de B... » — « Je le crois bien, j'ai bien souvent couru dans le parc de Saint-Rupert, quand j'avais quatorze ans, et que j'arrivais de Paris, humant l'air de la mer et des vacances. »

Alors, je l'ai regardée avec attention. Dès le premier jour que je l'avais vue, je m'étais demandé où j'avais rencontré cette figure mobile et traversée de mille caprices d'enfant gâté. Ce fut un éclair que le mot de Saint-Rupert. A dix-huit ans, au collège, j'étais fort lié avec le fils d'un pair de France, dans la famille duquel, aux vacances de 1845 à 1846, je suis allé passer une huitaine de jours; et c'est durant ces huit jours que j'ai vu madame X... à Saint-Rupert tout un après-midi. Je lui ai rappelé une circonstance, dont elle s'est souvenue, et aussitôt : « Quoi! vous êtes ce grand jeune homme, si gauche, qui avait tant de cheveux si mal peignés! » — « Quoi! vous êtes cette petite fille qui chassiez si bravement les lapins!... » Nous étions déjà en beau chemin de devenir intimes; pour le coup, nous le sommes devenus tout à fait. Trois heures sonnaient au palais des États. La nuit n'a plus été qu'une suite de moments délicieux. La lampe tremblotant, à demi éteinte, n'éclairait plus la salle à manger que d'une lumière incertaine. En face de nous, sur le buffet, se dressait une pyramide de fleurs. Sur la chaise à dos sculpté, placée à côté de la mienne, je ne voyais plus qu'en un amas bouffant la mousseline blanche qui pâlissait sous le lustre, et d'où sortait la tête adorablement fatiguée de madame X... Ses yeux brillants et surexcités disaient qu'elle ne se soutenait plus que

par le pétillement de son vin dont elle mouillait de temps à autre ses lèvres, par la joie de savourer si longtemps les arrière-plaisirs du bal, par le bonheur de se sentir admirée et accablée de choses coquettes. A sa gauche, je distinguais à peine l'ingénieur qui faisait semblant de ne pas dormir et dont la barbe d'or reluisait et se hérissait dans l'ombre. Monsieur X... était plongé dans une conversation politique avec un troisième convive dont j'ai oublié de vous parler. Ils discutaient ce qu'on ferait du Pape après la prochaine guerre. Nous étions en réalité tête à tête et seuls, madame X... et moi, grâce au Pape. J'avais un petit frisson de froid ou de luxe. Elle fumait une cigarette dont elle lançait en l'air la fumée d'un air de bravoure. Il me semblait que je goûtais pour la première fois la vie mondaine dans tout son charme. Tout me passait par la tête et je disais tout.

Dulces sub nocte susurros. C'est du latin, mais du bien joli latin. Pendant une heure et plus nous avons échangé les doux murmures, les divins propos, les petits rires étouffés; et chaque fois qu'un mot trop vif nous brouillait et qu'il fallait, encore et toujours, faire notre paix, le choc argentin de nos verres retentissait par-dessus notre babil [1]. Enfin, à quatre

1. Voir dans la lettre suivante le souvenir donné au charme de cette nuit.

heures, l'ingénieur, se dépêtrant de son pâté, s'est levé et a donné la retraite. La chambre à coucher de madame X... est au bout de l'escalier qu'il nous fallait descendre. Elle se tenait sur la porte entr'ouverte quand nous avons passé. Elle avait une rose à son corsage. C'était le cas ou jamais de chanter *Joconde :*

Mais à quelqu'un ce don si doux
Est destiné, je le suppose;
Chacun voudrait être l'époux
Qui recevra de vous la rose.

Et je l'ai chantée. Elle ne m'a pas donné la rose. Mais, en serrant son casaquin contre ses épaules, et en fléchissant un peu le genou, elle a paru s'enfoncer dans sa mousseline, par un mouvement d'une grâce reptile, et elle m'a jeté un « Adieu Monsieur » qui m'a brûlé les veines.

L'ingénieur, qui est mon voisin, m'a entraîné chez lui sous prétexte de fumer une pipe. Nous avons longtemps causé. Il m'a d'abord chanté l'éloge de toutes les grâces de madame X... J'ai dit *amen* fort naturellement. Il a insinué ensuite qu'il se pourrait pourtant que ce fût une bien dangereuse coquette. J'en suis tombé d'accord avec lui. Je me suis même mis à énumérer toutes les perversités dont il ne paraît pas mal de soupçonner madame X... Voyant que j'étais décidé à faire chorus avec lui sur tout ce qu'il disait, il a un peu bâillé et s'est levé : « Bonsoir,

mon cher, j'ai sommeil. Il faut que vous soyez malade ce matin; vous ne contredisez pas. Mais, à votre place, je ferais la cour à madame L..., elle a moins de vingt-cinq ans, c'est une femme sûre, et, hier encore, elle me parlait de vous dans des termes! — « Voilà un conseil d'ami, ai-je répondu. Je veux de suite le payer par un autre. Dimanche soir, j'étais dans la loge à côté de celle de madame F..., la maîtresse de forges; elle n'a pas quitté votre stalle des yeux; elle n'a pas plus de dix-sept ans; sa figure est d'une niaiserie ravissante, et, si j'étais homme d'expérience comme vous, c'est une éducation que je voudrais faire.

*J. J. Weiss à Madame ****

Dijon, 1858.

Chère Madame,

N, i, ni, fini. Je me suis brouillé avec mon amie X... Pourquoi? Ça n'est pas clair. Il ne manque pourtant pas de raisons. Vous conviendrez avec moi qu'il était irritant au possible de trouver le lundi une femme adorable et de voir le mardi se dresser dans ses gestes et dans ses mines le spectre de madame S... Et puis,

il y avait entre elle et moi incompatibilité d'humeur. J'étais sans cesse à lui chanter :

Bergère sois moins coquette ;

elle était sans cesse à me répondre :

Sois moins jaloux à ton tour ;

et comme elle ne se dépêchait pas d'ajouter la suite,

Et dans ma douce retraite,
Viens me rendre amour pour amour,

ça a fini par m'ennuyer. Je lui ai fait ma déclaration de rupture, jeudi soir, à un bal de campagne, en badinant. J'en reviens toujours sur les femmes à l'opinion de Gros René : « Un certain animal difficile à connaître. » D'abord elle s'est inquiétée de la rupture à peu près autant que de l'empereur de Chine. Elle m'a débité mille choses riantes : que je mentais, que je n'aurais pas le cœur de rester seulement huit jours sans la voir, que, si cela arrivait, le neuvième, au parc, elle me sauterait au bras et m'enlèverait dans sa voiture. Tout cela ne l'empêchait pas de s'en faire conter en même temps par le sous-lieutenant de dragons, un grand flandrin, qui est pour le quart d'heure le héros du beau monde ici, (à cause de son aventure avec la belle coiffeuse, une histoire fort dijonnaise dont je n'ai pas eu le temps de vous réjouir). Et le dragon d'autre part ne l'empêchait pas de faire elle-même des frais de coquetterie de toute sorte

avec l'ingénieur, chaque fois qu'elle supposait que j'étais trop loin pour l'entendre. Vers la fin du bal, voulant préparer ma retraite définitive du monde, je dis d'un ton très naturel à l'ingénieur : « — J'ai un mal de gorge ! Toutes ces soirées me sont mauvaises. A partir de demain je ne vais plus nulle part. Je me calfeutre. — Vraiment ? — Vraiment » En sortant, dans le vestibule, comme nous mettions nos paletots, il me poussa vers madame X... : « — Regardez bien monsieur Weiss, si ça vous amuse. C'est la dernière fois que vous le voyez. Jusqu'à son retour de Paris, il n'ira plus chez âme qui vive, pas même chez vous ! » En ce moment elle mettait son burnous et elle en attachait les cordons. Elle arrête son nœud, elle me regarde. Eh bien ! je vous assure qu'il a passé sur sa figure un nuage sincère : « — Ce n'est donc pas pour plaisanter ce que vous m'avez dit tout à l'heure ? » — « C'est la vérité pure. » J'avais, en ce moment, le ton farouche qui convenait à ces paroles romaines. — « Ah ! la jolie petite mine ! » reprend madame X... — « Ma foi, dit l'ingénieur, il faudra penser à lui une semaine encore, pour la décence. Après on l'oubliera. » — « Du tout, reprend madame X..., parlez pour vous : Moi je penserai toujours à lui. Il m'est nécessaire. Je ne sais pas pourquoi, par exemple, ajouta-t-elle en s'adressant à moi, car vous êtes bien le caractère le plus

odieux. Toujours jaloux! Toujours à ruminer des noirceurs et à chercher finesse sur le compte de ceux qui vous aiment de bonne amitié! C'est bien mal ce que vous faites là. Voyons! Qu'est-ce que je vous ai fait, que vous ne vouliez plus me voir? » Suis-je bête? Quoique je connaisse jusqu'au bout des ongles les roueries et la frivolité de madame X..., j'ai failli croire à ses regrets et m'attendrir. Mais la coquetterie même n'a pu rester longtemps sans éclater, et adieu mon attendrissement. Elle est allée s'appuyer contre un angle du vestibule, pour y attendre sa voiture, et de là, enveloppée dans son grand châle algérien, elle m'a lancé un regard si joli, mais si joli, qu'il ne pouvait être naturel. — « Si vous me regardez de la sorte, je vais vous adorer à deux genoux. — Oh! c'est trop respectueux; ce n'est pas ce que je veux. S'il faut vous dire: je vous aime, en mettant la main sur son cœur et en poussant des soupirs mélancoliques, comme madame L..., je n'ai pas ce talent. Mais, de quelque façon que je vous le dise, je vous aime bien déjà, soyez-en sûr; voilà la vérité vraie, et je crois bien que cela ira toujours embellissant. » Puis, sautant dans sa voiture: « — Je suis bien bonne de croire à vos taquineries. Vous viendrez me voir. Je vous promets, si vous venez cette semaine, de vous donner tout ce que vous me demanderez, tout. »

Par malheur, cela était encore trop beau pour être dit à la belle étoile, sur le marchepied d'une voiture, juste en présence de M. X... qui montait, du cocher qui regardait, et du laquais qui tenait la portière. Cependant, comme à moi tout seul je ne devinerai jamais le sens vrai des paroles d'une femme, assemblez vos fines mouches en conseil, y compris madame V..., délibérez là-dessus et me faites réponse. En attendant, je déserte madame X..., et, à partir de demain, je passe avec armes et bagages dans le camp de madame L... Ah ! bonté ! je ne vous ai encore rien écrit de madame L... ni expliqué ce qu'on appelle ici les Lionnes, une chose dont vous n'avez pas du tout l'idée à la Rochelle. Mais, si je vous écrivais tout, depuis mon carnaval, il faudrait vous envoyer chaque soir une lettre de huit pages ; ce qui vous ennuierait. Je vous l'expliquerai une autre fois. Sachez seulement qu'elles sont ici quatre lionnes : Madame X..., madame C..., madame L... et madame R... ; elles représentent assez bien les quatre saisons : Madame X..., avec ses vingt-cinq ans, est le printemps ; madame R..., l'été ; madame L..., l'automne ; madame C... ne veut pas du tout être l'hiver ; mais diable, si elle ne l'est, elle ne va pas tarder à l'être. Comme vous voyez, je saute par-dessus l'été, et je passe sans transition du printemps à l'automne. Eh bien, vrai, cela me fait un

petit tintouin de dire adieu à madame X... ; je ne veux pas la quitter sans lui rendre justice. Après tout, qu'elle ait bon cœur ou non, c'est une femme charmante ; je n'ai rien à lui reprocher, et je lui dois beaucoup. Quand une femme n'est ni laide, ni sotte, on ne passe guère dans sa familiarité, ne fût-ce qu'un mois, sans garder d'elle quelque chose. Madame X... m'aura appris à discerner les grandes coquettes, celles qui le sont à sa manière, par amour pur de l'art, des cœurs d'or qui ont juste ce qu'il faut de coquetterie pour charmer continuellement, d'une façon nouvelle, ce qu'ils aiment, et pour le ressusciter de temps à autre, en[1] . Elle m'aura donné l'aplomb mondain que je n'avais pas du tout et que les châtelaines de la Normandie et du Maine sont trop bonnes femmes pour avoir pu me donner. Elle a presque fait de moi un élégant. Croiriez-vous qu'à présent je me frise tous les matins absolument comme le beau D..., que je fais à tout le moins deux toilettes par jour, que je ne sors jamais sans gants et que je ne porte plus de cache-nez de peur de gâter la blancheur de mes cols ? Si madame L..., entre les mains de qui je vais me mettre, m'apprend à valser, je finirai par être un cavalier accompli vers le temps où je commencerai à grisonner. Il ne sera pas encore tout à fait trop tard. Demain, après-

1. Mot illisible.

demain, je vous conterai ma visite à madame L... Le printemps et l'automne sont, en tout, le contraire l'un de l'autre. Madame L... n'aime que le sentiment et les paroles profondes. Madame X... ne comprend que le pétillement du plaisir et les choses de surface gentiment tournées. Madame X... rit toujours, même quand elle fait mine de pleurer, et madame L... a encore l'air de pleurer quand elle rit. Va-t-il falloir que je me fasse poète élégiaque après tout un mois que je viens de passer à être houzard fringant. Plus d'habit bleu à boutons d'or, plus de moustache en croc, plus de Chambertin et de l'éloquence qu'il donne, mais l'habit noir avec le gilet de velours, des cheveux négligés dont je n'aurai plus besoin de dissimuler la rareté, et la tête pleine de Méditations de Lamartine.

Ainsi tout change, tout passe,

Ainsi nous-mêmes nous passons.....

Diantre! ce n'est pas celle-là qu'il faudra que je lui récite. Elle a beau aimer Lamartine, cela lui rappellerait trop qu'elle est l'automne. Ah! je mène une vie qui forme bien un homme! Cette vie ne m'amuse pas. Quand je rentre le soir à minuit et que je m'assieds sur mon fauteuil à tisonner mon feu, je n'évoque qu'une image avec bonheur : ce sont les soirées de la place d'Armes. Mais il ne s'agit pas de

s'amuser. Il s'agit d'acquérir un peu d'expérience et de trouver des personnages pour le roman que je ferai un jour. Pourvu que madame L... ne me fasse pas mourir de langueur ! Quand j'ai annoncé, l'autre soir, à madame X..., que dorénavant j'adorerais en titre madame L..., elle a ri de son plus beau rire : « Vous faites bien. Voilà ce qui s'appelle choisir à sa convenance. C'est une bouteille d'orgeat ; elle vous adoucira la gorge, et puisse-t-elle vous adoucir du même coup le caractère..... »

J. J. WEISS.

P. S. — Eh bien, elle n'a pas voulu en avoir le dédit. Luttez donc avec une femme ! J'ai évité ces deux jours le parc avec un soin méticuleux, je ne suis allé aujourd'hui qu'un instant sur la place des États où on ne la rencontre jamais. En traversant la place, je vois s'avancer vers moi un mélange inouï de bleu, de brun, de vert et de plaques d'acier à la ceinture. Je ne me détourne point, j'étais sans défiance. Je prenais cette apparition pour quelque institutrice anglaise arrivant de Rome avec des bibelots du Saint-Père. Pas du tout ! c'était madame X..., elle est incroyable ! Comment une femme qui se met avec tant de goût au bal peut-elle sortir sous une telle mascarade sans s'en apercevoir. Mascarade ou non, j'ai été pris. « Ah ! Ah ! Monsieur qu'on ne doit

plus voir, vous allez m'offrir votre bras et me ramener chez moi. » Que faire à moins d'être un cuistre ? Je l'ai ramenée. Mais j'ai eu du caractère. Je l'ai quittée à la porte de son hôtel sous je ne sais quel prétexte. Il est vrai que, si elle avait eu une autre toilette, mon caractère se serait envolé, j'aurais succombé. Je n'ai pu digérer toute cette coutellerie de Langres suspendue à sa ceinture. On a beau être maîtresse de forges ; ce n'est pas une raison pour s'habiller de ferraille.

*J.-J. Weiss à Madame ****

Paris, 1858 (?).

Bonté du ciel ! Quelle lettre vous m'avez écrite. Mais c'est du sentiment tout pur ! Mais vous avez eu une distraction ! Mais, vous oubliez que vous êtes une poupée sans cœur ! Mais je ne reconnais plus le masque impassible que vous mettez d'ordinaire sur votre figure ?

Mais, prenez-y garde ! il ne faut pas jouer avec le feu, surtout quand on a vingt-sept ans ; c'est que ça se gagne rien qu'en en parlant, ces choses-là, et tout de bon vous finiriez par être prise dans votre jeu. Comment, si vite enflammée pour quelqu'un que

vous connaissez à peine d'hier, et dans le portrait duquel j'ai bien peur d'avoir mis beaucoup de mon imagination qui est inventive.

Ce que c'est que de nous !

Moi, d'abord, je ne l'aurais jamais cru. Dimanche, après vous avoir écrit, je suis allé je ne sais pourquoi au Musée, j'y ai rencontré monsieur X... et ma pensée a volé vers Dijon. Derrière monsieur X... s'avançait votre ami Y... et je me suis trouvé rue des Bons-Enfants, montant ce diable d'escalier où je sens toujours un étranglement qui me saisit comme si j'avais dix-huit ans. Et comme mon esprit arrivait en haut de l'escalier — je dis mon esprit, remarquez-le bien, pas autre chose que mon esprit, quoique bien certainement j'étrangle et que je ne me charge point d'expliquer comment l'esprit peut étrangler — mes yeux sont tombés sur le rendez-vous de chasse de Vanloo. Il y a là quantité de beaux messieurs et de belles dames en costume Louis XV, assis sur l'herbe. Leurs cors sont suspendus aux branches des arbres. Ils boivent, ils croquent de leurs dents blanches toutes sortes de mets friands ; ils jouent, ils rient, ils devisent. On voit à leurs mines qu'ils sont tous également charmés les uns des autres, que, s'ils forment des groupes, c'est au hasard, et par l'effet de préférences d'une heure, qu'amour et amitié sont des mots qu'ils peuvent bien prononcer, mais qui,

heureusement pour eux, n'ont pas de sens dans leur langue, qu'ils n'ont aucun souci, pas même celui de se bien divertir, qu'ils ne goûtent qu'un plaisir dans le monde, celui de la bonne compagnie et de la vie élégante, parmi les dorures, les lustres, les gais propos, les caprices sans lendemain, les feux d'artifice dans les beaux jardins, et le vin de Champagne. Je vous ai mise tout naturellement dans ce tableau-là, qui ne ressemble ni de près, ni de loin, à vos lettres. Et malgré vos lettres, n'ai-je pas eu bien raison? Vous ai-je jamais trouvée parfaite plus d'un jour? N'était-ce pas justement après une soirée pleine de lumières et de fleurs, quand les bougies s'éteignaient, quand l'orchestre mourait, et qu'on entendait rouler les voitures qui emportaient aux quatre coins de la ville les capuchons de soie?... Jamais on n'a joué, et jamais on ne jouera *La Belle et la Bête* comme nous avons fait à ce souper; sans reproche, j'étais la bête. Pour dire la vérité vraie, je ne sais pas qui de nous deux a débité, pendant trois heures, le plus de jolis mensonges. Mais je croyais à la fois les miens et les vôtres. Tout le monde autour de nous mangeait, dormait, ou s'inquiétait des destinées du monde. Il n'y avait sur la terre que vous et moi, vous pâlissante et à demi brisée par le bal, moi ressuscitant pour la première fois que j'étais à Dijon de ma longue et affreuse solitude, ravi de répondre et plus ravi

d'écouter. Ah ! Il aurait fallu être sous-lieutenant de chasseurs, faire étape pour ce seul soir à Dijon, avoir reçu billet de logement chez vous, s'enivrer toute la nuit de petit vin d'Asti, de vos yeux,... le lendemain à l'aube, n'être arraché de chez vous que par les trompettes sonnant à travers les rues la marche du régiment, et partir pour toujours ! Quel beau souvenir on eût emporté, et qui fût resté inaltérable ! Quelle bonne marche sous le brouillard, jusqu'à la grand'halte prochaine, à repasser les émotions du bal qu'aurait tour à tour ranimées et dissipées l'air vivifiant du matin ! Par malheur, j'étais professeur, vilain métier ; au lieu de me lancer à travers le brouillard, je suis allé me coucher platement dans un bon lit ; au lieu de partir pour toujours, je vous ai revue, une fois, deux fois, dix fois ; et adieu ce beau rêve d'une nuit d'hiver ! A chaque visite tombait quelque bribe de mon fragile bonheur d'une nuit, jusqu'à ce que tout s'en soit allé en poussière. Décidément, chère dame, il n'y a dans la vie que ce qu'on entrevoit et qui nous échappe, à peine entrevu, qui vaille quelque chose.

J.-J. WEISS.

J.-J. Weiss à Madame ***

Dijon, 1858 (?).

Réconciliés !!! comment cela s'est-il fait ? je n'en sais rien. Il paraît que c'est moi qui avais tous les torts dans la fameuse question du voyage de Paris. Elle me l'a démontré clair comme le jour. Me voilà rengagé de plus belle. Ça m'apprendra à me brouiller.

C'était avant-hier soir à huit heures. La chaleur du jour commençait à tomber. J'étais sans façon étendu sur l'herbe, regardant l'Ouche couler tandis que l'ingénieur, qui a de la tenue, fumait son cigare sur un banc de pierre et que le professeur effeuillait des marguerites. Sa voiture arrive. En nous voyant, elle en descend avec son mari et sa petite fille. L'ingénieur s'empare du mari, le professeur de la petite fille, moi, véritablement, mes fonctions ne m'imposaient de m'emparer de personne, de sorte que je reste avec elle en tête-à-tête. C'était le moment de faire preuve d'aisance et de pétiller d'esprit. J'en profite pour ne dire mot, et je me donne une contenance en jetant des pierres dans l'Ouche. Peu à peu cependant la conversation devient générale. Mais

chaque phrase générale qu'elle disait tombait d'aplomb sur moi. Sa voix tremblait. J'avais un pantalon de coutil sans bretelles, le gilet de velours grenat, qui était à peu près neuf quand je suis arrivé à la Rochelle, il y a huit ans, un vieux chapeau rond, point de col de chemise. Ainsi accoutré, faire trembler la voix d'une femme que tout Dijon adore, qui a cent mille livres de rente, et qui est la fatuité en personne ! Ça m'a ému. J'ai été galant. A neuf heures nous étions encore à jaser au bord de l'Ouche. Comme dit le proverbe, depuis une heure, il avait passé de l'eau dans la rivière.

Je ne lui avais pas dit que j'irais la revoir. Elle ne m'avait point dit qu'elle m'attendrait le lendemain : et cependant, hier, quand je suis arrivé chez elle, elle était tout à fait sous les armes. Je suis entré à trois heures ; je suis reparti à six. Trois fois je me suis levé, trois fois elle m'a dit : « Il n'est pas encore six heures » de son petit ton de [1] . Voilà le récit en gros de notre réconciliation. Pour le détail, cela ne peut pas se conter ; ce serait trop long, Il faudrait vous conter tant de petites choses qui prendraient tant de place ; [2] sa tenue, son boudoir, la manière savante dont elle a disposé ses fauteuils pour

1. Mot illisible.

2. Mot illisible.

sa campagne d'été. Un mois sans faire de visites ! On ne se figure pas à combien de gens cela peut mettre martel en tête. Elle a été dans tous les embarras des embarras. Elle ne savait à qui répondre ni que répondre. « Pourquoi diantre ne vient-il plus » ? disait monsieur X... ébaubi. — « C'est un garçon de sens, » reprenait la belle-mère, et ce n'est pas un ingénieur et un galant, et, je vous le confie, il n'aime pas beaucoup toutes vos lionneries. Vous lui aurez fait quelques sottises que vous n'osez dire. » Puis ça été le tour des bonnes amies. Une notairesse mère, à l'affût de toutes les méchancetés, est revenue exprès de sa maison de campagne des P***, à une demi-lieue d'ici, pour lui... dire, à peine tombée dans son fauteuil : « Ah ! ma chère ! une chose bien étonnante ! On ne voit plus du tout chez vous ce petit monsieur qui était sans cesse pendu à vos cotillons l'hiver dernier. » Enfin, depuis un mois que je suis avec elle d'une vertu rigide, je l'ai plus compromise que par un an de cour publiquement avouée. Voyez un peu ce que rapporte la vertu en province !

Pendant qu'elle me contait tout cela et bien d'autres choses encore, c'étaient des colères, des rires, des larmes, des bonds de vanité outragée : « Un mois sans venir ! » Gaie, triste, ou creuse, il n'y a que cette note qui revient dans sa conversation ! Rompre brutalement sans dire pourquoi. Manquer aux devoirs

les plus vulgaires de la politesse, et envers qui! Ah! il ne fallait pas au moins que je me figure qu'elle eût seulement remarqué mon absence, sans la fausse position où mon manque de savoir-vivre avait failli la mettre. Le malheur de Madame X *** c'est qu'elle me croit très roué, et d'une grande suite dans mes volontés. Elle s'est persuadé que j'ai irrévocablement résolu de faire sa conquête; que la date de sa chute est arrêtée dans mon esprit, que j'ai eu recours à la ruse ordinaire des Lovelace, et que je me suis promis sa capitulation sans merci au bout d'un mois de retraite sous ma tente. C'est comme cela que les choses se pratiquent dans tous les romans dont elle a le cœur gâté. Sur cette belle persuasion, elle m'a déclaré avec beaucoup de mauvaise humeur et infiniment d'esprit que j'étais bien faquin de croire qu'on céderait dès que je me présenterais, bien aveugle de confondre les marques d'amitié qu'on voulait bien me donner avec des témoignages d'amour et bien hargneux de trouver mauvais qu'elle tendît le dimanche la main à S... — c'est l'ingénieur — sous l'unique prétexte qu'elle aurait eu le malheur de me la tendre le samedi. Je lui ai répondu avec toute la politesse désirable que je n'étais pas un conquérant, qu'il n'y avait aucune femme à Dijon de qui la conquête pût tenter un homme aussi malheureux aussi délicat que moi sur beaucoup de

certaines choses ; que j'avais assez de clairvoyance pour distinguer l'expression simple et sincère de l'amitié des démonstrations à grand orchestre, la coquetterie ; que, pour ce qui était de monsieur S***, loin de trouver mauvais qu'elle lui tendît la main, j'étais charmé qu'elle eût si particulièrement distingué son rare mérite ; que je me faisais un plaisir de tout ce qui pouvait en être un pour lui ; qu'au surplus, il paraissait depuis six semaines arrivé au comble de la joie, et que si, par hasard, elle était pour quelque chose dans cette joie, je la félicitais du fond du cœur d'avoir si bien placé ses préférences ; car S***, en tout bien tout honneur, était sincèrement épris d'elle, Octave Feuillet n'était pas plus pur que le fond de son cœur, et il n'y avait personne à Dijon de qui elle pût se flatter d'être aimée davantage ni d'une amitié plus irréprochable. Tout ce que je disais là était sincère. Mon indifférence et mon sang-froid n'avaient rien de joué. Depuis deux mois que je n'ai parlé à Madame X***, elle m'était un peu sortie de l'imagination. Je suis tourmenté, hélas ! de bien d'autres ambitions que de celle de ravir les cœurs dijonnais. Eh bien, voyez comme il est difficile de contenter les femmes. Elle était tout à l'heure furieuse de ce que je m'étais promis sa conquête. Quand elle a vu que j'abdiquais toute prétention sur elle, au moment où elle feignait d'applaudir, le sourire sur

les lèvres, à mon désintéressement, elle a tout à coup et sans transition éclaté en sanglots. J'étais au beau milieu de mon panégyrique de l'ingénieur. « Ah ! c'est indigne ! c'est indigne ! » s'écriait-elle, et elle ne pouvait dire autre chose. Je me suis précipité vers elle. J'ai cru qu'elle étouffait. Elle s'est levée comme le vent d'orage, belle de colère, je n'ose dire de douleur : « Vous êtes un sot, un simple sot, cher monsieur, oui, cher, et vraiment cher malgré tout. Vous finassez sur tout et vous ne voyez pas ce qui vous crève les yeux. Moi, je suis une coquette ! moi, moi, j'aime monsieur S*** plus que vous ! moi, je suis allée à Paris à cause de lui ; moi je ne vaux pas qu'un homme de quelque délicatesse attache du prix à mon amitié! Ah ! vantez-vous de votre délicatesse. Je vous hais de ne pas vouloir vous apercevoir de tout le chagrin que vous m'avez causé pendant un mois, de tout celui que vous me faites depuis que vous êtes ici ! » Qu'auriez-vous fait ? Je suis tombé à ses pieds.

Je me suis humilié dans la poussière avec mille imprécations contre moi-même. Je dévorais ses mains de baisers. Je remarquais bien à part moi que ses diables de mains devaient avoir l'habitude de ce qui leur arrivait là ; car elles avaient la mine d'être aussi peu effarouchées que possible. Cependant je me voyais embarqué coûte que coûte dans une

grande passion. Elle me redemandait ses lettres. Je lui prodiguais les serments. Elle me repoussait et m'attirait. J'étais d'une minute à l'autre le plus heureux des hommes et le plus malheureux. Je pleurais moi-même à chaudes larmes ; je songeais au mari qui pouvait rentrer dans ce moment critique avec son marteau de forge. C'était une tragédie. Elle sonne. Je me lève comme un ressort. Sa femme de chambre arrive, moi ébaubi de ce coup de sonnette qui me surprenait les yeux encore mouillés, elle toujours en larmes et au désespoir. Et alors d'une voix entrecoupée et avec un accent lamentable que rien ne peut rendre, elle dit en s'affaissant sur son fauteuil : « Catherine, vite, je vous prie, un mouchoir. » — « Oui », dit l'autre, sans manifester la moindre surprise de cette jeune femme expirante et de ce jeune homme aux joues brûlantes : probablement elle y est faite comme les mains aux baisers. Elle rapporte si vite le mouchoir demandé qu'il est à supposer qu'il y en a toujours de tout prêts pour ces occasions brûlantes. Mais moi alors, avec le sentiment de l'amour blessé et du dévouement méconnu : « Ah ! madame, lui ai-je dit, appeler, mettre un tiers entre vous et moi dans le temps que m'abandonnant tout entier à une passion coupable je mettais à vos pieds ma vie, mon cœur et mon salut éternel, croyez-vous donc que je n'y mettais pas aussi mon mouchoir ? »

Là-dessus je me suis sauvé sans regarder derrière moi. J'ai pris mon chapeau, je ne me suis arrêté qu'à C***, d'où je vous écris.

Monsieur Assolant à J.-J. Weiss.

Mardi 7 février 1859.

Mon cher ami,

Cette fois, comme toujours, tu ne seras ni décidé, ni prêt. Apprends donc à saisir à temps le cheveu de l'occasion. Où en est ton article de la duchesse d'Orléans[1]? Tu rêves, tu raffines, tu subtilises au lieu de donner au public de bonnes grosses tartines dont il raffole.

N'est-tu qu'un critique de paille, ou ne sais-tu pas pratiquer les excellents conseils que tu donnes à tes amis?

. . . .

Quand viendras-tu ?

As-tu vu que j'ai appelé Buloz savoyard, dans l'avant-dernier courrier? C'est pour lui apprendre la politesse. Quel ours! Je t'en dirai prochainement un trait surprenant. C'était la veille du journal, ma foi,

1. Voir plus loin le remerciement adressé en 1860 par le Comte de Paris à Weiss pour cet article.

je n'ai pas manqué ma vengeance. Je le connais. Le nom de Savoyard le crispe. Son tic est d'être genevois, comme Calvin et Prévost-Paradol[1]. Tu voudrais bien l'être aussi, mais la nature s'y oppose. Tu es basque, mon pauvre J.-J., et tiré en arrière par ta nature allemande. Il faut en prendre ton parti.

ASSOLANT.

Monsieur Sainte-Beuve[2] *à J. J. Weiss.*

19 février 1859.

Vous me comblez, Monsieur, par une note si honorable pour moi et si flatteuse. Je crois en effet que non pas les beaux esprits, mais les bons esprits se rencontrent. Celui qui a cet avantage d'*occasion* de passer le premier sur un sujet, trouve beaucoup de réflexions et d'observations inévitables; celui qui vient après les retrouve de lui-même comme il les

1. Prévost-Paradol était parisien. Voir le *Dictionnaire des Contemporains* de Vapereau. — J.-J. Weiss, d'origine alsacienne, est né à Bayonne.

2. Sainte-Beuve, Charles-Auguste, poète et critique, né à Boulogne-sur-Mer, en 1804, mort à Paris en 1869; de l'Académie française en 1845, sénateur en 1865; auteur de *Joseph Delorme:* les *Consolations; Histoire de Port-Royal; Châteaubriand et son groupe littéraire;* les *Causeries du Lundi; Nouveaux Lundis.*

eût trouvées tout le premier, s'il avait passé devant : questions de priorité qui ne comptent pas entre honnêtes gens ! Mais je n'en suis pas moins sensible à votre procédé et il me touche doublement venant d'un écrivain tel que vous.

Agréez, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

SAINTE-BEUVE.

Monsieur Assolant à J.-J. Weiss.

Orléans, 3 avril 1859.

Mon cher Weiss,

Je t'attends ici tous les jours. J'attends aussi que tu me préviennes de ton arrrivée. J'ai pour toi une chambre et un lit.

Si tu t'arrêtes à Orléans, sans aller plus loin, comme je l'espère, écris-le moi trois jours d'avance. J'en préviendrai F... et, s'il n'est pas trop malade ou trop misérable, nous le verrons à coup sûr. Il s'ennuie beaucoup là-bas, et moi beaucoup ici, c'est par ces visites que nous charmons les ennuis de l'exil.

Je suis, plus que jamais, dégoûté de notre *belle France;* il n'y a pas d'Algérie qui soit pire. Majestueux Missouri, quand donc me baignerai-je dans tes ondes ?

L'Université me sort du... front. J'aspire déjà les âpres parfums de la solitude. Je vois d'ici les Montagnes Rocheuses et la contrée des Grands-Lacs. René m'appelle et Chactas me sourit. Adieu, France, adieu!

Et toi, sceptique, qui ris de mes croyances, bonsoir.

Quand tu seras fatigué de marcher sur l'asphalte des boulevards, viens à moi par delà les mers : tu partageras mon wigwam, et nous pêcherons à la ligne dans le lac Michigan ces goujons de soixante-dix livres que le dieu Michabon donne à ceux qui l'honorent.

Voici mon adresse : rue de la Main-qui-File, 6.

A. ASSOLANT.

Monsieur Taine à J.-J. Weiss.

20 décembre 1859.

Mon cher ami.

Je te remercie et je te félicite bien sincèrement de ton article[1]. C'est de la critique *définissante.* Tu as

1. Dans cet article (*Revue de l'Instruction publique* du 15 décembre 1859), J.-J. Weiss avait rendu compte en juge favorable, non sans plus d'une sérieuse réserve, des *Essais de critique et d'Histoire*, de Taine.

trouvé le moyen de plaire aux gens et de leur dire des vérités, d'être agréable et indépendant.

Au fond, je pense à peu près comme toi sur tes reproches. Je ne suis pas un artiste, je n'y ai jamais prétendu. Je fais de la physiologie en matières morales, rien de plus. J'ai emprunté à la philosophie et aux sciences positives des méthodes qui m'ont semblé puissantes, et je les ai appliquées dans les sciences psychologiques. Je traite des sentiments et des idées comme on fait des fonctions et des organes. Bien mieux, je crois que les deux ordres de faits ont la même nature, sont soumis à des nécessités égales, et ne sont que l'envers et l'endroit d'un même individu, l'Univers. Voilà tout, les défauts sortent ici de la même donnée que les mérites. J'accepte très bien les premiers. Toute mon ambition est d'écrire mon idée. Quant à la forme, ce n'est qu'un moyen de me faire mieux comprendre. J'en fais aussi bon marché qu'on voudra.

Encore merci et tout à toi,

H. TAINE.

Son Altesse Royale Monsieur le Comte de Paris[1]
à J.-J. Weiss.

Damas, le 12 mai 1860.

Monsieur,

J'en veux à tous les services de poste de l'Orient, car c'est aujourd'hui seulement que je reçois, avec le *Courrier du Dimanche*[2], l'article si remarquable que vous venez de publier sur ma mère. Nous avons été profondément touchés, mon frère et moi, de la manière dont vous avez parlé d'elle, de l'hommage que vous avez rendu à cette mémoire sacrée pour nous, et, quoique je n'aie pas encore le plaisir de vous connaître personnellement, j'espère que vous ne vous

1. Louis-Philippe-Albert d'Orléans, Comte de Paris, héritier présomptif du trône de France. Né à Paris le 24 août 1838, mort en 1896; officier attaché à l'armée des États-Unis pendant la guerre de Sécession, dans l'état-major du général Grant. Auteur de plusieurs ouvrages remarquables : *Histoire de la guerre civile en Amérique. Les Associations ouvrières en Angleterre.*

2. Cet article, écrit dans le *Courrier du Dimanche* à propos de la publication d'un recueil de lettres de la duchesse d'Orléans par G.-H. Schubert, a été reproduit par Weiss à la fin du volume intitulé *Essais sur l'histoire de la littérature française*, qui parut en 1865, — réimprimé en 1891.

étonnerez pas de recevoir ces lignes : je tenais à vous dire moi-même, combien, dans ce pays lointain, séparés de tous nos amis et de tous nos parents, ce souvenir de notre mère nous avait frappés et émus.

D'ailleurs, croyez-le bien, Monsieur, cet éloignement momentané ne nous a pas fait perdre de vue un instant la France à laquelle nous attacheront toujours les traditions de notre famille, nos propres affections, et, j'ose le dire aussi, l'ambition bien naturelle de nous dévouer un jour à son service. Nous préparer, nous rendre dignes de cette tâche, tel est notre but ; ce sont les intérêts de la France en Orient qui nous préoccupent avant tout dans ce long voyage ; mais quelque plaisir que nous trouvions à visiter des contrées aussi curieuses, aussi neuves pour nous, nous suivons toujours de loin ce qui se passe dans notre patrie. C'est ainsi que j'ai appris que vous alliez prendre une part importante dans la rédaction des *Débats*. Je vous en félicite ; car, quelles que soient aujourd'hui les entraves de la presse, il ne faut pas, je crois, négliger la plus petite occasion de rappeler au pays quelques idées libérales : ceux qui marchent aujourd'hui dans cette voie, malgré les difficultés dont elle est semée, lui rendent un vrai service pour l'avenir.

Je vous prie, Monsieur, d'accepter, en souvenir des pages que vous avez écrites sur ma mère, le récit de

la Campagne des Portes de Fer, écrit sur le journal de mon père. Ma mère l'avait fait imprimer à un petit nombre d'exemplaires pour le donner à quelques amis de notre famille; en remettant un exemplaire entre vos mains, je ne fais que suivre les traditions qu'elle m'a laissées.

Veuillez croire toujours, Monsieur, aux sentiments bien sincères de

Votre affectionné,

LOUIS-PHILIPPE D'ORLÉANS.

Monsieur Jules Janin[1] *à J.-J. Weiss.*

25 septembre 1861.

Monsieur et cher confrère,

Il me semble, à la sympathie, à l'amitié que vous m'inspirez, que je puis, sans être indiscret, vous prier de tendre une main favorable au monstre que voici. « Je ferai de toi un monstre énorme! » s'est écrié

1. Jules Janin, né le 16 février 1804, mort à Passy le 20 juin 1874. Critique de théâtre au journal des *Débats*. Appelé de son vivant le Prince des critiques, élu membre de l'Académie française en 1870, en remplacement de M. Sainte-Beuve. Auteur d'une réduction du roman *Clariss Harlowe;* de *La Religieuse de Toulouse; Barnave; Histoire de la littérature dramatique*, reproduction de ses feuilletons du lundi.

Diderot, le premier père du *Neveu de Rameau*[1]. Puis il s'en est lassé, et l'a planté là, dans la fange! Il fallait un certain courage, et, que dis-je? une hardiesse insolente pour ramasser cette épave[2]... et que peu de gloire il m'en reviendra, si je réussis! Que de honte, si je succombe!

A vous, philosophe — historien! à me tendre une main vaillante! En cinquante lignes vous aurez fait le destin de ce petit livre exposé à tant de violences!

Je vous remercie à l'avance, et je suis bien sincèrement votre obéissant et tout dévoué,

JULES JANIN.

Monsieur Jules Janin à J.-J. Weiss.

Passy, 14 octobre 1861.

Ne soyez pas étonné, mon cher confrère, de mon insistance, et vraiment s'il ne s'agissait que des petits livres de tous les jours, je ne vous inquiéterais pas de si peu; mais le présent *Neveu de Rameau* devient, malgré moi, une grosse affaire, une poignée de

1. Il y avait juste un siècle qu'avait paru le *Neveu de Rameau* de Diderot, brillante et audacieuse fantaisie philosophique.

2. Jules Janin venait de publier *La fin d'un monde et un Neveu de Rameau.*

cendres qui recèlent un tison. En vain, je préviens le lecteur qu'il s'agit ici d'une simple *déclamation!* — Voyez, disent les bonapartistes, le voilà, ce royaliste, qui ruine à plaisir les dieux et les autels. — Le malheureux, l'ingrat! s'écrient, de tous côtés, les adorateurs de la royauté infaillible. En même temps, le livre a réussi — beaucoup trop — dans les brasseries, dans les tabagies où l'on me proclame un demi-dieu, rien que cela! Ainsi, danger de l'enthousiasme, et danger du dénigrement. — O l'histoire impossible! — O l'odieux roman! — Quel style et quelle ampoule! Me voilà entre Rétif de la Bretonne et le vicomte d'Arlincourt.

J'entends les objections, j'assiste aux résistances, et je m'adresse à notre historien J.-J. Weiss, pour qu'il explique aux bonnes gens qui veulent entendre un bon avis que, dans cet excès de forme... et de fonds, je reste un royaliste, un libéral, et peut-être un écrivain.

Voilà ma peine, et voilà ma prière! Si j'avais su quelque autorité plus sérieuse et plus accréditée, à coup sûr je me serais adresssé à celle-là.

Je suis tout à vous, de tout mon cœur.

JULES JANIN.

Monsieur Jules Janin à J.-J. Weiss.

Passy, 27 décembre 1861.

Certes, je suis impatient d'avoir sur mon livre une opinion si considérable, et pourtant je n'ai dit mon impatience à personne. Il m'eût semblé que douter de votre intérêt pour votre ancien qui finit, à l'heure où vous commencez avec tant de force et d'éclat, eût été une injustice pour vous et pour moi. D'ailleurs, j'ai la patience; il en faut dans les temps où nous vivons; j'ai confiance enfin parce qu'il est du devoir de tous les honnêtes gens, de tous les *factieux*, à la Saint-Marc, à la J.-J. Weiss, à la Sacy, de s'aimer et de s'entre-aider.

Je suis parfaitement, tout à vous, mon cher camarade, et d'une profonde estime et d'une grande amitié.

J. JANIN.

Monsieur Jules Janin à J.-J. Weiss.

Passy, 31 décembre 1861.

Ah! mon doux juge et mon cher maître! Il me serait bien difficile de vous dire à quel point je suis

fier et content de vous et de moi-même[1]! Ils disent, comme cela, que je mourrai sans récompense; ils n'ont pas, dans tout leur arsenal de l'Académie et de prix d'honneur, une récompense égale à l'honneur que vous m'avez fait.

Donc soyez content à votre tour d'avoir fait un homme heureux.

Je vous aime, et je suis à vous de tout mon cœur.

JULES JANIN.

Monsieur E. Egger[2] à J.-J. Weiss.

12 Août 1861.

Monsieur et cher collègue,

J'ai hâte de vous remercier pour l'obligeante et savante attention que vous avez donnée à ma lecture académique. Votre *Inquisitio apud Romanos*[3] me sera

1. L'article si désiré par l'auteur de *La fin d'un monde* et *le Neveu de Rameau* avait enfin paru dans les *Débats*, le 30 décembre de cette année.

2. E. Egger, né à Paris en 1813, mort à Royat en 1885. Professeur à la Sorbonne. Membre de l'Institut. Savant hélléniste. auteur de l'*Héllénisme en France*.

3. Titre de l'une des deux thèses que Weiss soutint pour le doctorat en 1856. La thèse française était un essai sur *Hermann et Dorothée* de Gœthe.

fort utile, quand je reprendrai ce sujet. Il me coûte peu, d'ailleurs, d'accepter quelques réserves au sujet de l'état civil chez les Romains; ce que j'en ai dit, surtout par manière de comparaison avec les Grecs, exprime moins peut-être la nuance de mon opinion personnelle que le sentiment qui m'a paru dominer chez mes maîtres et confrères de l'Institut, lorsque je leur ai lu mon petit mémoire, et que j'ai recueilli leurs observations pour l'améliorer. Par exemple, au sujet des scribes, j'ai les mêmes soupçons que vous, et je crois les avoir indiqués jadis dans ce recueil de vieux fragments latins[1] que peut-être vous connaissez, à propos de la loi *de Scribis et viatoribus*. Mais, en général, je crois que nous nous exagérons facilement notre supériorité, et qu'une civilisation aussi active que celle des Grecs et des Romains a dû avoir à son usage bien des instruments aujourd'hui plus ou moins ignorés de nous. Les barbares ont tant détruit!

Au reste, je me propose de traiter plus à fond ces questions d'état civil, dans un mémoire où j'embrasserai, à ce point de vue, l'étude des noms de famille. En attendant, vous me permettrez de vous offrir, à titre de remerciement, une autre rédaction de mes recherches sur le Σύμβολον ou Χαλκεῖον d'Apollophanes, rédaction que publiera la *Revue archéologique*

1. *Latini sermonis vetustioris reliquiæ selectæ*, 1843.

dans son numéro du mois de septembre. Vous n'êtes pas de ceux qui ont peur des citations et des textes. Votre article de ce matin m'est à ce titre doublement précieux; il accoutume le public à comprendre que l'on peut rester maître de son esprit au milieu même de l'érudition.

Recevez de nouveau, cher collègue, l'expression de mes sincères remerciements.

E. EGGER.

Monsieur Louis Véron[1] *à J.-J. Weiss.*

10 janvier 1862.

Mon cher Monsieur,

Je ne saurais vous dire combien j'ai été touché de votre article de ce matin. Vous venez au secours des honnêtes gens, dupés, et traités comme des nègres. C'est bien une destitution[2]. On m'a chassé comme

1. Véron (Louis-Désiré), né à Paris, le 15 avril 1798. Docteur en médecine, il se jeta dans la politique et fonda en 1820 la *Revue de Paris*. Il prit la direction de l'Opéra et y fit jouer les principales œuvres de Meyerbeer; en 1840, il devint directeur du journal *le Constitutionnel*, qu'il fut obligé d'abondonner en 1860. Auteur des *Mémoires d'un bourgeois de Paris*. Membre de la Société des gens de lettres.

2. M. le docteur Véron venait d'être forcé d'abandonner la direction du journal *le Constitutionnel*.

un laquais, et M. de Persigny m'avait dit, et m'avait écrit :

Vous pouvez dire ou ne pas dire, faire ou ne pas faire, ce qu'on vous demandera. Mais la seconde couche du pouvoir, habituée depuis dix ans au sommeil le moins troublé, n'a pu supporter le pli de la rose.

Proh! quantum fortuna humeris jam pondere fessis
Amolitur onus.

Mes remerciements de tout cœur.

LOUIS VÉRON.

Monsieur Renan[1] *à J.-J. Weiss.*

Mars 1862.

Mon cher Weiss,

Je serais assez aise que *le Journal* dît quelque chose de la question de droit soulevée par une suspension[2]. Je ne suis ni blessé, ni fortement contra-

1. M. Renan (Joseph-Ernest), né à Tréguier en 1823, mort en 1892. Professeur au Collège de France. Membre de l'Académie française et des Inscriptions et Belles-Lettres. Auteur de *la Vie de Jésus*, de l'*Histoire du peuple d'Israël*, de *l'Abbesse de Jouarre.* Mort directeur du Collège de France.

2. Il venait d'être chargé de la chaire d'hébreu au Collège de France. La leçon d'ouverture donna lieu à des manifestations bruyantes, qui entraînèrent une suspension du cours. La lettre ci-dessus se rapporte à cette affaire.

rié, mon cours devant se rouvrir bientôt. Je suis touché d'ailleurs des égards personnels que l'on a eus. Mais je maintiens que, dans ma leçon, je ne suis pas sorti du droit. J'ai fait une leçon d'histoire, non une leçon de théologie. Je n'ai pas réussi à contenter les théologiens de toutes les églises; mais où en serait la liberté de l'enseignement littéraire, historique et scientifique, s'il fallait contenter tous les cultes reconnus par l'État? Le tour de la phrase incriminée n'est pas *négatif*; il n'implique pas la divinité, mais il ne l'exclut pas. Certes on ne doit pas faire de théologie au Collège de France; je l'ai dit et je le répète. Mais ce n'est pas faire de la théologie que de traiter au point de vue de la *science positive* les points d'histoire que les théologiens traitent à un autre point de vue. Autrement, les pages les plus belles et les plus importantes de l'histoire seraient supprimées.

RENAN.

Monsieur Renan à J.-J. Weiss.

Mars 1862.

Mon cher Weiss,

Je suis fort contrarié de ne pas avoir trouvé ma lettre dans *le Constitutionnel* de ce matin. Dites, si

vous voulez, que je proteste contre toute assertion impliquant qu'on m'ait fait des conditions ou que j'aie pris des engagements personnels.

Du reste, je prétends même ne pas être sorti du rapport de M. Rouland. Je n'ai pas fait une leçon de théologie; j'ai fait une leçon d'histoire, voilà tout. J'ai le droit de traiter toutes les questions qui se rattachent à mon sujet, en historien et en critique. La seule chose que je m'interdise moi-même, c'est la polémique *ex professo* contre les dogmes.

Tout à vous,

E. RENAN.

Monsieur Sainte-Beuve à J.-J. Weiss.

Ce 24 septembre 1862.

Eh! sans doute, Monsieur et cher confrère, nous sommes plus d'accord au fond qu'il ne semble. Et c'est pour cela que je me suis permis cette forme un peu inusitée d'article[1]. Je n'ai fait que développer et

1. L'article dont parle ici Sainte-Beuve est celui qu'il a reproduit dans son troisième volume des *Nouveaux Lundis* sous le titre suivant : *Connaissait-on mieux l'homme au* XVIIe *siècle après la Fronde, qu'au* XVIIIe *siècle avant et après 89?* Il y répondait en contradicteur à la thèse soutenue par Weiss dans un article des *Débats* qui se trouve reproduit au chapitre II de ses *Essais sur l'histoire de la littérature française*, publiés en 1865.

compléter votre idée plutôt encore que je ne l'ai contredite. C'est bien ainsi que je l'ai entendu. Le canon retentissant du Premier Paris m'a obligé, pour ne point paraître faire fausse note, à marquer l'attitude de contradicteur un peu plus que de raison.

Nisard lui-même, que vous avez loué par des paroles qui ne s'oublient pas, et que j'aime infiniment, est combattu sous votre nom[1]. On oublie une chose dans cette préférence de nouvelle mode décernée au XVIIe siècle pour ce côté moral : c'est que, chez la plupart des écrivains de ce siècle, la connaissance morale est liée et aboutit à la religion. Sacy me disait l'autre jour qu'il lisait Rousseau, mais qu'il y trouvait bien des absurdités. Mais est-ce que Bourdaloue qui passe pour si sage ne contient pas infiniment plus d'absurdités que Rousseau ? Ne sont-ce pas des absurdités que ces sermons en trois points et ces textes équivoques sophistiquement subtilisés et divisés[2] ? On passe tout cela à Bourdaloue parce que c'est routine. Mais, pour sortir de cette routine, pour rompre ces lieux commuus catholiques, pour désengainer la morale, il fallait risquer, et les paradoxes de Jean-Jacques ont plus servi, en effet, l'esprit

1. C'est-à-dire, c'est surtout Nisard que j'ai combattu en vous répondant.

2. Le Sainte-Beuve de 1858 parlait autrement de Bourdaloue. Voy. t. IX des *Causeries du Lundi*.

humain, et ont pu contribuer à l'assainir, que tous les lieux communs, si ingénieux d'ailleurs à l'intérieur, des Bourdaloue, je crois, en vérité, que je me mets à disserter!

Agréez, Monsieur et cher confrère, l'expression de ma gratitude pour votre indulgence et de mes sentiments les plus distingués.

SAINTE-BEUVE.

Le Comte de Montalembert[1] *à J.-J. Weiss.*

23 mars 1863.

Je suis encore tout ému, Monsieur, de l'admirable article que vous avez écrit hier sur la Pologne[2] et

1. M. le comte de Montalembert (Charles, Forbes de Tryon), né à Londres le 29 mai 1810, mort à Paris le 13 mars 1870. Pair de France par droit héréditaire. Grand orateur. Défenseur de l'Église. Membre de l'Académie française. Auteur de l'*Histoire de Sainte-Élisabeth de Hongrie.*

2. Cet article sur la Pologne avait été écrit par Weiss la veille (le 22 mars 1863) dans le *Journal des Débats.* Il finissait par ces lignes : « Nous ne vous dirons pas, Polonais, que vous n'avez point failli à Marathon! Vous avez fait plus, vous y avez vaincu, oui vaincu ceux qui se glorifient avec une aveugle imprévoyance de votre défaite. Qui sait mourir comme vous mourez, qui sait se donner de ces trépas sublimes dont le monde entier tressaille, celui-là a prouvé au monde entier que sa patrie est impérissable. »

son plus récent héros[1]. Je ne résiste pas à l'envie de vous adresser mes félicitations cette fois-ci désintéressées. Quand vous ferez le recueil de vos articles, n'oubliez pas cette page : nul n'en écrira jamais de plus généreuse. Il y a un mot toutefois que je déplore, et que je voudrais discuter avec vous. Je n'aime pas qu'un défenseur de la Pologne se moque des *homélies* sur la mort de Louis XVI. Il faut faire des homélies sur les crimes, sous peine d'être complice de cette lâcheté de l'histoire que vous signalez si bien. L'assassinat judiciaire de Louis XVI est, comme le partage de la Pologne, un de ces crimes qui ne doivent être oubliés que lorsqu'ils ont été réparés et effacés par un repentir immortel.

J'ai été charmé, Monsieur, d'entrer en relations avec vous, car il y a longtemps que votre talent et vos opinions ont fixé mon attention. Nous avons l'un et l'autre bien peu de temps à nous, j'espère cependant que nous nous reverrons quelquefois. Vous me trouverez chez moi aujourd'hui par extraordinaire jusqu'à cinq heures, et vendredi jusqu'à deux heures et demie.

Agréez mes sentiments de haute et sincère estime.

MONTALEMBERT.

1. Le héros de cette guerre fut Langiervicz.

Monsieur Saint-René Taillandier à J.-J. Weiss.

Montpellier, 29 novembre 1863.

Monsieur et cher confrère,

Vous sachant homme d'honneur autant qu'homme d'esprit, j'attendais bien quelques lignes de votre plume, pour prévenir toute fausse interprétation[1] de la part de mes futurs auditeurs, mais véritablement vous me comblez. Ces éloges donnés avec une loyauté si généreuse, je voudrais les mériter complètement. C'est à vous, mon cher confrère, qu'il appartenait de remplacer à la Sorbonne notre maître commun, votre collaborateur des *Débats*. La suppléance de M. Saint-Marc-Girardin[2] était déjà pour

1. C'est-à-dire, toute fausse interprétation de la manière dont il est arrivé à la chaire à laquelle il s'agissait de pourvoir en Sorbonne.

2. La chaire de poésie française à la Sorbonne, dont le titulaire était M. Saint-Marc-Girardin, avait été promise à J.-J. Weiss. Nous possédons une lettre de M. Saint-Marc-Girardin datée du 5 novembre 1863, dans laquelle ce dernier lui annonce sa nomination dans les termes suivants : « Mon cher confrère, j'ai vu aujourd'hui le ministre à 5 heures : l'affaire est faite. » — M. Duruy, ministre de l'Instruction publique, y mit cependant une condition : trouvant qu'il y avait incompatibilité entre la chaire de la Sorbonne et le *Journal des Débats*, dans lequel écrivait Weiss, il déclara à ce dernier qu'il fallait opter entre l'un ou l'autre : Weiss resta aux *Débats* et c'est M. S.-René Taillandier qui eut la chaire.

moi un fardeau bien lourd ; ma tâche devient encore plus périlleuse, maintenant que votre souvenir est si naturellement attaché au sien. Je vous remercie du secours que vous me prêtez d'avance ; soyez sûr que je n'en serai pas indigne. Parmi toutes les qualités qui me seraient nécessaires pour suppléer M. Saint-Marc Girardin et monter dans une chaire où vous deviez vous asseoir, il y en a une, du moins, que je puis promettre à mon auditoire, c'est le dévouement à ces principes libéraux dont vous êtes un des plus brillants défenseurs.

Recevez, mon cher confrère, avec mes remerciements, l'assurance de mes sentiments tout dévoués.

SAINT-RENÉ TAILLANDIER.

Monsieur François Guizot[1] *à J.-J. Weiss.*

Paris, 4 décembre 1863.

Vous avez le goût exigeant et fin, monsieur ; vous savez choisir et marquer des degrés dans votre

1. M. Guizot (François), né à Nîmes le 4 octobre 1787, mort au Val-Richer (Calvados), en octobre 1874. Entra jeune dans la politique, se prononça en 1815 pour les Bourbons et alla trouver le roi Louis XVIII à Gand. Ministre, président du Conseil et ambassadeur de Louis-Philippe. Membre de l'Académie Française, de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, de

suffrage. Il n'en a que plus de prix. Je suis charmé que le *Mariage de Charles Ier* vous ait plu, et je vous remercie de l'avoir si agréablement dit. J'aurais pu rendre le *Projet de Mariage* espagnol plus piquant ; mais il aurait fallu aller, un peu romanesquement, au delà des témoignages historiques. Je ne l'ai pas voulu. J'ai laissé médiocres et fades les personnages et les faits que j'ai trouvés médiocres et fades. C'était l'histoire. Vous y avez vu la décadence d'une grande cour et d'une grande nation. Vous avez eu raison. Je voudrais bien que tous les lecteurs eussent autant de sagacité que vous.

Recevez, Monsieur, avec mes remerciements, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

GUIZOT.

Monsieur Saint-Marc-Girardin[1] *à J.-J. Weiss.*

F....., ce 30 janvier 1865.

Mon cher ami,

Je lis un peu tardivement dans le *Journal des*

l'Académie des Sciences morales et politiques. Professeur d'histoire moderne à la Sorbonne, auteur de l'*Histoire de la Civilisation en Angleterre, en France*, de *Mélanges biographique et littéraires, Mélanges politiques et historiques*, etc.

1. Marc-Girardin, dit Saint-Marc-Girardin, né à Paris le 12 février 1801, mort en 1875. Professeur en Sorbonne, pendant

Débats l'article de M. de Sacy qui m'annonce la publication de votre livre; et voilà un des inconvénients de l'absence. Je ne puis pas vous lire aussitôt que vous paraissez, mais je puis au moins vous remercier de votre dédicace[1] et vous dire combien je m'en tiens honoré. Rien n'est plus précieux aux vieux écrivains et aux vieux journalistes que de voir que leur nom n'est pas tout à fait oublié, et surtout par ceux qui ont su s'en faire un. Ce sera une des joies de mon retour que de lire votre livre, de vous dire tout le bien que j'en penserai et de vous expri-

trente ans, dans la chaire de poésie française; rédacteur aux *Débats*, député de 1834 à 1848; membre de l'Académie française; auteur de : *Cours de littérature dramatique; Souvenirs et réflexions politiques d'un journaliste; La Fontaine et les fabulistes; Essais de littérature et de morale*, etc.

1. Voici cette dédicace, par laquelle s'ouvraient les *Essais* de Weiss *sur l'Histoire de la Littérature française*, un volume publié en 1865 :

A Monsieur Saint-Marc-Girardin, de l'Académie française.

Cher maître et ami,

En vous dédiant ces quelques pages d'histoire littéraire, je croyais remplir un devoir de reconnaissance, et je m'aperçois que je contracte envers vous une obligation de plus. Votre nom a le privilège de rappeler tout ensemble les meilleures traditions de la presse et de l'enseignement public. A ce titre, il sera la plus efficace des recommandations pour un livre modeste, où, à défaut d'autre mérite, j'ai essayé de mettre quelque chose des bonnes doctrines que vous avez défendues avec tant d'honneur et d'éclat dans votre double carrière de professeur et de publiciste.

J. J. WEISS.

mer de nouveau le regret que j'ai de n'avoir pas pu vous donner la parole dans ma chaire. Je réfléchissais, en lisant ce que vous disiez dernièrement de mon confrère M....., que vous étiez un de ces hommes qui ont le don de faire des perles et je vous assure que devant mon vieil auditoire vos paroles n'auraient pas été perdues.

Je ne veux pas, mon cher ami, causer avec vous de l'Italie et de ce qui s'y fait administrativement, et non nationalement. J'en dis un mot à M..... dans la lettre que je lui écris aujourd'hui; non que j'aie la prétention que mon opinion puisse influer sur celle du journal, il y a longtemps que j'ai perdu cette illusion. Je suis heureux encore, pourtant, quand je me rencontre dans le même cercle d'idées avec mon vieux journal, et, en ce moment, je dois vous remercier de m'avoir procuré ce bonheur à propos des protestations des évêques. Je me souviens qu'il y a vingt ans, au Conseil d'État, je combattais la proposition de déclarer qu'il y avait abus dans un mandement de M. de M..... Ce n'était pas le même qu'aujourd'hui. Je disais aux ministres du roi Louis-Philippe que c'était à la tribune qu'il fallait de notre temps revendiquer les droits de l'État contre les évêques, quand il y avait lieu; notre gouvernement est encore assez parlementaire, si peu qu'il le soit, pour suivre cette marche. Toute votre

polémique dans cette question a été excellente et vraiment libérale. J'ai lu avec un extrême plaisir ce que vous dites de la lettre de M. de S..... En vérité, la prétention du gouvernement de redevenir gallican, après s'être glorifié de ne plus l'être, est étrange. En Pologne, en Danemark, et dans la question des évêques, on copie trop les mauvais côtés du gouvernement du roi Louis-Philippe. *Nous sommes trop vengés.*

Adieu ; je ne m'occupe ici que du Giotto et d'André del Sarto ; je suis tout étonné de causer politique et de reprendre mes vieilles habitudes de France. Mais avec qui les reprendre avec plus de plaisir qu'avec vous.

Mille bien affectueux remerciements.

SAINT-MARC GIRARDIN.

Monsieur Alexandre Dumas fils[1] *à J.-J. Weiss.*

Monsieur,

Je viens de recevoir le volume[2] où vous me

1. Dumas (Alexandre), né à Paris le 28 juillet 1824, mort en 1893, romancier, puis auteur dramatique, avait donné au théâtre, à la date de cette lettre, *La Dame aux Camélias*, *Diane de Lys*, le *Demi-Monde*, la *Question d'Argent*, le *Fils naturel*, le *Père prodigue*, l'*Ami des Femmes*.

2. Ce volume était sans doute le recueil d'articles qui parut

consacrez quelques pages dont la lecture m'a vivement intéressé. Vous êtes un juge trop indépendant et trop délicat pour que votre jugement me reste indifférent, d'autant plus qu'il est toujours enveloppé d'une grande courtoisie. Dieu me garde de discuter vos critiques; je les sens bien trop sincères et trop réfléchies pour me le permettre. Ce que je puis vous dire cependant, c'est que j'ai toujours été aussi sincère dans mes conceptions, bonnes ou mauvaises, que vous dans vos arrêts, et que vous me prêtez des préméditations que je n'ai jamais eues. J'ai obéi constamment à ma nature. J'ai exprimé comme je pensais. J'ai rendu ce que j'ai vu ou cru voir sans aucune préoccupation de ce que penserait la foule. Je n'ai pas repoussé de parti pris la sensibilité, l'attendrissement, l'idéal; je les ai évoqués, quand ils m'ont paru vrais et nécessaires. J'ai été dans la pitié aussi loin que possible ; mais nos temps sont durs, et les cœurs des hommes de nos temps plus durs encore. Si vous étiez encore mon voisin, j'irais causer un peu de tout cela avec vous. Ce serait ma façon de vous remercier, mais vous êtes loin. Je ne veux pas abuser de votre solitude, et je me

en 1865, et où il s'en trouvait un sur le théâtre du second des Dumas. Une réimpression de cet article a pris place dans un autre volume publié par Weiss en 1889, sous le titre de *Le Théâtre et les Mœurs*. La lettre de Dumas doit donc être de 1865.

contente de vous assurer de tous mes sentiments les plus dévoués.

A. DUMAS.

Monsieur Jules Vallès[1] *à J.-J. Weiss.*

Paris, 18 mars 1865.

Monsieur et cher confrère,

J'ai écrit hier à M. H... pour lui soumettre une idée nouvelle, voulant cette fois ne pas laisser passer le bon moment.

Vous avez bien voulu me témoigner une sympathie que je vous rends bien ; c'est ma fierté à moi, qui commence d'être compris et encouragé par des hommes tels que vous. Nous nous trouverons ,j'en suis sûr, côte à côte, quelque part, un jour de lutte, écrivant ou parlant. Nous sommes la Révolution.

Il faut d'ici là se produire et agir dans la mesure de ses forces, et, pour ma part, je cherche tous les moyens. J'ai cru un instant qu'à la *Presse* je pourrais aventurer quelques idées et faire au moins une campagne. G... s'était montré très sympathique, et jurait

1. Vallès (Jules-Louis-Joseph), né au Puy le 10 juin 1832, mort en 1885. Journaliste et socialiste militant. Auteur de *Jacques Vingtras ou l'Insurgé.*

que j'avais bien du talent : il n'en est pas moins vrai que je n'ai pu rien oser, et que je n'ai pas là une tribune.

Où écrire? Je pourrais, je crois, mettre des articles un peu partout mais au prix de démarches qui prennent beaucoup de temps et de concessions qui ôtent un peu d'indépendance. Je me soumettrai à la nécessité dure, s'il le faut. Toutefois, je préférerais être libre dans le village de la chronique, que gêné dans la Rome militante et politique. C'est pourquoi je m'étais décidé au métier de courriériste, disposé à le faire en conscience et de tout cœur. La place est prise.

La réflexion m'a inspiré l'idée nouvelle que j'ai soumise à M. H..., et je viens vous demander d'appuyer auprès du rédacteur en chef, s'il peut y mordre, mon projet. J'ai pensé qu'un courrier de Londres ferait bien, très bien, à côté des courriers de Paris, courrier humoristique et politique. J'aime l'Angleterre, ou du moins sa liberté, et je me déciderais sans trop de peine à aller planter ma tente là-bas, pour un an[1]. Ne croyez-vous pas qu'un journal naissant aurait avantage à avoir ainsi un pied à Londres et ne seriez-vous point disposé à penser que

1. Attaché bientôt après comme chroniqueur au journal *l'Époque*, Jules Vallès envoya de Londres à cette feuille une suite d'articles sur la vie anglaise.

je serais un correspondant passable? Je sens qu'il y a là un succès; et je passerais la Manche, à des conditions honorables, sur un modeste traité...

Croyez, Monsieur, à l'expression de mes sympathies bien vives et qui datent de loin.

VALLÈS.

Monsieur Cuvillier-Fleury[1] *à J.-J. Weiss.*

Paris-Passy, le 23 mars 1865.

Mon cher confrère et ami,

Je suis sous le charme. Est-ce l'orgueilleuse faiblesse du cœur humain? Est-ce le plaisir d'avoir lu un spirituel article, très animé et très enlevé? je crois bien que le charme que j'éprouve tient à ces deux causes, et je m'empresse de vous le dire. Vous pouviez être moins indulgent, mais vous ne pouviez mieux écrire, ni relever mieux que vous ne l'avez fait votre justiciable par votre jugement. Je suis décidé à *n'en pas appeler*. J'avais grand besoin de ce coup d'épaule. Vous saurez, un jour, ce que comporte d'ennuis et même d'amertume une candidature à l'Académie, et quelle faute c'est de se faire

1. M. Cuvillier-Fleury, né en 1802, mort en 1887. Littérateur, publiciste, membre de l'Académie Française.

toiser par tout le monde quand on a pour métier de prendre la mesure des autres; ou plutôt vous ne le saurez pas. Vous aurez fait quelque bon livre; vous vous présenterez avec un titre palpable à la main, et si on vous tient compte de votre mérite de journaliste, *ludibria ventis*, on vous le comptera comme appoint, non comme principal. Le parti que je viens de prendre *m'obligerait à faire un chef-d'œuvre,* si j'avais votre âge. J'aime mieux rester sur la justice que vous me rendez, avec beaucoup de complaisance et d'amitié, mais aussi avec un accent qui ne peut manquer de donner crédit à vos éloges; ce dont je vous remercie, et ma femme se joint à moi dans cette gratitude et me prie de vous le dire. Merci donc et mille amitiés de cœur.

CUVILIER-FLEURY.

Une dame à J.-J. Weiss.

1866.

Fi! la vilaine phrase, pour terminer si bonne et gentille épître. Jusque-là, tout y était, chose extraordinaire à première vue, poétique, frais et jeune dans son humour même. Son écorce rugueuse cachait à peine ce qu'il y avait, au fond, de bonté et d'ab-

négation sincère ; pourquoi me gâter tout cela par une mauvaise plaisanterie d'estaminet ou d'antichambre ?

C'est égal, vous les aimez encore passablement les amis que vous n'aimez plus. Je défie au plus dévoué de faire d'un frère un portrait plus mystérieusement attrayant que celui esquissé par vous, pour moi. J'en conviens, et non sans orgueil, cette large couronne d'épines que vous posez sur la tête d'autrui pour lui servir d'auréole, et dont vous comptez chaque pointe en homme qui en a senti les blessures, doit avoir près d'une femme vraiment femme un prestige devant lequel tous les autres doivent pâlir. Mais, cet attrait, ce magnétisme si vous voulez, doit-il devenir un simple lien de loyale affection, une source de pures jouissances, ou est-il au contraire de telle nature qu'il faille s'en défendre ou le cacher quand on l'éprouve, ou le redouter comme un malheur ? Jugez-moi, et ensuite effacez de votre esprit, comme j'efface de votre lettre, le seul mot qui ne doit pas s'y trouver. Vous le savez, l'amitié est mon idéal. Celui que je croirai, qu'avec cette divination du cœur qui ne trompe jamais, je saurai mon ami, peut compter sur moi en tout et toujours, pour les petites comme pour les grandes choses; je ne le sacrifierai à aucune considération mondaine, à aucun sentiment égoïste. Je lui donnerai, je leur donnerai

à ceux-là toute mon âme, car, à un moment donné, je veux pouvoir leur demander de risquer leur vie pour moi. Cette manière un peu héroïque de considérer une chose de nature aussi pacifique... vous étonne et excite votre verve moqueuse sans doute, cher monsieur? Oh! ne vous gênez pas, ne vous arrêtez pas surtout. Je m'y attends, je suis certaine même que vous trouveriez beaucoup d'échos près de toutes les personnes sensées et sérieuses auxquelles vous montreriez cette confession; mais dussiez-vous la trouver plus absurde encore, j'aurai le courage de la proclamer mienne, et de subir sans me plaindre les déceptions qu'elle m'apportera sans doute.

J'ai cru vous remercier de votre intérêt en vous exposant longuement la tournure de mon esprit et le but de mon cœur; mais il pourrait bien se faire que, sans m'en apercevoir, j'aie abusé de la position. Si cela est, pardonnez-moi et veuillez me permettre d'employer ces dernières lignes à vous recommander d'utiliser vos jours de liberté à faire une telle provision de santé et de souvenirs agréables, que vous puissiez, revenu ici, attendre de nouveau le jour de la résurrection appelé: grandes vacances sans trop d'humeurs noires.

Monsieur le duc de Persigny[1] *à J.-J. Weiss.*

Paris, ce 17 février 1866.

Monsieur,

J'ai lu avec un vif intérêt l'article que vous avez publié dans le *Courrier Français*[2] au sujet de mon discours au Sénat, et je ne puis résister au désir de vous en remercier. Si la presse ne s'inspirait que de sentiments aussi élevés, si elle ne jugeait ses adversaires qu'avec cette hauteur de vues et cette courtoisie de langage, on serait bien coupable de ne pas lui rendre toute sa liberté. Du reste, il y a ceci de consolant qu'en dehors des partis et des opinions qui divisent notre pays, et en dépit de ces divisions, certaines âmes, certains esprits forment une sorte de franc-maçonnerie qui se reconnaît à des signes certains. N'est-ce pas pour cela que vous avez été tou-

1. Jean-Gilbert-Victor Fialin, comte, puis duc de Persigny, né à Saint-Germain-Lespinasse (Loire) en 1802, mort en 1872, deux fois ministre de l'Intérieur (en 1852 et en 1860); deux fois ambassadeur à Londres (en 1855 et en 1869).

2. Le remerciement se rapporte à un article paru dans le *Courrier Français* du 17 février 1866 et dans lequel Weiss appelait l'attention des lecteurs sur l'éloquent et ingénieux discours de M. le duc de Persigny, prononcé au Sénat le 14 février 1866 dans la discussion du projet d'adresse.

jours si courtois envers moi, et moi si plein de sympathie pour vos écrits et pour votre personne ?

Agréez donc mes remerciements et croyez à la sincérité des sentiments que je vous exprime.

PERSIGNY.

J.-J. Weiss à Monsieur Taine.

1867.

Mon cher ami,

Si je n'avais suivi que mon goût personnel, j'aurais répondu tout de suite à ta question. Malheureusement j'ai dû considérer beaucoup d'autres choses que mon goût : mes réflexions sont faites et il faut à mon grand regret que je me prive du plaisir qui aurait été très vif pour moi d'être présenté à la princesse Mathilde et de la connaître. L'obstacle n'est pas seulement dans la ligne d'opposition où je suis engagé avec le *Journal de Paris*. Puisque la princesse Mathilde veut bien passer là-dessus, j'aurais mauvaise grâce, réserve faite de ce qui doit être.......... à m'en inquiéter plus qu'elle ne fait elle-même. L'obstacle est encore et surtout dans la vie retirée que je mène. Je ne vois personne. Je ne fréquente ni les salons, ni le monde de l'opposition. Ma pré-

sence chez la princesse Mathilde serait d'autant plus remarquée, et paraîtrait jurer plus avec ma situation dans le journalisme, qu'aucune relation en sens contraire n'y ferait équilibre, et que j'irais rue de Courcelles n'allant nulle part ailleurs.

Voilà pourquoi, mon cher ami, je suis obligé de résister à mon penchant et de décliner l'offre obligeante que tu me fais. Je connais depuis longtemps par A. D.., par S... et par toi-même toute la bonté et tout l'esprit de la princesse Mathilde. Je sais combien elle met d'indulgence au service de ceux qu'elle admet dans le cercle de ses amis. Je ne doute pas qu'elle n'eût l'art d'atténuer et d'écarter tous les sujets de froissements que la politique pourrait susciter entre nous. Mais c'est cet art même que je craindrais plus que tout le reste. Il arriverait d'ailleurs toujours un moment où les circonstances qui ne dépendraient ni d'elle ni de moi seraient plus fortes que toute sa bonne grâce et toute ma bonne volonté.

En t'adressant ma réponse, je te prie de vouloir bien porter à la princesse l'expression de mes sincères regrets, et je ne veux pas terminer sans te dire combien j'ai été sensible à la nouvelle preuve que tu m'as donnée, dans cette circonstance, de ta vieille amitié.

Ton bien dévoué,

J.-J. WEISS.

Monsieur Thiers[1] *à J-J. Weiss.*

17 mai 1867.

Mon cher monsieur Weiss,

Je veux depuis longtemps vous féliciter de votre *Journal de Paris*[2], et vous prier de me mettre sur la liste de vos abonnés en envoyant chez moi votre agent d'abonnement. Ce n'est pas parce que votre journal est bienveillant pour moi, ce dont je vous tiens grand compte, que je vous juge si favorablement; c'est parce que votre journal est vraiment un journal de bon sens, supérieurement pensé et supérieurement écrit. Chacun aujourd'hui, surtout dans la presse, a sa marotte, et c'est en cédant ainsi tantôt à la fantaisie italienne, tantôt à la fantaisie polo-

1. M. Thiers (Louis-Adolphe), né à Marseille le 16 avril 1797, mort à Saint-Germain-en-Laye le 3 septembre 1877. Orateur et homme politique. Il joua un rôle important dans la Révolution de 1830. Ministre et président du Conseil sous Louis-Philippe. Député de l'opposition sous Napoléon III. Président de la République en 1871. Membre de l'Académie française et de l'Académie des Sciences morales et politiques. Auteur de l'*Histoire de la Révolution française* et de l'*Histoire du Consulat et de l'Empire.*

2. Fondé par MM. J.-J. Weiss et Édouard Hervé au commencement de l'année 1867.

naise, et certains aussi à la fantaisie grecque, qu'on est ainsi à l'état actuel de l'Europe, où il n'y a plus ni droit, ni politique, plus rien qu'un gâchis où la force seule prévaut, et où nous serons obligés d'employer toutes nos ressources sans être sûrs de l'emporter. Tout cela est déplorable, et il fait plaisir de voir le bon sens défendu enfin quelque part. Voilà le motif de mes félicitations, dont je vous prie de faire part à M..., votre collaborateur. Je souhaite votre succès, et, s'il dépendait de moi d'y contribuer, je le ferais volontiers. Venez me voir quelquefois, et recevez l'assurance de ma vive amitié.

Tout à vous.

A. THIERS.

Monsieur Thiers à J.-J. Weiss.

Saint-Germain en Laye, rue de Versailles, 29,
24 août 1868.

Mon cher Weiss,

Permettez-moi de vous donner une explication que je crois nécessaire au sujet d'une citation de moi dans *la France* d'aujourd'hui 24.

Cette citation sera remarquée, et on s'en servira, et fort à tort, car on ne peut jamais me mettre en

contradiction avec moi-même, n'ayant toujours voulu que la même chose, et presque toujours à mes dépens. Cette citation est empruntée à un livre intitulé : *la Monarchie de 1830,* et est relative aux coalitions.

Elle fut faite [1] sous le ministère Casimir Périer, et voici dans quelles circonstances. La monarchie de 1830 avait six mois d'existence, elle n'avait encore rien fait que de réaliser en un seul jour tous les vœux de l'opposition des quinze ans, et, son crime, c'était de lutter contre les assauts à main armée que lui livraient les républicains à Paris et les chouans dans la Vendée. Certes, elle n'avait pas encore un seul tort, ni au dedans, ni au dehors et, au dehors notamment, elle venait d'enlever Ancône devant la coalition européenne.

Certes, on aurait, si on ne voulait pas reconnaître ses bons actes, on aurait pu attendre ses fautes, et déjà MM. de Chateaubriant et Carrel s'étaient unis pour l'attaquer avec force, sous un grand ministre, qui a été le plus anglais des chefs de cabinet que nous ayons eus.

C'est alors que j'attaquai cette coalition qui alors pouvait être qualifiée de coalition de haines, réunies pour détruire, puisqu'elles n'avaient aucun grief fondé.

1. *Elle*, c'est-à-dire la première des deux coalitions desquelles il est parlé dans cette lettre.

Aujourd'hui, il s'agit du parti, il s'agit de ceux qui, après avoir attendu dix-huit ans la liberté, l'attendaient encore, et n'en pouvant obtenir un peu d'un côté qu'on ne leur en ôtât beaucoup de l'autre, ayant vu la situation du monde bouleversée par les fautes du gouvernement, celle de la France gravement compromise, s'unissaient de bonne foi pour obtenir non pas ce qui leur plairait davantage, mais l'indispensable, c'est-à-dire, les libertés nécessaires. Il y a tout simplement la différence, entre les deux situations, du faux au vrai, de l'injuste au juste. Car je suis, pour ma part, aussi convaincu de la raison, de la justice, de la bonne foi de la coalition actuelle que du scandale et de l'injustice de celle de 1830.

Assurément on ne peut pas traiter la question, aussi carrément que je le fais ici, mais voilà le fond des choses, et je vous le mande pour que vous soyez armé si vous avez à toucher à ce sujet, et je crois que vous ferez bien de le faire.

Tout à vous.

A. THIERS.

Monsieur Thiers à J.-J. Weiss.

Franconville-sous-Bois, par Luzarches.
21 septembre 1868.

Mon cher Weiss,

Pardonnez-moi de vous écrire quelques mots pour l'objet suivant, qui selon moi a une réelle gravité. Vous savez que je ne désire ni donner un caractère individuel à votre journal, ni surtout me rendre aux yeux du public le personnage inspirateur du journal même le meilleur ; et assurément le vôtre est si honnête, si sage, si bien fait, que la responsabilité ne serait pas lourde. Mais en ne voulant pas tout occuper de ma personne, pardonnez-moi de vous dire qu'il y a des choses qu'il ne faut pas laisser passer.

Avant-hier *la France* a dit que M. Thiers lui-même, en 1866, avait conseillé l'inaction, et *le Temps* avec raison a cru devoir répondre, non pour moi, que *le Temps* aime peu, mais pour notre parti qui est celui des gens raisonnables.

La France en a menti, tout simplement.

En 1866, dès l'hiver, dans la discussion de l'adresse, j'avais fait renvoyer la rédaction de l'adresse à la Commission pour omission de la question allemande,

sous le motif que la France ne pouvait se désintéresser d'une pareille affaire.

La Commission fit une phrase nulle et, grâce à M. Ollivier, la Chambre s'en contenta.

Et moi, je conseillai non la guerre qui n'était pas nécessaire, mais d'empêcher l'union de l'Italie et de la Prusse, ce qui était facile, et d'empêcher la guerre elle-même, en déclarant que la France serait avec la puissance attaquée contre la puissance attaquante. Il n'y avait pour cela qu'un mot à dire, et je suppliai le Gouvernement de dire ce mot. Trois semaines après, je revins à la charge, et on me ferma la bouche.

Le lendemain de Sadowa, on pouvait encore, non pas réparer tout le mal, mais en réparer une partie avec un seul mot encore. Mais la Chambre était congédiée depuis un mois, et je ne pouvais pas intervenir même par la simple demande de la parole.

Pourquoi, mon cher ami, vous dis-je tout cela? Ce n'est pas pour faire valoir, ni ma personne, ni mes services. Je me suis fort habitué à voir taire ou méconnaître ceux que je rends, et je ne me décourage pas, parce que je connais le monde, et que je sais à quelle récompense il faut aspirer[1]

mais parce que notre force est

1. Huit mots illisibles.

en cela. Nous sommes les gens du bon sens, de la politique, et non les sots, les fous, les aveugles de toute couleur. Or, il ne faut pas laisser fausser sa position, et quand on prête à l'un de nous, à celui surtout qui représente le plus exactement la politique d'un parti, — pardonnez-moi ce mot — ce qu'il n'a ni fait, ni dit, on fausse la position de tout.

Je vous épargne tout le reste, et vous prie instamment de prendre ceci au vrai, c'est-à-dire dans le sentiment qui me l'inspire.

Tout à vous de cœur.

A. THIERS.

Monsieur Thiers à J.-J. Weiss.

Château de Franconville, par Luzarches (Seine-et-Oise).
22 septembre 1868.

Mon cher Weiss,

Je vous ai écrit hier à votre adresse, mais sachant que vous sortez de bonne heure, je vous écris à votre journal pour vous répéter à temps les mêmes choses. Je ne veux pas que votre journal prenne, à mon occasion, une signification *individuelle;* je ne l'ai jamais voulu, ni désiré, ni cherché. Mais il y a des choses qu'il ne faut pas laisser établir, quelque

invraisemblables qu'elles soient. *La France,* à bout d'arguments, a dit qu'après tout, en 1866, tout le monde avait voulu l'inaction, M. Thiers compris, et que l'inaction avait tout perdu.

Il faut donner à ce fait un démenti absolu. Je l'ai déjà donné à la tribune en 1867, et je forçai M. Rouher de convenir que c'était là un mensonge. Jamais je n'ai conseillé l'inaction, tout au contraire.

Dans l'hiver de 1866, voyant la politique du Gouvernement qui était de laisser aux prises la Prusse et l'Autriche dans le fol espoir d'en profiter, je demandais à la Commission d'adresse pourquoi elle se taisait dans le projet d'adresse sur la question allemande. Ce silence avait été dicté afin de laisser évidemment le Gouvernement suivre son absurde politique. La Chambre fut si frappée de ce que je lui dis qu'elle renvoya la rédaction à la Commission, ce qui fit alors une sensation assez grande.

La Commission fit alors une phrase insignifiante. J'allais m'en plaindre lorsque M. Ollivier vint déclarer qu'il en était content, et le tiers parti, les soixante alors d'applaudir ! On me ferma la bouche une première fois.

Le mois de mai venu, la guerre étant évidente, je pris la parole aux applaudissements universels, et voici quel fut le fond de mon langage et presque la forme.

La Prusse va devenir une puissance formidable, si vous ne l'arrêtez. Or, rien n'est plus facile. La Prusse compte sur l'alliance de l'Italie qui dépend de vous, et sur votre inaction. Défendez à l'Italie de s'allier à la Prusse et elle ne vous désobéira pas. Dites à la Prusse que la France est garante de la Confédération germanique, que, dès lors, elle a le devoir et le droit d'en défendre la Constitution, et que le Gouvernement français sera avec la puissance attaquée contre la puissance attaquante.

Un seul mot suffisait donc, et tout le monde le sait dans l'univers.

Dites ce mot, répétai-je alors avec la dernière véhémence, et d'un seul coup vous sauverez à la fois l'équilibre de l'Europe et la paix du monde.

On m'applaudit le premier jour, au grand scandale des ministres et de la Cour. On me répondit par le discours d'Auxerre, et quand l'Italie consulta Paris sur le traité d'alliance avec la Prusse, on lui dit de signer. Ce fait est contenu dans une brochure de M***, collègue de M. La Marmora et M. ***, ministre témoin de ce qu'il a raconté.

Trois semaines après, je demandai la parole pour essayer d'arrêter les événements qui se précipitaient, et pour forcer le Gouvernement à sortir de cette inertie calculée, de laquelle il espérait tirer des résultats incalculables, et de laquelle il n'a tiré que la situa-

tion actuelle, c'est-à-dire ou un duel à mort avec l'Allemagne, ou notre résignation à sa formidable grandeur. Je voulus donc faire une dernière tentative et on me ferma la bouche de nouveau.

Un mois après, c'est-à-dire le lendemain de Sadowa, le mal était grand, mais une menace de la France, appuyée de la moindre démonstration, l'eût fort atténué. On nous avait renvoyés chez nous, la session était close.

Voilà les faits dans leur plus rigoureuse exactitude. Jamais il n'y a eu d'exemple d'un Gouvernement plus averti par une opposition mieux inspirée ; et il faut de la folie pour oser parler de tels faits comme l'a osé le journal *La France.*

Mais, permettez-moi de le dire, une opposition serait je ne sais pas quoi si elle laissait travestir ainsi son rôle. Que sommes-nous au milieu des sots, des aveugles, des entêtés incorrigibles qui sont derrière nous, ou en avant de nous ? Nous sommes des gens de bon sens, sachant ce qu'ils disent, des hommes politiques enfin. C'est là notre force, la voilà, et nous abandonnons tous nos avantages en laissant les agents du pouvoir parler comme ils parlent.

Je ne demande rien pour moi, je vous l'ai dit, je vous le répète ; je suis habitué depuis quarante ans à voir mes services méconnus, niés, oubliés, et je ne cherche la récompense de mes efforts que dans

l'estime de gens éclairés. Mais je songe à la cause et la cause est ici *en cause,* il faut la défendre.

Adieu, mon cher ami, je vous serre la main et j'espère que vous comprendrez le sentiment qui m'animе.

Tout à vous.

A. THIERS.

Monsieur Thiers à J.-J. Weiss.

23 octobre 1868.

Mon cher Weiss,

Vous n'avez pas besoin de mes conseils, et vous me le prouvez tous les jours, car le *Journal de Paris*, sans être conseillé par personne, surtout pas par moi, est un modèle de tenue, de tact, de bon sens, ce qu'il doit à son honnêteté et à son esprit réunis. Je vous fais donc mon compliment très sincère de la direction imprimée au *Journal de Paris* et, cependant, la gravité des circonstances est telle que je veux risquer un conseil, bien que vous n'en ayez pas besoin. Je serai de retour à Paris le 29 octobre, et je désire vous voir dès mon arrivée; mais, dès aujourd'hui, je me ha-

sarde à vous dire mes sentiments sur un point important : l'Espagne[1].

Vous seul, à ce sujet, avez été dans la mesure convenable. Persistez, je vous en conjure. Nous ne devons avouer, et nous ne devons avoir qu'un seul intérêt, celui de la France, intérêt qui comprend sa liberté et sa grandeur. En Espagne nous ne devons voir que cela. Une double et imminente question va s'y poser : celle de la monarchie et celle de la dynastie. Gardez-vous de vous engager là-dedans. Cette double question semblera posée pour toute l'Europe, car tous les partis vont se jeter dans ce guêpier avec fureur. Pour moi, si la tribune était ouverte, je ferais ce que j'ai déjà fait, et fait très sincèrement. Au milieu de ce chaos de ruines où nous sommes tombés, je ne demande qu'une chose à quelque gouvernement que ce soit qui nous tombe sur la tête : les libertés nécessaires. République ou monarchie, Bourbons, Orléans, Bonaparte, tout cela ne me regarde pas. Cela regarde la Providence, seule assez forte pour décider des questions pareilles. Mais à tous, Cavaignac II, Napoléon III, comte de Paris,

1. Le 30 septembre précédent, à la suite des événements dont l'Espagne fut le théâtre dans cette année 1868, la Junte de Madrid avait déclaré Isabelle II et tous les Bourbons déchus du trône. La reine avait quitté le même jour Saint-Sébastien pour se réfugier en France.

Henri V, mais à tous je demande les libertés nécessaires, de bonnes finances, et au dehors la politique bien entendue de la France. Il n'y a que cela d'honnête, de sage, de légal, de correct et d'avouable sur les toits. J'ajoute que pour la grande question des élections qui se prépare, et qui décidera de notre sort, l'union libérale ne pourra s'obtenir qu'à ce prix. Je n'ai pas de communications avec les princes d'Orléans ; je l'aime mieux ainsi pour eux et pour moi. Je ne sais ce qu'ils font, ce qu'ils veulent. Je les crois sages et honnêtes en tout cela, mais peu concertés sur ce qu'il y aurait à faire en Espagne. Mais ce qu'il nous faut à nous, libéraux français, dans les élections, c'est l'union. Or, la question dynastique fera perdre la tête à bien des gens en France. Voilà les légitimistes aux champs à en juger par leurs journaux. Le *Journal de Paris* a plus d'importance par sa signification que par le nombre de ses abonnés. S'il paraît s'engager dans la question dynastique, on en tirera des conclusions à perte de vue. Moins les gens sont véritablement fins, plus ils voient de finesse partout, et surtout de fausse finesse. Une manifestation, si peu hasardée qu'elle fût, serait un malheur pour les élections futures, devenues inévitables au printemps prochain. Tenez-vous donc à votre gaillard d'arrière, le gouvernail à la main, et restez fidèle au seul programme, non seulement pru-

dent, mais juste et vrai : les libertés nécessaires, n'importe la forme et la personne du gouvernement, et, quant aux personnes surtout, que Dieu s'en charge et s'en tire comme il voudra.

Pardon, mille amitiés fondées sur une bien grande estime.

A. THIERS.

J.-J. Weiss à madame X.

Vous allez me faire la mine, vous qui trouvez que je n'ai plus que des souvenirs. Mais, quand je pense que cette lettre va vous trouver à B., sous chaque mot que je veux écrire les souvenirs se lèvent. Vous rappelez-vous le bal de M. D. ; que je suis allé vous voir une demi-heure avant que vous ne partiez, que vous m'avez reçu dans votre chambre, que je me suis assis sur le fauteuil en face de la fenêtre, que vous aviez déjà mis vos bracelets et que vous portiez cette robe d'été fond blanc, la plus jolie de toutes vos robes, la seule qui ait toujours duré? Je vous ai quittée, mais c'était pour vous retrouver le soir. Heureux temps où les plus grands voyages étaient de huit lieues, et où les plus longues séparations duraient l'espace d'un après-midi! Je me rappelle que

c'est à ce bal que mesdames F. et C., qui ne me connaissaient point encore, ont regretté de ne m'avoir point donné le quadrille que je leur demandai ; leurs filles sont maintenant bonnes à marier ; cela ne fait pas rire. Ai-je assez maugréé jusqu'au matin contre le beau P! Étiez-vous assez coquette, la plus pire des pires, et cependant si belle, si remplie de grâce, si bonne, m'aimant si bien ! Si ce n'est un certain bal des Bains, — vous devinerez bien lequel, quoiqu'il y ait déjà bien longtemps, — je n'ai jamais ressenti d'une façon si cruelle à la fois et si douce le vide que laisse au cœur un bal qui finit. Je vous vois encore descendant l'escalier au galop, enveloppée dans votre burnous, quand la première blancheur de l'aube, perçant à travers les fenêtres de cette grande salle, vous a fait fuir. Ça me tordait de ne pouvoir au moins partir par la même voiture que vous, et j'avais la fièvre, une fièvre délicieuse, en rentrant dans la chambre solitaire de mon hôtel. Que tout cela a passé vite. Parmi les biens dont je suis privé, parmi ceux dont j'ai toujours été privé, je n'ai qu'une consolation, c'est de n'avoir point passé une minute pendant quatre ans à m'occuper d'autre chose que de vous aimer. J'ai été bien heureux par vous, quoique d'un bonheur bien incomplet, et, comme tout se paie, par vous aussi maintenant j'ai peur d'être toujours bien malheu-

reux. Je suis si seul et si triste! Je m'arrête. Je ne veux pas mêler aux images des jours heureux mon humeur noire que je vois venir. Le soir arrive. Mais quand vous étiez près de moi, il faisait matin toute la journée.

*J.-J. Weiss à madame ****

Avril 1870.

Voici, madame, la carte que je vous ai promise pour les Gobelins. Je n'ai pu me la procurer qu'hier. J'ai recommandé qu'on place bien la duchesse Colonna. Je m'étais interdit jusqu'à présent toute recommandation en matière de placement d'œuvres exposées. J'avais même refusé d'intervenir pour la belle-sœur de P. de R. Mais la duchesse Colonna, en s'adressant rue ***, a pris le bon moyen, et je tâcherai qu'elle soit contente.

Je suis toujours secrétaire général des Beaux-Arts. Je doute que ce soit pour longtemps. Car je commence à être terriblement agacé de tout ce qui se passe. J'ai peur d'être obligé de vendre, le mois prochain, mon bel habit brodé d'or à un écuyer du cirque. Ça aura été le songe d'une nuit et journée d'hiver... l'éclat du verre et sa fragilité. Quel admi-

rable gâchis! Je ne décolère pas contre notre ami Prévost-Paradol. C'est lui qui a tout fait, grâce à la puissance d'action du *Journal des Débats*. Relisez, par curiosité, son article du 2 avril. Il trouve tout charmant alors dans les plébiscites. Il n'a vu le piège à loup que douze jours plus tard, quand il y était pris. Mais je vous fais un sermon politique et je vous en demande pardon. C'est mon bel habit qui me tourmente. Paradol devrait être condamné à me payer ma note chez Dusautoy.

Recevez, Madame, l'expression de mes sentiments bien dévoués.

J.-J. WEISS.

Jules Vallès à J.-J. Weiss.

Paris, 1er juin 1870.

Monsieur et ancien confrère,

J'ai un service à vous demander, non pour moi qui garderai jusqu'à la barricade ou l'hôpital mon attitude d'insoumis — affaire de tempérament! Je prends la liberté de vous recommander un garçon courageux qui lutte depuis longtemps seul et fier.

A-t-il du talent? Je le crois. En aura-t-il? Certainement. En tout cas, les tableaux qu'il a envoyés cette

année ont une valeur et méritent d'être achetés. Ils sont durement, mais solidement peints. L'auteur a vécu des mois entiers les yeux sur le muffle des félins et des fauves, le front contre les cages du Jardin des Plantes. C'est un consciencieux.

Il vous a adressé à vous[1] ou au ministre une lettre banale qui vous avertit du désir qu'il a de vendre à l'État un de ses tableaux : *Il est pauvre.*

Je me suis dit que peut-être vous vous souviendriez de mon nom, et croiriez au bien que je pourrais dire d'un homme. J'ai pensé que les anciens voisins de combat restaient camarades, par quelque coin, en devenant adversaires par certaines places; et j'ose espérer que vous insisterez en faveur de l'artiste auprès du ministre, s'il en est temps encore, même s'il est déjà un peu tard; mon Dieu, oui! Il ne me reste plus qu'à vous dire comment mon homme s'appelle. Il signe A. L., et il a à l'exposition des lions, et un tigre dévorant une femme.

Vous trouverez peut-être ma démarche sans façon; mais, vous le savez, je suis un irrégulier, et je me figure que vous êtes resté un indépendant.

On me fait savoir que vous ouvrez vous-même vos lettres. Donc celle-ci vous parviendra. Vous me feriez

1. Weiss était, depuis le mois de janvier de cette année, secrétaire général au Ministère des Beaux-Arts.

grand plaisir en m'avertissant du résultat de mon audacieuse recommandation.

Je vous tends la main par-dessus la barricade, et vous remercie d'avance, tout en regrettant que l'État se mêle de ça.

Votre ancien confrère,

JULES VALLES
23, rue de Tournon, près le Luxembourg.

J.-J. Weiss à monsieur X.

17 juin 1871.

Madame C. m'a transmis le désir que vous aviez de posséder une courte note de moi sur la situation présente et l'état des partis. Voici en quelques mots mon opinion, que je crois absolument conforme à la réalité des choses.

La République a été tuée, moins encore par l'insurrection de la Commune et par la connivence tacite de la gauche modérée avec la Commune, que par l'incapacité inactive de Jules Favre, de Trochu et de leurs collègues de Paris pendant le siège, par l'incapacité fébrile et agitée de Gambetta en province, par les épouvantables dilapidations et pilleries qui ont signalé, à Paris et en province, le Gouvernement de la Défense Nationale.

La logique de la situation, créée par le désastre de Sedan, sous l'Empire, par les catastrophes de Metz et du Mans, sous la République, semblait ramener à Henri V.

Il y a eu parmi les esprits éclairés, philosophiques et réfléchis, durant ces derniers huit mois, un retour sérieux en faveur de la doctrine de l'hérédité royale. Mais ce mouvement d'idées n'est point descendu au-dessous du niveau des esprits philosophiques. La haute, la moyenne et la petite bourgeoisie ont gardé toutes leurs préventions et tous leurs préjugés contre le dogme de la légitimité; et ces préjugés sont absolus autant qu'invincibles. Le manifeste du comte de Chambord n'a fait qu'accroître et sanctionner cette répugnance unanime. Au moment où la France succombe, le comte de Chambord ne parle que de l'Église à sauver. Ce beau zèle pour l'Église, dans les circonstances présentes, a paru à tout le monde, même aux gens qui ont de la religion, plus digne d'un lévite que d'un roi de France. En définitive, Henri V n'a pas recruté, par suite des événements actuels, plus de deux ou trois mille partisans en sus de ceux qu'il possédait au 1er septembre 1870.

Les princes d'Orléans n'ont su ni séparer absolument leur cause de celle de Henri V, ni s'unir nettement à lui. Il en résulte qu'ils n'ont point apporté de renforts au parti légitimiste, et qu'ils se sont affaiblis

eux-mêmes de toute la connivence qu'on suppose qu'ils ont avec ce parti. Avec de l'audace, les princes d'Orléans, débarquant en Normandie au mois d'octobre dernier et appelant à eux les hommes de bonne volonté, seraient devenus les chefs du mouvement de résistance contre les Prussiens. Avec de l'audace, le duc d'Aumale, paraissant à Bordeaux le jour de la réunion de l'Assemblée, ou à Versailles le jour de la translation de l'Assemblée dans cette ville, eût été proclamé d'emblée lieutenant-général de France, et il eût anéanti sans peine le fragile principat de M. Thiers. Ils ont perdu toutes les occasions. Aujourd'hui, on connaît les négociations, peu dignes de leur nom et de leur rang, qu'ils ont entreprises tour à tour avec Chanzy, Gambetta, Ranc, M. Thiers.

Ils sont dans une situation fausse, équivoque et humiliée.

Ils ont découragé leur parti qui est en pleine dissolution.

Quant à la présidence de M. Thiers, qui serait une forme de gouvernement bâtarde et incertaine entre la République et la monarchie, elle ne satisfait personne. M. Thiers qui ne domine ni son tempérament, ni ses nerfs, s'est aliéné l'Assemblée actuelle par ses impatiences et ses insolences. Il a mécontenté les républicains par le rappel des princes et ses projets de loi réactionnaires sur la presse, sur le

droit de réunion, sur les coalitions. Il a mécontenté la droite et le centre par son obstination à maintenir aux affaires les tristes héros du Quatre-Septembre. On se fie à son bon sens pour la conduite de nos affaires intérieures, mais pour cet objet seulement quoique même là-dessus on ait à lui reprocher la prodigieuse désinvolture de ses choix diplomatiques. Les esprits pratiques le jugent trop routinier pour le moment présent; il ne saura opérer ni dans l'organisation de l'armée, ni dans l'enseignement, ni dans la législation des cultes, ni dans notre système financier les grandes réformes qu'exige l'état actuel de l'Europe et de la France. Les esprits libéraux se défient de ses allures despotiques et craignent, avec raison, qu'il ne nous donne le gouvernement *le plus personnel* qu'ait jamais eu la France.

On a jugé et défini M. Thiers : Cromwell moins les bottes.

La définition serait juste, s'il avait le génie et le patriotisme de Cromwell. Il se contente malheureusement de n'en pas avoir les bottes. Bref, à moins que les élections partielles ne lui apportent un renfort considérable, il y a peu de chances que son pouvoir soit, comme il le souhaite, prorogé de deux ans.

Reste la dynastie impériale. Même au lendemain du désastre de Sedan, elle eût pu prévenir la journée du Quatre-Septembre, elle eût pu se défendre et se

maintenir avec un gouverneur de Paris, plus dévoué et plus fidèle que le général Trochu, avec des ministres plus habiles, plus décidés, plus patriotes que les ministres du 9 août. On a laissé la Révolution s'accomplir; et, quelques jours après le Quatre-Septembre, grâce aux désastres de Reischoffen et de Sedan, qu'il était hélas, trop aisé d'exploiter par les ennemis de l'Empire, la dynastie impériale semblait irrévocablement perdue. C'est pour cela que j'ai dit plus haut qu'au commencement d'octobre dernier, grâce à ce discrédit et à cette éclipse de la dynastie impériale, les chances de la dynastie d'Orléans étaient énormes. Mais depuis la capitulation de Metz, la catastrophe de Paris, celle du Mans, le désastreux gouvernement de Trochu, de Fabre d'une part, de la délégation de Tours et de Bordeaux de l'autre, ont tellement abattu, remué et exaspéré la France qu'on ne songe presque plus aux fautes de l'Empire au moment de la déclaration de guerre. Les esprits réfléchis proclament hautement que ces fautes, si l'on veut être équitable et raisonner selon la vérité légale des faits, au mois de juillet 1870, incombent aux ministres constitutionnels de l'Empire et aux généraux nommés par eux, et non à l'empereur lui-même. L'empereur, en effet, gouvernait en véritable souverain constitutionnel, depuis le 2 janvier, par l'entremise de ministres agréables à la Chambre, et

non point personnellement par l'entremise de ministres choisis par lui ; depuis le 9 août, il avait cessé de commander lui-même l'armée, et il ne saurait être rendu responsable des fausses manœuvres accomplies par Bazaine après Gravelotte, par Mac-Mahon dans la marche sur Sedan. La bourgeoisie commerciale et industrielle de province se rappelle la prospérité matérielle dont elle a joui sous l'Empire. Elle ne ferait aucune opposition au rétablissement de l'Empire, bien qu'elle ne soit pas disposée à agir pour le rétablir. Mais ce qui est une grande force en faveur de l'Empire, c'est l'état d'esprit des paysans. Ils sont aussi dévoués que jamais à la dynastie impériale. Je le sais par ouï-dire des provinces du Nord et de l'Est ; je l'ai pu constater par moi-même dans les provinces du Centre. Cette bonne disposition des paysans est si ferme et si générale qu'elle constitue une très grande force. Le parti impérialiste aurait pu en profiter aux élections générales s'il avait eu l'esprit et le courage de présenter partout ses candidats, en dépit du décret sans force légale de Gambetta contre les anciens serviteurs de l'Empire. Il aurait pu en profiter encore au mois de février dernier, en protestant par un manifeste en bonne et due forme, contre le décret de déchéance que l'Assemblée nationale n'a pu rendre que par un excès de pouvoirs, de violations de la procédure,

prescrites par son propre règlement, et en répandant cette protestation à profusion dans les campagnes. Il aurait pu en profiter encore, aux élections partielles qui vont se faire le 2 juillet, s'il s'était organisé en vue de la lutte électorale. Nul doute qu'en s'organisant à temps en vue des élections, le parti impérialiste, appuyé sur les convictions persistantes des paysans, tournerait à son profit le désarroi du parti orléaniste, les dispositions incertaines de la petite bourgeoisie, les répugnances insurmontables qu'excite la légitimité; et la République n'eût pu faire triompher le 2 juillet prochain une soixantaine de candidats; ce qui eût été, dans l'état présent des choses, une manifestation considérable de l'opinion publique. Malheureusement pour ce parti, il n'est pas constitué. Il ne fonctionne pas, il n'a pas fondé en France, depuis trois mois, un seul journal sérieux ayant du crédit sur l'opinion. Il n'a pas de comités d'action. Il n'a pas de caisse électorale commune, il s'abandonne à des chefs vieillis, sans ressorts et sans confiance. Il n'a pas de programme, ou, s'il en a un, c'est un programme datant de 1852, tout à fait contraire aux salutaires réformes opérées par l'empereur dans les trois dernières années de son règne, contraire au seul programme par conséquent qui puisse rallier les esprits libéraux et les générations nouvelles. Toutes ces causes font que le parti impérialiste va

laisser passer, impuissant et inactif, l'occasion peut-être unique, en tous cas difficile à retrouver d'ici quelque temps, que lui offraient les élections partielles.

Je termine en observant que le dévouement des paysans n'est pas seulement le dévouement à la dynastie impériale. C'est surtout un dévouement profond et presque superstitieux à la personne même de Napoléon III. Les chances de restauration de la dynastie impériale restent très sérieuses durant l'interrègne républicain, aussi longtemps que Napoléon III vivra ou n'aura pas abdiqué. Ces chances seraient déjà moins fortes avec l'impératrice et le prince impérial. D'après tout ce que je vois et tout ce que j'entends, je les crois très faibles avec le prince Napoléon.

J.-J. WEISS.

J.-J. Weiss, au prince G. S., son ami et camarade.

Juillet 1871.

Mon bon et cher ami,

Je viens de recevoir ta lettre; je n'avais pas eu de tes nouvelles depuis notre petit voyage à Fontainebleau. C'était pendant les derniers jours de la Com-

mune [1]. Quel voyage! quel retour! Je crois que nous nous en souviendrons longtemps l'un et l'autre. Ta lettre est bien intéressante; je l'ai lue et relue. Seulement tu te trompes sur un point : Après le mouvement concentrique sur Sedan, opéré sous les ordres de Mac-Mahon, dans l'après-midi du 31 août, et la matinée du 1er septembre, l'armée française était perdue, à peu près sans ressources; sauf, peut-être, et c'est un grand « peut-être », la retraite en Belgique. Un fait peu connu, mais d'une importance capitale pour l'histoire de cette fin de règne, c'est que l'empereur, depuis le départ du camp de Châlons, conformément aux ordres envoyés par le ministère, agissant sous la pression exercée par la gauche du Corps législatif, n'était plus rien dans son armée, n'ordonnait rien, ne s'opposait à rien. En un mot, dans cette crise suprême de dix jours, il est innocent de tout, hors de ceci : s'être préparé, pendant vingt ans de règne absolu, de tels chefs d'armée, de tels hommes d'État, un tel Corps législatif.

Parmi les hommes du gouvernement de la Défense nationale, un seul a eu le courage d'émettre l'avis, dès le commencement du blocus, qu'il fallait traiter, pour la simple raison qu'on n'était pas en état de se défendre. C'était Picard. Il connaissait bien ses col-

1. J.-J. Weiss avait passé les derniers dix jours de la Commune à Fontainebleau avec son ami le prince S...

lègues, leur impuissance et leur stérilité d'esprit, quand il leur disait dès le milieu du mois de septembre : « Vous ne ferez qu'un siège d'opéra-comique. » Seul aussi, au milieu de l'affolement général, il a su prendre les mesures nécessaires, le 31 octobre, pour résister à l'insurrection. Dans ce gouvernement de la Défense nationale, Picard était le seul esprit politique.

Quant aux élections prochaines, sur lesquelles tu demandes mon avis?... que te dirai-je? Plus ça change, plus c'est la même chose. Ce mot connu, cher ami, est le jugement le plus profond qu'on ait porté sur l'histoire de France depuis soixante ans. Nous piétinons sur place dans les révolutions stériles.

Ce qu'il nous faudrait ce sont des hommes capables..... Ce qu'il faudrait constituer aujourd'hui, c'est le gouvernement de la capacité. Mais, que veux-tu? A Paris, un homme d'affaires, un négociant, un manufacturier, un agent de change ne se dérange pas pour la politique. Les hommes notables et honorables n'ont aucun souci de la politique. Il y a, non seulement dans la masse électorale, mais encore dans les sommités du commerce et de l'industrie, incapacité radicale à se conduire. Les ouvriers de l'Internationale seuls savent s'organiser et se donner un but; seuls ils se disent que la politique est en définitive

leur salaire, et qu'elle est par conséquent leur affaire capitale.....

A quelques exceptions près, ce qui, jusqu'à présent, a toujours dominé en France, c'est le sentiment monarchique. La race latine aime avoir un souverain ou plutôt un maître... Elle a soif d'ordre et d'autorité. Elle sera prête à crier au premier Macbeth venu : « Tu seras Roi ».

Mais, qui aujourd'hui sera ce Roi?... Le prince Napoléon ne produira rien. C'est un impétueux sans fermeté, un violent sans consistance.

Il a de l'esprit et du coup d'œil; il n'a pas de prévoyance. Et puis, quelle conduite privée, immorale et scandaleuse !

Quant aux princes d'Orléans, ils sont une famille de brillants sous-lieutenants, dont le chef, le comte de Paris, est un savant docteur en économie politique, ni plus ni moins que Stuart Mill... Ils ne sont point la tête d'un grand parti national. Les nobles qualités des princes d'Orléans ne sauraient être estimées trop haut; mais je crains que, la France abattue, alors qu'elle cherchera avec désespoir une main qui la secoure et la relève, ils ne sachent donner à la France, ni un Gustave Wasa, ni un Conradin, ni même un Charles-Édouard. Ils seraient admirables en tant que simples particuliers, et j'admirerais en effet, sans réserve, tant d'abnégation, tant de patrio-

tisme et d'honnêteté, si je croyais que l'honnêteté et le patriotisme d'un petit-fils de Henri IV et de Saint-Louis sont tout ce qu'ils doivent être, quand ils sont tout simplement de même degré et de même qualité que le patriotisme et l'honnêteté de M. Martin ou de M. Durand.

Tu me parles avec enthousiasme et grand respect du maréchal de Mac-Mahon. Tu as raison. Aujourd'hui il a une légende. Il n'y a pas, vois-tu, à lutter contre les légendes! Le caractère chevaleresque de Mac-Mahon lui a fait une légende, laquelle, il faut l'avouer, est notre dernier orgueil. Mac-Mahon a les proportions d'un personnage épique. Il n'apparaît à notre imagination que dans la fumée des batailles, défiant canons et boulets avec une épée rompue et, quoique les deux mots jurent ensemble, invincible dans la défaite. Si ce n'est pas un grand homme, c'est un héros! La France l'aime, et se consolera en lui, comme la Grèce se consolait en Philopémen.

Quant au présent, voici où nous en sommes : la Commune a épouvanté le monde de ses forfaits. Elle a succombé dans le sang, parmi les incendies et les ruines. Le parti républicain se voit accablé ; mais souviens-toi de ce que je te dis : il se servira de M. Thiers pour éliminer les prétendants d'abord, jusqu'au moment où il éliminera M. Thiers lui-même... Une question reste pour moi obscure. Le

procès des chefs et des journalistes de la Commune apportera-t-il quelque lumière ? Le point est de savoir quels sont ceux vraiment qui ont conçu le plan de brûler Paris et qui ont procédé à l'exécution de ce plan. . . . .
. . . .

J.-J. WEISS.

*J.-J. Weiss à M***.*

Paris, 2 décembre 1871.

. . . .

Vous me demandez ce que je pense de M. Thiers. M. Thiers est fort habile ou, si vous voulez prendre le langage de ses ennemis, fort roué ; mais toute son habileté n'empêche pas qu'il ne soit aussi très ouvert, avec un grand abandon de langage. Il est capable de secret, il ne l'est pas de dissimulation profonde. Pour peu qu'il sente qu'on l'écoute parler avec plaisir, il est tout de suite dominé lui-même par le plaisir d'être écouté, et il se livre.

Combien de fois, dans son salon de la place Saint-Georges, durant les dernières années de l'Empire, ne l'a-t-on pas entendu rappeler avec une rancune sourde les fautes de Louis-Philippe qui ne l'avait pas gardé pour premier ministre !

De quel ton protecteur il s'exprimait sur le compte des princes d'Orléans, braves et dignes jeunes gens dont le père, dans son obstination à vouloir gouverner et régner, avait ruiné l'avenir pour toujours, « je le crains bien », disait-il de sa petite voix aiguë et bonasse « pour toujours, pour toujours ! » Que de peine il a prise aux élections générales de 1863, les premières où le parti orléaniste fut en mesure d'intervenir, pour subordonner ce parti aux républicains, alors sans crédit, sous prétexte que les républicains seuls étaient en état de poursuivre contre l'Empire une guerre inexpiable ! Et, d'autre part, avec quel soin il répétait que l'orléanisme n'aurait plus de raison d'être si l'empereur se convertissait à ce régime constitutionnel ! Ainsi, au Corps législatif de l'Empire, sa principale préoccupation était d'effacer pour ainsi dire l'orléanisme de la carte des partis. A Bordeaux, sa première idée, lorsqu'il a eu le pouvoir en main et qu'il a pu constituer un ministère, a été d'en exclure les orléanistes. Le ministère du 8 février en sa première forme contenait des républicains déclarés, MM. Favre et Simon, des républicains de nuance plus adoucie, M. Dufaure et M. Picard, deux ci-devant impérialistes, M. Pouyer-Quertier et M. Lambrecht, un légitimiste, M. de Larcy ; mais l'orléanisme n'y était représenté ni peu ni prou.

L'orléanisme, on l'exilait brillamment à Londres

avec M. le duc de Broglie. N'était-ce pas la preuve concluante que M. Thiers nourrissait des desseins pour lesquels l'orléanisme était considéré par lui comme le principal péril ! Comment un tel fait n'a-t-il pas ouvert les yeux aux princes d'Orléans ! Comment ne les a-t-il pas rendus insensibles, dès ce moment-là, eux et leurs amis, à toutes les belles paroles de M. Thiers?

Ce qui explique que M. Thiers ait pu insensiblement cheminer jusqu'au point où il est et où il n'a plus qu'à démasquer ses batteries, c'est que l'ambition que nous lui prêtons ici a dû paraître longtemps, de la part d'un homme qui n'est pas général d'armée, invraisemblable, à force d'être folle. L'opinion qu'il n'y a qu'un militaire illustré par de grandes victoires, ou un prince de race royale, qui soit en situation d'usurper ou de se faire décerner le souverain pouvoir, est pour la plupart des Français un article de foi, et elle a écarté toutes les défiances de la personne de M. Thiers. Le personnel politique de notre pays est trop peu instruit et trop peu réfléchi pour s'être aperçu à temps que cette opinion n'est qu'un préjugé. « En France, tout arrive », disait Saint-Simon sous Louis XIV. Le mot de Saint-Simon dans la monarchie la mieux assise, la plus régulière et la plus compassée de l'Europe, ne pouvait être que la boutade d'un esprit chagrin, ou l'éclair d'une ima-

gination inspirée. Depuis la révolution du 10 août 1792, le mot est devenu vrai, d'une vérité absolue et mathématique. La France, depuis ce moment-là, est tombée dans un état politique et moral assez semblable à celui de Rome ancienne à l'époque des Césars. « Tout arrive, tout peut arriver », même le principat ou le protectorat d'un simple civil. Est-ce que Robespierre, pendant dix-huit mois, n'a pas été aussi absolu dans notre pays que l'avait été Cromwell en Angleterre? Et n'est-ce pas la parole sans l'épée qui lui avait livré la dictature? Quant à l'ère des Empereurs, elle commence par César, conquérant des Gaules, mais elle continue par Néron, jurisconsulte et faiseur de vers, que l'occasion et la nécessité portent sur le trône sans qu'il ait jamais revêtu l'habit militaire, ou par Adrien, avocat, orateur, poète en langues grecque et latine, se mêlant de médecine, de tactique et d'architecture, exactement comme M. Thiers, mais ni général, ni conquérant, ni vainqueur de quoi que ce soit.

Je ne sais si M. Thiers a jamais songé aux exemples tirés de l'histoire romaine. Mais il a médité de bonne heure sur la destinée de Robespierre, et de bonne heure appris comment on arrive à la dictature par l'appui actif des factions et la docilité des Assemblées. Tout ce qui s'est passé dans notre pays depuis 1848 n'a pu que le soutenir et l'encourager dans le dessein

d'être à la fin de sa carrière une sorte de Napoléon en habit bourgeois. Le prince Louis, au 2 décembre 1851, n'avait point gagné de batailles; on peut donc devenir maître de la France sans avoir pour soi l'illustration militaire. Il est vrai que le prince Louis portait le plus grand nom de notre siècle. Mais Gambetta est venu ensuite, qui n'était fils ni neveu d'aucun souverain, simple avocat et simple orateur populaire; la France s'est pliée sous lui; l'armée lui a obéi; les généraux ont été à ses pieds; Bourbaki, le lendemain de Villersexel, lui écrivait qu'il admirait son génie, et en de tels termes qu'on n'ose plus trouver courtisan La Feuillade faisant ses génuflexions devant la statue de Louis XIV. L'exemple de Gambetta a dû enlever à M. Thiers jusqu'au dernier doute, s'il en possédait encore, sur la possibilité d'établir son principat en France, de réduire sous sa loi l'armée et les maréchaux, d'être enfin à son tour César-Auguste. C'est le plan qu'il a poursuivi depuis le 8 février, et il a rencontré la complicité effective de tout le monde, celle des princes d'Orléans, celle des républicains modérés, celle des maires démocrates de Paris. Je voudrais admirer son habileté; je ne puis admirer que l'aveuglement universel.

J.-J. WEISS.

Sa Majesté l'Empereur Napoléon III [1] *à Weiss.*

Camden Place, Chislehurst, 8 avril 1872.

Mon cher monsieur Weiss,

Le malheur a ses consolations, vous me le prouvez tous les jours en repoussant avec tant de talent les calomnies dont j'ai été l'objet. Je ne saurais vous dire combien je suis touché de voir un homme qui ne me doit rien, me témoigner tant de sympathie. Aussi ai-je voulu vous remercier personnellement du courage avec lequel vous défendez une cause vaincue, et vous prie de croire à mes sentiments d'estime et de sympathie.

NAPOLÉON.

1. Napoléon III (Charles-Louis-Napoléon Bonaparte), né à Paris le 20 avril 1808, mort à Chislehurst (Angleterre), le 9 janvier 1873. Président de la République en 1849. Proclamé empereur sous le nom de Napoléon III. Vaincu à Sedan. Prisonnier à Wilhelmshoe (Allemagne). Déchu du trône impérial, exilé en Angleterre. Auteur de l'*Extinction du Paupérisme* (1844), de la *Vie de César* (1865 et 1866).

J.-J. Weiss à Sa Majesté l'Empereur Napoléon III.

Paris, 20 avril 1872.

Sire,

J'ai reçu la lettre que l'Empereur a bien voulu me faire l'honneur de m'adresser. Le peu qu'il m'a été permis d'essayer, dans le cadre modeste d'un article de journal, pour rétablir la vérité sur la campagne de 1870, ne méritait pas une telle marque de sa bienveillance. Je prie l'Empereur de croire que j'y suis d'autant plus sensible que j'ai moins fait pour m'en rendre digne.

Étranger à tous les partis, mêlé toutefois pour une part et dans ma sphère au mouvement d'idées pacifiques qui avait amené la formation du cabinet du 2 janvier, j'ai pu voir de près, et je sais mieux que personne avec quelle loyauté l'Empereur avait accepté le rôle et les devoirs de souverain constitutionnel. Aussi j'ai été heureux de saisir la première occasion qui m'était offerte de dire bien haut que si tous les hommes politiques et tous les partis avaient montré en 1870 autant de sagesse, de patriotisme et de désintéressement que Votre Majesté, la France aurait évité de bien grands malheurs.

Permettez-moi maintenant, Sire, d'exprimer ma respectueuse admiration pour la sérénité avec laquelle l'Empereur supporte le malheur et l'injustice. La lettre si simple et si touchante que j'ai reçue restera pour moi le précieux témoignage d'une élévation d'âme toute royale que la fortune n'a pu abattre et qui a vaincu plus d'une fois déjà la fortune.

J'ai l'honneur d'être, Sire, avec un profond respect,

De Votre Majesté le très humble et très obéissant serviteur.

J.-J. WEISS.

Monsieur Cuvillier-Fleury à J.-J. Weiss.

Paris-Passy (avenue Raphaël), le 8 novembre 1872.

Mon cher et aimable confrère,

J'attache un prix infini à votre approbation. Vous êtes certainement, de tous les écrivains de la presse militante, celui dont j'apprécie le plus le talent, encore bien que je ne me rencontre pas avec vous sur toutes choses, comme j'ai eu le bonheur de m'associer à vos idées sur l'Université. Vos articles, que je n'ai pas tous lus, mériteraient bien d'être recueillis en brochure. Vous avez touché au vif de la question,

avec une rare originalité dans un sujet rebattu. C'est à cela que se reconnaissent les vrais écrivains, et c'est le culte des anciens qui fait de pareils fidèles au bon goût et au bon sens. Merci de l'assistance que vous m'avez procurée! j'aurais voulu vous citer tout entier! Mais je n'aurais eu plus rien à dire. Vous serait-il possible de me faire envoyer tout ce que vous avez écrit? J'aimerais, dans une publication que je suis en train de faire de ma Lettre au *Journal des Débats*, pouvoir citer tout au moins la date de vos articles.

Le *Journal des Débats!*... Fondé, rédigé, soutenu, illustré par des universitaires, élèves, maîtres, dignitaires, grands maîtres de l'Université, le *Journal des Débats*, empruntant la plume d'un économiste pour nous dire que l'éducation classique n'avait produit en France depuis trois siècles que « des rhéteurs et des sophistes » !

... Nec galeam quassas, nec terram cuspide pulsas...

Minerve est comme la Justice au temps de Virgile : elle ne descend plus sur la terre.

A classique, classique et demi! Vous me passerez cette tirade, en agréant l'assurance de mes sentiments respectueux et tout particulièrement dévoués.

CUVILLIER-FLEURY.

Le Prince Napoléon (Jérome)[1] *à J.-J. Weiss.*

Comte de Moncalieri (Chalet de Prangins, près Nyon),
canton de Vaud (Suisse).
Ce 25 novembre 1872.

Monsieur,

Dans la lutte inégale que je soutiens contre les procédés arbitraires du gouvernement français qui me proscrit sans droit, les articles que vous avez faits pour défendre ma cause provoquent toute ma reconnaissance!

Je tiens à vous l'exprimer. Elle est d'autant plus

1. Napoléon (Jérôme), né en 1822 à Trieste, mort le 18 mars 1891 à Rome. Élu député de la Corse en 1848, il se rattache aux principes républicains. Après la proclamation de l'Empire, il siège de droit comme prince français au Sénat et au Conseil d'État. Il commande un corps d'armée comme général de division dans la guerre de Crimée, d'où il revient avant la prise de Sébastopol. Président de l'Exposition universelle de 1855, il consigne le résultat de ses travaux dans un rapport à l'Empereur. En 1858, il est nommé ministre de l'Algérie et des colonies. Membre de l'Institut (Académie des Beaux-Arts). Pendant la guerre de 1870, il est envoyé en mission auprès du roi d'Italie son beau-père, mais ne réussit pas à attirer l'Italie dans l'alliance de la France. Rentré en France en 1873, il est élu député d'Ajaccio.

En 1886, il est exilé et se retire au château de Prangins. En 1887, il répond à l'ouvrage publié par M. Taine par un livre intitulé *Napoléon et ses détracteurs*.

vive que votre polémique n'est inspirée que par votre sentiment du droit et de la justice, et non par esprit de parti ou par des relations personnelles.

Vous n'êtes enrôlé dans aucun parti politique, et les trop rares rapports que nous avons eus ne me permettent pas de croire que ce que vous dites provienne d'une sympathie personnelle.

Ce soutien désintéressé est la meilleure consolation dans ma proscription! venant d'un homme de talent, et d'un esprit aussi élevé!

Recevez, monsieur, l'expression de tous mes sentiments les plus distingués.

Votre affectionné.

NAPOLÉON (JÉROME).

J.-J. Weiss au Prince Napoléon.

30 novembre 1872.

Monseigneur,

J'ai reçu la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser. Le peu que j'ai pu faire ne méritait pas le témoignage précieux pour moi que vous voulez bien me donner de votre haute bienveillance.

J'ai défendu en votre personne le plus clair et le

plus sacré des droits. Il est vrai que je n'ai point agi par esprit de parti. Mon humeur, mes goûts, mes opinions ne me portent point naturellement vers les partis tranchés. Parmi les circonstances périlleuses où flotte la France depuis deux ans, et où le salut, qui ne vient jusqu'à présent d'aucun côté, pourrait venir de bien des côtés divers, je suis de ceux qui n'excluent aucune solution raisonnable et qui, par conséquent, ne voudraient s'ôter le droit d'en défendre aucune à un moment. J'ai soutenu du mieux que j'ai pu dans ses efforts le parti impérialiste, quoique mes antécédents ne faisaient pas de moi un impérialiste. Il est de mon devoir de vous avouer franchement, Monseigneur, que si, au moment où j'ai repris la plume, j'avais vu tout autre parti, conservateur ou monarchique, faire les mêmes efforts de résistance à la confusion présente que les impérialistes, je l'aurais soutenu de même.

Si je ne suis pas un impérialiste de profession et de doctrine, je n'ai pas oublié, Monseigneur, les trop courts rapports que j'ai eu l'honneur d'entretenir avec l'Empereur et avec votre Altesse. Le souvenir que j'ai gardé me rend facile la tâche de réduire à ce qu'elles valent, chaque fois que l'occasion s'en présente, les accusations calomnieuses et les insultes grossières dont les malheurs de l'année 1870, encore mal connus dans leurs causes et mal expliqués, ont été

le prétexte. Je mêle au plaisir[1] .... que j'éprouve à servir le vrai une satisfaction plus personnelle, celle de reconnaître la loyale conduite de l'Empereur à mon égard et le bon accueil que j'ai reçu auprès de vous.

Je sais mieux que personne pour l'avoir éprouvé en des situations souverainement critiques, combien votre esprit est juste, clair, patriotique et élevé. Je me rappelle vos anxiétés judicieuses, au moment de la réforme constitutionnelle, si peu raisonnable, du mois d'avril 1870. Je me rappelle vos prévisions au moment de la déclaration de guerre. J'ai bien souvent pensé aux deux entretiens que vous avez bien voulu avoir avec moi sur ce double sujet. Il n'a pas dépendu de vous que tant de malheurs fussent évités. C'est un témoignage que je suis heureux de pouvoir vous rendre.

Et maintenant, qui sait ce que l'avenir réserve à notre pays.

Je vous prie, Monseigneur, d'agréer l'expression de mes sentiments respectueux et dévoués.

J.-J. WEISS.

1. Mot illisible.

Une dame à J.-J. Weiss.

11 janvier 1873.

Votre lettre m'a fait plaisir et peine en même temps. Votre isolement et vos soucis de famille m'inquiètent. Quand je vous sais malheureux, je me retrouve de l'amitié pour vous, et, comme ce n'est que pour m'affliger de vos chagrins, songez combien je souhaite de vous savoir content, indifférent et heureux.

Vos visites d'aspirant académique doivent vous ennuyer, car je ne pense pas que vous dérogiez à 'usage, et accédiez au règlement; l'un demande un acte courtois de présence, l'autre l'interdit. Une carte de visite peut, heureusement, concilier les deux.

Avez-vous assisté à la réception de M. de Loménie? Y avez-vous remarqué mademoiselle***, l'inconnue à Mérimée? Ressemble-t-elle au portrait qu'on m'a fait d'elle : laide malgré de beaux yeux, un nez énorme, maigre à faire peur, et pédante par-dessus le marché? Je comprends dans ce cas que Mérimée ait préféré lui écrire que de la voir. Ne pensez-vous pas qu'une correspondance quasi quotidienne, si

elle ne répond pas à un besoin du cœur, n'est que du bavardage littéraire? Avez-vous lu ces lettres? Un jeune romain, à qui j'ai vu feuilleter ce livre sur la table d'un salon, laissait clairement entendre, par ses exclamations, qu'il trouvait que les lettres qu'il avait eu occasion d'écrire étaient beaucoup plus spirituelles et mieux faites pour toucher. Cela m'a amusée à voir.

. . . .

Monsieur le comte de Falloux[1] *à J.-J. Weiss.*

Angers, 21 décembre 1872.

Monsieur,

Vous venez de me causer un vrai plaisir et un vrai chagrin, qui se confondent du moins dans une bien sincère reconnaissance. Si vous m'aviez donné le choix, j'aurais interverti les parts, et c'est madame Swetchine[2], vous le croyez bien, qui eût pris la place que votre bienveillance m'accorde. Vous avez été

1. Comte de Falloux (Alfred-Pierre) né à Angers le 7 mai 1811, mort le 6 janvier 1885. Homme d'État. Ministre de Napoléon avant le coup d'État. Membre de l'Académie Française. Auteur des ouvrages suivants : *De la Contre-Révolution*, *Discours et mélanges politiques. Études et souvenirs. L'Évêque d'Orléans. De l'Unité nationale. Mémoires d'un royaliste.*

1. Madame Sophie Soymonof Swetchine, auteur de *Pensées et traités divers*, publiés par M. de Falloux.

injuste pour elle, et je penserais qu'il y a là grandement de ma faute, si je n'essayais de me persuader que vous avez voulu faire un sacrifice à quelques-uns des préjugés que vous vous gardez de partager *in petto*. Quoi qu'il en soit, Monsieur, vous assurez à tout journal que vous dirigez une trop brillante place, pour que votre suffrage, même avec de sévères réserves, ne garde pas un grand prix, et ce que vous avez refusé au caractère de madame Swetchine, l'élévation désintéressée, vous l'accordez si pleinement à son esprit que vos lecteurs concevront le désir de devenir les siens; c'est la mettre en mesure de se défendre et c'est assez pour faire de tous ses amis vos véritables obligés.

Pour moi, dont la dette est double, je vous offre, croyez-le bien, Monsieur, tous les sentiments d'une profonde gratitude, en y ajoutant, au point de vue politique, tous ceux de mon admiration pour votre courage et de l'appréciation la plus vive pour des services qui grandissent à chaque épreuve.

F. DE FALLOUX.

P.-S. Veuillez me pardonner l'écriture étrangère; mes yeux sont, depuis nombre d'années, hors de service.

Monseigneur Dupanloup[1], *évêque d'Orléans, à J.-J. Weiss.*

23 janvier 1873.

Monsieur,

Je suis heureux que les idées défendues dans mon discours[2] sur le Conseil supérieur[3] aient pour elles l'assentiment d'un esprit aussi juste et éclairé que le

1. Dupanloup (Félix-Antoine-Philippe), né le 3 janvier 1802, à Saint-Félix, en Savoie, mort en 1878. Évêque d'Orléans en 1849. Membre de l'Académie française en 1854. Auteur du traité de *l'Éducation*. Avait commencé ses études à Sainte-Barbe. M. de Lanneau écrit à ce sujet à Weiss en date du 18 juillet 1864 : « C'est mon père qui, en 1802, a créé près de Sainte-Barbe la première école gratuite pour cent enfants du quartier latin; tous les trois mois il faisait passer l'examen à ces enfants et ramenait boursiers et pensionnaires tous ceux qui étaient intelligents; de ce nombre est Monseigneur Dupanloup, il le dit publiquement, mais il n'a pas fini ses études à Sainte-Barbe.

Cette école a été fermée en 1816; l'Université jalouse voulut faire payer la rétribution universitaire de 45 francs par enfant à mon père. »

2. Discours prononcé par monseigneur Dupanloup à l'Assemblée nationale en réponse à M. de Pressensé, dans la discussion sur le Conseil supérieur de l'Instruction publique. M. de Pressensé avait demandé à exclure de ce Conseil les membres du Clergé.

3. De l'Instruction publique.

vôtre. Elles touchent en effet, ainsi que vous l'avez bien compris, à la question plus générale des rapports de l'Église et de l'école, de la religion et de l'éducation. La séparation que l'on prêche bruyamment aujourd'hui peut séduire ceux qui ne regardent guère qu'à la surface des choses; mais les esprits libres de préjugés et véritablement étendus aperçoivent sans peine l'injustice et le danger de ce faux libéralisme. Au lieu de diviser les forces vives de la société, parmi lesquelles, quoi qu'on fasse, la religion comptera toujours, il serait bien plus urgent de les réunir.

C'est toujours avec une très grande joie, monsieur, que je me rencontrerai avec un écrivain aussi distingué que vous dans la défense des vraies causes sociales et françaises.

Veuillez agréer l'hommage de ma haute considération.

ÉVÊQUE D'ORLÉANS.

Monseigneur l'Évêque Dupanloup à J.-J. Weiss.

Domêne (Isère), 20 juillet 1873.

Bien cher monsieur,

Les élèves de mon petit séminaire d'Orléans doivent représenter une tragédie grecque, *Œdipe à*

Colonne, le dimanche 27 juillet, à 7 heures du soir.

Vous avez été toujours si bon pour moi, que vous ne me trouvererez pas trop indiscret, j'espère, si je viens vous prier d'honorer de votre présence cette solennité littéraire.

Vous voudrez bien en même temps agréer à l'Évêché d'Orléans mon humble et reconnaissante hospitalité.

Plus tôt vous nous arriveriez, et plus vous nous resteriez mieux ce serait ; vous nous feriez l'honneur de dîner avec nous avant la représentation.

La Compagnie d'Orléans, qui n'est pas de fer pour nos fêtes classiques, sera heureuse de vous offrir, par mon entremise, un billet de circulation pour l'aller et le retour.

Laissez-moi espérer que vous ne me refuserez pas ce témoignage de votre bienveillance, et que vous accorderez à mes enfants ce noble encouragement pour des études qui vous sont si chères et que vous avez tant illustrées.

Veuillez agréer, bien cher monsieur, tous mes bien dévoués et respectueux hommages.

ÉVÊQUE D'ORLÉANS.

Monsieur de Fourtou [1] *à J.-J. Weiss.*

Paris, le 19 juillet 1874.

MINISTÈRE
DE L'INTÉRIEUR
—
CABINET
DU MINISTRE
—

Cher monsieur Weiss,

Je vous remercie de votre aimable visite, et du mot affectueux que vous m'avez fait l'honneur de me laisser. Il n'y a personne dont j'apprécie l'estime plus que la vôtre; c'est vous dire combien je suis heureux des sentiments que vous m'exprimez. Je quitte le pouvoir, parce qu'il m'est impossible d'admettre que le septennat soit compatible avec la forme républicaine définitivement adoptée, et parce qu'il m'est également impossible de traiter de la même manière que le radicalisme une certaine fraction du parti conservateur. J'entends autrement que certains de mes collègues la politique conservatrice; je veux l'union de toutes les forces conservatrices contre

1. M. de Fourtou (Marie-François-Bardy); né à Ribérac en 1836, mort en 1897, avocat et maire de Ribérac sous l'Empire. Député en 1871. Ministre des Travaux publics sous la présidence de Thiers en 1872. Gère en 1873 les trois ministères de l'Instrution publique des Cultes et des Beaux-Arts. En 1874, ministre de l'Intérieur, sous le ministère de Broglie. Réélu député en 1880 et 1885.

l'invasion du fléau radical, et, comme je ne suis pas libre de pratiquer rigoureusement cette politique, je dégage ma responsabilité des aveuglements et des compromissions que j'entrevois.

Il m'est douloureux de n'être plus à la tête du bon combat ; mais il est honorablement impossible de lutter autrement qu'on ne croit légitime de le faire.

Recevez, cher monsieur Weiss, l'assurance affectueuse de mes sentiments de toute particulière considération.

Monsieur le comte de Falloux à J.-J. Weiss.

Bourg d'Yré, le 16 novembre 1874.

Qui donne vite donne deux fois, et, quand le don est toute une fortune, quelle ne doit pas être la reconnaissance ! C'est votre cas et le mien... Aussi, ne puis-je assez vous exprimer combien je demeure touché de votre bonté. Ce dernier mot ne s'applique pas seulement à votre si aimable procédé, mais à l'attrait sincère que l'on sent, d'un bout à l'autre de votre article, pour ce qu'il y avait de meilleur en M. Cochin[1]. Vous avez été le premier à parler de lui

1. Pierre-Suzanne-Augustin Cochin, maire de Paris en 1853. Membre de l'Institut, mort le 15 mars 1872.

en dehors du cercle de ses amis, et, grâce à vous, cette première épreuve est une bien encourageante et bien douce consolation. J'ai désormais envers vous, Monsieur, une dette exigible à toute heure que vous jugerez convenable, et je suis impatient de m'en acquitter sans vouloir cesser pour cela de rester à tout jamais votre très dévoué et très reconnaissant obligé.

FALLOUX.

J.-J. Weiss à Monsieur de Falloux.

Monsieur,

Vous voudrez bien m'excuser (de violents maux de tête que j'ai eus ces jours-ci et auxquels je deviens malheureusement trop sujet), si je ne vous ai pas écrit plus tôt combien j'ai été sensible à votre aimable lettre. Je ne mérite pas vos remerciements. J'avais trouvé M. Cochin particulièrement obligeant pour moi, il y a une dizaine d'années ; j'ai été d'autant plus heureux qu'un livre, où il est peint avec tant de délicatesse, me permît de m'acquitter envers sa mémoire, car la meilleure manière de louer un homme comme lui, c'était de dire simplement la vérité. Cette tâche m'a d'ailleurs été rendue bien facile par le bel

ouvrage que vous lui avez consacré; vous y avez réuni tous les traits qui feront vivre son nom, et vous avez procuré à vos lecteurs le plaisir bien rare de notre temps, de lire un livre qui est à la fois éloquent et... (mot illisible).

Veuillez agréer, monsieur, l'expression de mes sentiments les plus recpectueux et dévoués.

J.-J. WEISS.

Monsieur Franceschini Pietri[1] *à J.-J. Weiss.*

Camden Place, Chislehurst, le 24 février 1875.

Monsieur,

L'Impératrice et le Prince impérial viennent d'apprendre la perte cruelle que vous avez faite[2]. Sa Majesté et Son Altesse Impériale pensent à la douleur profonde qu'elle doit vous causer et me chargent de vous dire qu'Elles prennent une part très grande à votre malheur.

Veuillez agréer, monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

FRANCESCHINI PIETRI.

1. Franceschini Pietri, né à Sartène (Corse) vers 1830, secrétaire particulier de l'empereur Napoléon III.

2. Celle de madame Weiss, née Rose Tendé, mère de J.-J. Weiss.

Weiss à Monsieur Fr. Pietri.

12 mars 1875.

Monsieur,

J'ai reçu la lettre par laquelle vous m'informez du témoignage de haute sympathie qu'ont daigné me faire adresser dans mon malheur Sa Majesté l'Impératrice et Son Altesse le Prince impérial. L'occasion m'a manqué jusqu'à ce jour pour vous prier de transmettre à l'Impératrice et au Prince impérial l'expression de ma respectueuse gratitude. Si cruellement frappés eux-mêmes, ils trouvent dans leurs cœurs une sollicitude constante pour les malheurs de ceux qu'Ils ont connus en des jours plus prospères. Je ne suis pas surpris de cette marque de leur bonté, mais, quand je mesure l'étendue de la perte encore récente qu'Ils ont faite, j'en suis véritablement touché et je les prie de me permettre de rapporter à la mémoire du Souverain magnanime qu'Ils pleurent une part de mes hommages reconnaissants.

Veuillez recevoir, monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

J.-J. WEISS.

Monsieur Hetzel[1] *à J.-J. Weiss.*

Novembre 1877.

Mon cher Weiss.

Je suis depuis douze jours renfermé, tenu moitié au lit moitié dans ma chambre par une invasion de clous, qui me font si cruellement souffrir que je changerais de tête avec n'importe qui, même avec un décapité.

Il a fallu cet état de santé pour que vous ne me voyiez pas au nombre de vos plus sincères amis dans votre chagrin.

Votre père avait quatre-vingt-cinq ans, mon cher Weiss, eh bien, vous ne vous ferez pas à l'idée de ne plus être un fils, plus vous irez et plus vous sentirez que ne pouvoir plus regarder au-dessus de soi est cruel. Tout voir au-dessous, ne plus pouvoir remonter au-dessus de soi-même dans ses souvenirs vous fera un vide qui ne se comble pas. J'écrivais tous les

1. Hetzel (Pierre-Jules), né à Chartres le 15 janvier 1814, mort à Monte Carlo le 16 mars 1886. Libraire et littérateur. A publié sous le pseudonyme de P.-J. Stahl un grand nombre d'ouvrages à l'usage de la jeunesse, entre autres : *Maroussia*, *les Patins d'argent*, *Les quatre peurs de notre général*, *Les bonnes fortunes parisiennes*, etc.

dimanches à mon pauvre père et à ma mère; il y a de longues années que je les ai perdus, eh bien, tous les dimanches mon cœur et ma main cherchent une plume. Ce que je leur disais à eux, rien qu'à eux, il faut le garder. On est orphelin, on a besoin d'être l'enfant de quelqu'un à tout âge. C'est le vrai commencement d'être tout seul que de n'avoir plus son père et sa mère.

A vous,

J. HETZEL.

Le Comte Daru[1] à J.-J. Weiss.

Valognes (Manche), 9 octobre 1878.

Je vous remercie, Monsieur, de votre lettre et des détails curieux qu'elle contient. Je les ai lus avec un si vif intérêt que je vous demande la permission de poursuivre la conversation commencée.

Vous peignez de main de maître deux hommes que vous connaissez à fond l'un et l'autre et qui

1. Comte Daru (Napoléon), né à Paris, le 11 juin 1807, mort à Paris le 20 février 1890; fils du célèbre homme d'État; sénateur, ministre de Napoléon III, membre de l'Académie des Sciences morales et politiques; auteur de : *Le Comte de Beugnot; Des chemins de fer; La politique du Gouvernement de la Défense nationale.*

paraissent se disputer à cette heure la succession du Maréchal. Entre les deux vous avez fait votre choix ; vous préférez l'un à l'autre. Quant à moi je ne veux d'aucun des deux. Je les ai vus de près dans des circonstances graves, et j'ai été à même de les juger. Ce ne sont pas des hommes que l'on puisse placer à la tête des affaires dans un moment de crise. L'un a le plus grand défaut que puisse avoir un homme public, il est lâche : ce n'est qu'un rhéteur doué d'un charmant talent de parole, pas autre chose. L'autre n'est pas brave assurément, il va à Saint-Sébastien quand le sol tremble ; il est emporté, ce qui n'est pas du tout la même chose que d'être brave ; mais on peut le croire moins dépourvu de cœur que son rival, c'est tout ce que l'on peut dire de mieux en sa faveur ; politique habile, toujours maître de lui, même quand il ne paraît plus l'être ; combinant ses plans avec un singulier mélange d'astuce et de témérité ; sachant se conduire ; tandis que l'autre ne tiendra dans ses mains qu'un écheveau de petits fils qu'il ne saura même pas toujours raccommoder quand ils seront rompus ; tous deux grands orateurs, hommes de beaucoup d'esprit, mais sceptiques, incapables, faute de convictions et de caractère, de tenir tête aux passions de la multitude le jour où elles seront déchaînées. Il faut des hommes d'une autre taille pour jouer un tel rôle. Ce jour-là, l'esprit ne sert plus

à rien. On ne sauve pas son pays quand on pense avant tout à se sauver soi-même. Non, je ne me sentirai nullement rassuré si la France tombe dans de telles mains.

Maintenant, comment y échapper ? Je constate à regret que le rôle du Maréchal est fini ; il ne compte plus, il n'a plus d'autorité sur les esprits ; il le sent ; il occupe une place que d'autres ambitionnent, en attendant que les événements aient désigné son successeur. Il pourrait encore, à mon avis, se relever, s'il le voulait, mais il ne le veut pas. Cette situation n'a que trop duré, elle ne peut pas se prolonger plus longtemps, il faut en sortir, et je doute que le pouvoir présidentiel puisse vivre tel qu'il est, sans être renouvelé, six mois. Les élections sénatoriales, le mouvement d'esprits qui se manifestera à cette occasion, ne seront pas sans influence sur le choix qui sera fait alors. Il importe donc de prendre position en face d'une éventualité, probable selon les uns, selon les autres inévitable.

Nos populations se sont républicanisées depuis trois ans, cela est sûr. Il suffit de regarder, de comparer l'état actuel des esprits avec ce qu'il était en 1876 pour ne conserver aucun doute à cet égard. Elles se sont républicanisées, mais elles éprouvent des appréhensions qu'elles ne dissimulent pas sur l'avenir que le régime nouveau leur réserve.

Le parti conservateur est donc dans la situation que voici. Il est à la veille de la nécessité de pourvoir à la vacance du pouvoir présidentiel, et en face de populations justement alarmées des entreprises qui peuvent se tenter au détriment de leurs intérêts matériels et moraux. Nous sommes les vaincus de 1877, en minorité dans les Chambres, écrasés, tout ce qu'on voudra ; mais cela ne nous dispense pas d'avoir un plan de conduite, de chercher à savoir ce que nous pouvons faire, ce que nous devons dire au pays. Lui dirons-nous que le discours de Romans est une lubie, un tas de vaines paroles qui ne seront pas suivies d'effet? Non, car on ne nous croirait pas; on connaît l'importance du personnage qui les a prononcées; d'ailleurs, nous ne pouvons pas faire les affaires de M. G... Ferons-nous espérer la prorogation des pouvoirs du Maréchal au delà de 1880? Non, car on ne nous croirait pas davantage, et, à vrai dire, on n'y tient pas. Allons-nous prôner M. D... et M. F..., la république conservatrice qu'ils personnifient et qui entre nous est une bêtise, vous le savez mieux que personne? On nous répondra que M. D. . est vieux, M. F... dépendant de M. Gambetta, que le ministère tout entier n'a pas cessé depuis un an, un seul jour, de subir le joug d'un maître qui n'est pas le maréchal de Mac-Mahon, et nos déclarations ne rassureront personne. Je cherche le terrain de la lutte, la

voie dans laquelle on peut essayer de pousser l'opinion, le drapeau à élever pour rallier le parti conservateur débandé; je ne le trouve pas, et à moins que les événements ne nous viennent en aide, nous serons obligés de nous taire, ce qui est un rôle assez piteux, faute d'avoir quelque chose de bon à dire. Je le crains bien. Se taire, c'est s'avouer à l'avance vaincu, surtout en face d'adversaires qui ne ménagent pas leurs paroles. M. S..., la semaine dernière, a fait cinq discours, reproduits partout, dans cinq grands banquets auxquels il a assisté. Il nous a fait un cours complet de république et nous a dit que tout allait pour le mieux, que la France était bien heureuse d'avoir M. D... pour ministre et M. S... pour sous-secrétaire d'État. Pourvu que ce bonheur dure! Je n'en crois rien et au surplus je n'en sais rien.

Vous qui êtes un homme avisé, Monsieur, et qui vivez dans les régions politiques desquelles je suis depuis longtemps éloigné, que pensez-vous et qu'entendez-vous dire de la question qui me préoccupe et qui est celle-ci: Quelle doit être l'attitude, la conduite du parti conservateur dans les élections qui se préparent? Quel doit être son langage? Que pouvons-nous vouloir et faire encore pour la défense des intérêts sociaux? J'ai adressé cette question à plusieurs de mes amis; je ne suis pas content de leurs réponses. Les uns sont découragés, les autres entreprenants au

delà de ce qui est posssible aujourd'hui. La solution est difficile, et c'est pourquoi j'aime à consulter un homme aussi compétent que vous et dont la place est au Sénat si la majorité peut nous y appartenir encore quelque temps. Recevez à l'avance mes remerciements et l'assurance de mes sentiments d'affectueuse considération.

DARU.

Madame la princesse de ..., à J.-J. Weiss.

Fontainebleau, 12 novembre 1879.

Monsieur,

Si votre graphologue tire tant de déductions des écritures, que doit-il penser des distractions d'adresses? Est-ce là encore l'indice de quelque gros défaut? J'aime plutôt à croire qu'il s'agit de qualités, puisque c'est vous qui, cette fois, êtes en cause! Votre enveloppe portait : « Rue ..., Paris. » Néanmoins, ce très aimable billet m'est parvenu faubourg ... et c'est à une petite fugue de quelques jours dans la Grand'ville qu'est dû le retard de ma réponse.

Décidément, votre secrétaire est un homme fort perspicace. J'aime en effet le Beau sous toutes ses formes, dans l'ordre matériel et dans l'ordre moral.

La logique est pour moi un véritable besoin. Je la cherche... mais ne la trouve que dans les choses d'en Haut. Les poids et mesures de la société m'exaspèrent, et je m'étonne toujours que tant de gens intelligents sacrifient d'une façon aussi exagérée à cette grande prostituée qu'on appelle « le monde »!... Quant à la méfiance, elle est absolument en dehors de ma nature, mais les circonstances m'ont appris qu'elle doit faire partie du bagage de chacun ici-bas!

Reste maintenant le quatrième point de votre lettre, qui me semble le plus intéressant, vu vos précautions à l'aborder et la phrase : « Comment vous dire cela, » suivie de plusieurs points... Ceci pique infiniment ma curiosité, mais votre écriture (qui, elle, doit refléter tant de choses), est absolument illisible, et, sur ce dernier chapitre, je suis réduite au silence.

Vous me conterez cela un jour cet hiver, non plus chez les autres, mais chez moi, car j'oubliais de vous dire, Monsieur, qu'un autre besoin de ma vie est la fréquentation de ceux que la nature a si bien dotés d'intelligence et d'esprit, qu'ils savent en donner aux autres. Je suis pauvre et demande qu'on me fasse quelquefois l'aumône...

Au revoir donc, et veuillez agréer, en attendant, l'expression de mes sentiments très distingués.

XXX.

Alfred Assolant à J.-J. Weiss.

Mont-Dore (Puy-de-Dôme), 22 juillet 1879.

Donc, tu as quitté le Conseil d'État? Tout le monde t'en félicite dans les journaux. Les amateurs de belle polémique se réjouissent d'avance des beaux coups de plume que tu vas donner. Pour moi, je suppose que tu es ennuyé et même irrité aujourd'hui, et que tu prendras ta revanche demain comme il suit :

1° Tu seras journaliste. 2° Les réactionnaires de toute espèce qui ne brillent que par le génie sentiront le besoin d'avoir un homme qui pense, qui parle, et qui écrive. 3° Ils te feront député ou sénateur quelque part.

4° La République est immuable, mais les ministres républicains ne le sont pas. Tu voudras être ministre à ton tour, et tu le seras dans une de ces combinaisons parlementaires de droite et de gauche où le diable lui-même ne voit goutte.

5° Tu ne le seras pas longtemps, parce que tu as dans l'esprit ou dans le caractère un léger grain de fantaisie qui te fait donner la main droite aux Bonapartes, et la gauche à Blanqui.

6° Tu redeviendras simple député ou sénateur et

tous les bons badauds s'écrieront comme aujourd'hui : Quel bonheur de changer un fichu ministre (car on est toujours un fichu ministre quand on est un ministre fichu) contre un journaliste de premier ordre!

Et tu descendras ainsi très doucement le fleuve de la vie jusqu'à ce que tu entres dans le tunnel où nous entrerons tous et au bout duquel on voit... Ah! si je pouvais savoir ce que l'on voit!

Au revoir, ami.

ALFRED ASSOLANT.

Monsieur F. de Saulcy[1] *à J.-J. Weiss.*

Paris, 25 octobre 1879.

Monsieur,

De ma vie (et il y a longtemps, hélas! que cela dure) je n'ai éprouvé le besoin d'adresser un compliment à un journaliste, et voilà que vous venez de me forcer la main ; ma foi, je vous le déclare, j'en suis ravi!

1. M. de Saulcy, antiquaire et numismate, né à Lille en 1807, mort en 1880. Membre de l'Institut, Académie des Inscriptions et Belles-lettres. Ancien officier d'artillerie. Sénateur sous l'Empire. Auteur de *l'Histoire numismatique de Henri V et VII, rois d'Angleterre;* du *Règne de François Ier; Jérusalem; Philippe le Bel a-t-il mérité le surnom de faux monnayeur?*

Depuis la transformation du *Gaulois*, je lis avec un vif plaisir tout ce que vous y écrivez; mais je n'avais pas encore, autant que ce matin, admiré et votre talent d'écrivain et votre bon sens pratique. Le mot est un peu plat ; pardonnez-le moi.

Votre article sur le baccalauréat est si excellemment pensé, que je ne résiste pas au plaisir de vous en remercier.

Vous avez raison, cent mille fois raison ; rien de plus ridicule, même de plus inutile que cet examen, qui n'a d'autre destinée que de créer de pitoyables *serinettes*. Les études qu'on nomme si drôlement « les Humanités » ne doivent servir qu'à une chose : *apprendre à apprendre*. L'examen du baccalauréat qu'à prouver qu'on est capable d'apprendre, plus tard, lorsqu'on a quitté les bancs du collège.

Cela posé, le programme de cet examen serait bientôt rédigé : « Les candidats au baccalauréat au-« ront à répondre sur tout ce qu'on leur a enseigné, « jusqu'à la sortie de la philosophie. »

De cette façon on ne trouverait plus un candidat répondant imperturbablement à l'examinateur qui lui posait la question saugrenue : « Où a été écrit l'Apocalypse? — Dans l'île de Calypso! » (Historique).

J'ai été professeur, j'ai été examinateur, et je vous confesse, entre nous, que j'ai parfois adressé au pauvre garçon que j'étais chargé de *jauger* des ques-

tions auxquelles j'aurais été parfaitement incapable de répondre proprement.

Donc, je vous le redis de tout cœur, vous avez cent mille fois raison, et je vous rends grâces de l'avoir si bien et si courageusement fait voir.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de tous mes sentiments de haute considération et de parfaite

F. DE SAULCY,
MEMBRE DE L'INSTITUT.

Billet d'une dame à J.-J. Weiss.

20 août 1880.

Cher monsieur,

Comment faut-il vous appeler ? Êtes-vous oublieux ou gascon ?

Je vois s'écouler ce mois d'août sans vous amener, malgré vos affectueuses promesses. Paris n'a plus aucun charme pour vous retenir. Il n'y a plus une seule Parisienne digne d'être regardée.

Ici je ne vous promets pas de jolies femmes. Toutes celles que je vois sont très ordinaires. Il faut attribuer cela à cet affreux chapeau qui métamorphose les filles d'Ève en échappées des Quinze-Vingts.

J'espère que vous allez me répondre tout de suite un seul mot :

J'arrive !

D'ailleurs, je n'en *veux* pas d'autre.

Croyez, cher monsieur, à mes meilleurs sentiments.

Monsieur Spuller[1] à J.-J. Weiss.

1881.

Cher ami[2],

L'autre jour, quand je vous ai rencontré, je vous avais demandé si vous ne pourriez pas venir voir M. Gambetta, qui désire causer longuement avec vous.

Vous m'aviez promis de faire cette visite.

1. Spuller (Eugène), né à Seurre (Côte-d'Or), mort à Paris en 1896. Publiciste et homme politique, secrétaire de Gambetta pendant la guerre. Collaborateur de plusieurs journaux (*Nain Jaune, Journal de Paris*). Auteur de : *Ignace de Loyola et la Compagnie de Jésus. — Michelet, sa vie et ses œuvres. — Figures disparues. — Conférences populaires.* — Secrétaire d'État aux Affaires étrangères en 1881.

2. Les quatre billets suivants de M. Spuller, ami et secrétaire de Gambetta, n'ont été placés ici que pour faire ressortir d'un côté la pression, les instances de l'entourage de Gambetta à entraîner Weiss dans son parti; de l'autre, l'indifférence, les hésitations de Weiss à accepter le poste qu'on lui offrait aux Affaires étrangères.

Pourriez-vous venir demain matin dimanche au Quai d'Orsay, vers neuf heures et demie.

A vous d'affection,

SPULLER.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT

1881.

Cher ami,

Vous m'aviez annoncé votre visite pour ce matin.

La journée tout entière s'est passée et vous n'êtes pas venu.

Je suis chargé de vous dire que vous êtes attendu. Venez demain matin, vendredi, jusqu'à onze heures. Pour moi, je ne vous verrai que dans l'après-midi.

A vous d'affection,

SPULLER.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT

1881.

Cher ami,

Pour causer longuement, je ne vois que la matinée de dimanche qui soit propice à une conversation au cours de laquelle je m'attacherai à vaincre vos hésitations.

Je serai tout à vous, et vous attendrai dimanche à neuf heures et demie, à mon cabinet au Quai d'Orsay.

Allons ! décidez-vous : ce sera, je le crois fermement, pour le plus grand intérêt du pays.

A vous d'affection,

SPULLER.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES
LE SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT

1881.

Cher ami,

Je suis chargé de vous dire que le moment approche où vous devrez venir nous voir et même prendre possession, ou à peu près, de vos fonctions nouvelles.

Cela ne peut guère tarder : d'ici à quatre ou cinq jours.

Tenez-vous donc tout prêt, et croyez à tous mes sentiments d'affection,

SPULLER.

Monsieur Hetzel à J.-J. Weiss.

16 avril 1881.

Mon cher enfant,

Je viens de lire votre *Jules Favre*...

Permettez-moi de vous embrasser. Quel quart d'heure vous m'avez fait passer !

Merci.

Comme vous écrivez, mon cher ami !

Merci encore.

Heureuse celle qui vous a enfanté! Malheureusement, elle n'est plus là et le vieux père non plus..., mais ils ont dû mourir tranquilles.

Bravo, Weiss !

HETZEL.

Weiss à Madame ***.

J'aimerais mieux avoir laissé chez vous mon manteau; mais je ne suis pas tout de même fâché que ce soit ma canne; ou plutôt je suis ravi de savoir enfin où réside ma canne et que ce soit chez vous. Une canne de choix et hors de prix que j'avais achetée, pour faire honneur à mon gouvernement, le jour où j'ai été nommé ministre plénipotentiaire! Pendant trois jours et trois nuits, je ne faisais que la chercher et penser à elle. Pas moyen d'imaginer ce qu'elle avait pu devenir. Dimanche matin, j'ai eu une idée qui n'a pu m'être inspirée que par l'envie que me donnait le beau soleil de dégourdir une seconde fois mes pauvres jambes endormies par une immobilité ministérielle de six semaines. Je me suis

dit : « Je dois avoir laissé ma canne chez le père Latapie », et me voilà reparti pour Suresnes au cabaret du *Lapin inconsolable*. Lieux charmants où mon cœur vous avait adorée pendant toute la matinée du samedi.

« Père Latapie, dis-je en arrivant, c'est vous qui avez ma canne. » — « Je n'ai pas de canne du tout », répond le père Latapie. — Mon opinion était faite : je pensais que le père Latapie avait flairé dans ma canne un objet précieux de chez Verdier et que ce vieux scélérat la gardait pour lui. J'ai trouvé, d'ailleurs, le père Latapie non encore revenu de son abasourdissement de l'éblouissante dame qu'il avait hébergée la veille. Il n'aura plus d'autre histoire pendant le reste de sa vie pour les habitués du *Lapin inconsolable*. Il dira avec une juste fierté comment vos jolies dents blanches croquaient sa friture et avec quel délice vous buviez à petites gorgées sa carafe de piquette. Il contera comment vous avez voulu confectionner vous-même, de votre main de déesse, dans sa propre cuisine, l'omelette aux champignons. Il ne se doute pas, il ne se doutera jamais qu'affamés comme nous étions par notre course à travers le bois vous avez recouru à cette précaution pour n'être pas trompée par lui sur le nombre d'œufs. Mais savez-vous pour qui il m'a pris, le maroufle? Pour votre domestique. Il me l'a dit crûment. « Et

vous, êtes-vous le valet de chambre ou le cocher de la comtesse? »

Voilà comment le père Latapie m'a fait expier ma vareuse de dix-sept francs cinquante et mon chapeau rond poussiéreux. Ça m'apprendra à ne m'être pas mis au niveau de vos friperies de chez Worth et Madame Virot.

J'irai chercher ma canne un de ces jours, de quatre à sept. Si vous êtes aussi jolie que la dernière fois, et moi seul avec vous, je vous avertis que je vous fais une déclaration, mais là sérieuse et pour l'éternité, comme du temps où fleurissaient la harpe et les femmes incomprises. Mais je ne serai pas plus tôt seul cinq minutes avec vous qu'arriveront le tigre avec ses jalousies noires, le dragon avec sa misanthropie et l'autre Robert avec ses bouquets à Chloris. Je suis charmé d'avoir pu faire obtenir à votre vieille femme ce qu'elle désirait. Cela prouve que F*** vaut mieux qu'on ne dit. J'avais sollicité une faveur semblable dans le temps de ce grand bellâtre de F. D***. Je n'en ai rien tiré; et, en six jours, F*** a fait la chose, qui est plus difficile que vous ne croyez et sur quoi je ne comptais pas. Nous voilà unis dans une bonne action. Prenez bien garde; je ne vous prends pas en traître. Avec votre bon cœur, c'est plus dangereux pour moi que de manger de la friture en tête-à-tête au *Lapin inconsolable.*

Une dame à J.-J. Weiss.

23 juillet 1882.

Non, il n'est pas possible d'être plus aimable — voici un charmant sourire pour toute ma journée — et quelle journée, grand Dieu ! — la pluie tombe à torrents, la mer gémit sans arrêt, et les tamaris et genêts d'Espagne se tordent avec désespoir. La plage déserte, le sable humide, des tapis de fleurs éplorées..... Et venez encore me parler des charmes de la nature, monsieur le lettré. Tenez, il faut tout l'atticisme de votre langage, toute la délicatesse harmonieuse de votre pensée pour vous faire pardonner les quelques lignes amies reçues ce matin ; mais vous charmez par ce tour inimitable, par cette sonorité exquise, œuvre d'art d'une ciselure si fine. Calypso ne pouvait se consoler du départ d'Ulysse ; dans sa douleur elle regrettait d'être immortelle. Est-ce cela[1] ? Je n'ai jamais dépassé ces deux ou trois premières lignes — hélas ! je ne suis pas immortelle, et Ulysse n'a jamais apparu.

Je regarde l'Océan dans un silence absolu, silence

1. Il faudrait connaître la lettre de Weiss, à laquelle celle-ci répond, pour avoir le pourquoi de cette citation inattendue des premiers mots du *Télémaque*.

du cœur — silence de pensées. J'attends je ne sais quoi — les jours s'écoulent, ainsi va la vie. Mais de grâce, ne me parlez pas du charme de la province. C'est avec effroi que je l'envisage, avec joie que je la fuis. Pour moi, l'air n'y est pas respirable et une nostalgie étrange m'envahit à mon insu. Je passe mes journées dans un désœuvrement absolu. Le tic-tac de la pendule en marque les heures. Puis je m'achemine vers la mer, c'est l'heure du bain, l'eau est froide, le vent glace au retour, et vous appelez cela vivre, bien excellent ami ?

Du reste, personne ici — sœur Anne ne voit rien venir. — Les baigneurs attendus se font toujours attendre.

Que dit-on à Paris ? Ici, le 14 s'est passé dans le plus grand silence, pas un son n'a traversé l'espace, pas une lumière n'a lui à l'horizon. Toute grandeur s'impose, et ici une force invisible nous domine à notre insu. Nous vous laissons donc, à vous autres Parisiens, vos agitations d'une heure, vos luttes plus stériles encore. Dieu nous préserve cependant de la guerre avec l'Égypte[1] ! ceci est un mot de mère, et votre courageuse défense de M. Gambetta ne m'a pas

1. Voir, sur la question égyptienne dont se préoccupaient les puissances à cette date, et qui allait être bientôt si tristement résolue pour nous, l'étude politique de Weiss que nous avons insérée dans le recueil publié par nous en 1893, sous le titre de : *Combat constitutionnel*.

absolument prouvé que vous en étiez convaincu vous-même.

Tenez, je ne sais que penser de votre illustre ami, mais je sais que le siècle de Louis XIV n'a été que le faisceau de toutes les intelligences. Beaucoup de défenseurs comme vous, et, pour cette fois j'y croirai.

Je vous serre la main. Donnez-moi de vos nouvelles souvent.

Une dame à J.-J. Weiss.

1882.

Cher monsieur,

Je voudrais qu'il vous arrive souvent des aventures comme celle de mercredi, afin que je puisse recevoir quelquefois des lettres comme celle d'aujourd'hui. Mon Dieu qu'elle est jolie, et qu'elle m'a fait rire !

Remarquez seulement que je ne mérite pas vos reproches ; que ce n'est pas ma faute si l'affiche du théâtre a été changée et si vous vous êtes imaginé qu'il y avait une soirée, quand je vous avais annoncé une intimité absolue. Quand j'ai appris que vous ne veniez pas, je me suis envolée de mon côté, et j'ai

été me consoler de votre absence chez madame ***. Notre valet de chambre vous a pris pour un distrait, celui de madame *** pour un escroc ; tout cela n'est pas de ma faute. Je regrette seulement votre visite. Vos aventures sont tellement amusantes que j'en ris de tout mon cœur qui, cependant, est très touché de votre souvenir.

A dimanche. Ne vous imaginez pas que c'est un festin, ne vous figurez pas que vous allez voir des épaules aussi éblouissantes que celles de madame ***, ne mettez pas de cravate blanche ; nous voulons jouir du plaisir de vous voir en égoïstes ; vous ne trouverez que nous, plus deux chats; on vous offrira un pâté et on vous dira qu'on vous aime beaucoup rue de ***.

Une dame à J.-J. Weiss.

Dimanche, mai 1882.

Quelle désillusion, mon Dieu ! quelle désillusion ! Gambetta est venu causer dans un coin avec madame *** ; j'étais en tiers. Pendant trois quarts d'heure, ils se sont récité des articles du *Temps* avec un sérieux et une conviction inébranlables. C'était tout à fait la conversation élevée de *(mot illisible)*. Deux ou trois fois j'ai tendu la perche au grand

homme en jetant des bêtises de ma façon au travers de ses tartines. Ou bien il est sourd (c'est l'avis de madame ***), ou bien il est devenu irrémédiablement prud'homme. Toujours il a repris son homélie du même ton solennel et prétentieux. J'enrage de bon cœur lorsque je pense que vous le gobez. Il y a peut-être eu un Gambetta spirituel. Celui-là est mort, bien mort. Trois quarts d'heure de dissertation avec madame *** sur les besoins de la démocratie! Quelle désillusion! et que je suis vexée!

Bonsoir.

C. V.

Une dame à J.-J. Weiss.

Dimanche soir, 1883.

Si, comme vous semblez le désirer, cher monsieur, il me faut absolument plaindre quelqu'un, permettez que ce soit moi, qui serai peut-être privée, comme maîtresse de maison, d'un des plus brillants fleurons de ma couronne, si les journaux annoncent une première pour le 26, et non vous, qui y aurez glané plaisir et profit; mais est-ce donc tout à fait nécessaire que vous assistiez à toutes les premières? Ne pouvez-vous y envoyer un ou une

amie qui, vous apportant le lendemain matin un petit canevas succinct de ses impressions, vous mettrait suffisamment à même de rendre compte des vôtres ? Évidemment, si vous êtes tout à fait aimable, c'est ce que vous ferez ; mais, si le « devoir professionnel » l'emporte, en bon français, vous nous lâcherez ! En faveur de votre post-scriptum, je vous pardonne d'avance, quoi qu'il arrive. Suis-je assez bonne ?

Vous ne savez causer que la plume à la main, avec moi du moins, voici pourquoi je bavarde sur ce papier, comme une pie borgne ; cela m'amuse, car j'ai confiance en votre discrétion... ce qui est un fameux compliment sans en avoir l'air ! Et savez-vous pourquoi ? C'est parce que je crois un peu à votre amitié, au regret sincère que vous éprouveriez de me nuire, et d'abuser d'une parole dite à la légère, d'un mot écrit au courant de la plume. Je suis tout plein contente, je vous assure, de vous avoir retrouvé, et je me demande naïvement pourquoi nous vous avions perdu. Les hommes de votre valeur sont assez rares, en somme, pour qu'on leur passe quelques faiblesses, et eux-mêmes doivent se dire, après expérience faite, et quand ils ne se nomment ni M. *** ni M. ***, que le chemin droit allant carrément d'un point à un autre, sans s'arrêter aux buissons du chemin, aux papillons de la route, est encore, en

République, le meilleur moyen d'arriver au but. Tout homme, et par homme j'entends aussi la femme, a son ambition. Il s'agit de la satisfaire, et, pour cela, le meilleur moyen est, je crois, de ne pas s'arrêter en route. Vous aviez en vous, au moment où vous touchiez à la politique, l'étoffe d'un ministre, et du bon coin. Vous devriez l'être, vous le seriez sans doute, si, comme je vous le disais, vous ne vous étiez arrêté à baguenauder en chemin; débarrassez votre conduite de ses fantaisies, gardez celles-là pour votre plume, tout le monde y gagnera, vous le premier. Pour cette fois, je n'ai plus de place. Au revoir.

Lettre signée: Un vieil acteur.

17 mars 1884.

Monsieur,

Il ne faut pas confondre Gentil, le burlesque agresseur de Racine, avec Gentil, collaborateur de Desaugiers. Celui-ci, qui a été directeur du théâtre de l'Odéon au temps de la Restauration, était l'auteur de *Je fais mes farces*, de la *Petite chatte merveilleuse*, deux pièces que Potier rendit célèbres; il écrivit avec Desaugiers les *Petites Danaïdes* pour la Porte-Saint-Martin, et l'*Hôtel Garni* pour le Théâtre-Français.

L'autre Gentil, joueur forcené de dominos, habitué du foyer de la Comédie-Française, faiseur de mots et de peu d'esprit, inspecteur du matériel de l'Opéra sous le docteur Véron, et dont il est beaucoup question dans les *Mystères de l'Opéra*, de feu de Boignes, se vantait effectivement d'être le premier qui avait appelé Racine *un polisson*. Cette gloire ne lui appartient pas. « Un jour, dit La Harpe (article *Marmontel*, *Cours de littérature*), Marmontel arracha les œuvres de Racine des mains de madame Denis en lui disant : « Quoi ! vous lisez ce polisson-là ? »[1] Anecdote fausse ou vraie, La Harpe prétend la tenir de madame Denis elle-même; Gentil, vous le voyez, n'avait fait que ramasser l'épithète.

Permettez à un de vos lecteurs habituels de vous offrir ce renseignement que vous avez provoqué, et d'y joindre l'expression très vive de son estime pour votre talent, et de sa considération fort distinguée.

UN VIEIL ACTEUR.

1. La Harpe, dans une note de son *Cours de littérature* sur le XVIII[e] siècle, l. I, chap. VII, s'est borné à dire : « *Il passe* pour certain que Marmontel arracha un jour les œuvres de Racine des mains de madame Denis, en lui disant : *Quoi ! vous lisez ce polisson-là !* Je puis du moins attester qu'elle-même racontait le fait. »

Lettre d'un inconnu, signée R. L.

Lundi 26 mai 1884.

Monsieur,

Vous affirmez dans votre feuilleton de ce matin que « quelque chose s'est altéré dans l'âme française, et c'est surtout dans ce dernier quart de siècle que l'altération a été rapide et continue[1] ». Ce dernier quart de siècle m'a vu naître : cette altération de l'âme française, je voudrais bien ne la partager point.

Ce serait une curieuse étude que celle de ce changement moral, et quel profit, quel plaisir pour nous, si vous consacriez vos loisirs pendant la fermeture prochaine de la plupart des théâtres à nous en tracer le tableau, à nous en exposer les causes! Avons-nous tout perdu à ce « déplacement de l'âme française », est-il aussi grave, aussi irrémédiable que vous le proclamez dans un accès de pessimisme?

Je suis trop jeune pour souscrire à cette condamnation de mon époque sans en appeler, j'ai aussi pour cela une foi trop vive, trop ardente, trop naïve, si

1. Ainsi finissait l'article du *Journal des Débats*, le feuilleton dramatique sur *Esther* et *Bérénice*, que nous avons repris, avec d'autres, dans le volume intitulé *A propos de théâtre*, 1893.

vous voulez, dans la vitalité du génie national. Franchement, et sans oublier l'objet même du procès, est-il étrange qu'un Français *à peine au sortir de l'enfance* se refuse à désespérer de son temps, à pleurer sur la décadence de son pays quand il lui est donné de voir debout tel ou tel écrivain, de saluer tel astre au zénith ou telle gloire naissante? Et quelle semaine, juste ciel, choisissez-vous encore, monsieur, pour crier à notre ruine? Celle même, celle, dis-je, où nous sortons, frémissants encore d'admiration, de la lecture des *Blasphèmes* ou de *Sapho?*

Quant au goût de Racine, — c'est là le nœud du débat que j'ose instaurer entre nous — je comprends combien vous devez particulièrement être choqué de sa disparition, de sa rareté ou de son peu d'intensité. J'étais à *Bérénice*, je me respecte trop pour avoir manqué d'assister à cette fête... littéraire, puisque littéraire on dit aujourd'hui. Je suis un de ces étudiants qui, d'après l'observation que vous faisiez naguère, vont chercher dans l'enseignement du théâtre, dans le monde fictif qui se déroule sur la scène, le complément de leur éducation. Vous avouerai-je que je me sens marri d'être resté au-dessous de l'enthousiasme que vous manifestez pour « le chef-d'œuvre du maître »? Non que je sois rétif à son admiration. Dieu merci, nous en avons fini, sauf exception chez quelques excentriques mal éduqués,

avec les outrages d'antan férocement lancés aux vieilles perruques du XVIIe siècle. Nous ne sommes pas assez *jeunes* (puisque j'ai fait allusion à mon âge) pour épouser des querelles surannées. Il nous suffit de marier Corneille et Hugo, Racine et Musset dans une commune apothéose. Mais les nouveaux venus, quoi qu'on en ait, ont changé, sinon tout cela, du moins certaines choses. Cette simplicité de moyens, si exquise soit-elle, si délicat qu'elle suppose l'art qui l'emploie, nous ravit et nous charme moins. A la lecture passe encore; dans le silence du cabinet, l'élégance, la finesse, la sobriété racinienne prennent leur revanche et ressaisissent tous leurs avantages : nous sommes encore capables de lire entre les lignes, de distinguer l'éloquence vraie du pathos amphigourique, la science du développement des incohérences chaotiques. Au théâtre, il n'en va pas de même. La variété dans les incidents, la multiplicité dans la représentation au point de vue du décor, du va-et-vient des personnages, etc..., voilà ce qui réveille notre sens artistique, peut-être prématurément blasé, en tous cas plus exigeant, plus difficile à distraire, à captiver et à retenir. Ceci est pour le fond. Pour la forme, les variations, je n'ose dire le progrès, sont plus sensibles et plus manifestes. Nous la désirons, nous l'aimons plus plastique, plus nourrie, plus redondante, plus sonore, plus nerveuse aussi. Cette

démocratie qui compose la masse des assistants même éclairés, même instruits, même cultivés, veut une éloquence tribunitienne qui frappe fortement l'oreille et agisse puissamment sur l'esprit. Cette quasi-brutalité dans l'expression s'accentue, je l'accorde, d'une manière parfois inquiétante. Combien en viennent à estimer l'agitation impétueuse et frénétique en place du mouvement, le tapage pour l'harmonie grande et large! De là cette vogue qui s'est attachée parmi nous, au regret de beaucoup d'entre nous, à des œuvres dont les auteurs ont évidemment spéculé sur la perversion du jugement critique. La littérature rivalisant avec les autres arts, leur empruntant leurs ressources, tendant à traduire l'objet respectif de la peinture ou de la musique, c'est l'idéal de l'école contemporaine, c'est à quoi ses adeptes, certains des plus en vue parmi les romanciers et les poètes de l'heure présente se félicitent d'avoir atteint; c'est la conquête dont se glorifiait E. Zola dans un article paru il y a quelques années au *Figaro*. Quelles que soient les exagérations dont moi-même, qui essaie de les indiquer au courant de la plume, j'ai peur d'avoir été trop souvent la dupe, et à quelques erreurs qu'on se laisse entraîner en jugeant les productions nouvelles d'après ce critérium, ne serait-il pas inique d'en inférer que tout équilibre soit détruit, toute justesse dans l'appréciation à jamais évanouie? Cette

crise que nous traversons ne se guérira-t-elle pas d'elle-même? D'autres temps sont venus, c'est sa gourme que le renouveau poétique a jetée. L'art véritable, l'éternel, l'humain, celui qui fait frissonner et pleurer, retrouvera son compte, non pas dans un retour pur et simple au démodé (dont puisse la mode ne jamais refleurir!) mais dans le choix du délicat, du fin, comme du beau et du grand, au milieu de nos audaces fougueuses et de nos hardiesses effrénées.

Et Racine, — Racine que j'oublie, — sera lu et relu comme nous le lisons et relisons, nous, les étudiants d'aujourd'hui et de demain, si demain il en est de studieux et de curieux; il sera représenté et applaudi avec conscience et sincérité : et si la foule n'envahit pas l'Odéon, en ces soirées qui nous enchantent, nous, la phalange des fidèles au passé, si ce spectacle n'attire somme toute qu'une élite raffinée (n'en déplaise à votre modestie et aussi à la mienne), si même le critique dramatique d'une de nos principales feuilles analyse l'immortel poème avec sa sagacité, son esprit, son originalité ordinaires, il y a gros à parier, — cela vaut mieux que de parier au Derby, — qu'il se trouvera des acteurs pour jouer la pièce, une poignée respectable et respectueuse d'auditeurs pour les encourager, peut-être même un jeune lecteur de l'article analogue au vôtre pour écrire au piquant et profond rédacteur toute la joie qu'il a eue à le lire

(ce qui n'est pas nouveau) et enfin les timides réserves qu'il se risque à apporter à ses conclusions, ce qui est plus rare.

Veuillez agréer, Monsieur, avec mes excuses pour le bavardage, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

R. L.

P.-S. — Sur votre acquiescement aux théories émises par Racine au cours de sa spirituelle et mordante préface, je serais également tenté de vous chercher querelle. Que cette préface soit une merveille de causticité, nul n'y contredit. Il était dangereux de s'en prendre au poète, et il mettait dans la riposte une verve terrible aux imprudents censeurs, une raillerie qui, non exempte par-ci par-là d'impertinence, le laissait toujours maître du champ de bataille. Combien aussi dans sa défense il se montre, pour l'ordinaire, avocat adroit, et plus qu'adroit, habile et plus qu'habile, madré et retors comme un Normand, comme le Rouennais Corneille ne l'était pas, il s'en faut, les *Examens* en font foi! C'est ici que Racine nous expose clairement et sans ambages une théorie qui lui est chère. Le comble du génie, le triomphe de l'invention dramatique c'est de faire *quelque chose de rien*. Cette prétention lui sied le mieux du monde, et Dieu sait jusque dans quels replis du cœur, le fameux

cœur humain, il porte l'investigation psychologique. La souplesse de ce fécond esprit à renouveler ses ressources infinies n'est point en cause. C'est la tendance même que j'oserais, après tant d'autres, incriminer. Eh quoi? raffiner jusqu'au subtil, analyser jusqu'à l'infiniment petit, décrire jusqu'aux moindres détails, est-ce le but véritable de l'art et du grand art? La tâche de l'écrivain se pose-t-elle avec cette complication? N'est-elle pas plus simple, je ne dis pas plus facile, mais autrement difficile? Ce qu'il faut à Racine, c'est une action, indigente d'incidents extérieurs et d'éléments scéniques, mais où le crayon de l'auteur d'*Andromaque* dessinera les traits les plus imperceptibles d'une passion constante, *l'amour*.

L'amour et les sentiments qui en découlent, — surtout la jalousie, — ce sera le ressort unique de ces pièces. Quoi qu'on en dise, aujourd'hui que la faveur succède pour Racine au dédain et que son étoile brille à nouveau, tandis que pâlit celle de son rival d'autrefois (qui lit Corneille, à part nous dont c'est le devoir, qui excite à le lire, à le jouer, qui le vante, qui l'exalte?) l'amour c'est la seule passion que Racine réussisse à peindre. Il est sans rival, peut-être (j'entends pour l'analyse qu'il en fait, non pour la sensation qu'il en donne), mais son génie s'est stérilisé, appauvri, desséché dans cette étude qui est son idée fixe! C'est l'imperfection de ce parfait génie

d'avoir tout ramené à ce centre d'émotion. Néron s'occupe de Junie, Mithridate a Monime en tête! Il ne reste que sur ce terrain, où il veut tout cultiver, il s'égare en un dédale où l'attention ne le suit plus. C'est de cette lassitude que vient notre refus de nous intéresser aux péripéties compendieuses[1] de Bérénice. Que fait à des gens qui ne sont pas tous les ignorants que vous semblez croire, la lutte factice entre l'amour de Titus pour la reine et son devoir d'empereur, entre sa passion et la politique? Quand même la haine invétérée de Rome pour une reine comme Bérénice échapperait au public tout entier, serait-ce donc la seule fois qu'un dramaturge du grand siècle poserait au seuil de sa conception d'une pièce un postulatum historique ou autre[2]? Corneille n'a-t-il pas ému le parterre de son temps en exigeant de lui des concessions de ce genre? Mais à ce parterre ignorant l'histoire, il apprenait l'histoire à sa façon en

1. L'auteur de la lettre entend par ce mot, longues, trop longues, traînantes. *Compendieux* dit précisément le contraire.

2. Weiss avait dit : « Le drame de Racine offre un défaut qui tient au sujet choisi. Il n'y aurait ni drame, ni nœud du drame, sans le préjugé romain contre les rois, les reines et l'étranger... Un spectateur qui n'est pas suffisamment versé dans l'histoire romaine, et qui ne connaît pas, qui ne se met pas en disposition de ressentir pour un moment, avec toute son âpreté, la passion anti-royale qui persistait jusque sous le despotisme césarien dans l'âme du peuple romain, loin de s'intéresser à l'objet principal du drame peut à peine le concevoir. »

créant des situations saisissantes autant que variées, fortes ensemble et multiples. Le drame c'est l'action. Elle marche chez Corneille, elle progresse d'acte en acte. Dans Bérénice elle piétine sur place. Autant l'analyse des caractères est abondante, autant leur développement est nul. Sauf la reine qui prend, au dénouement, la détermination héroïque de se résigner au départ, l'indécision originelle qui montre le trio composé de Bérénice, Titus et Antiochus, demeure la même d'un bout à l'autre. Ne serait-ce pas que Bérénice, malgré vos protestations énergiques, est, Monsieur, une élégie et rien qu'une élégie, mais une élégie chantée par la plus douce, la plus plaintive et la plus harmonieuse des lyres, sur laquelle soupire la mélancolie la plus tendre et la plus pénétrante, mais non pas en définitive une tragédie, une action, un drame? R. L.

Monsieur Alphonse Daudet[1] *à J.-J. Weiss.*

1885.

Comme vous m'avez remué le cœur ce matin ! Que d'observations délicates et profondes dans

1. M. Alphonse Daudet, né à Nîmes, le 13 mai 1840, mort en 1898. Secrétaire du duc de Morny. Romancier et auteur dramatique. Auteur de *les Lettres de mon moulin*, des *Rois en exil*, de *Sapho*, de *Numa Roumestan*.

cette étude sur le romancier et l'auteur dramatique [1].

Je vous en garde une vive reconnaissance, mon cher monsieur Weiss.

ALPHONSE DAUDET.

C'est Ed. Thierry qui a changé le dénouement et le titre de *l'Œillet Blanc* [2]. Cela s'appelait le *Lys* et le marquis mourait sa grande fleur sur la poitrine. Voilà qui vous donne encore plus raison. « J'aime les histoires qui finissent mal... » disait il y a vingt-cinq ans le petit Chaperon-Rouge.

1. Alphonse Daudet venait de lire le feuilleton du *Journal des Débats* où J.-J. Weiss rendait compte d'une reprise de *l'Arlésienne* à l'Odéon. Ce feuilleton a trouvé place dans le volume que nous avons donné, en 1896, sous le titre de *les Théâtres parisiens*.

2. Dans le même article, Weiss disait de cette pièce : « *L'Œillet Blanc*, quand on l'a représenté à la Comédie-Française, a échoué pour diverses raisons étrangères à la pièce elle-même. Ce petit acte délicieux, qui a reçu un reflet de la tendresse héroïque de Racine et des miroitements amoureux de Marivaux, est jusqu'ici, selon moi, le chef-d'œuvre dramatique de M. Daudet. »

Félix Pyat[1] *à J.-J. Weiss.*

Paris, le 27 février 1885.

Maître[2],

Je savais que vous étiez un grand esprit ; vous m'avez prouvé de plus que vous êtes un grand cœur.

Votre tout obligé et dévoué,

FÉLIX PYAT.

Une dame à J.-J. Weiss.

Cher Monsieur,

Vous m'avez causé une aimable surprise hier matin, et j'ai passé, grâce à vous, une charmante journée à

1. M. Félix Pyat, né en 1810, mort à Saint-Gratien en 1889. Auteur dramatique. Ancien représentant du peuple. Exilé après le 2 décembre. Journaliste révolutionnaire et socialiste. Auteur dramatique : *Les deux Serruriers*, *Diogène*, *le Chiffonnier de Paris*.

2. Remerciement pour l'article que J.-J. Weiss avait écrit sur l'*Homme de peine*, drame en huit tableaux, que Félix Pyat venait de faire jouer à l'Ambigu. Voyez le recueil que nous avons donné, en 1896, sous le titre de : *les Théâtres parisiens* (dernier volume des *Trois années de théâtre*, page 239).

me promener dans « le pays du Rhin[1] ». Cette promenade m'a appris beaucoup de choses, elle m'a enseigné aussi que j'avais raison de vous admirer comme je le fais et de trouver que personne n'écrit aussi bien que vous. J'ai eu le plaisir d'aller entendre de la très jolie musique avec vous, de voir défiler de beaux régiments, de faire la connaissance de l'empereur Guillaume et d'aller entendre le prêche en vieux français.

Même vous m'avez presque donné le désir d'aller me noyer dans les flots verts du Rhin. Heureusement que nous en sommes loin, et que le Danube est jaune comme le teint d'une Française. Son ondine n'est donc pas à craindre.

Vous devriez bien venir écrire « au Pays du Danube ». Cela vous ferait beaucoup de bien et vous nous feriez une grande joie. Vous iriez flâner le long du Ring en faisant des études sur les tailles des Viennoises qui sont incomparablement belles; vous iriez manger de la Linsertarte chez Sacher, au Prater, en regardant de jolies montagnes qu'on voit au loin et en écoutant des valses de tziganes.

Il ne fait pas chaud à l'Opéra. Vous pourriez donc y aller admirer des danseuses aux grands pieds et

1. J.-J. Weiss avait rassemblé les impressions d'un récent voyage en Allemagne dans un livre qui venait de paraître sous ce titre.

aux formes plastiques qui dansent en chemise avec des herbes marines tout comme des ondines. A dix heures, vous seriez couché.

A propos de livres, quelle est la dame fortunée à qui vous dédiez « Au Pays du Rhin » ? J'espère que ce n'est pas Madame X et que ce n'est pas le souvenir de son chapeau de bergère de Dijon qui vous a inspiré? Je serais capable, si c'était vrai, d'en avoir la jaunisse de jalousie et d'aller me précipiter dans la Wien, où il y a juste assez d'eau pour noyer une puce.

Vous m'aviez fait une description très exacte de notre ambassadeur. Je l'ai reconnu tout de suite. Je dois dire cependant qu'il a été aimable pour nous, et qu'il a daigné me tendre la main, ce qu'il ne fait pas toujours. Jamais il ne la tend à un de ses secrétaires, et jamais il ne leur offre de s'asseoir.

En fait de qualités, il a une belle voiture, un chasseur magnifique et un excellent cuisinier. En fait de prétentions, rien ne lui manque, pas même celle de parler bien l'allemand qu'il ne comprend pas du tout.

Il cite des phrases de Schopenhauer; mais quand un laquais lui dit que la princesse reçoit dans le jardin et que Son Excellence ferait mieux de garder son paletot, il s'empresse de le retirer d'un air entendu. Si on lui faisait observer timidement qu'il a compris

de travers, il répondrait avec assurance qu'il n'entend pas la langue des laquais.

Ach, mein Gott! Je crois que je me moque de mon chef. Chut! la diplomatie est l'art de savoir se taire, et je ne dirai plus rien, bien que personne ne soit aussi discret que vous et que mes moqueries soient en sûreté entre vos mains.

Avant de finir, laissez-moi vous demander quelque chose. Un jeudi, à l'heure où vous vous dirigez vers le boulevard Malesherbes, soyez assez aimable pour vous asseoir à votre table et pour me griffonner sur un petit bout de papier bleu, gris ou rose, selon la couleur de vos pensées, un mot de souvenir qui me fera grande joie. Dites-moi comment vous allez, et, de temps en temps, en fredonnant un petit air de valse, pensez un instant à vos amis éloignés qui vous aiment et vous admirent beaucoup.

Une dame à J.-J. Weiss.

30 juillet 1886.

Monsieur X...

Depuis que j'ai eu le plaisir de vous voir à Paris, j'ai eu maintes et maintes fois la pensée de vous écrire et de m'informer de votre santé. Un sentiment

de discrétion m'a seul retenue et je me suis contentée de rares nouvelles que je trouvais çà et là, me réjouissant du fond de mon âme à la pensée que vous reprendriez votre tâche, et que vous nous feriez encore entrevoir quelques rayons de vérité. En lisant votre beau livre sur « le pays du Rhin », en m'arrêtant émue et troublée sur quelques-unes de vos plus belles pages, je priais Dieu avec ferveur que la lumière qui éclate de ces lignes ne s'arrête pas seulement sur une humble intelligence comme la mienne, mais qu'elle frappe et éclaire celles qui se sont imposé la mission de diriger notre patrie dans les voies dangereuses où elle est engagée. Mais je ne voulais pas vous dire tout cela, je voulais simplement vous demander de vouloir bien me permettre de ne plus traverser Paris sans avoir le triste plaisir de vous y voir et de causer encore avec vous, quelques instants seulement, de mon bien-aimé frère. Le soin d'une chère tombe nous appelle de temps en temps à Paris. Mon mari y a fermé les yeux en revenant d'un séjour, malheureusement trop long, que nous avions fait en... Il repose au Père-Lachaise. Je commencerai les vacances de mes enfants par ce pèlerinage à la tombe de leur père. Combien je serais heureuse, monsieur, si dans le cours de l'éducation de mes enfants, de mon fils surtout, vous vouliez bien me permettre de venir quelquefois près de vous chercher

un bon conseil et une inspiration que j'aurais sûrement trouvés toujours près de mon frère vénéré. Cette prière sort non pas seulement d'un cœur de mère, mais de celui d'une Alsacienne, inconsolable du passé, n'ayant plus en ce monde qu'un seul désir : celui de préparer dans ses enfants des serviteurs fidèles et dévoués à leur patrie. C'est à cette tâche seule que je voudrais consacrer les forces qui me restent.

Veuillez, Monsieur, me pardonner la longueur de cette lettre, et me faire savoir par quelques mots quel est le jour où je pourrais avoir l'honneur de vous voir, soit du 12 au 15 août prochain, soit dans la première quinzaine de septembre, en revenant du petit séjour que nous allons faire en...

Je ne sais si je vous ai communiqué un sonnet que mon pauvre cher frère a composé il y a bien des années déjà :

Libre est la fleur des bois, et libre est l'hirondelle ;
Libres sont les déserts, libres les cieux changeants,
Et libres sont aussi des vastes Océans
Les flots purs et profonds et leur plainte éternelle.

Pourquoi ne l'es-tu pas, Psyché, fleur immortelle
Que le semeur d'en haut fait lever de nos champs ?
Qui donc osa porter la main sur ton printemps ?
Étouffer ton haleine et te rendre moins belle ?

J'aimerais mieux vous en faire la lecture, et y

joindre, si je m'en sens le courage, celle d'un autre sonnet, datant des heures les plus sombres de sa vie, et que je ne relis jamais sans être envahie tout entière par la tristesse qui l'a inspiré, et qui finira peut-être par me dominer pour toujours.

Veuillez agréer encore une fois, Monsieur, l'expression de tous mes meilleurs sentiments.

Une dame à J.-J. Weiss.

19 novembre 1887.

Mon cher maître,

On dit beaucoup, j'ai entendu dire, que vous ne faites pas grand cas de votre élection à l'Académie, que vous ne vous êtes décidé à vous mettre sur les rangs qu'à cause des sollicitations de vos amis, que vous n'êtes qu'un candidat contraint et forcé : pour preuve on ajoute que vous habitez complètement la campagne et que vous ne vous dérangerez même pas pour venir à Paris.

Voilà le bruit qui court et qu'on répétera peut-être un de ces jours dans la *Gazette de Hollande.*

J'ai tenu, mon cher maître, à vous en avertir.

FIN

TABLE DES NOMS PROPRES

CITÉS DANS LE VOLUME

C

D

E

F

G

H

N

O

P

T

U

V

W

Y

Z

TABLE

NOTES ET IMPRESSIONS

CHOIX DE LETTRES

PARIS. — IMPRIMERIE CHAIX. — 5742-4-02. — (Encre Lorilleux).



IMPRIMERIE CHAIX, RUE BERGÈRE, 20, PARIS. — 5744-7-02. — (Encre Lorilleux).